

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°339

JUIN 2013

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions
du Ministère français des Affaires étrangères (DGCID)
et du Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (FASILD)*

Ce bulletin paraît en français et anglais
Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €
Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN
Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

www.fikp.org
E-mail: bulletin@fikp.org

- **KURDISTAN D'IRAK : LE MANDAT DE MASSOUD BARZANI PROLONGÉ DE DEUX ANS**
- **TURQUIE : LE PROCESSUS DE PAIX SEMBLE PIETINER**
- **SYRIE : INCIDENTS GRAVES À AMUDE ENTRE LE PYD ET DES MANIFESTANTS**
- **IRAN : IMMOLATIONS ET PROTESTATIONS PARMIS LES YARSANS DE SAHNEH**
- **CULTURE : SORTIE DU DOCUMENTAIRE « ROBOSKI, MON AMOUR »**

KURDISTAN D'IRAK : LE MANDAT DE MASSOUD BARZANI PROLONGÉ DE DEUX ANS

Le 26 mai dernier, alors que Massoud Barzani prononçait un discours pour commémorer le soulèvement du 26 mai 1976, quand, avec son frère Idris, il avait repris le flambeau de la résistance contre l'Irak du Baath, après l'effondrement de l'insurrection menée par son père, Mustafa Barzani, le président du Kurdistan d'Irak avait répondu à ses détracteurs au sujet du référendum controversé portant sur l'approbation de la constitution. L'opposition l'accuse en effet de chercher à briguer un troisième mandat ou, à tout le moins, de rallonger considérablement son second mandat.

Massoud Barzani a rappelé que le projet de constitution a été approuvé en 2009 par 36 partis politiques de la Région et 96 parlementaires contre une seule voix défavorable.

« Récemment nous nous sommes exprimés de façon très souple sur la question. Nous avons demandé à tous les partis de nous faire part de leurs remarques et commentaires sur la constitution, mais nous n'avons reçu aucune réponse positive. Il semble que certains partis, qui disent refuser le changement de régime parlementaire actuel en un régime présidentiel, n'ont pas étudié attentivement le projet écrit, tel que le premier article qui énonce que le système de gouvernement dans la Région du Kurdistan est parlementaire. Je pense que leur opposition se fonde sur des motifs politiques. »

Revenant sur les raisons de ce référendum tardif, Massoud Barzani a expliqué que son gouvernement avait « essayé » de l'organiser en parallèle avec les élections de juillet 2009, mais que la commission électorale irakien-

ne avait donné un avis défavorable. Par la suite, les diverses « crises » entre le Kurdistan et l'Irak avaient empêché sa tenue.

« Nous avons insisté sur la tenue d'un référendum parce que nous croyons que c'est le droit du peuple de décider et que le président de la Région du Kurdistan n'a pas l'autorité pour approuver la constitution, car c'est au peuple de décider. »

Et Massoud Barzani d'appeler tous les partis de la Région à ne pas s'opposer aux droits des citoyens de « choisir leur constitution ».

Mais l'opposition a continué de tempêter pour que la constitution soit amendée au lieu d'être votée en l'état, avançant le fait que la décision de tenir un référendum pour faire approuver les textes relève des prérogatives du

Parlement et non de la Présidence seule, en accord avec le gouvernement et la Commission électorale.

L'UPK s'est faite discrète tout le temps de la crise, ce qui n'a pas empêché le porte-parole du PDK d'annoncer à sa place que le parti de Jalal Talabani « soutenait » la présidence de Massoud Barzani. Il indiquait également que son propre parti était aussi « prêt » à signer un accord « stratégique » avec Gorran, le principal mouvement d'opposition.

Finalement, à la mi juin, Massoud Barzani soumettait le problème au parlement, en demandant auparavant à tous les partis politiques d'envoyer un projet de constitution avec leurs remarques et suggestions, lesquelles seraient remises au

Parlement qui aurait à approuver ou non la version finale.

Les partis, cette fois, n'ont pas rechigné, et ont tous envoyé leurs copies. Mais immédiatement après, les deux principaux partis, le PDK et l'UPK, annonçaient qu'ils s'étaient entendus pour demander à ce que la date de l'élection présidentielle (fixée le 21 septembre, comme les législatives) soit repoussée, afin de rédiger entre temps une nouvelle loi électorale sur le renouvellement de la présidence, en plus des articles à réécrire dans la constitution.

Le 30 juin, les parlementaires kurdes ont commencé de débattre du report de 2 ans de l'élection présidentielle. Cette question a enflammé l'assemblée de façon

inhabituellement violente, entre partis au gouvernement et l'opposition puisqu'une échauffourée a opposé physiquement des députés du parti Gorran à d'autres de l'UPK et du PDK. Les députés de Gorran ont crié à la fraude et à l'illégalité quand le président du Parlement a lu le texte visant à prolonger de deux ans l'actuel mandat de Massoud Barzani et le sien. S'en est ensuivi un échange de coups, vite interrompu par l'arrivée de la police. Un député de Gorran, Abdullah Mullah Nuri, qui semble être à l'origine de l'affrontement, a alors été arrêté et Gorran a accusé les forces de l'ordre de partialité dans leur intervention.

Cela n'a pas empêché l'extension d'être approuvée par le parlement, le 2 juillet.

TURQUIE : LE PROCESSUS DE PAIX SEMBLE PIETINER

Tout le temps des manifestations à Istanbul, la question de leur impact sur le processus de paix initié par le chef emprisonné du PKK, Abdullah Öcalan et le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdoğan, a été débattue dans la presse ou entre responsables kurdes. Mais comme il était prévisible, les provinces kurdes n'a pas bougé, même si des Kurdes, dont des responsables du BDP d'Istanbul ont pris part aux événements de Gezi Park et que le PKK a plusieurs fois déclaré que les violences policières allaient contre « le processus démocratique en cours ».

Mais ces déclarations de soutien au mouvement de Gezi Park n'ont eu aucune incidence sur le retrait en cours du PKK de Turquie. Le 13 juin, Selahattin Demirtaş, le co-président du BDP, annonçait, après une rencontre avec Abdullah Öcalan le 7

juin et une visite aux responsables de Qandil, que la première phase du processus était achevée et que devait commencer la seconde phase, celle de la démocratisation de la Turquie

« Il n'y a aucun problème avec le retrait, aucune interruption, ni tension ni conflit. La première phase souhaitée par Öcalan dans son discours est complète. Maintenant il est temps de parler de la deuxième phase, il est temps de la mettre en pratique. »

Détaillant les réformes constitutionnelles et juridiques nécessaires, Demirtaş suggère un « pack démocratique mixte », qui mettrait fin à des lois contraires aux droits de l'homme, à des peines disproportionnées par rapport aux délits, à l'arbitraire des durées de détention, en concluant qu'il ne connaissait pas les intentions du gouvernement, mais qu'il fallait « au moins amender 100 articles ».

Mais l'optimisme affiché par le BDP sur le processus de paix n'est pas partagé par la guérilla. Ainsi le 20 juin, l'un de ses chefs, Murat Karayilan, a dénoncé le manque de pas concrets de la part du gouvernement turc et les opérations militaires qui se sont accrues dans les régions kurdes, ainsi que la construction de postes militaires.

« L'État fait ce qu'il peut pour saboter le processus. Il se prépare à la guerre. C'est un sérieux problème pour nous. »

Murat Karyilan a souligné que le PKK avait rempli tous ses engagements dans le processus mais que l'État n'avait, lui, rien fait en trois mois, et qu'un grand nombre de responsables politiques kurdes était toujours sous les verrous.

Le BDP a alors cette fois emboité le pas à Qandil dans ses critiques en pressant Ankara d'entamer les autres phases du processus de paix et le 22 juin, un autre responsable du BDP se faisait l'écho

de l'insatisfaction de son parti après une rencontre avec le vice premier ministre Besir Atalay et le ministre de la Justice Sadullah Ergin.

« Nous leur avons dit qu'il était important pour apaiser les inquiétudes de prendre des mesures concrètes et de faire une déclaration d'intention avant la fermeture du parlement. »

Mais le conseiller principal du Premier Ministre Recep Tayyip Erdogan, loin de vouloir « apaiser » quoi que ce soit, a répliqué aux critiques du BDP en l'accusant d'exploiter les manifestations de Gezi Park :

« Le BDP et le PKK essaient de profiter de cette occasion. Ils exercent des pressions sur le gouvernement via les incidents de Gezi. »

Le conseiller Akdogan a aussi rejeté en des termes peu diplomatiques les accusations portant sur une recrudescence des activités militaires au Kurdistan de Turquie : « Ils ont tellement exagéré qu'ils ont fini par croire à leurs propres mensonges. »

Le 25 juillet, c'est Abdullah Öcalan lui-même qui sortait de son silence en annonçant que le processus de paix était entré dans sa deuxième phase, alors qu'il venait à nouveau de recevoir une délégation du BDP, dont Selahattin Demirtaş et Pervin Buldan. Le chef du PKK a dit espérer que « l'État évaluerait correctement ses propositions relatives à la seconde

étape et en tirerait les bonnes conclusions. »

Mais les gestes de la Turquie se font attendre et le mois de juin a été plutôt mauvais pour la situation des Kurdes.

Ainsi le 27 juin, la 6ème Haute Cour pénale de Diyarbakir a condamné neuf membres de l'Union des communautés kurdes (KCK) à un total de 105 ans et 8 mois de prison et à une amende de 74.880 liras turques.

Chacun des accusés a été condamné à 6 ans et 3 mois de prison pour « crime commis au nom d'une organisation illégale dont ils ne sont pas membres », à 3 ans pour « possession de matériel dangereux », à 2 ans et 6 mois pour « dégradation de bien public », et à une amende de 8.320 liras chacun.

Par contre, 23 autres membres du KCK ont été relaxés par décision de la Huitième Haute Cour pénale de Diyarbakir.

Auparavant, le 11 juin, un tribunal de Diyarbakir en charge d'enquêter sur le massacre d'Uludere (Roboski) où 34 jeunes contrebandiers avaient été tués par des bombardements, en décembre 2011, s'est déclaré incompétent et a transféré le dossier à un tribunal militaire, chargé donc de juger une bavure de l'armée, toute intention délibérée de tuer des civils ayant été déjà écartée au cours de l'enquête, en se fondant sur un rapport « secret ».

Par contre, cinq cousins des jeunes

victimes ont été, eux, accusés de tentative de meurtre pour avoir, dans leur colère, lancé des pierres au sous-préfet venu présenter ses condoléances au village.

De plus, les familles des victimes ont été condamnées par un autre tribunal de Diyarbakir à payer une amende d'un montant équivalent à 1300 euros pour s'être rendu plus tard sur les lieux du massacre, situé en zone irakienne, en traversant illégalement la frontière sur un trajet de quelques kilomètres, sans être passé par le poste-frontière situé à plus de 5 heures de route.

Mais l'incident le plus dramatique a eu lieu le 28 juin, quand les forces de sécurité turques ont tiré sur une manifestation organisée au village de Kayacik (Lice) pour protester contre la construction d'un poste militaire. Un jeune homme, Medeni Yıldırım, a été tué et six personnes blessées, dont une jeune fille de 16 ans.

Le gouverneur de Diyarbakir, Cahit Kirac, a rapporté la version de l'armée, à savoir que 200 manifestants ont marché en direction du chantier pour incendier les tentes des ouvriers, que les soldats auraient tiré en avertissement et qu'une « émeute » aurait éclaté, mais que l'enquête était en cours.

Deux jours plus tard, des manifestations étaient organisées par le BDP dans plusieurs villes, pour inciter le gouvernement à « faire sa part » dans le processus de paix.

SYRIE :

INCIDENTS GRAVES À AMUDE ENTRE LE PYD ET DES MANIFESTANTS

Les forces kurdes du PYD sont de plus en plus engagées dans une bataille externe face à l'Armée syrienne de libération (ASL), mais tentent aussi de réprimer une fronde

interne de la part des Kurdes syriens soutenant le Conseil national kurde, et qui luttent contre la mainmise politique et militaire de ses forces Asayish et YPG.

Sur le front contre l'ASL, après le refus, fin mai, des forces kurdes

de laisser passer des milices arabes (et le bataillon kurde Salah ad Din) dans la montagne d'Afrin, pour leur permettre d'attaquer des villages alaouites, Afrin s'est retrouvé assiégé et sous embargo par l'ASL. Sa situation humanitari-

re est devenue très préoccupante, aggravée par le grand nombre de réfugiés qui campent en ville, où ils peuvent, dans les bâtiments publics, surtout après les attaques de l'armée gouvernementale contre le quartier kurde de Sheikh Maqsoud à Alep : le manque de vivres et de médicaments se fait ainsi sentir.

Comme c'est presque toujours le cas, des partis kurdes rivaux du PYD ont tout de même condamné l'attaque de l'ASL, leurs critiques vis à vis du PKK syrien ne les empêchant pas de se montrer peu enclins à laisser les zones kurdes investies militairement par les Syriens arabes, dont ils craignent, en plus des éléments islamistes, les pillages et les agressions contre des civils, ainsi que les représailles de l'armée gouvernementale.

En contrepartie, les bataillons de l'ASL accusent tout autant les YPG de « violer les traités et accords » qui ne cessent de se conclure et de se défaire, depuis le début de l'année, mais aussi de fournir clandestinement les villages alaouites (avec qui la montagne d'Afrin est mitoyenne) en armes et en provisions.

Mais les incidents les plus graves, concernant, le mois dernier, des exactions et des attaques contre les membres de partis kurdes rivaux du PYD, qui rapportent régulièrement, depuis deux ans, des faits d'enlèvements et d'intimidations, et même des tortures et des meurtres.

Ainsi, le 10 juin, le Parti démocratique du Kurdistan d'Abdulahakim Bashar a accusé le PYD d'avoir kidnappé 6 de ses membres, alors qu'ils faisaient route vers Afrin. Entre le 14 et le 17 juin, le même parti célébrait dans quelques villes kurdes l'anniversaire de la fondation,

par Osman Sabri et Daham Miro, du Parti démocratique du Kurdistan syrien (PDKS). Ce parti ayant éclaté en 1965, entre le Parti démocratique du Kurdistan et le Parti démocratique kurde progressiste, que l'on dit être proche de l'UPK, ces deux mouvements se considèrent comme héritiers du PDKS. À cette occasion, le parti d'Abdulahakim Bashar, vu, lui, comme sympathisant du PDK de Barzani, a été attaqué lors des célébrations à Afrin : plusieurs dizaines de sympathisants ou membres du PYD ont fait un raid, armés de couteaux et gourdins, en dévastant la scène, interrompant ainsi l'événement.

Le 17 juin, d'autres enlèvements opérés par les YPG étaient rapportés par le site KurdWatch, notamment celui de Walat Isma'il al Umari (militant pour le Conseil national kurde), de Serbest Najjari (membre de la coordination des comités d'Amude) et de Dersim Adham 'Umar, membre du bataillon Tahsin Mamo, force appartenant au parti Yekitî.

Les trois hommes ont été arrêtés par les YPG au cours d'un raid de grande ampleur à Amude : des check-points avaient été installés autour de la ville, des habitations et des commerces fouillés, les media du PYD qualifiant ces fouilles et arrestations d'opération anti-drogue, alors que plusieurs mouvements de jeunesse appelaient Amude à des manifestations de protestation du 17 au 20 juin.

Le PYD n'a pas cependant mis fin à cette série d'interventions et le 23 juin, c'était dans la région de Kobani qu'ils érigeaient des check-points, en cernant le village de Tall-Ghazal. C'est alors qu'un villageois et son fils, Haywai et Mustafa Abdhu Hammu, qui ne s'étaient pas

arrêtés au check-point avant leur village ont été tués par les YPG qui ont fait feu, tirant ensuite sur d'autres personnes qui s'étaient portées au secours des deux victimes et faisant six blessés. Un militant hostile au PYD a déclaré à KurdWatch que le village où a lieu l'exécution était depuis longtemps « une épine dans le flanc du PYD », car il fait partie de ces quelques lieux non contrôlés par le PYD, pour la plupart sympathisants ou membres du Parti démocratique d'Abdul Hakim Bashar, ou du Parti Azadî ou du Mouvement pour le futur, des formations politiques hostiles au PYD. La même source a aussi indiqué que le PYD cherchait activement 4 villageois membres de ces divers partis.

Trois jours plus tard, le jeune Dersim Adham, arrêté à Amude et détenu par les Asayish du PYD, était relâché, tandis que les deux autres militants arrêtés en même temps que lui restaient en détention. Depuis ces raids des YPG, des manifestations contre le PYD étaient régulièrement organisées dans la ville, par des mouvements de jeunesse kurdes, qui soutiennent le Conseil national kurde, manifestations au cours desquelles ils réclamaient la libération de leurs camarades retenus par les Asayish du PYD. Le 20 juin, c'est même une forme de #OccupyGezi qui s'est mise en place à Amude, puisque des jeunes ont dressé des tentes en centre ville et ont commencé une grève de la faim. En riposte, le 21, le PYD a organisé une contre-manifestation dans la ville, et inévitablement, les cortèges rivaux se croisant, des supporters du PYD ont voulu attaquer l'autre cortège mais ils ont été maîtrisés par les Asayish qui ont pu éviter, cette fois, que cela ne dégénère. Le même jour, une manifestation à Kobanî réclamait que le PYD mette fin aux attaques contre les autres partis kurdes.

Les manifestations pro-CNK et les raids du PYD se succédant, il était inévitable que cela tourne mal. Le 28 juin fut donc une journée noire : déjà, tôt le matin, le centre d'un mouvement de jeunesse indépendant, Zelal, était brûlé, et un témoin a accusé des sympathisants du PYD d'en être les auteurs, ainsi qu'un véhicule des YPG d'avoir empêché que des gens éteignent l'incendie. Une menace de mort à l'encontre du directeur du centre, Rodi Ibrahim a été tracé sur un mur du local. Parallèlement, des locaux du centre pour femmes Ronî, à Qamishlo, ont été brûlés, au même moment, centre où la femme de Rodi Ibrahim est active.

Mais les affrontements les plus violents ont eu lieu plus tard en soirée, à Amude, et se sont terminés par un couvre-feu imposé à la ville par le PYD, après que des forces aient tiré sur une des manifestations qui s'y déroulaient, en faisant trois morts et des dizaines de blessés, selon les militants du CNK, tandis que le PYD affirmait que leurs combattants avaient été pris dans une embuscade par un groupe armé et que l'un d'eux était mort, ce que nient les sympathisants de la manifestation, dont le journaliste Massoud Akko, qui a déclaré à l'AFP qu'il ne croyait pas que les manifestants étaient armés.

D'après le récit d'un autre journaliste local, vers 7 heures du soir, des centaines d'habitants s'étaient rassemblés dans les rues pour demander la libération des détenus du PYD. Les Asayish ont alors ouvert le feu, faisant six morts et une trentaine de blessés. Une vidéo amateur qu'ils ont diffusée montrent des hommes en armes sur un pick up blanc tirer dans la foule, dont on entend les cris. On entend des tirs et la foule scander « shabiha » (milices pro Baath) à l'adresse des YPG.

Quoi qu'il en soit, le couvre-feu qui a suivi a bien été imposé par

les Asayish du PYD. Nîshan Malle, autre activiste informant l'AFP par Internet, a indiqué que personne n'était admis à sortir et qu'il y avait des snippers partout. Ce couvre-feu et le manque de matériel médical a rendu les soins apportés aux blessés très difficiles.

Le Conseil national kurde a immédiatement condamné cet incident « honteux », « résultat de la division des Kurdes » et appelant à tous les efforts possibles pour éviter l'escalade. Le même appel à la retenue a été lancé par le Conseil national syrien.

Du côté d'Erbil, le président Massoud Barzani a tenu, dès le lendemain, une réunion d'urgence avec des représentants de partis kurdes syriens, pour mettre fin aux tensions.

Mustafa Cuma, le leader du parti Azadî, a déclaré au journal kurde Rudaw que tant que le PYD ne mettrait pas fin à sa politique de coercition dans les régions kurdes, la situation des Kurdes de Syrie ne pourrait qu'empirer : « Les YPG se voient déjà comme étant un gouvernement. Mais notre peuple ne peut l'accepter. Ils voient les YPG comme un groupe politique et rien de plus. » Revenant sur les innombrables accusations d'intolérance et d'atteinte à la liberté d'opinion que tous les partis du CNK relaient contre le PYD, Cuma a répété que le PYD voulait être seul à contrôler le Kurdistan de Syrie et ce, en dépit des accords d'Erbil qui, selon Cuma, sont juste utilisés par le PYD pour « promouvoir sa propre feuille de route et écarter les autres groupes kurdes ».

Le président du PYD, Salih Muslim, a continué de maintenir la version de l'« embuscade » par un groupe armé et a fait porter la responsabilité de l'attaque à la milice islamique Jabhat al Nusra,

avec qui les YPG se heurtent fréquemment pour le contrôle des villes kurdes ou mixtes. Le PYD accuse aussi les autres groupes kurdes de soutenir l'ASL ou de se battre à leurs côtés pour certains bataillons.

Plus surprenant, le département d'État américain a publié un communiqué condamnant les actions des Asayish, et entérinant donc la version des manifestants d'Amude, qualifiés de « pacifiques ». Le communiqué parle de six morts, de dizaines de blessés et de 90 militants détenus.

« Il n'y a aucune justification à ces attaques ni aux tentatives du PYD de réprimer la liberté d'expression et de manifestations en faisant taire ceux qui défendent pacifiquement la cause des droits de l'homme. Nous sommes consternés par les rapports sur les actes de torture sur détenus par le PYD et nous demandons la libération immédiate et sans condition de tous les militants emprisonnés. »

Alors que la Syrie est à feu et à sang depuis deux ans et que des accusations d'exactions très graves, voire de crimes contre l'humanité, fleurissent à l'encontre des forces gouvernementales syriennes et aussi de certaines milices de l'ASL, il peut paraître étonnant que les États-Unis se soucient à ce point des événements d'Amude, petite ville kurde restée jusqu'ici à l'écart des combats. Mais sans doute Washington n'allait-il pas laisser passer l'occasion d'épingler le PYD, plus proche des positions russes en Syrie que des siennes. Le 25 juin, l'ancien ambassadeur américain en Syrie, Robert Ford, a même présenté Abdul Basit Sayda (Kurde lui aussi mais du Conseil national syrien) comme seul représentant légitime des Kurdes syriens à la conférence de Genève, alors que Moscou soutient la Commission suprême kurde, une

émanation du PYD mais aussi considéré comme un prête-nom pour les Kurdes collaborant avec le Baath.

Ripostant à cette condamnation, le PYD réitère sa version d'une attaque de Jabhat al Nusra, parlant de « conspiration » alors que ses forces faisaient route pour Qamishlo et que dans cette attaque, avaient péri des combattants des deux côtés et des civils.

Sur les arrestations, le PYD parle de « suspects » qui ont été ensuite relâchés, sauf les coupables : « Ces précautions ont été prises par les forces de sécurité kurdes afin de stopper le chaos et de restaurer la sécurité et la stabilité de la ville ». Il rejette aussi les accusations de torture, en assurant que ses Asayish respectaient les droits de

l'homme au cours de leurs interrogatoires. Et pour prouver ses dires, une vidéo montrant l'interrogatoire en kurde de Dersim Adham, Walat Isma'il al-'Umari et de Serbest Najjari, arrêtés le 17 juin, a été diffusé sur les sites de media du PKK et du PYD, où l'on voit les détenus interrogés sur leurs identités et leurs activités politiques.

Or, après sa libération, Dersim Adham a accusé publiquement, au cours des manifestations, les Asayish de tortures, de mauvais traitements et parlant même d'auxiliaires « arabes » appartenant au Baath.

Pour le moment, et malgré l'optimisme affiché lors de la réunion des partis kurdes syriens avec Massoud Barzani, aucun accord n'a été trouvé entre le Conseil

national kurde et le Conseil du peuple du Kurdistan occidental (qui gère le Kurdistan syrien au nom du PYD) : Les raids du PYD continuent, le CNK réclame toujours la libération de ses membres toujours emprisonnés (une cinquantaine) ; le PYD continue de dire que tous ces incidents sont un complot fomenté par la Turquie afin d'affaiblir ou d'empêcher la participation de la Commission suprême kurde à la conférence de Genève, tandis que le Conseil national kurde tente de s'entendre à cet effet avec le Conseil national syrien. Abdul Basset Sayda, l'ancien président du CNS a d'ailleurs tenu une réunion de 3 jours le 19 juin, à Erbil, avec des partis kurdes du CNK, en espérant obtenir aussi le soutien de Massoud Barzani à l'opposition syrienne arabe.

IRAN :

IMMOLATIONS ET PROTESTATIONS PARMIS LES YARSANS DE SAHNEH

Le 4 juin, un Kurde de la religion Yarsan, Hassan Razavi, s'est immolé par le feu dans la ville de Sahneh (province de Kermanshah), devant un bâtiment administratif. Il voulait protester contre les sévices infligés en prison à un de ses coreligionnaires, Keyumars Tamnak, détenu dans la prison de Hamadan, qui avait été forcé de raser sa moustache, ce qui est formellement proscrit par sa religion.

Hassan Rezavi, brûlé à 60% a été transporté à l'hôpital et mis sous surveillance policière. Aucun membre de sa famille n'a été admis à lui rendre visite.

Le lendemain, 5 juin, c'est Nimkard Tahari qui s'immolait devant le même bâtiment. Lui aussi transporté à l'hôpital, il n'a pas survécu à ses blessures. Il a été enterré le lendemain de sa mort, dans sa ville natale, Sahneh, sous surveillance des forces de sécurité. Malgré cela, un sit-in a été organisé devant le bâtiment officiel où a eu lieu les immolations durant deux heures, avant que la police les ne disperse par la force.

Le 17 juin, deux autres Yarsans s'immolait aussi dans la ville de Sahneh, et les dirigeants de la communauté Yarsan étaient soumis à des pressions et des

menaces de la part des services de Renseignements.

Le député de la province de Kermanshah (qui compte la plus importante population yarsan) a envoyé une protestation officielle au ministre de la Justice et a présenté ses excuses à la population de Sahneh.

Les Yarsans ou Ahl é Haqq (Fidèles de Vérité) sont une minorité religieuse dont les adeptes sont très majoritairement kurdes (il y a aussi des Yarsan azéris). Ils sont régulièrement persécutés par les autorités iraniennes, enclines à les considérer comme « apostats », en plus d'être Kurdes.

CULTURE :

SORTIE DU FILM ROBOSKI MON AMOUR

Un film documentaire sur les événements de Roboski (Uludere) est sorti en juin. Bülent Gündüz présente son film au public dans ces termes:

« Le 28 décembre 2011, l'aviation turque bombarde le village de Roboski, commune située dans le Sud-Est de la Turquie, près de la frontière de l'Irak, dans le district d'Uludere, tuant 34 Kurdes dont

19 enfants. Ils sont confondus, selon les autorités turques, avec un groupe de la guérilla du PKK. Pour le gouvernement turc, il s'agit d'une bavure, un prétexte qui n'a jamais convaincu l'opinion

publique. D'autant plus qu'aucun responsable civil ou militaire n'a encore été enjoint à rendre des comptes sur ce bombardement mortel.

Très touché par ce massacre, le réalisateur se rend à Roboski quelques semaines plus tard pour exprimer ses condoléances et partager la souffrance des familles. Un an après, il retourne au village avec la comédienne Handan Yildirim, pour assister à un rassemblement de commémoration sous le slogan « Que nos cœurs se transforment en pierres si nous l'oublions ». Arrêtés par la police, ils parviennent difficilement à atteindre le village. Ils arriveront néanmoins à temps pour l'évènement.

Ils ont filmé leur périple, leur rencontre avec les villageois, endeuillés mais aussi très en colère. Par devoir de mémoire mais aussi et surtout pour rompre le silence assourdissant qui entoure ce crime resté jusqu'alors impuni.

Bülent Gündüz est né à Karayazi ((Kurdistan de Turquie) en 1976. Diplômé de l'Université Kahramanmaraş comme ingénieur en travaux publics, il s'intéresse très vite au monde des médias et au métier de journaliste en particulier. Devenu reporter pour une radio locale de Bursa, sa passion ne le quittera plus. Il étudie le cinéma et le journalisme à Istanbul puis devient, pendant deux ans, journaliste pour la Chaîne National 6.

En 2001, il s'installe à Paris. En 2007, il publie un livre sur les médias turcs (Les soldats porteurs de micro, des généraux et les Kurdes) et devient journaliste pour un site d'actualités turques "aktuelbakis.com" et pour l'hebdomadaire turc « Yeni Özgür Politika » avec lesquels il collabore encore aujourd'hui.

En 2010, il sort son premier film en tant que réalisateur et scénariste, *EVDALÉ ZEYNIKE*. Un documentaire sur la vie d'un dengbêj, un poète chanteur du XIX^{ème} siècle, qui a reçu de nombreux prix internationaux notamment le prix du "Meilleur premier film" et le "Prix du jury" au festival du film indépendant de New York en 2010.

Le Monde
Samedi 1^{er} juin 2013

L'opposition syrienne fait monter les enchères avant la conférence de paix

La Coalition nationale menace de boycotter la réunion « Genève 2 » prévue par Moscou et Washington

La Coalition nationale syrienne (CNS) fait monter les enchères. A l'image du régime Assad, qui se dit prêt à négocier mais multiplie les offensives sur le terrain, la principale plateforme de l'opposition tente de monnayer au prix le plus fort sa participation à la conférence de paix que les Etats-Unis et la Russie espèrent organiser au mois de juin. Jeudi 30 mai, au terme de huit jours de débats électriques dans des hôtels de la banlieue d'Istanbul, son président par intérim, Georges Sabra, a annoncé qu'elle boycotterait cette initiative aussi longtemps que les « milices » de l'Iran et du Hezbollah se battront au côté du régime.

« Aujourd'hui, les vies des Syriens sont beaucoup plus importantes que n'importe quelle solution politique ou conférence internationale », a insisté M. Sabra, un chrétien de gauche. Le même jour, les défenseurs de Qoussair, une place forte de la rébellion, dans l'ouest de la Syrie, assiégée par les forces gouvernementales et les combattants du Hezbollah, ont lancé un appel à l'aide, affirmant ne pas pouvoir évacuer des centaines de blessés.

Mercredi soir, la CNS avait publié un communiqué rappelant sa volonté absolue de considérer le départ du président syrien Bachar Al-Assad comme la seule issue possible d'une négociation, mais s'abstenant de se prononcer sur l'éventualité que ses représentants s'assoient à la même table que des émissaires de Damas.

Baptisée « Genève 2 », en référence à un sommet organisé en juillet 2012, sur les bords du lac Léman, qui avait accouché d'un plan de règlement du conflit mort-né, la conférence doit, dans l'esprit de ses parrains, se tenir dans la première quinzaine de juin. Moscou et Washington planchent sur un plan de transition, qui en l'état actuel, prévoit la formation d'un gouvernement d'unité, « doté des pleins pouvoirs » mais laisse en suspens le sort réservé au président syrien, l'un des nombreux points de divergences entre la Maison Blanche et le Kremlin, allié de Damas.

De l'avis des bons connaisseurs du dossier, le « niet » de la CNS s'apparente davantage à une position d'attente, voire une manœuvre tac-



Manifestation anti-Assad, le 24 mai, à Istanbul, où était réunie l'opposition syrienne. MURAD SEZER/REUTERS

tique, qu'à un refus définitif de participer à Genève 2. Il bouscule certes le calendrier russo-américain et repousse vraisemblablement la tenue d'une éventuelle conférence à la fin juin voire au mois de juillet. Mais il ne met pas un terme aux efforts des deux grandes puissances, qui ont d'ailleurs prévu une nouvelle réunion de travail sur le sujet, le 5 juin, à Genève, avec la participation du médiateur de la Ligue arabe et des Nations unies, l'Algérien Lakhdar Brahimi.

« Le message envoyé par la CNS à Istanbul est une tentative de responsabilisation de la communauté internationale, affirme le politologue Ziad Majed, professeur à l'université américaine de Paris. L'intervention du Hezbollah en Syrie, qui se fait désormais au grand jour, n'a pas été suffisamment condamnée par les grandes capitales. » Pour Peter Harling, analyste à l'International Crisis Group, le positionnement « asymétrique » des Etats-Unis et de la Russie dans la crise contribue à la méfiance de l'opposition vis-à-vis de Genève 2. « Les Russes veulent se servir de la conférence pour servir les intérêts du régime, tandis que les Américains entendent en profiter pour se laver les

mains de la crise. Ils s'engagent dans un processus diplomatique pour mieux se désengager du conflit. Ce déséquilibre entre grandes puissances est éminemment problématique lorsqu'il faut organiser une réunion sous leurs auspices. »

La position exprimée par Georges Sabra est d'autant plus sujette à évolution que la CNS est en pleine restructuration. L'élection de son

Le « niet » de la CNS s'apparente plus à une manœuvre tactique, qu'à un refus définitif de participer à « Genève 2 »

président a été reportée à mi-juin. Jeudi soir, après de longs déchirements internes, dus à des querelles d'ego et aux interférences du Qatar et de l'Arabie saoudite qui se disputent son parrainage, la Coalition, composée actuellement de 63 membres, a officialisé son élargissement à une quarantaine de personnalités supplémentaires. Le courant « libéral », soutenu par les Occidentaux, désireux d'atténuer

le poids des islamistes, et emmené par Michel Kilo, un vétéran de l'opposition à Damas, a obtenu 14 sièges sur les 25 qu'il espérait. Régulièrement accusée de ne pas faire suffisamment de place aux forces vives de la révolution, la CNS a aussi entériné le principe d'une intégration de 14 représentants de l'opposition intérieure et de 15 autres figures, liées à l'Armée syrienne libre (ASL).

Ces renforts, qui consolident l'assise de la CNS, devraient lui permettre de peser davantage sur les travaux préparatoires à Genève 2. Reste à savoir dans quel sens pencheront les nouveaux venus. Même s'il paraît davantage ouvert à l'idée de siéger en face de représentants du régime que les membres de la Déclaration de Damas et du Parti du peuple démocratique (l'autre courant « libéral » de la CNS), le groupe de Michel Kilo pose également des conditions pour toute participation.

La tenue ou non de Genève 2 dépend donc en grande partie de la capacité de la Russie à obtenir des concessions de Bachar Al-Assad. Or jusque-là, Moscou n'a jamais semblé disposé à exercer de véritables pressions sur son protégé. ■

BENJAMIN BARTHE

Pour les Kurdes, négociations de la dernière chance avec Bagdad

par Isabel Coles / (Reuters)

ERBIL, Irak - Le Kurdistan irakien sera contraint de trouver "un nouveau cadre de relations" avec le gouvernement central à Bagdad en cas d'échec des négociations en cours sur les différends territoriaux et pétroliers, a souligné lundi Massoud Barzani.

Le président de la région autonome, interrogé à Erbil, capitale du Kurdistan irakien, a longtemps défendu l'idée d'un Etat kurde indépendant, qui reste pour lui un objectif à terme, mais il s'est rallié par pragmatisme à la solution fédérale, de plus en plus mise à mal par les désaccords persistants avec le gouvernement de Nouri al Maliki.

Les discussions actuelles, ouvertes le mois dernier, "sont celles de la dernière chance", a-t-il dit dans une interview à Reuters.

L'issue de ces négociations aura des conséquences majeures pour des sociétés pétrolières comme Exxon Mobil et pour la Turquie voisine, qui a renforcé récemment ses relations énergétiques avec le Kurdistan, suscitant l'inquiétude de Bagdad et de Washington.

"On a constaté un assouplissement de la position de Bagdad mais, concrètement, on n'a pas progressé", a déploré Massoud Barzani. "Soit nous sommes capables de parvenir à un accord, soit il faudra réfléchir à un nouveau cadre de relations entre la région et Bagdad", a-t-il ajouté sans autre précision.

Dix ans après l'intervention militaire conduite par les Américains pour chasser Saddam Hussein, les accords politiques de



Massoud Barzani, président du Kurdistan irakien

partage du pouvoir entre les communautés chiite, sunnite et kurde ont du mal à s'imposer dans les faits et une récente flambée de violence fait craindre un retour à une situation de quasi-guerre civile entre sunnites, minoritaires, et chiites, majoritaires.

TOUJOURS LE RÊVE D'UN ÉTAT KURDE

Dans le nord du pays, le Kurdistan a en partie réussi à se préserver et jouit d'une prospérité économique inconnue jusqu'ici.

La région, avec ses plus de quatre millions et demi d'habitants, s'est pratiquement émancipée au point de vue énergétique et diplomatique, ce qui a exaspéré le gouvernement de Bagdad, à tel point que les deux camps ont envoyé cet hiver des renforts à

leur frontière, dans un climat de vives tensions.

Même si un compromis est trouvé avec Bagdad, la création d'un Etat kurde indépendant reste le grand objectif de Massoud Barzani, qui a mené pendant des années la guérilla contre les forces de Saddam Hussein.

Les Kurdes, qu'on trouve en Iran, en Syrie, en Turquie et en Irak, sont plus de 25 millions.

"C'est le but de tous les Kurdes d'avoir un jour un Etat, et c'est légitime. Je pense que ce sera en définitive la solution", a souligné Barzani.

Pour réaliser leurs ambitions, les Kurdes irakiens ont l'arme du pétrole. Ces dernières années, ils ont signé des contrats avec Exxon Mobil, Total et Chevron, provoquant la colère du gouvernement de Bagdad qui s'estime floué.

Si elle a suscité les protestations de Bagdad, l'arrivée dans la région de combattants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui ont quitté la Turquie après un accord avec le gouvernement d'Ankara, n'inquiète pas Massoud Barzani.

"Quand le problème sera réglé, ils retourneront chez eux", dit-il, confiant.

Face à la guerre civile en Syrie, le gouvernement d'Erbil a envoyé de l'aide aux Kurdes syriens et a accueilli des milliers de réfugiés. Il incite les partis politiques kurdes de Syrie à surmonter leurs divisions "afin de saisir toutes les occasions pour avancer vers leurs objectifs".



Kurdistan : Bagdad demande aux Kurdes de quitter des régions disputées

BAGDAD, 05 juin 2013 (AFP)

LE MINISTÈRE IRAKIEN de l'Intérieur a exhorté les forces loyales au Kurdistan irakien à se retirer de plusieurs territoires disputés, menaçant une paix déjà fragile après un mois d'avril meurtrier.

"Le ministère de l'Intérieur appelle les frères chargés de la sécurité au Kurdistan de retirer les Peshmerga des régions de Souleïman Bek, de Touz Khourmatou et de la province de Kirkouk, puisque cette région est sous l'autorité du gouvernement fédéral", c'est-à-dire de Bagdad, dans un communiqué posté sur le site du ministère de l'Intérieur.

Après plusieurs jours d'affrontements entre les forces gouvernementales et des

manifestants, l'armée irakienne a été obligée de se retirer de plusieurs villes-clés du Kurdistan. Un vide sécuritaire aussitôt investi en avril par les Peshmerga, combattants autonomistes kurdes en Irak, et que l'armée accuse de vouloir prendre le contrôle d'importants champs de pétrole.

Très riche en pétrole, la région de Kirkouk et sa capitale éponyme, ainsi que les régions aux alentours de Souleïman Bek et Touz Khourmatou, se trouvent sur une large bande de territoire du nord de l'Irak, que revendiquent tant la région autonome du Kurdistan irakien que le gouvernement fédéral. Pour les diplomates et les politiques, ces tensions comptent parmi des plus graves menaces à la stabilité du pays.

L'Irak, dont le gouvernement chiite est déjà aux prises avec des manifestations de la minorité sunnite, voit les tensions avec le Kurdistan raviver celles suscitées en avril, mois le plus meurtrier depuis 2008, avec plus de 215 morts en cinq jours de violence continue.

Bien que le mois de juin s'annonçait aussi agité dans le reste du pays, une frêle trêve semblait observée entre les forces gouvernementales et les Peshmerga dans les territoires disputés du Kurdistan.

En Turquie, la révolte contre le pouvoir se propage



La police turque tire des grenades lacrymogènes et utilise des canons à eau pour chasser les participants d'un sit-in pacifique dans le parc Gezi, vendredi 31 mai, à Istanbul. AP

Istanbul
Correspondance

Sur la place Taksim enfumée, jonchée de centaines de cartouches de grenades lacrymogènes, de pierres et de bouteilles, un homme s'avance vers une cohorte de policiers antiémeute casqués, masqués, harnachés, qui continuent d'arroser de gaz tout ce qui bouge. « *La devise de la police turque c'est "servir le peuple". C'est comme ça que vous servez le peuple? En vous comportant comme des animaux?* » D'autres suivent,

Une douzaine de traumatismes crâniens, causés par des tirs tendus de grenades lacrymogènes, ont été enregistrés

les yeux rougis par le gaz et la colère: des citoyens, des retraités, des mères de famille, ulcérés par ce déferlement de violence auquel ils ont assisté, vendredi 31 mai, en marge des manifestations organisées dans le centre d'Istanbul contre un projet d'aménagement urbain.

Des policiers menacent de ressortir les matraques, avant de se replier. Quelques rares touristes en tenue estivale, que l'on n'avait pas mis au courant, passent en courant et vont se réfugier, terrorisés, dans les halls des hôtels ou dans les sous-sols des cafés, transformés en centres de soins d'urgence. On y distribue des citrons et du lait, censés apaiser les brûlures causées par les gaz. On y calme les

crises de nerfs. On distribue à boire et on maudit en chœur cette répression policière féroce qui s'abat sur la ville et ce premier ministre Erdogan, rebaptisé « *Tayyip le Chimique* ».

Après une journée d'affrontements qui se sont prolongés toute la nuit, les hôpitaux du quartier sont débordés. Des dizaines de fractures, des malaises, des crises cardiaques et une douzaine de patients en soins intensifs pour des traumatismes crâniens, causés par des tirs tendus de grenades lacrymogènes par la police, ont été enregistrés, selon un bilan partiel de la chambre des médecins. Amnesty International évoque une centaine de blessés. Une ressortissante étrangère a été grièvement touchée à la tête et plusieurs députés ont été blessés au cours de la journée.

Tout a commencé vendredi matin, à l'aube, avec l'attaque par la police d'un campement de quelques centaines de manifestants, dans le parc Gezi, au-dessus de la place Taksim. Ce « Central Park » stambouliote, en plus réduit, est depuis le 28 mai le théâtre d'une mobilisation qui ne cesse de gagner en importance.

Au départ, associations environnementalistes, riverains et syndicats étaient là pour dénoncer la destruction du parc arboré, pro-

mis aux bulldozers. A la place, la municipalité, que dirigeait le premier ministre Recep Tayyip Erdogan dans les années 1990, a prévu de reconstruire d'anciennes casernes ottomanes agrémentées d'un centre commercial. Une opération opaque, menée sans concertation. « *Cette place Taksim est un symbole que le gouvernement veut détruire*, constate Akif Burak Atlar, de la chambre des planificateurs urbains. *Ils ont détruit les anciens cinémas pour en faire des centres commerciaux et ils continuent, dans leur recherche du profit.* »

Les projets urbains pharaoniques lancés ces derniers mois par le gouvernement turc - aéroport géant, canal de contournement du Bosphore, troisième pont sur le détroit, villes nouvelles et reconstruction de la place Taksim - vont redessiner Istanbul.

Vendredi, l'intervention de la police, plus brutale que les précédentes, constituait la troisième tentative de déloger les occupants du parc Gezi. Pour tuer dans l'œuf une mobilisation naissante, les autorités n'ont pas lésiné. Amnesty International a critiqué le « *recours excessif à la force contre des manifestants pacifistes* », pendant que Reporters sans frontières (RSF) dénonçait les « *attaques ciblées* » des forces de l'ordre contre des journalistes. L'Union

européenne a, de son côté, exprimé son « *inquiétude* ». Et vendredi, un tribunal administratif de la ville a suspendu la construction des casernes.

Mais la mobilisation est lancée et prend une tournure de plus en

A la place du parc, la municipalité a prévu de reconstruire d'anciennes casernes ottomanes et un centre commercial

plus politique. « *Ce soir, il n'est plus question d'empêcher qu'on coupe des arbres mais d'une terrible violence policière* », déclare Onur, un étudiant en droit venu manifester. « *La répression nous pousse à nous mobiliser.* »

Toute la nuit, plusieurs quartiers d'Istanbul ont résonné de bruits de casseroles et de gamelles et d'appels à la démission du gouvernement.

Le mouvement, rebaptisé « *Occupy Gezi* » sur les réseaux sociaux, a peu à peu pris la forme d'une coalition hétéroclite de jeunes et de moins jeunes, de kémalistes purs et durs, de militants d'extrême gauche ou du Parti pour la paix et la démocratie (BDP, kurde),

d'autonomes incontrôlables et même d'une partie de la mouvance islamiste, à l'image de l'association Mazlum-Der. Et de simples citoyens, pour la plupart, venus exprimer leur colère contre M. Erdogan et sa conduite du pouvoir jugée autoritaire.

« Ils peuvent faire ce qu'ils veulent, notre décision est prise. Nous allons faire revivre l'histoire », avait déclaré le dirigeant turc mercredi, en réponse aux critiques.

Au pouvoir depuis dix ans et candidat probable à l'élection présidentielle qui doit se tenir en 2014, le premier ministre, conforté par ses scores électoraux, n'a pas vu venir ce mouvement, inédit par son ampleur et la variété de ses motivations. « Ses sorties contre l'alcool, contre l'avortement, ou encore les arrestations de milliers d'étudiants et de militants de gauche, de dizaines de journalistes », tout cela nourrit ce qui est en train de se passer, clame Esra, une étudiante. Le 1^{er} mai, déjà, la répression par la police de manifestations interdites autour de la place Taksim avait fait des dizaines de blessés.

Le parti kémaliste (CHP) de Kemal Kılıçdaroğlu tente, plus ou moins adroitement, de récupérer la dynamique et espère en profiter pour décrocher la mairie lors des élections municipales, elles aussi prévues en 2014. « Le mot d'ordre de cette élection sera "Tout sauf Tayyip Erdogan" », pressent le politologue Ahmet Insel.

En attendant, le mouvement s'est étendu à plusieurs autres villes dans le pays, comme Ankara et Izmir. ■

GUILLAUME PERRIER

Turquie : M. Erdogan ou l'ivresse du pouvoir

Un « printemps turc » est-il en train de naître ? Taksim est-elle la « place Tahrir » d'Istanbul, comme certains manifestants le clament ? A coup sûr, la mobilisation qui s'est enclenchée cette semaine aux abords de la grande place centrale d'Istanbul va marquer un tournant politique en Turquie.

Lancée par une poignée de manifestants « marginaux », comme aime les qualifier le premier ministre, Tayyip Erdogan,

ÉDITORIAL

pour la sauvegarde d'un morceau de jardin public, elle s'est transformée en un vaste mouvement d'union contre la politique du chef du gouvernement, encouragé par une violente répression policière et un usage excessif de la force.

De l'extrême gauche à la droite de l'échiquier politique, le mouvement cristallise tous les griefs accumulés contre celui qui monopolise le pouvoir depuis maintenant dix ans. Les laïques s'émeuvent, chaque jour un peu plus, de l'irruption de la religion dans l'espace public et de son instrumentalisation par M. Erdogan pour gouverner.

C'est ainsi que, en quelques jours, une loi a été votée pour restreindre la consommation d'alcool. Sevan Nisanyan, un intellectuel arménien de Turquie, a été condamné pour « blasphème » à treize mois de prison après avoir critiqué le prophète Mahomet. Et la mairie d'Ankara a appelé les citoyens « à adopter un comportement conforme aux valeurs morales ».

Les partis de gauche et d'extrême gauche, les étudiants, ainsi que les organisations syndicales, sont éreintés par la répression des manifestations et les vagues d'arrestations dont ils ont été la cible depuis des mois au nom de la lutte contre le terrorisme. Les alévis turcs, une branche minoritaire et libérale de l'islam, s'estiment victimes de discriminations de la part du gouvernement du Parti de la justice et du développement (AKP), qui ne reconnaît pas leur particularisme culturel. La liste est longue.

Tous dénoncent, à l'unisson, la dérive autoritaire du chef du gouvernement turc, son style brutal, les projets urbains mégalomaniaques dont il affuble Istanbul et le système clanique qu'il s'est bâti dans la ville lorsqu'il en était maire, il y a près de vingt ans.

Adossé au départ au processus de négociations d'adhésion

à l'Union européenne et à une dynamique réformatrice, le pouvoir de M. Erdogan était encadré. Il a été renforcé par deux élections, qui ont tourné au plébiscite, en 2007 et 2011, avec respectivement 47% et 50% des voix à l'AKP.

Cette mainmise électorale a permis à M. Erdogan de se débarrasser de tout contre-pouvoir en interne. L'armée, l'appareil bureaucratique et judiciaire, la presse, qui lui étaient autrefois opposés, sont devenus des instruments au service de l'AKP, le parti majoritaire, et de son chef.

Ainsi, pendant que les émeutes éclataient à Taksim, les chaînes de télévision montraient M. Erdogan tenant une conférence pour le jour de la lutte contre le tabac. Les forces de l'ordre, dont les effectifs ont triplé depuis l'arrivée de M. Erdogan au pouvoir, ont fait preuve d'une violence inouïe contre les manifestants, en toute impunité.

En 2014, c'est la présidence de la République que M. Erdogan souhaite conquérir, après avoir fait réformer la Constitution et fait évoluer la Turquie vers un régime présidentiel. Ce qui fait craindre à beaucoup un nouveau tour de vis. ■

Les alévis, des musulmans libéraux qui n'ont « plus grand-chose à perdre »

Istanbul

Correspondance

Au pied du Monument de la République et de la statue de Mustafa Kemal, au milieu de la place Taksim, des danseurs, bras dessus bras dessous, se lancent dans une ronde endiablée, au rythme d'une clarinette et d'un tambour. Dans cette danse traditionnelle des alévis, une branche de l'islam chiite fortement implantée en Turquie – ils sont 10 à 15 millions –, hommes et femmes se mélangent. Des Turcs entrent dans la vague avec leur drapeau, à côté des Kurdes.

« Ce qui nous réunit ici, c'est que beaucoup d'entre nous sont

alévis », souligne Metin Karakaya, un Turc originaire de Malatya, ville de l'est de la Turquie. Les alévis cultivent un mode de vie libéral. « Le gouvernement est un parti sunnite religieux qui ne nous aime pas. Nous ne voulons pas de leurs cours de religion et nous ne vou-

lons pas prier dans leurs mosquées. Nous voulons notre culture », peste Metin.

Qu'ils soient sympathisants kurdes, de l'extrême gauche, membres de syndicats ou, le plus souvent, proches du Parti républicain du peuple (CHP), le parti kémaliste, les alévis de Turquie se sont fortement mobilisés, depuis vendredi, pour rejoindre le mou-

vement de contestation contre le premier ministre Recep Tayyip Erdogan et faire entendre leurs revendications. Cette minorité religieuse au mode de vie libéral, dans un pays majoritairement sunnite, a souvent été victime de massacres et d'exactions qui jalonnent l'histoire de la Turquie moderne – et ce bien avant l'arrivée au pouvoir du Parti de la justice et du développement (AKP) et celle de l'Empire ottoman. Mais aux yeux de beaucoup, M. Erdogan a franchi un nouveau cap symbolique en baptisant le futur troisième pont sur le détroit du

Bosphore du nom de « Sultan Yavuz Selim ». Selim I^{er} (1512-1520),

le sultan responsable de massacres contre les alévis. Le nom a été révélé mercredi 29 mai au cours d'une cérémonie d'inauguration du chantier, en présence des plus hautes autorités du pays.

« Selim, c'est le bourreau »

« Pour les alévis, Selim, c'est le bourreau. Avec ce pont, on érige un monument à la gloire de quelqu'un qui les a massacrés. Ça ne passe pas du tout. Depuis, les chaînes de télévision alévis, comme Cem TV, ne parlent que de cela », décrypte Elise Massicard, responsable de l'Observatoire de la vie politique à l'Institut français des études anatoliennes d'Istanbul et spécialiste de la question alévie.

Les associations communautaires qui ont appelé à rejoindre la place Taksim pour grossir le flux des manifestants se sentent mises au ban de la République. Leur culte n'est pas reconnu comme

tel, mais comme une particularité « culturelle ». Les cérémonies religieuses mixtes se tiennent dans des cemevi (maison de réunion) et non dans des mosquées. Des lieux considérés comme des enceintes culturelles par l'Etat, ce qui les prive de financements publics.

La demande qui a récemment été lancée pour ouvrir une cemevi

au Parlement, à Ankara, déjà doté d'une petite mosquée, s'est heurtée à une fin de non-recevoir de la part du vice premier ministre Bekir Bozdag. « La reconnaissance du statut des cemevi par le gouvernement pourrait tout changer, estime Elise Massicard. Mais on touche là à la question de l'unité de l'islam et toutes les institutions font bloc. »

Autre revendication, la suppression des cours d'éducation religieuse, toujours dispensés à l'école publique malgré une décision de la Cour européenne des droits de l'homme, en 2006. « Les alévis

se sentent particulièrement concernés par la politique du gouvernement sur l'alcool et les questions religieuses, mais d'une manière générale, ils sont exclus du système politique et n'ont plus grand-chose à perdre », poursuit M^{me} Massicard.

Au milieu des manifestants présents dans la nuit de samedi sur la place Taksim, Erhan Demirci, un petit employé venu de la rive asiatique de la ville, trinque avec deux de ses amis qui se prennent en photo. « Il faut qu'Erdogan parte, nous ne voulons plus de cette dictature, de ce parti religieux qui entraîne la Turquie dans une guerre avec ses

voisins », lance-t-il. La politique syrienne du gouvernement turc à laquelle il fait allusion inquiète vivement les alévis et la réaction des autorités après les attentats de Reyhanli, qui ont fait plus de 50 morts, le 11 mai, près de la frontière avec la Syrie, se sont ajoutés aux griefs de ces manifestants contre le pouvoir de M. Erdogan. ■

Gu. P.

LE FIGARO

lundi 3 juin 2013

Les dérives autoritaires d'Erdogan



DÉCRYPTAGE

Laure Marchand
Istanbul

LE PROGRAMME de Recep Tayyip Erdogan dans la journée de vendredi montre à quel point il s'est enfermé dans une tour d'ivoire, hermétique à la révolte qui grondait et qui a fini par exploser. Au plus fort de la répression policière, alors que les ambulances se frayaient un chemin au milieu des gaz, le premier ministre turc disait tout le mal qu'il pensait de la cigarette et de l'alcool dans une conférence organisée dans le cadre de la Journée mondiale sans tabac, puis passait sa soirée dans un *imam hatip*, un lycée religieux.

Les dérives autoritaires du chef du gouvernement, qui tient les rênes du pays depuis 2003, sont au cœur de la contestation. À la tête du Parti de la justice et du développement (AKP), une formation islamo-conservatrice en rupture avec la traditionnelle allégeance politique à l'armée, l'ancien maire d'Istanbul avait su, à ses débuts, insuffler un vent de libéralisme et de démocratie. Les négociations d'adhésion à l'Union européenne fixaient le cap, et les réformes s'enchaînaient, adossées aux bons résultats de l'économie. Ce programme valut à « Tayyip », comme le surnom affectueux des classes pieuses qui ont enfin trouvé en lui un leader ne les méprisant pas, d'engranger deux victoires législatives supplémentaires en 2007 et 2011.

Mais, au fil des années, toutes les institutions ont été mises au pas. L'armée, la justice, les universités et les médias sont passés sous le contrôle de l'AKP. Samedi soir, alors que des milliers de jeunes hurlaient « Erdogan, démission ! » sur la place de Taksim, CNN



Türk, jadis réputée pour la qualité de ses débats, diffusait... un documentaire animalier. Rares sont désormais les discours de Recep Tayyip Erdogan qui ne comportent pas une attaque en règle contre les journalistes.

La disparition des contre-pouvoirs traditionnels et une opposition incapable de proposer une alternative crédible ont décuplé ses ambitions et accru son assurance : elles se traduisent par une certaine arrogance verbale. « S'ils ap-

pellent dictateur quelqu'un qui sert le peuple, qu'est-ce que vous voulez que j'y fasse ? » a-t-il même lancé ironiquement dimanche. Son électorat ne se joint pas aux manifestants. Mais même parmi les Turcs conservateurs, il est des personnes qui n'apprécient pas son style autocratique. « Où est le Tayyip des débuts ? Il se comporte comme un dictateur », explique une mère de famille voilée qui a « toujours voté pour lui » mais qui est scandalisée par la violence policière de ces derniers jours.

« La cécité du pouvoir absolu »

« Nous vivons un climat insurrectionnel extraordinaire et Erdogan ne comprend rien à ce qu'il se passe, il est entouré de "bénévoles", analyse Cengiz Aktar, un intellectuel libéral descendu dans la rue. C'est la cécité du pouvoir absolu. » Le premier ministre a en fait les yeux rivés sur les prochaines échéances électorales. En 2014, le président de la République sera élu pour la première fois au suffrage universel. Mais le fauteuil est trop étroit pour Erdogan, car la fonction est en partie honorifique. Depuis plusieurs mois, le premier ministre veut modifier la Constitution pour introduire un système présidentiel calibré à sa mesure. Les manifestations pourraient contrecarrer son projet. ■

Paris et Washington appellent les autorités turques à faire preuve de « retenue »

Laurent Fabius, a appelé dimanche les autorités turques à faire preuve de « retenue » face aux manifestants et à « analyser les causes » de la protestation. Le chef de diplomatie a toutefois réfuté l'idée d'un « printemps turc » comparable aux printemps arabes. « Je rappelle qu'on a affaire (en Turquie) à un gouvernement

démocratiquement élu », a-t-il souligné. De son côté, Washington s'est dit « préoccupé » et la porte-parole du département d'État, Jennifer Psaki, a appelé Ankara à « respecter les libertés d'expression, d'association et de rassemblement ». Des libertés « vitales à toute démocratie saine », a-t-elle insisté.

Demonstrations spread throughout Turkey

ISTANBUL

More than 1,000 people injured in 3 days of anti-government violence

FROM NEWS REPORTS

Tens of thousands of people took to the streets in Turkey's four biggest cities on Sunday and clashed with riot police firing tear gas in the third day of the fiercest anti-government protests in years.

Prime Minister Recep Tayyip Erdogan accused Turkey's main secular opposition party of stirring a wave of anti-government protests, as demonstrators regrouped in Istanbul after a lull and trouble flared again in Ankara, the capital.

The unrest erupted on Friday when trees were torn down in Istanbul's main Taksim Square over government plans to turn a park there into a replica Ottoman-era army barracks and mall. The police moved in Friday with tear gas and water cannons, scattering demonstrators and drawing criticism for violent tactics.

The demonstrations quickly widened, with more than 90 around the country on Friday and Saturday, officials said. More than 1,000 people have been injured in Istanbul and several hundred more in Ankara, according to medical staff.

Protests on Sunday were not as violent as the previous two days, but the police used tear gas to try to disperse hundreds of people in Ankara's main Kizilay Square. There were similar clashes in Izmir and Adana, Turkey's third- and fourth-biggest cities.

The ferocity of the police response in Istanbul shocked Turks, as well as tourists caught up in the unrest in one of the most visited destinations in the world. It has drawn rebukes from the United States, the European Union and international rights groups.

While the protest began over plans to destroy the park, for many demonstrators it had moved beyond that to become a broad rebuke to the 10-year leadership of Mr. Erdogan and Islamist-rooted Justice and Development Party, or AKP. They say his government has adopted authoritarian tactics. Some saw the pullout of the police on Saturday as a historic victory.

"It's the first time in Turkey's democratic history that an unplanned, peaceful protest movement succeeded in



Violent clashes Turkish police used tear gas Sunday to disperse protesters in Ankara, as anti-government demonstrations continued throughout the country.

changing the government's approach and policy," said Sinan Ulgen, chairman of the Center for Economics and Foreign Policy Studies, a research group in Istanbul. "It gave for the first time a strong sense of empowerment to ordinary citizens to demonstrate and further their belief that if they act like they did the last few days, they can influence events in Turkey."

Calling the protesters "a few looters," Mr. Erdogan on Sunday said he would press ahead with redeveloping Taksim Square.

He singled out the Republican People's Party, or CHP — set up in 1924 by Mustafa Kemal Ataturk, who founded Turkey's modern secular state — as inciting demonstrations he described as ideological.

"We think that the main opposition party, which is making resistance calls on every street, is provoking these protests," he said on Turkish television.

"This reaction is no longer about ripping out 12 trees. This is based on ideology," Mr. Erdogan said. Referring to the planned mosque, he added: "Obviously I will not ask for permission for this from the head of CHP or a few looters."

Tens of thousands of people gathered on Sunday after a calmer night in Taksim Square. The atmosphere was more festive, with some chanting for Mr. Erdogan to resign and others singing and dancing. Dozens of people climbed on the

"We think that the main opposition party, which is making resistance calls on every street, is provoking these protests."

roof of a cultural center that Mr. Erdogan says will be demolished and turned into an opera hall. A banner reading "Don't yield" was hung from the building.

There was little obvious police presence.

"We will stay until the end," said one protester, who gave his name only as Akin, who has been in Taksim for the past four days. "We are not leaving. The only answer now is for this government to fall. We are tired of this oppressive government constantly putting pressure on us."

In Ankara, however, the police unleashed tear gas at several thousand protesters who tried to march toward

Mr. Erdogan's office from the city's main square.

A group of youths formed a barricade and hurled fire bombs or threw back gas canisters at the police. A reporter with The Associated Press saw at least eight injured people being carried away, and the police appeared to directly target journalists with tear gas.

But despite the comparisons made in some quarters with the street chaos of Egypt's revolution, no political opposi-

tion seems capable of seizing the disenchantment of secular-minded Turks and molding it into a cohesive movement.

The government, in its response to the crisis, sent mixed messages. While Mr. Erdogan vowed to go forward with the plan to remake the park in Taksim Square, other members of his Justice and Development Party, including a deputy prime minister and the mayor of Istanbul, have promised to listen to the concerns of citizens.

The widening chaos here and the images it produced threaten to tarnish Turkey's image, which Mr. Erdogan has carefully cultivated, as a regional power broker with the ability to shape the outcome of the Arab Spring revolutions by presenting itself as a model for the melding of Islam and democracy.

Now Turkey is facing its own civil unrest, and the protesters presented a long list of grievances against Mr. Erdogan, including opposition to his policy

of supporting Syria's rebels against the government of President Bashar al-Assad, his crackdown on dissent and intimidation of the news media, and unchecked development in Istanbul.

On Sunday, Mr. Erdogan addressed critics who called him a "dictator."

"We have carried Turkey into a new era," he said. "If they call someone that who is a servant of his country, then I have nothing to say to them." (REUTERS, AP, IHT)

INTERNATIONAL
Herald Tribune

JUNE 5, 2013

Turkey takes an authoritarian turn

Seyla Benhabib

The huge demonstrations that engulfed Istanbul over the weekend were initially prompted by a small grievance: the government's decision to build a shopping mall and a replica of Ottoman military barracks in an old, much beloved park where I played as a child. The impending destruction of Gezi Park and Taksim Square, an important civic space with beautiful water fountains and flower stands, has touched a nerve because it seems an effort to erase the face of the old, majestic Istanbul, which has largely disappeared in recent years in favor of shallow, gaudy, stupefied consumerism.

But the protests are not just about protecting urban greenery; they reflect a resistance to the political path being taken by Prime Minister Recep Tayyip Erdogan and his increasingly Islamist Justice and Development Party, known

as the A.K.P. Mr. Erdogan was re-elected for a third term in 2011 and he has used the mandate to pursue an authoritarian agenda that many see as an assault on the secular republic that emerged after the fall of the Ottoman Empire.

In the weeks preceding the Taksim demonstrations, tempers were already flaring around new curbs on serving alcohol in public places passed hastily by the A.K.P.-dominated Parliament but not yet signed into law. The real problem, in a country where alcoholism is minimal, is Mr. Erdogan's "culture war" against the country's secular classes and the illiberal form of democracy that he is advancing. I've heard many Turks, both devout and nonobservant, say: "If consuming alcohol is a sin, let me reckon with my own maker. The government cannot force us not to sin."

Mr. Erdogan's attempt to forge a Muslim moral majority is evident also in his government's stance on abortion, which, until recently, had prompted no theological or political controversies.

Islam, like Judaism, gives priority to the mother's life and health over that of the fetus, but Mr. Erdogan, borrowing a page from America's Christian right, has introduced legislation to curb the availability of abortion through Tur-

If Erdogan ignores his critics, Turkey's experiment in Islamic democracy could fail.

key's national health insurance system. And he has compounded such measures, which would hurt poor women more than the wealthy, with nationalistic calls to increase the population of the great Turkish nation by recommending that all women have at least three children.

This moral micromanagement of people's private lives comes amid a strident government assault on political and civil liberties. Turkey's record on journalistic and artistic freedoms is abysmal; rights of assembly and protest are also increasingly restricted.

The highest political stakes involve a proposed transition from a parliamentary to a presidential system. Mr. Erdogan's model would give a newly empowered president the prerogative to dissolve the legislative assembly. Coupled with other reforms of Turkey's Constitutional Court, Mr. Erdogan's proposal portends the most extensive refashioning of the political system since the establishment of the secular republic in 1923. If a constitutional referendum is approved and Mr. Erdogan is elected the new president next year, Turkey could find itself with an authoritarian, charismatic presidential system resembling Russia's or Venezuela's, much more than that of the United States or France, where a strict separation of powers defines and limits the president's authority.

Mr. Erdogan is playing shrewdly with the prospects of peace with the country's Kurdish separatists by seeking to conclude a three-decade-old war by co-opting them into his presidential

vision. The legislative wing of the militant Kurdish movement has become a junior member of the parliamentary committee on constitutional reform, giving Mr. Erdogan the numbers he needs to eviscerate Turkey's parliamentary system. It is widely believed that he has promised the imprisoned Kurdish militant leader Abdullah Ocalan some regional and cultural autonomy in return for this support.

For Turkish progressives who have supported some form of Kurdish autonomy for decades, it is bitterly ironic to see their old allies becoming pawns on Mr. Erdogan's chessboard as he seeks to fulfill his presidential ambitions.

Not all of the proposed reforms are objectionable. The 1982 Constitution, which remains in force, still bears marks from a military coup, and Mr. Erdogan's proposals would rightly establish a more representative Constitutional Court, not dominated by the old secular elite. What is irritating and bewildering to most Turks is the speed with which both good and bad reforms are being undertaken.

This power grab has struck chords of alarm and anger deep enough to suggest that Mr. Erdogan may have miscalculated his strength. Some factions of his own party oppose him. Even President Abdullah Gul has urged moderation in response to the demonstrators.

The people who have now taken to the streets represent a new majority of observant and nonobservant Muslim Turks, as well as some Kurds who had supported Mr. Erdogan's government because it seemed tolerant, pluralistic and cosmopolitan. But a new opposition, not only secularist and nationalist, is stirring. So far Mr. Erdogan has arrogantly dismissed his critics. If he continues to ignore their voices, the danger is that Turkey will descend further into violence and see its much-trumpeted experiment in Islamic democracy fail.

SEYLA BENHABIB, a professor of political science and philosophy at Yale, is a senior fellow at the Transatlantic Academy.

The Kurdish political movement and the Constitution

By SEDAT ERGİN

The month of May has ended. Thirty days are left for the works of the Constitution Conciliation Commission. It must be determined what will be done at the end of this period. Will a new Constitution be formed? What are the other alternatives?

Yesterday, as a group of journalists, we had a chance to listen to the reviews of the Peace and Democracy Party (BDP) commission representatives Altan Tan, Meral Danış Bektaş and Sırrı Süreyya Önder regarding these questions.

BDP representatives think that it is not very likely that a full consensus will be reached in the commission. "Even if we negotiate for 10 years, we won't have a consensus, still," Altan Tan said.

Over the 1.5 years that have passed since the commission started working, only 43 of 174 negotiated articles were agreed on by the four parties. While one or more parties put annotations on the remaining 131 articles... For instance, only two articles were agreed in the "Preamble" section of the Constitution, while there are annotations on 11 articles in this section. In the "judicial" section, only one article was agreed upon, while the remaining 22 articles were passed over. Also the number of articles agreed on under the category of the executive, which is closely related to the discussions of the new presidential system, is zero.

While the Justice and Development Party (AKP) and the BDP displayed similar attitudes in some articles, some titles were supported by the BDP-CHP or the CHP-

MHP.

Another example illustrating the diversity is the article defining citizenship. While the BDP proposes "citizenship of Turkey," the AKP uses the phrase "citizenship of the Republic of Turkey;" the CHP and MHP, however, insist on "Turkish citizenship."

It is clear that it was not possible to form a new Constitution. When it comes to the question "So what will happen next?" we have three options ahead. A) A transitional and temporary Constitution; B) A limited constitutional reform package; C) Delaying the new Constitution until after the 2014 presidential elections...

In all these scenarios, we come to a point where Prime Minister Recep Tayyip Erdoğan's plans for the new presidential system coincide with the expectations of Kurds on the peace process. If Erdoğan does not agree with the CHP and MHP on the first and second options, he will especially have to take the support of the BDP. To achieve this, the Kurdish political movement needs to meet the expectations of the new Constitution, such as on identity and decentralization.

This is where the BDP representatives of the Kurds' democratic demands say the AKP has begun showing a decided lack of desire. This attitude has particularly come to the fore since the MHP's rally in Bursa at the end of March.

The BDP believes that the AKP would risk losing votes in its base were it to enter any sort of bilateral collaboration with the BDP.

Meanwhile, there is no question of the BDP giving a blank check on the

Constitution, or supporting a document that does not meet their minimum desires. "It would be stupid to think that we would say 'yes' to an empty packet," said Altan Tan.

As such, BDP representatives believe that the AKP has abandoned their push for a presidential or semi-presidential system. Sırrı Süreyya Önder reminded people of Abdullah Öcalan's words on the issue, namely, that "we can discuss the presidential system, but only if it isn't transformed into a hegemonic structure but results in complete democratization. When we've had the weight of the Kemalist CHP, we do not want to add a new hump." These words suggest that Öcalan will not give the green light to Erdoğan on broad presidential powers.

At this point Erdoğan might want to at least try to effect a constitutional amendment to bring in a "party president" model.

Altan Tan has said Erdoğan could try and combine the 2014 presidential election and the 2015 general election so that it would seem that he has the chance of determining his own MP list. But for that, he would need to convince the party's parliamentary group for early elections. "Whatever way you pull the blanket, something remains out in the open," Tan said.

Meanwhile, some interesting details emerged from yesterday's talks. The BDP said AKP representatives have recently been making noises that the commission's end might be extended until fall instead of the end of June. If this suggestion is serious, it means that Erdoğan's game plan is still unclear and that he is trying to buy some more time before he makes a strategic move.

In any case, because this ambiguity will delay a comprehensive solution to the Kurdish issue until 2014 and beyond, it could test the patience of the Kurdish public's expectations. □

REUTERS

Iraq: al-Qaida chemical gas team captured

BAGHDAD / June 01, 2013 / Reuters

IRAQ HAS captured a suspected al-Qaida cell that planned to produce chemical poisons such as mustard gas to attack Iraqi forces and to ship overseas for attacks on Europe and the United States, the government said on Saturday.

The announcement was made as investigators look into allegations over the use of sarin nerve gas in next-door Syria where rebels and President Bashar al-Assad's forces have blamed each other for using chemical weapons.

During the height of the Iraq war, al-Qaida in Iraq used chlorine gas in its explosives to poison areas where their bombs detonated and Saddam Hussein used chemical gas to attack Iraqi Kurdish villages in the north.

Five men were caught before they could manufacture any gas or chemical weapons in makeshift factories in Baghdad and another province,

Mohammed Al-Askari, a defence ministry spokesman told reporters.

"They got some programmes from al-Qaeda outside Iraq, they were working ... to produce mustard gas ... and other gas," he said. "There are some confessions about organized cells to smuggle them outside Iraq through a neighbouring country in order to target Europe, America and different capitals."

Officials showed reporters three suspects dressed in yellow jumpsuits with their heads covered by masks. They also displayed bottles of chemicals and other lab equipment as well as remote controlled toy helicopters authorities said the men planned to use to disperse the gas.

Bolstered by the Sunni Muslim rebellion against Assad in Syria, al-Qaida in Iraq is regaining ground and since the start of the year has stepped up its campaign of attacks to stoke sectarian conflict in Iraq.

Western powers, including the United States and Britain, say there is growing evidence of chemicals weapons use in the conflict in neighbouring Syria, where fighting has killed more than 80,000 people in two years. ●

Alawite state on the coast might be Assad's last resort

Michael Williams
thenational.ae

In recent decades, we have seen the break-up of European states such as Yugoslavia, Czechoslovakia and the former Soviet Union. This phenomenon is not restricted to Europe. Few would have ventured just over a decade ago that there would be an independent South Sudan or an independent East Timor.

Could we see similar developments happening in the Arab world? As someone who has lived in the Balkans and the Middle East, and served the United Nations in both regions, I would not rule it out.

Looking back at the conflicts of the past three decades, there have been recurring patterns of war triggering or reawakening past identities that we thought were lost in history books. All too often they have assumed new "national" identities through a vortex of violence.

In one sense, this process started in the Middle East a few years ago with the formation of the Kurdistan Regional Government in northern Iraq with a capital, a flag, a national anthem and representative offices overseas. The KRG signs contracts with foreign companies, and most major countries, including the US, UK, France, Germany, Russia and Turkey, have consulates in Erbil.

Ironically, the semi-independence of Kurdistan is further enhanced by a growing relationship with its former arch foe, Turkey. Most of the KRG's imports come from Turkey. Under a planned energy deal, pipelines are to be built for Kurdish oil and gas exports to Turkey, independent of Iraq's national pipeline controlled by the government in Baghdad.

The autonomy of the KRG has been taken a step further as Turkish prime minister, Recep Tayyip Erdogan, increasingly sees his future, and that of Turkey, in a radical realignment with Kurdistan, but also with the insurgent Kurdistan Workers' Party (PKK) led by the still imprisoned Abdullah Ocalan.

As such a process inevitably weakens an already sickly Iraqi state, its neighbour to

the west, Syria, savaged by civil war, shows increasing signs of national breakdown. The regime of Bashar Al Assad in Damascus is no longer in control of considerable areas of the country. Like other Arab states, Syria - with its modern national borders - is barely a century old and like the now defunct states of Czechoslovakia and Yugoslavia, it was formed after the breakdown of the Austro-Hungarian and Ottoman empires at the end of the First World War.

In advance of the Versailles conference of 1919, France and Britain had already agreed to divide the former Ottoman domains through the Sykes-Picot Agreement, with Paris taking modern-day Lebanon and Syria and London laying claim to Palestine and Iraq. A year after Versailles, the French had created the Territory of the Alawis (Daulat Jabal Al Alawiyyin), with Alawites forming the backbone of the "troupes speciales", or special troops of the Levant, of the imperial power.

Faced with growing nationalist pressure, the French agreed reluctantly in 1925 to the formation of "the State of Syria", which excluded not only modern Lebanon but, strikingly, the Alawite State. Strategically, that state straddled the Mediterranean coast between Lebanon and Turkey and included the ports of Tartous and Latakia. Although the Alawite state was reincorporated into Syria in 1937, the French continued to allow the Alawites, as well as the Druze, considerable autonomy.

I suspect that the historical memory of that state may come to the fore in the circumstances of a disintegrating Syrian state and of an incoherent opposition that will face great difficulties in crafting a successor state to the Baathist regime.

Furthermore, territory now vacated by the regime is effectively ruled by three entities - the Free Syrian Army, the militantly Islamist al-Nusra Front and the Kurdish Democratic Union Party (PYD), an ally of the mainstream PKK.

Since independence in 1946, the Alawites have continued to play a disproportionately large role in the Syrian state, especially in the army. The 40-year rule of the Assad clan has fortified that role. With Syria's civil war well into its third year, the Alawite grip

on the state is being corroded. An option increasingly attractive to Alawites might well be independence. But as the Serbs did not give up Yugoslavia without a fight, the Alawites are even less likely to retreat from the Syrian Arab Republic.

But under increasing military pressure from a Sunni-dominated opposition, they may yet opt for a de facto statelet, abetted by other threatened minorities such as Christians and Druze. After all, these minorities have seen what has happened to their Iraqi equivalents in post-Saddam Iraq. Indeed Syria hosted tens of thousands of Iraqi Christian refugees who fled after the US invasion in 2003.

Such an eventuality might also find support among Turkey's Alevi community, which in the circumstances of weak Syrian and Iraqi states seem to be rediscovering its own identity. For its part, Hizbollah in Lebanon is now fighting in Syria alongside the regime forces, on a sectarian basis openly admitted by its leader Hassan Nasrallah.

Hizbollah is increasingly concerned that the demise of the Assad regime will not only imperil its critical supply lines from Iran but will also rupture the Axis of Resistance that until recently grouped the Lebanese "resistance" with Iran, Syria and the Palestinian Hamas.

Having already lost Hamas, which has cozied up to an increasingly Islamist Egypt, neither Iran nor Hizbollah can afford to lose its Syrian ally. Were the regime in Damascus to weaken further, they would have ample reason to find advantage in supporting an Alawite regime as a successor and ally. ●

Michael Williams is Distinguished Visiting Fellow at Chatham House and was UN envoy to Lebanon from 2008 to 2012. A version of this article will be published today in Chatham House's bi-monthly magazine, The World Today.

C'est la dérive autoritaire du leader de l'AKP qui fait réagir la Turquie laïque.

Une révolte cousine des Indignés plutôt que des printemps arabes



Nombre d'intellectuels opposants dénonçaient de longue date la «poutinisation» de l'homme fort de la Turquie, plus encore que l'islamisation rampante des institutions de la République fondée par Mustafa Kemal sur les décombres de l'Empire ottoman. C'est avant tout l'autoritarisme croissant du Premier ministre qui a déclenché la révolte. Fondateur et leader charismatique de l'AKP, au pouvoir depuis novembre 2002, Recep Tayyip Erdogan règne sans partage sur un parti islamo-conservateur qui contrôle tous les leviers du pouvoir après avoir mis l'armée au pas.

«Taksim est Tahrir», clamaient hier les manifestants. Au-delà du slogan, il n'y a pourtant guère de point commun. En dix ans de pouvoir AKP, le revenu moyen des Turcs a triplé, et le gouvernement a utilisé l'Europe et l'espoir qu'elle suscitait pour casser les structures autoritaires du vieil Etat kémaliste. Par trois fois, en outre, améliorant à chaque fois son score, l'AKP a remporté haut la main les élections face à une opposition de gauche laïque manquant autant de vision que de leadership.

Rejet. «Ce ras-le-bol citoyen est beaucoup plus proche d'un mouvement comme celui des Indignés que des révoltes arabes», analyse Ahmet Insel, directeur de la prestigieuse re-

vue *Birikim*, soulignant que depuis maintenant plus d'un demi-siècle, la politique turque vit au rythme «d'élections dont nul ne conteste la parfaite régularité». Ce mouvement se nourrit d'abord du rejet d'un homme pris par l'ivresse de son propre pouvoir au fur et à mesure qu'il a, en une

décennie, enchaîné les succès tant économique que politique et diplomatique, faisant de son pays une puissance régionale considérée comme un modèle par une bonne partie du monde arabo-musulman. «C'est Erdogan plus que l'AKP qui est visé, avec ce refus d'un pouvoir qui dit en substance aux gens "taisez-vous et consommez"», explique Cengiz Aktar, spécialiste des questions européennes. *La Turquie est en train de connaître ses Trente*

Glorieuses et, comme en 1968 en France ou ailleurs, une jeunesse rejette ce modèle consumériste et le poids étouffant du conservatisme.» Ultralibéral en économie, l'AKP use et abuse en effet des valeurs islamiques dans une société elle-même très conservatrice, si l'on excepte les classes moyennes des grandes villes.

Aujourd'hui, la Turquie est incontestablement beaucoup plus démocratique qu'il y a quinze ans, avant les réformes lancées au nom de l'Europe, mais elle l'est beaucoup

moins qu'il y a cinq ans. Entre autres parce que ce rêve d'une adhésion pleine et entière dans un délai raisonnable s'est évanoui. Les autorités ont multiplié ces dernières années les procédures à l'encontre des journalistes ou des intellectuels trop critiques, jugés parfois – comme le célèbre pianiste Fazil Say ou l'écrivain d'origine arménienne Sevan Nisanyan – pour de simples tweets ironisant sur la religion et Mahomet, considérés comme blasphématoires.

Le gouvernement a aussi adopté récemment une loi controversée limitant la consommation d'alcool, texte habilement présenté comme s'intégrant dans les normes

européennes de santé publique. Mais pour de nombreux Turcs aimant le raki, c'est un énième signal: l'islamisation du pays se fait à la fois par le haut, avec le modèle affiché par la nouvelle classe dirigeante de ses femmes en «*turban*» (le voile islamique) jusque-là bannies au sommet de l'Etat, et par le bas, sous une pression de l'opinion et du quartier encore plus implacable.

Elites. «Une partie de la société, notamment la jeunesse urbaine, se sent menacée directement dans son mode de vie», rappelle Ahmet Insel. Si l'AKP reste de loin le premier parti dans les intentions de vote, il existe aussi cette autre Turquie, laïque, celle des «Turcs blancs», surnom des vieilles élites occidentalisées, mais également celle des alévis, secte progressiste issue du chiïsme qui défie toujours le pouvoir. Elle représente peu ou prou un tiers du pays. «Ce mouvement populaire sans précédent résulte de la frustration des franges laïques qui ne peuvent plus influencer sur la vie publique depuis une décennie», note Sinan Ulgen, de la fondation Carnegie.

Les massives protestations de rue, comme celles du printemps 2007, n'avaient jamais ébranlé électoralement l'AKP. En sera-t-il autrement aux élections municipales à Istanbul, en mai 2014, puis à l'automne pour la présidentielle, la première au suffrage universel, où Erdogan espère encore un peu plus conforter son pouvoir? A Taksim, pour la première fois, il a dû céder à la pression de la rue. Il n'en rappelait pas moins, hier, avec toute sa superbe: «S'ils appellent dictateur quelqu'un qui sert le peuple, que voulez-vous que j'y fasse?»

MARC SEMO

LE FIGARO

mercredi 5 juin 2013

Les raisons de la colère de la jeunesse laïque

Les dérives autoritaires et religieuses du premier ministre islamiste nourrissent la frustration de nombreux Turcs de droite comme de gauche.

RETOUR sur les raisons pour lesquelles la Turquie s'est enflammée depuis le 31 mai.

► Quel a été le détonateur de la révolte ?

La défense d'un petit parc attenant à la place Taksim, sur la rive européenne d'Istanbul, menacé de destruction par un projet de réaménagement urbain est à l'origine de la contestation qui a gagné l'Anatolie et Ankara, la capitale. La police a tenté de déloger par la force les quelques centaines de militants qui s'étaient installés dès mardi dernier entre les arbres. C'est la brutalité de la réponse des forces de l'ordre, l'usage disproportionné de gaz lacrymogènes et de canons à eau qui a servi de révélateur à cette immense colère populaire. Samedi, par dizaines de milliers, des Turcs ont convergé vers Taksim, centre névralgique de la métropole sur sa rive européenne, forçant les autorités à lâcher du lest et à ordonner le retrait des forces de l'ordre. « *La répression extrêmement brutale des manifestations pacifiques de la place Taksim est proprement scandaleuse, s'est alarmé John Dalhuisien, directeur d'Amnesty International pour l'Europe. Elle a largement envenimé la situation dans les rues d'Istanbul, où des dizaines de personnes ont été blessées.* » Des centaines de blessés ont été recensés à travers le pays ces derniers jours et deux personnes ont été tuées.

► Qui sont les protestataires ?

« *Les gens qui participent au mouvement le font à titre individuel,* explique Élise Massicard, responsable de l'Observatoire de la vie politique turque à l'Institut français d'études anatoliennes. *Même s'il y a beaucoup de sympathisants du CHP (le Parti républicain du peuple, fondé par Atatürk, NDLR), ils ne viennent pas à ce titre. Un spectre très large de la gauche turque est représenté.* » Les kémalistes, qui défendent l'héritage laïque et nationaliste de Mustafa Kemal, constituent le gros des troupes. À leurs côtés, on trouve aussi des membres d'organisations d'extrême gauche et des libéraux, déçus par le tournant conservateur de la politique d'Erdogan. Des nationalistes de droite et des profils plus conservateurs ont également répondu à l'appel, en nombre plus restreint. Les artistes et les alévis, qui appartiennent à une branche minoritaire de l'islam discriminée par les autorités, sont particulièrement mobilisés. « *La dimension gé-*



Les manifestants dans les rues d'Ankara, lundi.

Si l'opposition recouvre un large spectre, les kémalistes constituent le gros des troupes

nérationnelle est également essentielle, le mouvement est porté par les jeunes et les lycéens sont très nombreux », précise la chercheuse associée au Ceri, le Centre d'études et de recherches internationales de Sciences Po. Enfin, cette révolte est aussi celle des femmes. L'injonction répétée du premier ministre de faire « *au moins trois enfants* », la suppression de la pilule du lendemain et un accès à l'avortement plus difficile font partie des griefs énoncés.

► Que reprochent-ils à Erdogan ?

« *Erdogan, démission !* » La revendication a été reprise par les manifestants, d'Edirne, près de la frontière bulgare, à Antakya (Hatay), ville à la lisière de la Syrie. Les protestataires ressentent un profond mépris de la part du premier ministre et se sentent totalement exclus des orientations sociétales. Le terme de « *bande de vandales* » qu'il emploie pour qualifier ceux qui marchent « *main dans la main avec les terroristes* » ne fait que renforcer leur sentiment. Pour eux, ce ton cassant et goguenard est révélateur de ses dérives autoritaires. Au pouvoir depuis 2002, le premier ministre a tourné le dos aux réformes libérales

qu'il promouvait au début de son règne. Les premières années, les négociations d'adhésion à l'Union européenne renforçaient la démocratie turque. Le processus s'est totalement grippé. Des centaines de journalistes, avocats, étudiants, militants d'extrême gauche ou Kurdes sont en prison, accusés de « *terrorisme* ». Toutes les institutions ont été mises au pas. L'absence de contre-pouvoir et une opposition incapable de proposer une alternative crédible ont laissé le champ libre à un mode de gouvernement hégémonique.

► S'agit-il d'un conflit entre laïques et islamistes ?

Une partie importante des manifestants accuse le premier ministre de vouloir islamiser la société et de trahir le concept de laïcité défini par le kémalisme. Les atteintes systématiques contre l'alcool cristallisent les critiques. Exemple de l'absence de débat au Parlement, une loi sur l'alcool a ainsi été inscrite à l'agenda et votée en 48 heures au mois de mai. Elle prévoit l'interdiction de la vente au détail après 22 heures, ainsi que dans un périmètre de 100 mètres autour des mosquées et des établissements éducatifs. En plus du cours de religion hebdomadaire obligatoire, le nouveau programme prévoit un enseignement optionnel de la vie de Mahomet et du Coran. Un choix éducatif qui passe d'autant plus mal qu'Erdogan a ouvertement déclaré vouloir former « *une jeunesse religieuse* ». ■

L. M. (À ISTANBUL)

A Istanbul, sur la place de la Division

Par **HAMIT BOZARSLAN**

(Directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales)

Les contestations qui secouent Istanbul et plusieurs autres villes de Turquie traduisent la colère de trois acteurs radicalement différents. Le premier, de loin le plus important, regroupe les intellectuels et une jeunesse de sensibilité de gauche ou écologiste qui rejettent la volonté de l'AKP, le parti au pouvoir, d'imposer sa domination sur le corps, le temps et l'espace. Fort du soutien d'une grande partie de la bourgeoisie provinciale depuis sa conversion à un néolibéralisme à outrance, ainsi que des couches défavorisées clintélisées par ses politiques de charité, le gouvernement d'Erdogan transforme en effet la société, autant par de nouvelles dispositions juridiques que par un contrôle social accru.

Son projet de reconstruire à l'identique une ancienne caserne ottomane, un "shopping-mall" et une mosquée sur la place Taksim, en dit long sur la projection qu'il fait de la Turquie à l'horizon du centième anniversaire de la République en 2023. Or cette place, qui n'est pourtant pas connue pour sa beauté architecturale, est au cœur de la seule "zone libérée" d'Istanbul où la dissidence contre l'orthopraxie peut encore s'exprimer avec une grande liberté.

La gauche radicale constitue le deuxième acteur de la scène. Insignifiante sur le plan électoral, elle ne dispose pas moins d'un héritage historique puissant marqué par des décennies de luttes et de répressions. Sur un plan sociologique, elle se nourrit également de la marginalisation de la communauté alévie (de 15 à 20% de la population), qui fut victime de nombreux pogroms dans un passé pas si lointain. L'attachement du pouvoir à un sunnisme militant a pris récemment une tonalité nettement outrageante aux

yeux des membres de cette confession alide : Recep Tayyip Erdogan a en effet jugé bon de nommer le troisième pont qui va relier les deux rives du Bosphore Yavuz Sultan Selim ("Selim le Cruel") (1465-1520), sultan longtemps célébré par l'Etat pour avoir, au début de XVI^e siècle, "anéanti les hérétiques".

UN "SURSAUT NATIONAL" CONTRE LES "ENNEMIS"

Enfin, il faut mentionner un courant national-socialiste dont certaines figures viennent d'une ancienne gauche radicale. Procédant à un transfert de concepts du socialisme à l'ultranationalisme, celui-ci considère les Turcs comme une ethnie et une classe opprimée par d'autres "ethno-classes" - Arménienne, Grecque, juive ou encore Kurde- et menacée dans son existence par les "impérialismes" euro-américains. Trouvant ses idoles dans Mustafa Kemal (1881-1938) et Talaat Pacha (1874-1921), architecte du génocide des Arméniens, il tente de transformer cette révolte d'indignation en un "sursaut national" contre les "ennemis" de l'intérieur et de l'extérieur.

Face à l'ampleur des manifestations, le premier ministre Recep Tayyip Erdogan semble se trouver sans réponse autre que la surenchère dans la provocation ou la menace de mobiliser ses propres troupes. Pourtant, dans la première moitié des années 2000, son parti avait suscité de nombreux espoirs y compris au sein de la gauche libérale qui voyait en lui l'homme qui allait briser les tabous séculaires du pays, diminuer le poids des militaires et réaliser le rapprochement avec l'Europe. A partir de 2008-2009 cependant, alors qu'il a su effectivement marginaliser l'armée—du moins provisoirement—et se rassurer de sa capacité de construire un véritable bloc hégémonique par les urnes (50% de votes en 2011), son parti a cessé d'être une force "hors-système" pour devenir le maître d'œuvre d'un

projet étatique consistant à refonder la société sur une base ultraconservatrice.

CULTE DE PUISSANCE

Son virage autoritaire, qui s'est traduit notamment par de nombreuses arrestations d'intellectuels de gauche, se nourrit d'un culte de puissance identifiant l'homme Erdogan à la "Nation turque et musulmane", laquelle est invitée à être fière de son passé et à assumer "ses responsabilités dans son ancien espace impérial". Si, au grand dam des courants nationalistes, l'AKP a reconnu l'existence des Kurdes—à charge pour eux de se mettre au service de la "nation turque et musulmane"—, il les a rejoints sur la négation du génocide des Arméniens ou sur la qualification de toute expression d'une pensée libre comme un délit et toute dissidence intellectuelle comme une forme potentielle de "terrorisme".

Mais le principe de majorité électorale, que Recep Tayyip Erdogan accepte comme seul synonyme possible de la démocratie, se heurte aujourd'hui aux réalités d'une société qu'il n'est plus en mesure de comprendre. Son gouvernement nous rappelle que les pouvoirs payent toujours leur volonté de régner par l'hégémonie au prix fort de crises épistémologiques, les laissant désarmés face aux contestations auxquelles ils donnent eux-mêmes naissance.

La place de la Division, c'est ainsi qu'on peut traduire fidèlement le nom de la place Taksim qui tire son origine du partage des eaux de la ville, avant de signifier la politique de partition qu'Ankara voulait mettre en œuvre à Chypre dans les années 1950. Bien après une brutale invasion turque de 1974 qui a ensanglanté cette île, Taksim devient aujourd'hui le théâtre où se manifestent dans la violence les divisions d'une société, qu'on n'a cessé de vouloir homogénéiser depuis des décennies.

Hamit Bozarslan est aussi l'auteur de *L'Histoire de la Turquie de l'Empire à nos jours*, Paris, Tallandier, 2013.

France says nerve gas was used in Syria

PARIS

BY STEVEN ERLANGER
AND NICK CUMMING-BRUCE

France announced on Tuesday that its own laboratory tests had confirmed that chemical weapons have been used several times in the Syrian war "in a localized way," but did not say which side used them.

In a statement, the French foreign minister, Laurent Fabius, said that French examination of samples taken from Syria and tested at a French laboratory "prove the presence of sarin," a poisonous nerve gas that is both colorless and odorless.

The announcement came on a day when U.N. investigators in Geneva reported "new levels of brutality" in Syria. They said they believed that chemical weapons and more indiscriminate bombing had been used in recent weeks and urged world powers to cut off supplies of weapons that could only result in more civilian casualties.

The U.N. investigative panel, the Independent International Commission of Inquiry on Syria, which is seen by diplomats as providing the most factual and authoritative record of developments in Syria, said "there are reasonable grounds to believe limited quantities of toxic chemicals were used" in Aleppo and Damascus on March 19, in Aleppo again on April 13 and in Idlib on April 29.

"Other incidents remain under investigation," the panel reported.

But Mr. Fabius was more definite. "France now is certain that sarin gas was used in Syria multiple times and in a localized way," he said in his statement.

Mr. Fabius's statement did not say whether the government of President Bashar al-Assad or the rebel opposition used the chemical weapons, which were in the stocks of the government. "It would be unacceptable that those guilty of these crimes can benefit from impunity," Mr. Fabius said.

Mr. Fabius met Tuesday morning with Professor Ake Sellstrom, the chief of the mission of inquiry appointed by the U.N. secretary general, Ban Ki-moon, to hand over France's evidence. Britain and France have asked Mr. Ban to investigate various accusations about the use of chemical weapons in Syria.

The United States has said that use of chemical weapons by the Syrian government would be a "red line" that

could set off American or allied military action. But there is no indication that either the Syrian government or the rebels have used chemical weapons in a generalized way.

Washington has said that it had "varying degrees of confidence" that chemical weapons had been deployed. In April, President Barack Obama called for a vigorous investigation, saying the use of such weapons would be a

"game changer" if verified.

A little more than a week ago, Mr. Fabius said in Brussels that there were growing suspicions of "localized" chemical weapons use in Syria. He said then that the evidence needed "very detailed verification."

Mr. Fabius was speaking after the French newspaper *Le Monde* reported that the Syrian government had used canisters of some form of toxic gas against rebel forces in Jobar, a suburb of Damascus. *Le Monde* said it had placed two journalists with the rebels for two months, and that a photographer working for the paper "suffered blurred vision and respiratory difficulties for four days" after inhaling a gas on April 13.

The journalists for *Le Monde* brought back samples from Jobar and Saraqeb in Syria's northwest that were tested by the French laboratory.

The Syrian government has vehemently denied using chemical weapons and has charged that the rebels have done so, while the rebels have blamed the government.

In Geneva, the Independent International Commission of Inquiry on Syria said its report to the U.N. Human Rights Council "documents for the first time the systematic imposition of sieges, the use of chemical agents and forcible displacement."

"Syria is in free fall," said Paulo Pinheiro, the chairman. "Crimes that shock the conscience have become a daily reality. Humanity has been the casualty of this war."

"War crimes, crimes against humanity and gross human rights violations continue apace," the report added, citing 17 cases that could be called massacres from mid-January to mid-May.

The findings played directly into the increasingly divisive debate in Europe and the United States about the possibility of supplying weapons to the rebels after more than two years of strife that has turned into a full-blown civil war in which

an estimated 80,000 people have died.

Last month, Britain and France pressed their partners in the European

The French government didn't state which side used sarin, as a U.N. panel warned of "new levels of brutality."

Union to allow an embargo on arms supplies to Syria to lapse, potentially allowing European governments to arm the rebels they support politically and diplomatically. At the same time, Moscow has said it will supply government forces with advanced ground-to-air missiles.

The commission's findings seemed to take tacit aim at the Russian decision while reinforcing arguments made by European opponents of weapons supplies. President Vladimir V. Putin, speaking at a televised news conference at the European Union-Russia summit meeting in Yekaterinburg, Russia, said on Tuesday: "I will remind you that Russian deliveries of weapons to Syria are completed on the basis of transparent, internationally recognized contracts. They do not violate any international regulations. And they are carried out strictly in the bounds of international law."

"With regard to the S-300, it is indeed one of the best anti-aircraft complexes in the world, if not the best," Mr. Putin added, referring to missiles that Russia plans to deliver to Syria. "It is a serious weapon, of course. We don't want to disturb the balance in the region. The contract was signed several years ago. For the time being it has not been fulfilled."

The panel also reported for the first time the use by government forces of thermobaric bombs, which scatter a cloud of explosive particles before detonating, sending a devastating blast of pressure and extreme heat that incinerates those caught in the blast and sucks the oxygen from the lungs of people in the vicinity. Such weapons were used in March in the fierce struggle for the strategic, western Syrian town of Qusayr, the panel reported.

Alan Cowell contributed reporting from London.

June 5, 2013

REAL
CLEAR
WORLD

Why Is Obama Ignoring Iraq?

By Anthony Cordesman
www.realclearworld.com

It is hard to determine why Iraq receives so little U.S. attention as it drifts towards sectarian conflict, civil war, and alignment with Iran. Tensions in Iraq have been rising for well over a year, and the UN warned on June 1, 2013 that "1,045 Iraqis were killed and another 2,397 were wounded in acts of terrorism and acts of violence in May. The number of civilians killed was 963 (including 181 civilian police), and the number of civilians injured was 2,191 (including 359 civilian police). A further 82 members of the Iraqi Security Forces were killed and 206 were injured."

This neglect may be a matter of war fatigue; the result of a conflict the United States "won" at a tactical level but seems to have lost at a strategic level. It may be the result of the fact the civil war in Syria is more intensive, produces more human suffering, and is more open to the media. The end result, however, is that the United States is just beginning to see how much of a strategic pivot Iraq has become.

The strategic map of the region is changing and Iraq's role in that change is critical. It used to be possible to largely separate the Gulf and the Levant. One set of tensions focused on the Arab-Israel conflict versus tensions focused on the Gulf. Iraq stood between them. It sometimes became a crisis on its own but always acted as a strategic buffer between two major subregions in the Middle East.

However, it has become clear over the last year that the upheavals in the Islamic and Arab world have become a clash within a civilization rather than a clash between civilizations. The Sunni vs. Alewite civil war in Syria is increasingly interacting with the Sunni versus Shi'ite tensions in the Gulf that are edging Iraq back towards civil war. They also interact with the Sunni-Shi'ite, Maronite, and other confessional struggles in Lebanon.

The "Kurdish problem" now spreads from Syria to Iraq to Turkey to Iran. The question of Arab identity versus Sunni or Shi'ite sectarian identity divides Iraq from the Arab Gulf states and pushes it towards Iran. Instead of terrorism we have counterinsurgency, instability, and religious and ethnic conflict.

For all the current attention to Syria, Iraq is the larger and more important state. Iraq is a nation of 31.9 million and Syria is a nation of 22.5 million. Iraq has the

larger economy: Iraq has a GDP of \$155.4 billion, and Syria had a GDP of \$107.6 billion in 2011, the last year for which there are useful data. Most important, Iraq is a critical petroleum state and Syria is a cypher. Iraq has some 143 billion barrels worth of oil reserves (9 percent of world reserves) and Syria has 2.5 billion (0.2 percent). Iraq has 126.7 trillion cubic meters of gas, and Syria has 10.1. Iraq has a major impact on the overall security of the Gulf, and some 20 percent of the world oil and LNG exports go through the Gulf.

This does not mean the conflict in Syria is not tragic or that it is not important. But from a practical strategic viewpoint, Iraq divided Iran from the Arab Gulf states. Iraqi-Iranian tensions acted as a strategic buffer between Iran and the rest of the Middle East for half a century between the 1950s and 2003. Today, Iraq has a Shi'ite government with close links to Iran and is a military vacuum. Iraq's Shi'ite leaders treat its Sunnis and Kurds more as a threat than as countrymen. Its Arab neighbors treat Iraq's regime more as a threat than an ally, and the growing Sunni-Shi'ite tension in the rest of the region make things steadily worse in Iraq and drive it towards Iran.

If Iraq moves towards active civil war, its Shi'ites will be driven further towards Iran and Syria. If Assad survives and the Arab Gulf states continue to isolate Iraq, the largely token U.S. presence in Iraq is likely to become irrelevant and Iraq is likely to become part of a "Shi'ite" axis going from Lebanon to Iran. If Assad falls, and U.S. and Gulf Arab tensions with Iran continue to rise, Iran seems likely to do everything it can to replace its ties to Syria with influence in Iraq.

Arab and Turkish pressure on Iraq seems more likely to push Iraq towards Iran than away from it. If Iraq becomes caught up in sectarian and ethnic civil war, this will push its Shi'ite majority towards Iran, push its Kurds toward separatism, and push the Arab states around Iraq to do even more to support Sunni factions in Lebanon, Syria, and Iraq while suppressing their own Shi'ites.

The United States has limited cards to play. The U.S.-Iraqi Strategic Framework Agreement exists on paper, but it did not survive the Iraqi political power struggles that came as the United States left. The U.S. military presence has been reduced to a small U.S. office of military cooperation at the U.S. Embassy in Baghdad and it is steadily shrinking. The cumbersome U.S. arms transfer process has already

pushed Iraq to buy arms from Russia and other suppliers. The U.S. State Department's efforts to replace the military police training program collapsed before they really began. The United States is a marginal player in the Iraqi economy and economic development, and its only aid efforts are funded through money from past years. The State Department did not make an aid request for Iraq for FY2014.

However, it is far from clear that Prime Minister Nouri al-Maliki or most of the Shi'ite ruling elite really want alignment with Iran or that anyone in Iraq wants civil war. A revitalized U.S. office of military cooperation and timely U.S. arms transfer might give the United States more leverage, and U.S. efforts to persuade Arab Gulf states that it is far better to try to work with Iraq than isolate it might have a major impact. Limited and well-focused U.S. economic and governance aid might improve leverage in a country that may have major oil export earnings but whose economy needs aid in reform more than money and today has the per capita income of a poverty state, ranking only 162 in the world.

Making Iraq a major strategic focus in dealing with Turkey and our Arab friends and allies might avoid creating a strategic bridge between Iran and the Gulf states. It might limit the growing linkages between the tensions and conflicts in the Gulf and those in the Levant, and help secure Jordan, Lebanon, and Egypt. It would not be a major expense to give the State Department's country team in Baghdad all of the aid resources it needs to move Iraq towards economic reform and a stable military.

Even limited success in damping down internal conflict in Iraq and helping Iraq keep a distance from Iran might save the United States far more, even in the short run, than substituting strategic neglect for strategic patience. It also might help prevent Iraq from becoming a far worse civil conflict than now exists in Syria, fueling the religious war between Sunnis and Shi'ites, which can turn a clash within a civilization into a serious war and spill over into terrorism in the West. ●

Anthony H. Cordesman holds the Arleigh A. Burke Chair in Strategy at the Center for Strategic and International Studies (CSIS) in Washington, D.C.

Quixotic beginnings of the uprising in Turkey

ISTANBUL

Environmental activists who started it all have no idea how things will end

BY TIM ARANGO

It was just before midnight a week ago Monday when three friends saw the bulldozer approaching the edge of the park.

"We got in front of it and called others, and from three people it's come to this," said Birkan Isin, a 40-year-old lawyer, as he gestured out the window of a cafe in a luxury hotel toward the thousands of people occupying Taksim Square.

Turkey's leadership is facing its gravest political crisis in years, and it began with a few friends determined to save a park in Taksim who unexpectedly inflamed public frustration with a powerful prime minister, Recep Tayyip Erdogan.

But the protesters, even before the convulsion that has gripped the country, represented one side of a fault line that runs through Turkish society and politics. While the prime minister and his supporters are religious conservatives, the leaders of this movement are secular, leftist, liberal and, in Mr. Isin's case, even a bit New Age.

On Tuesday afternoon, drinking bottled water and eating chocolate at the hotel, Mr. Isin pontificated on nature and liberty and seemed during an interview to speak a different language from Mr. Erdogan, whose reaction to the protesters has been intolerant and dismissive.

Mr. Isin was one of the original activists to mobilize against the govern-

ment's plans to convert the park in Taksim Square into a mall designed like a replica Ottoman-era army barracks. He

helped found an association with an unwieldy name — the Taksim Gezi Park Protection and Beautification Association — whose aim was to protect the last park in Istanbul's city center.

What he had not counted on was the aggressive government response, unleashing police officers armed with tear gas, water cannons and a license to battle the demonstrators in the street.

"I felt that Istanbul is my home, and Taksim Square is my sitting room," he said, recalling his outrage with the plans. "And I felt like someone came in and bulldozed my sitting room."

On Tuesday, a day after Mr. Erdogan dismissed the protesters as extremists and then left for a trip to North Africa, the deputy prime minister, Bulent Arinc, apologized for "excessive violence" used by the police. Representatives of a group that helped incite the protests gave a list of demands to Mr. Arinc on Wednesday, as the police expanded security operations and detained several dozen people accused of provoking illegal acts on social media networks.

But now the cause that Mr. Isin and his fellow activists coalesced around has been subsumed by the wider grievances of alienated Turkish citizens who seem united in one respect: anger toward the governing elite led by Mr. Erdogan and his Islamist-rooted Justice and Development Party. The complaint is that the members of this new elite are encroaching on the private lives of others while remaking the landscape in their vision. Taksim will not just be renovated, the complaint goes, it will be sanitized, no

longer a messy, egalitarian crossroads.

As the occupation of Taksim Square continues, crucial questions remain: How will it all end, and can the many disparate groups — leftists, environmentalists, secular liberals — who have descended on the square transform the

protest movement into a viable political force? There is, so far, little evidence that the groups that have occupied Taksim Square can unite around a shared vision for the future or a common leader.

"I don't know," said Mr. Isin, who added that various protest leaders and opposition political leaders had been holding meetings in recent days to weigh how to move forward. "We will see."

He said: "No party in Turkey represents me. Maybe one will come out of this."

But even that the question is being raised, and that Mr. Erdogan — whose popularity and hold on power were unquestioned — has been challenged by an angry cross section of the citizenry, underscores the dramatic shake-up in Turkey's political life over the last week.

One woman sitting at a booth set up by a socialist group expressed her aim

"No party in Turkey represents me."

by saying, simply, "We want to get rid of capitalism and establish socialism."

A few steps away were followers of Deniz Gezmiş, a Turkish Marxist revolutionary who was executed in 1972 and is known as "the Turkish Che Guevara." A man there, wearing a red vest illustrated with the outline of Mr. Gezmiş's face, said: "We want a socialist Kurdistan. That is why we are here."

That such an eclectic gathering of angry citizens have used this issue as a rallying point to challenge the national government is even more unlikely considering that the park itself, just a section of the wider Taksim Square, was never held by Istanbul residents as a particularly special place. It was considered dingy, and even dangerous at night.

"A lot of people were saying it wasn't

being used," said Mr. Isin, who attended Galatasaray Lycée, an elite French high school, a short walk from Taksim in the center of Istanbul. "So we started staging events."

In weeks of activism to save the park, before the confrontations with the police, Mr. Isin helped organize events there, like flash mobs, music concerts, theater performances and photo exhibits, to generate interest in the space. A petition drive gathered 120,000 signatures — in a city of nearly 14 million. "Unfortunately, it's not a lot of signatures, but many more have come out, as you can see," Mr. Isin said.

The first confrontation last week between the bulldozer and Mr. Isin and his friends was followed by the occupation of the park by hundreds of like-minded ac-



tivists until police forces raided the gathering with tear gas at dawn on Friday.

Later in the day, the activists gathered in a different area of Taksim Square, and as most were sitting on the ground, they were attacked with water cannons and tear gas, and the police crackdown — more than just the issue of the park's potential destruction — is what set off days of violent street

protests in Istanbul and around the country that continue.

It has only been a few days since protesters took the square, and already Mr. Isin and his fellow activists have developed a feel for public relations.

As a photographer snapped pictures, one of Mr. Isin's activist friends, Mustafa Uysal, 32, who works in digital marketing, insisted that no banners of

political groups be in the background.

"They wanted to save the trees, and they fought for three days, and then the parties came," he said. "That's not right."

Ceylan Yeginsu contributed reporting.

INTERNATIONAL
Herald Tribune

THURSDAY, JUNE 6, 2013

Erdogan has been warned

Sule Kulu

ISTANBUL "History shows that if nations cannot manage to win all together, they are destined to lose all together," declared Turkey's prime minister, Recep Tayyip Erdogan, on the first anniversary of his 2007 re-election. "We defend freedom, justice, democracy and welfare for everybody."

Back then, he promised that his Justice and Development Party, known by its Turkish initials, A.K.P., would embrace all sections of society regardless of political affiliation. He even thanked those who didn't vote for him.

Five years later, Erdogan is facing growing criticism for disrespecting people's lifestyles and interfering in their personal choices. His government has drafted and passed bills without public consultation. A law on restricting alcohol sales was passed on May 24 in Parliament via a last-minute amendment.

And then, two weeks later, he began the demolition of a popular park as part of a controversial urban renewal plan for Taksim Square. The small-scale sit-in opposing the demolition morphed into mass nationwide public demonstrations after the police used excessive force against protesters.

How could a skilled politician as smart and experienced as Erdogan, who has been able to overcome a number of political crises in the past, fail to see the bigger political picture?

In the past few days, Erdogan has claimed that those rallying against him were mobilized by the country's opposition parties, especially the ultrasecular and ultranationalist bloc led by the Republican People's Party (C.H.P.). He said the issue was not the park but a concer-

ted campaign against him by those who opposed his policies on partisan grounds. This was understandable given that his opponents have ignored the A.K.P.'s landmark achievements for the sake of partisanship in the past.

However, a quick look was enough to confirm that the opposition that took over Taksim was different. It was a largely nonpartisan movement made up of liberals, conservatives, independents and even likely A.K.P. voters. Their cause was later overshadowed by some violent groups, who dealt a blow to the public image of the protests through vandalism, looting and attacking women wearing head scarves. Yet the initial sit-in group, as well as those participating in the broader protests that followed, represented a broad cross section of society.

Erdogan has remained defiant, but there have been critics of his handling of the crisis within his own party. Among them was Deputy Prime Minister Bulent Arinc, who said authorities should have communicated with the protesters instead of tear-gassing them. He also openly praised a local administrative court that issued a stay on the Taksim project amid the continuing protests on Friday. And Turkey's education minister, Nabi Avci, observed on Monday that the government had done what the secular opposition parties had not been able to achieve for years: The police crackdown brought together masses who had been incapable of uniting against the government.

The protests are hitting Erdogan at an inopportune time. He has been campaigning for a constitutional change that would give broad executive powers to the currently ceremonial presidency, raising concerns over how checks and balances will be ensured if he runs for the post before his self-imposed three-term limit expires in 2015. When the

demonstrations erupted, he had not yet persuaded the nation to switch to an executive presidential system.

Now many people, including his supporters, opponents and prominent intellectuals, are voicing concerns over the proposed presidential system. The recent protests are likely to complicate Erdogan's calculations for a presidential run, as it may be difficult for him to persuade and eventually garner the support of the crowds he has refused to listen to.

In contrast to Erdogan's dismissal of the protesters as "plunderers," the Turkish president, Abdullah Gul, struck a different tone on Monday, telling reporters that "democracy is not just about elections" and that the protesters' "message has been received. What is necessary will be done." Deputy Prime Minister Arinc also adopted a conciliatory tone and apologized for the excessive use of police force while Erdogan was abroad on a visit to Morocco.

Tensions have eased slightly, but nothing will be the same for Turkey after these protests. Although Erdogan still argues that the majority of the nation is behind him based on his party's recent internal polls, he would be wise to keep in mind the masses on Istanbul's streets before making any future decision concerning people's personal lives.

Erdogan was shown a yellow card in Istanbul; it is a warning to return to his reformist agenda and to open up channels of communication with all segments of society. Those in the opposition who wish to see him given a red card and ejected from office will have to wait until the next election in 2015 — unless Erdogan finds a way to ascend to the presidency before then.

SULE KULU is the online editor of Today's Zaman, an English-language newspaper in Turkey.

Damascus, with Hezbollah, claims rebel stronghold

BEIRUT

BY ANNE BARNARD

Syrian government forces and their allies in Hezbollah, the Lebanese militant group, seized most of the strategic crossroads town of Qusayr early Wednesday, a painful defeat for outgunned Syrian rebels and an advance for President Bashar al-Assad. If it sticks, the military gain could infuse his forces with momentum and embolden him to push for military victory just as Russia and the United States are pressing the combatants to negotiate.

The government's triumphal advance into Qusayr also suggested that the intervention on Mr. Assad's side by Hezbollah proved decisive as its fighters besieged, then stormed, a rebel stronghold that the Syrian military had bombarded in vain for months.

But the intervention also carries big political risks for Hezbollah, which has historically been revered in Syria for its opposition to Israel but is now seen as a sectarian-driven occupying force by Mr. Assad's insurgent enemies, who are mostly Sunni. Hezbollah has said it intervened in Syria to protect neighboring Lebanon from Islamist extremists.

The government claimed victory in Qusayr, broadcasting pictures of soldiers raising flags over wrecked buildings as the rebels said they had withdrawn from much of the town. At the same time, senior officials from Russia, the United Nations and the United States convened in Geneva to try to find enough common ground among themselves and the Syrian combatants to hold talks to halt the carnage and work toward a political transition.

By late afternoon, they had failed to agree even on who would attend, and officials said they would adjourn and try again on June 25. Lakhdar Brahimi, the special U.N. representative on Syria, told reporters that "evidently, there is still a lot of work to do."

With the Syrian opposition's political leaders disunited and the government defiant, expectations remained low for any talks aimed at halting the conflict, which is more than two years old and has left an estimated 80,000 people dead.

The Geneva meeting was also overshadowed by statements from France and Britain that sarin nerve gas had been used in Syria. The statements confronted U.S. officials with the possibility that Mr. Assad's government had crossed what President Barack Obama has called a "red line" that could



prompt American intervention — an option for which his administration has shown waning enthusiasm.

A shuffle on Wednesday of Mr. Obama's security team, however, appeared to give new prominence to advocates of a more active American role, if not of direct military intervention.

A day after France announced that French laboratory tests had confirmed that sarin gas had been used "multiple times" in Syria "in a localized way," Britain repeated an earlier assessment Wednesday that "a growing body of limited but persuasive information" pointed to the use of the same toxin.

French and British officials did not make public the details of the evidence on which their assessments were based. The French statements said there was "no doubt" the government or its accomplices were behind use of the gas in at least one case, based on samples of bodily fluids from victims, including urine samples brought out of Syria by French journalists. British statements were more cautious, saying "the room for doubt" about the use of sarin "continues to diminish" and that the use was "very likely" by the government.

In Qusayr, further underscoring the volatility of the conflict, rebels and anti-government activists said their fighters would battle on in surrounding villages and in the northern part of the town, where they are most deeply entrenched. Syria state media acknowledged that the fight was not over, saying the military was still sweeping northern Qusayr for militants.



Rebels have prepared for more than a year to defend the area, using tunnels and storing food and supplies in underground command rooms that were seen by a reporter who recently visited villages close to the town, including the village of Daba'a. Reuters, quoting a Syrian security official, reported that the military and Hezbollah had left open corridors allowing rebels to withdraw toward Daba'a.

The rebels, who had held Qusayr for more than a year, fought for more than two weeks — longer than expected — against intense assaults by a far larger force and inflicted unaccustomed casu-

alties on Hezbollah's seasoned fighters, many of whom were honored as martyrs in funeral ceremonies around Lebanon.

But the situation inside Qusayr had grown desperate. Ammunition was running out. Rebel reinforcements were fewer than expected and many were unable to penetrate the government cordon around the city. With medical supplies dwindling, hundreds of wounded people could not be evacuated as Hezbollah fighters assaulted the city backed by heavy government airstrikes and artillery bombardment.

The battle fit a pattern in which rebels hang on until the last minute and then announce a tactical withdrawal.

Syrian forces have sometimes been unable to hold reclaimed territory, such as in rebel strongholds in the city of Homs and the Damascus suburbs.

A Syrian opposition figure said, the rebel retreat followed an intervention

by the United Nations, which had expressed concern about a humanitarian crisis in Qusayr, especially after the government and Hezbollah fighters had refused to allow Red Crescent humanitarian workers to enter and treat wounded civilians.

A member of the Syrian National Coalition, the main exile opposition group, said on condition of anonymity that after mediation by the Lebanese politi-

cian Walid Jumblatt, United Nations officials relayed a message that Mr. Assad had agreed to allow the wounded to leave on the condition that "armed gangs" leave Qusayr.

The battle — the largest and most public intervention yet in Syria by Hezbollah — increased tensions throughout the region, pitting Hezbollah against mostly Sunni rebels from Qusayr as well as Sunni jihadists from

Lebanon and other countries who had joined the battle.

Some rebels said they were bracing to fight Hezbollah if it pushed on to the northern city of Aleppo — a city even farther outside Hezbollah's traditional sphere of strategic interest than Qusayr.

Though the claims could not be confirmed, the fact that Syrian rebels considered such an attack a possibility from Hezbollah underscored the surprising turns the conflict has taken in recent weeks, as Hezbollah's involvement heightened the sectarian tone of the combatants and threatened to spread fighting to Lebanon.

Hwaida Saad and Hania Mourtada in Beirut, Nick Cumming-Bruce in Geneva, an employee of The New York Times in Daba'a, Syria, Alan Cowell in London, Steven Erlanger in Paris and Rick Gladstone in New York contributed reporting.

INTERNATIONAL
Herald Tribune JUNE 10, 2013

Turkish split is exposed in alcohol debate

ISPARTA, TURKEY

BY TIM ARANGO

After retaking Taksim Square in Istanbul a week ago following hours of ugly street battles with police officers firing tear gas, many of the haggard protesters cracked bottles of Efes beer and raised them in a mock toast to their prime minister, who had recently pushed through Parliament a controversial bill to curb drinking.

And even here in Isparta, a religiously conservative region that is a wellspring of support for the prime minister, Recep Tayyip Erdogan, a small group of residents, drinks in hand, gathered outside the office of the local governor who is an ally of Mr. Erdogan and chanted,

"Cheers, Tayyip!"

Now, there are signs that the government may be backing off. In recent days, as anti-government protests convulsed cities around the country, a local court here quietly issued an injunction overturning a local law that restricted the sale and consumption of alcohol. A court in another small, conservative community outside Ankara, the Turkish capital, issued a similar ruling. Meanwhile, the president, Abdullah Gul, has yet to sign the national legislation, and raised the possibility of a veto by saying he would take public opinion into account in making his decision.

Whether or not that is a concerted effort on the part of the government to compromise over one of the protesters'

grievances, the alcohol controversy — now entwined with the broader complaints of a protest movement opposed to what they view as the government's rising authoritarianism — is particularly fraught because it strikes at the intersection of Islamic versus secular values, and also divides Turks along lines of social class.

To many protesters, it is a blatant example of the government's imposing an Islamist agenda — Mr. Erdogan has said "religion demands" curbs on drinking — and an affront to the secular values of Turkey that many of them say they are defending. The modern country's founder, Mustafa Kemal Ataturk, was a famously heavy drinker.

In this conservative community where an important Muslim spiritual leader once lived, residents are more likely to drink a sickly sweet beverage made from rose syrup, served ice cold, than they are to raise a glass of raki, Turkey's famous anise-flavored liquor. Even before the proposed nationwide law, this community cracked down on drinking with local ordinances.

But some residents do drink, and Isparta is a college town. Despite its conservative stripes it is not inoculated from the normal frictions between students and townspeople. And so even in this religiously conservative heartland where Mr. Erdogan and his Justice and Development Party, known by its Turkish initials as A.K.P., draw their support, the clefts in modern Turkey that are being contested in the streets and cities around the country are being contested here, too.

"It isn't really about religion," said Yusuf Gunaydin, the mayor, who like many residents is a teetotaler. "For us



ED DU FOR THE NEW YORK TIMES

In Istanbul's Taksim Square early one recent morning. The debate over alcohol strikes at the intersection of Islamic versus secular values and divides Turks along class lines.

it's more about the drunk people, the

"Whatever I do, if I drink, it's between me and my God. My 86-year-old grandfather taught me that."

disagreements, the violence against women." But, he added, "of course, in Islam it is haram to drink alcohol."

The mayor's spokesman, Hasan Parlakyildiz, another nondrinker, said: "Isparta has always been conservative. There isn't a drinking culture here at all. What we don't want is any new bars to open."

Turan Eroglu, the manager of a bar called Barcelona, one of the few drinking places left in the center of Isparta, referred to a brutal Ottoman sultan who reigned in the 17th century in describing the government's plans to restrict alcohol.

"We're going back to the time of Murad IV when alcohol was banned," he said. "The A.K.P. is taking us back. This only happens in Iran. Now it happens in Turkey."

At another bar nearby, the Flora Club and Bar, Merve Vural, a 20-year-old college student, said: "We're students and we're always going to find ways to get alcohol. They are imposing their religion on us. They are doing it very slowly."

The drinking issue touches a particu-

larly sensitive nerve in Turkish society, as it both indicates an Islamist agenda being pursued by Mr. Erdogan and is an example of government intrusion into citizens' private lives.

"Religion is a very personal thing," said Tuba Inamlık, a 23-year-old engineering student who was sitting outside a bar here. "Whatever I do, if I drink, it's between me and my God. My 86-year-old grandfather taught me that."

But the issue also has deeper historical undercurrents. For better or worse, it is closely associated with the lifestyle of Atatürk, who became a hard drinker while attending Istanbul's War College and who once wrote to his secretary, according to his biographer, Andrew Mango, "I've got to drink: My mind keeps on working hard and fast to the point of suffering."

Drinking has also been a marker of secular values in the broader society, and at one time army officers who did not drink were looked upon as closet Islamists and found it difficult to secure promotions.

In Turkey, lifestyle choices — whether or not to wear a head scarf, or to drink — are often highly politicized. Jenny White, a Boston University anthropologist who recently published a book that examines Turkey's changes under Mr. Erdogan's decade in power called "Muslim Nationalism and the New Turks," described drinking in Turkey as "a highly charged cultural marker of so-

cial class, lifestyle and political values."

On a recent night at a bar in one of the narrow alleyways of Istanbul's European quarter, not far from Taksim Square, Duygu Duman said she was so exasperated with her government that she might finally take the green card for the United States that she won in a lottery and pick up and move.

"The perception of Turkey has changed dramatically under this government," said Ms. Duman, 36, drinking Jack Daniel's Lynchburg Lemonade while Bon Jovi blared from the bar's speakers. "And now it's getting worse."

Standing next to Ms. Duman, her friend Gunay Attan, 40, said: "It's the religious pretext they have that annoys me. There's a widespread feeling that our freedoms are being taken from us, one by one."

Cagri Tazgel, who is 25 and works at a software company, stood outside a nearby bar and framed the issue in terms of a class divide that, as much as religion, underlies the protest movement that has so dramatically exposed this country's many fault lines.

"Turkey is a country of mostly uneducated and illiterate people with strong religious feelings, and this is what the A.K.P. represents," he said. "This isn't my government. Ultimately I will leave this country."

Ceylan Yeginsu contributed reporting.

TODAYS ZAMAN

9 June 2013

Jailed PKK chief Öcalan: Doing my best to solve Kurdish issue

TODAY'S ZAMAN, ISTANBUL

Imprisoned Kurdistan Workers' Party (PKK) leader Abdullah Öcalan said in a message on Friday that he has been doing his best to resolve the decades-old Kurdish conflict and added that the ball is in the government's court.

Two deputies from the pro-Kurdish Peace and Democracy Party (BDP) traveled to the island of İmralı on Friday to meet with the PKK leader as part of ongoing talks aimed at resolving Turkey's long-standing conflict in the Southeast. BDP Co-Chairman Selahattin Demirtaş and the deputy chairwoman of the BDP parliamentary group, Pervin Buldan, set off for İmralı from Istanbul.

In the message, read out by Demirtaş at a press conference following the delegation's return to Istanbul, Öcalan also applauded the protests against the government's reconstruction plan for Gezi Park in Istanbul but warned against attempts by ultranationalists and Ergenekon supporters among the protesters to hijack the demonstrations. Öcalan said he views the Gezi Park protests as meaningful and important. However, he said, democrats, revolutionaries, compatriots and progressive circles should not allow Ergenekon supporters and ultranationalists to dominate or lead the protests.

Speaking to reporters at the press confe-



BDP Co-Chairman Selahattin Demirtaş, BDP parliamentary group deputy chairwoman, Pervin Buldan (L) and the BDP's Sabahat Tuncel (R)

rence, the two BDP members expressed their concerns over the government's possible interference in deciding who will be included in future delegations to İmralı Island.

In response to a question on whether or not BDP deputy Sırrı Süreyya Önder was prevented from joining the delegation by the government because of his leading role in the Taksim protests, Demirtaş said in an evasive remark that the government should not interfere in the selection of the party's delegation.

Önder took part in many visits to the island as part of past BDP delegations, but his absence

from the latest visit was interpreted by the media as government interference.

Justice Minister Sadullah Ergin and Prime Minister Recep Tayyip Erdoğan have the final say over who can join the BDP delegation on visits to İmralı Island.

The delegation was the sixth from the BDP to have gone to İmralı to meet with Öcalan as part of the government-sponsored settlement process.

On Saturday, Demirtaş said while in the province of Tunceli that Öcalan sends his best wishes to the people of Dersim and that there is a great opportunity for the people's movement in the Middle East, including Kurdish people and all those oppressed in Turkey. Demirtaş said that thanks to long years of efforts, the Kurds are now a strong and organized people.

Öcalan considers Barzani leader of four-part Kurdistan

In a letter Öcalan reportedly wrote to the leader of the Kurdistan Regional Government (KRG), Massoud Barzani, Öcalan said that he sees Barzani as the leader of a Kurdistan split into four parts and asked him to adopt the PKK members who have withdrawn from Turkey.

According to the northern Iraqi WaranPress website, Barzani received Öcalan's letter on June 6. "You have taken back the rights of the first two parts of the Kurdish people; I believe you could also take back the rights of the remaining parts," Öcalan reportedly wrote in the letter. He also thanked Barzani for his will and decisiveness in helping to end the bloodshed in Turkey.

Deux personnes sont mortes à l'occasion des manifestations

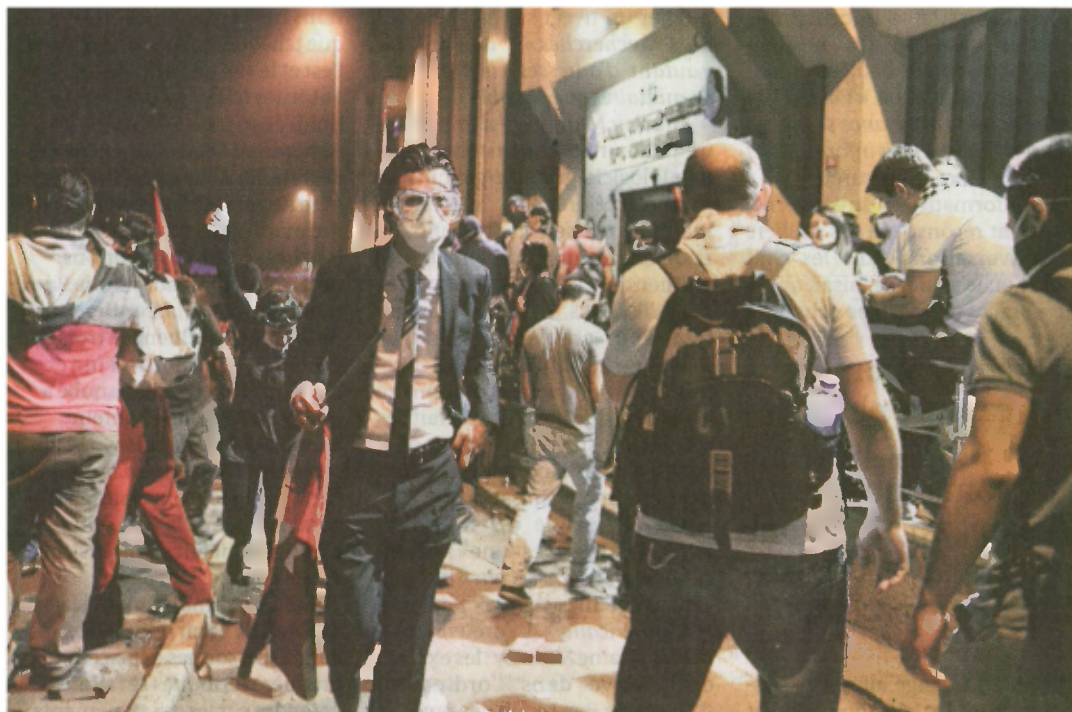
La mobilisation s'est poursuivie dans une soixantaine de villes du pays

Le mouvement de protestation né dans le parc Gezi, près de la place Taksim d'Istanbul, en Turquie, a connu ses premiers morts. Lundi 3 juin, l'Union des médecins turcs a révélé le décès, la veille au soir, d'un jeune homme, Mehmet Ayvalitas, tué par une voiture ayant percuté la foule, en marge de la manifestation à Istanbul. Lundi soir, un jeune homme de 22 ans, militant du Parti républicain du peuple (CHP, centre gauche laïque), Abdullah Ömert, est mort à Antakya, près de la frontière syrienne. Selon le gouverneur de la province, il aurait reçu une balle dans la tête dans des circonstances encore inconnues.

La mobilisation s'est poursuivie lundi. A Ankara, la police a fait usage de gaz lacrymogènes et de canons à eau pour disperser des manifestants qui appelaient à la démission du premier ministre, Recep Tayyip Erdogan, aux abords de la place de Kizilay. Dans la soirée, dans le quartier de Kavaklıdere, les unités anti-émeute ont tiré des balles en caoutchouc en direction des contestataires qui les ont attaqués à coup de pierres, selon la chaîne de télévision CNN-Türk. A Istanbul, près du palais de Dolmabahçe, où se trouvent les bureaux du premier ministre, des heurts entre manifestants et policiers se sont produits pendant plusieurs heures.

Des manifestations ont eu lieu dans une soixantaine de villes du pays, principalement dans l'ouest, mais aussi à Adana, Antakya, Gaziantep (proche de la frontière syrienne), et Diyarbakir. Cependant, dans leur majorité, les Kurdes se tiennent pour le moment à distance des manifestations. Le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) est engagé dans des négociations avec le gouvernement et ne veut pas en perdre le bénéfice.

Les violences des quatre derniers jours ont fait plus de 1500 blessés à Istanbul et au moins 700 à Ankara, selon les organisations de défense des droits de l'homme et les syndicats de médecins des deux villes. Ces chiffres n'ont pas été confirmés par les



Istanbul, mardi 4 juin, lors d'affrontements entre manifestants et forces de l'ordre. ARIS MESSINISA

autorités. Le dernier bilan rendu public dimanche soir par le ministre de l'intérieur, Muammer Güler, faisait état de 58 civils et de 115 policiers blessés.

Le cœur du mouvement demeure à Istanbul, autour de la place Taksim, où, malgré la fin du week-end, le mouvement a gardé sa dynamique. Vide et ouverte partiellement à la circulation dans la journée, la place, ainsi que le parc Gezi, ont été à nouveau occupés par des dizaines de milliers de personnes jusqu'au milieu de la nuit. Des étudiants, qui terminent l'année scolaire cette semaine, ainsi que des lycéens, se sont joints à la mobilisation.

Les Etats-Unis se disent « préoccupés »

Le secrétaire d'Etat américain, John Kerry, a indiqué, lundi 3 juin, que les Etats-Unis sont « préoccupés par les informations sur un usage excessif de la force par la police » turque face aux manifestations. « Nous espérons évidemment qu'il y aura une enquête approfondie sur ces incidents et nous appelons la police

La centrale syndicale de la fonction publique (KESK) a appelé à une grève de quarante-huit heures à compter de mardi. « La terreur exercée par l'Etat contre des manifestants totalement pacifiques se poursuit de telle façon que cela menace la vie des civils », a fait valoir la confédération dans un communiqué publié lundi. Marqué à gauche, ce syndicat revendique 240 000 adhérents.

M. Erdogan a une nouvelle fois défié la rue avant de quitter la Turquie, lundi à la mi-journée, pour une tournée de quatre jours au Maghreb. « Nous ne céderons rien à ceux qui vivent main dans la main avec le terrorisme », a affirmé le

à faire preuve de modération », a-t-il ajouté. « Nous attendons tout à fait du gouvernement turc qu'il règle cela », a déclaré de son côté le porte-parole de la Maison Blanche, Jay Carney. M. Carey a souligné que les Etats-Unis allaient continuer à collaborer avec la Turquie sur le conflit syrien. — (Reuters.)

chef du gouvernement. Quelques heures plus tard, de Rabat, au Maroc, le premier ministre a estimé que la situation était « en train de revenir au calme ». « A mon retour de cette visite, les problèmes seront réglés », a-t-il assuré.

De son côté, le président Abdullah Gül a appelé les manifestants au calme et pris, une fois encore, le contrepied du premier ministre. « Il est tout à fait naturel d'exprimer des opinions différentes (...) dans des manifestations pacifiques », a déclaré M. Gül.

La Bourse d'Istanbul a terminé sa séance de lundi sur une baisse de 10,47%, traduisant l'inquiétude des marchés. Dans son sillage, la livre turque a également brutalement chuté.

Catherine Ashton, chef de la diplomatie européenne, a évoqué, dimanche, sa « vie inquiète » et condamné l'« usage disproportionné de la force ». A Paris, Laurent Fabius invitait les autorités à la « retenue » et à une analyse des causes de la révolte populaire. Berlin a appelé au « dialogue » et à « l'apaisement ». ■

SERVICE INTERNATIONAL

Syrie : la preuve du gaz sarin

Washington et Paris restent réservés sur une intervention

M. Fabius a remis les résultats des analyses chimiques à la mission d'enquête de l'ONU



Capture d'écran du journal de « 20 heures » de France 2, mardi 4 juin. FRANCE 2

La France bouleverse la donne du débat diplomatique sur la crise syrienne en accusant le régime de Bachar Al-Assad d'avoir recours à des armes chimiques. Pour la première fois depuis le début du conflit, le ministre des affaires étrangères, Laurent Fabius, a affirmé dans un communiqué, mardi 4 juin, que « la France a désormais la certitude que le gaz sarin a été utilisé en Syrie à plusieurs reprises et de façon localisée ».

« Nous n'avons aucun doute sur le fait que les gaz ont été utilisés », a ensuite souligné le chef de la diplomatie française lors du journal de France 2. « Il y a une ligne qui a été franchie incontestablement, nous discutons avec nos partenaires de ce qu'il va falloir faire. » « Ou bien on décide de ne pas réagir ou bien on réagit, y compris de façon armée, là où est produit et stocké le gaz », a insisté M. Fabius, avant d'indiquer : « Nous n'en sommes pas là. »

Lors de son intervention télévisée, M. Fabius a précisé que les informations françaises étaient fondées sur les analyses de deux séries de prélèvements, dont ceux rapportés de Damas par les envoyés spéciaux du Monde, Jean-Philippe Rémy et Laurent Van der Stockt, dont le reportage a été publié dans notre édition du 28 mai.

« Ce sont des éléments de certitude irréfutables que nous ne pouvons pas garder pour nous », souligne une source diplomatique française. Jusque-là, « nous n'avions pas de preuves biologiques », ajoute un autre proche du dossier.

Selon des diplomates, Laurent Fabius a prévenu Moscou et Washington il y a deux jours des conclu-

sions françaises, par voie de lettres adressées au secrétaire d'Etat américain, John Kerry, et à son homologue russe, Sergueï Lavrov. Une autre source indique que Londres et Washington avaient été informés « la semaine dernière », précisant qu'il ne s'agissait alors que des « premières conclusions, pas des analyses complètes ».

La réaction très prudente de Washington, considérant que davantage de preuves étaient nécessaires, éclaire ce temps de latence et laisse supposer que d'intenses tractations ont eu lieu entre les deux pays, tant les révélations françaises paraissent compliquer la position américaine. Ils avaient, en effet, été les premiers à affirmer que l'usage d'armes chimiques constituerait une « ligne rouge » dont les « conséquences seraient énormes », selon les mots du président Barack Obama.

Après les déclarations fracassantes de Laurent Fabius, qui mettent en cause directement le pouvoir syrien, la France semble toutefois hésiter sur les conclusions à tirer de ces révélations. M. Fabius a indiqué qu'il avait remis mardi les résultats des analyses au professeur suédois Ake Sellström, chef de la mission d'enquête de l'ONU chargée d'établir les faits sur les allégations d'utilisation d'armes chimiques.

La mission, selon une source diplomatique, devrait présenter un rapport, « sûrement intérimaire », avant la fin juin. Une fois cette étape franchie, et en fonction des conclusions de l'équipe Sellström, « une saisie du Conseil de sécurité des Nations unies pourrait être envisagée », selon cette source.

Les Américains avaient affirmé que l'usage d'armes chimiques constituerait leur « ligne rouge »

Mais il y a fort à parier que cette commission onusienne ne pourra parvenir à des conclusions définitives sur l'usage d'armes chimiques. Son protocole scientifique spécifique, en effet, que ses évaluations ne peuvent être basées que sur des échantillons prélevés en Syrie par ses propres équipes. Or les autorités syriennes leur refusent toujours l'accès au pays.

Ce recours à l'ONU, prôné par Washington et relayé par Paris, est une nuance de taille par rapport aux positions défendues jusqu'à présent par la France. On est bien en deçà des propos tenus par M. Fabius le 3 septembre 2012, qui affirmait alors que la réponse de la France « serait massive et foudroyante » en cas d'utilisation d'armes chimiques par le régime syrien. Quelques jours plus tôt, le 27 août, M. Hollande avait emboîté le pas au président Obama, en affirmant que l'usage d'armes chimiques en Syrie serait « une cause légitime d'intervention directe ».

Même si M. Fabius a affirmé, mardi, que « toutes les options sont sur la table », tout semble indiquer que la France cherche à gagner du temps en invoquant l'implication de l'ONU. Cette inflexion était perceptible lors de l'audition de

M. Fabius devant la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, le 29 mai, date à laquelle on peut penser que les autorités françaises avaient déjà une connaissance au moins partielle du résultat des analyses.

Tout en affirmant qu'« on ne peut pas, d'un côté, dénoncer l'utilisation des armes chimiques et, si cette situation était avérée, ne pas répondre », Laurent Fabius avait ajouté : « On peut discuter sur la nature de la réplique qui devrait avoir lieu et à quel moment puis-que, dans le même temps, il y a la conférence de Genève. »

L'accent est donc autant mis sur l'évocation d'un éventuel recours à la force que sur la voie diplomatique. Paris et Londres soutiennent l'idée de cette conférence internationale, lancée en mai par Washington et Moscou, baptisée « Genève 2 », en référence à la première, avortée, qui s'est déroulée sur les bords du lac Léman en juin 2012. Elle vise à rassembler autour de la même table des représentants de l'opposition syrienne et du pouvoir de Damas, en vue de parvenir à un départ négocié du pouvoir de Bachar Al-Assad.

Sa tenue éventuelle, d'abord envisagée en juin, est désormais repoussée au mois de juillet. Mais il est clair que les révélations françaises sur l'usage des armes chimiques compliquent sérieusement la donne, car elles vont aggraver la tension entre les protagonistes du conflit syrien.

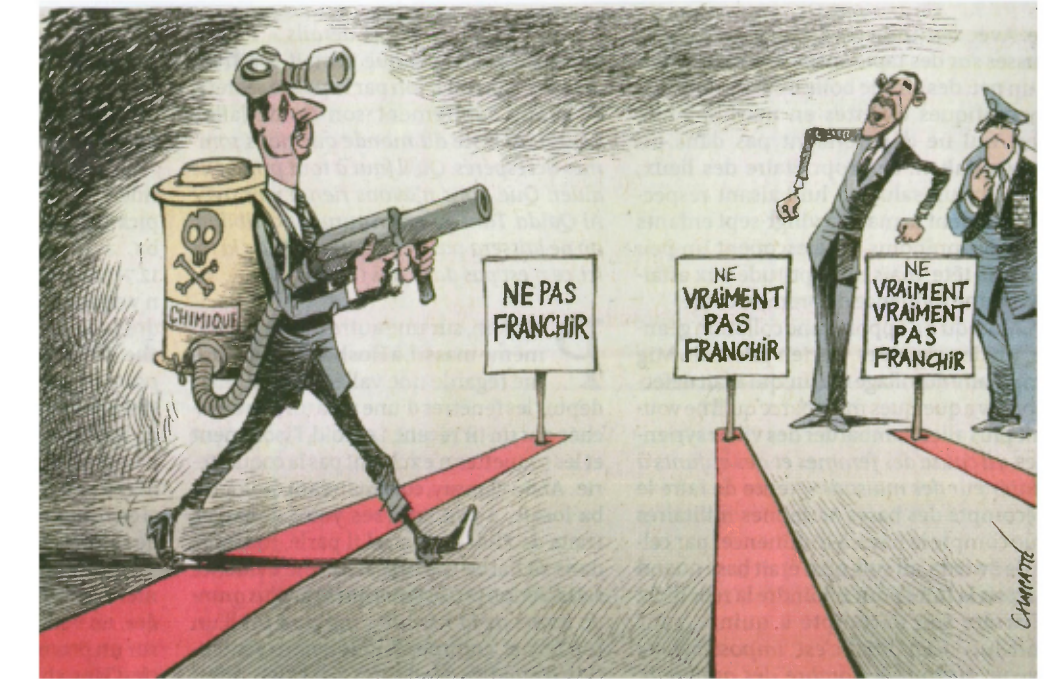
« Ce n'est pas un bon présage pour les négociations », constate une source diplomatique française. Elles étaient déjà très compli-

quées, cela va rendre encore plus difficile le dialogue recherché entre l'opposition et le régime.» D'autant que toutes les parties concernées par cette conférence, en Syrie comme à l'extérieur, peinent déjà se mettre d'accord sur le minimum: la liste des participants et l'ordre du jour.

François Hollande avait pointé la difficulté de l'exercice, le 31 mai: «Genève, si cette conférence doit

avoir lieu, et je souhaite qu'elle ait lieu, cela doit être pour avoir une transition sans Bachar Al-Assad, parce que sinon, comment l'opposition pourrait-elle accepter un tel processus?» Un diplomate français ne cache pas son inquiétude: «Ce conflit dure déjà depuis deux ans et tous les éléments sont réunis pour qu'il dure encore deux ans, sinon plus, car aucun des acteurs n'est prêt à un compromis: Bachar ne veut pas abandonner le pouvoir et l'opposition ne veut pas le partager.» Et de livrer un sombre parallèle: «J'ai en tête la guerre du Vietnam, lorsque les négociations de paix ont duré... cinq ans.»

Dans l'immédiat, les déclarations de la France sur les armes chimiques renforcent la pression internationale sur le pouvoir syrien. En cela, dit-on à Paris, elles



Bachar Al-Assad et Barack Obama vus par le dessinateur suisse Patrick Chappatte («Le Temps»).

servent à démontrer au régime de Bachar Al-Assad qu'aucune piste de représailles n'est, a priori, écartée. Encore faudrait-il que les pays occidentaux soient prêts à mettre leurs menaces à exécution. Pour le moment, rien n'est moins sûr. A Paris et à Washington, la prudence

est de mise. «La priorité, c'est l'option politique, insiste une source française. Nous voulons laisser une chance à Genève 2. Pas six mois ou un an, mais quelques semaines.» ■

CHRISTOPHE AYAD, BENJAMIN BARTHE ET YVES-MICHEL RIOLS

Le Monde

Jeudi 6 juin 2013

Syrie : on ne pourra plus dire que l'on ne savait pas

M

La preuve en est désormais apportée. De manière scientifique et irréfutable. Des armes chimiques ont bel et bien été employées en Syrie: des agents de la catégorie des substances prohibées par la convention sur l'interdiction des armes chimiques, datant de 1993. Le régime de Bachar Al-Assad a eu recours, lors d'attaques contre l'opposition armée et la population dans laquelle celle-ci se fonde, à des gaz toxiques contenant du sarin, puissant neurotoxique.

ÉDITORIAL

NATALIE NOUGAYRÈDE

Après des mois d'hésitation ou de déclarations alambiquées des pays occidentaux, la France est devenue, mardi 4 juin, le premier Etat à faire publiquement ce constat, avec «certitude». Le ministre des affaires étrangères, Laurent Fabius, l'a annoncé: «La France a désormais la certitude que le gaz sarin a été utilisé en Syrie à plusieurs reprises et de façon localisée.» Il a ajouté que, dans un cas précis et documenté, il n'y

avait «aucun doute» que «le régime et ses complices» étaient responsables du crime.

Le Foreign Office britannique a affirmé dans la foulée détenir lui aussi des preuves d'usage d'armes chimiques. A Washington, en revanche, la prudence reste de mise: le porte-parole de la Maison Blanche estime que d'autres éléments doivent encore être réunis avant toute conclusion définitive.

La déclaration officielle française est spectaculaire. Elle est de nature à changer la donne dans le dossier syrien. Mais pourquoi une telle annonce maintenant?

1. Les autorités françaises peuvent alléguer ne pas avoir disposé plus tôt – c'est-à-dire avant ces derniers jours – d'éléments suffisamment probants. Il est permis d'en douter. Alors que les signaux d'emploi d'armes chimiques se multipliaient depuis l'année dernière et que ce sujet mobilisait les moyens considérables de services de renseignement de plusieurs pays occidentaux – tout porte à croire qu'il y a eu, en particulier de la part de l'administration Obama, une volonté de temporiser. L'objectif étant de ménager une relance de la diplomatie par la préparation d'une

conférence dite «Genève 2». Le dossier chimique venait compliquer singulièrement cette stratégie nécessitant une étroite coopération avec les Russes.

2. Les autorités américaines semblent avoir en conséquence demandé à leurs partenaires britanniques et français de ne pas faire de déclaration définitive susceptible d'entraîner des pourparlers. D'autant que les déclarations faites depuis l'été 2012 par Washington, Londres et Paris, indiquant que le recours aux armes chimiques pourrait déclencher une intervention en Syrie, risquaient de placer les uns et les autres devant de considérables contradictions, voire des reculades avérées. M. Fabius a déclaré, mercredi 5 juin, qu'il y avait «incontestablement» un «franchissement» de cette ligne.

3. Le travail effectué par deux journalistes du Monde ayant rapporté de Syrie, dans des conditions périlleuses, des échantillons de sang, d'urine et de cheveux prélevés sur des victimes d'armes chimiques a constitué un important facteur – à la fois accélérateur et contraignant pour les autorités françaises.

► LIRE LA SUITE



Soyons clairs sur la démarche du Monde, qui peut soulever, ici ou là, la question du rapport entre médias et Etat. L'un des faisceaux de preuves brandies par les autorités françaises repose sur les échantillons rapportés de Syrie par nos reporters. *Le Monde* a réalisé ses reportages à Damas de manière entièrement indépendante et clandestine, sans d'ailleurs fixer comme objectif initial une enquête sur le chimique.

C'est en constatant sur place l'ampleur de l'utilisation de gaz toxiques que nos journalistes ont décidé qu'ils devaient tenter de sortir du pays des échantillons, destinés à être expertisés. *Le Monde* a ensuite décidé de confier ces échantillons aux autorités françaises. Pour une raison simple : le seul laboratoire en France habilité à établir de manière incontestable la nature des substances transportées dépend de la Délégation générale de l'armement. *Le Monde* a parallèlement obtenu un engagement formel, par écrit, des autorités françaises, selon lequel il aurions accès à l'intégralité des résultats des analyses.

Le Monde considère qu'il est au service de l'établissement des faits et qu'il ne peut en aucune manière contribuer à dissimuler une éventuelle preuve de crime de guerre ou d'utilisation d'armes chimiques. Nous savions aussi que, en cas de doute sur l'authenticité des résultats qui nous seraient transmis, nous poursuivrions l'enquête. Les autorités françaises ont joué la transparence et on ne peut que s'en féliciter. Dans le cas inverse, l'affaire aurait potentiellement relevé d'un mensonge d'Etat.

Est-ce un tournant ? La France, tout en déclarant désormais que « toutes les options sont sur la table », renvoie le dossier à une commission d'enquête de l'ONU dont la capacité à mener à bien son travail est des plus compromises. La priorité est clairement de sauver l'option diplomatique, quelles que soient les contradictions des uns et des autres sur les « lignes rouges ». L'administration Obama agit avec, à l'esprit, comme contre-exemple absolu, la guerre d'Irak, déclenchée sans légitimité onusienne et sur la base d'allégations mensongères sur des armes de destruction massive. Mais, s'agissant du chimique en Syrie, on ne pourra plus dire, désormais, que l'on ne savait pas. ■

NATALIE NOUGAYRÈDE

« Aujourd'hui, les gens sortent. C'est un nouvel espace de parole »

A Ankara, les jeunes sont partagés face au mouvement de contestation

Reportage

Ankara
Envoyé spécial

Depuis quatre jours, Ergin, 27 ans, court les manifestations à Ankara. Etudiant et employé dans un hôtel du centre-ville, il n'a pourtant rien d'un opposant : depuis qu'il en a l'âge, il vote pour l'AKP, le parti au pouvoir. Mais il veut tout voir des violences et tout entendre des critiques. Il retient une chose : « Pour eux, c'est juste un jeu. Ils crient au dictateur, mais est-ce qu'ils vous laisseraient les prendre en photo dans une dictature ? Est-ce qu'ils vous donneraient leur vrai nom ? »

A quelques mètres, un groupe de manifestants improvise un chant de libération. Ergin s'empourte, mais à voix basse : « Erdogan, on l'a élu. Et ma liberté à moi, qu'est-ce qu'ils en font ? » En début d'après-midi, Ergin était sur la place Kizilay, en plein centre-ville. Un millier de manifestants y a affronté la police, pour le quatrième jour d'affilée : quelques pierres contre des gaz lacrymogènes et des canons à eau.

Conservatisme étroit

Alors qu'Istanbul avait connu une accalmie, dimanche, les violences ne se sont pas interrompues à Ankara, capitale administrative du pays et fief des kémalistes, partisans d'une stricte laïcité. Lundi dans la nuit, autour de la place Kizilay déserte et sur la colline qui la surplombe, les taxis slalomaient entre des restes de feux de joie et de courtes barricades, emportant les manifestants d'un lieu de rassemblement à un autre. Géographie complexe : dans le parc Kugul, qui jouxte Kizilay, on a fait sit-in et on a piqué-niqué en famille toute la journée et une partie de la nuit, paisiblement.

Un peu plus haut, rue Tunali, Yigit, 20 ans, manifeste malgré son examen du lendemain et son recteur, qui n'approuve pas les désordres. Homosexuel, fier d'étudier les relations internationales à la faculté de Bilkent (« La crème de

la crème », dit-il), il est descendu dans la rue après avoir constaté « la violence avec laquelle ce régime a traité les manifestants ». Il se dit lassé du conservatisme de plus en plus étroit de sa ville. Il a tenté de repousser des jeteurs de pierre, a nettoyé les canettes de bières qui jonchaient le sol. Dimanche, il a goûté aux gaz lacrymogènes, place Kizilay. Il s'est réfugié dans la cave d'un commerçant avec quelques dizaines de manifestants, pendant une heure.

Ils sont plusieurs autour de lui à se dire novices en politique de rue, « réveillés » par les images des violences à la télévision et le bruit des casseroles qu'on frappe en signe de protestation, le soir, sur leur trottoir. Ainsi Ayse Ozgünes, professeure de collège à la retraite : « Avant, je protestais à la maison, ou sur Facebook. » Depuis vendredi, elle est partout en ville, au bras de son mari, Dogam Uzum, ingénieur « apolitique » qui dit n'avoir pas apprécié une récente pique de M. Erdogan contre Mustafa Kemal, le fondateur de la République turque. « Erdogan a été élu, dit-il lui aussi. Je ne peux rien y faire. Ça fait dix ans que ça dure... Mais aujourd'hui, les gens sortent. C'est un nouvel espace de parole, alors j'y suis. »

Peu après, Ergin, le partisan de l'AKP, pestera contre ces libéraux qui, dit-il, voudraient empêcher ses amis de porter le voile à l'université (pas sa petite amie, qui n'est « pas musulmane ») ; qui parlent de liberté « mais qui ne lèveraient pas un doigt pour les Kurdes, alors qu'Erdogan les a laissés parler leur langue et négocier maintenant avec le PKK ». Il s'inquiète bien d'une dérive autoritaire de son premier ministre, « mais qui avez-vous d'autre à me proposer ? Ça n'est pas à ceux-là que je veux laisser ma ville », dit-il en désignant un petit groupe de supporters de football qui, écharpes de Ankaragücü et de l'Ankaraspor mêlées, ont enterré les différends pour ce soir, et allument un nouveau feu sur la chaussée. ■

LOUIS IMBERT

Armes chimiques en Syrie : Paris et Londres font cavalier seul

ISABELLE LASSERRE ilasserre@lefigaro.fr

PROCHE-ORIENT Affirmant que la ligne rouge sur les armes chimiques a été « franchie incontestablement » et en posant la question de la réaction « y compris d'une façon armée », la France a dit tout haut ce que les capitales occidentales pensent tout bas depuis plusieurs semaines. Quitte à afficher des divergences - réelles ou supposées - avec la Maison-

Blanche, qui, après avoir en vain tenté d'enterrer le dossier des armes chimiques, réclame de nouvelles preuves avant de se prononcer. Mercredi, le secrétaire d'État américain, John Kerry, a cependant demandé à la France de partager ses informations sur l'usage de gaz sarin. Il a indiqué avoir été en contact avec Laurent Fabius et a commenté : « Clairement, c'est une déclaration très importante, une découverte très importante. »

Mais, la France se trouve-t-elle en porte-à-faux avec les États-Unis ? « Nous n'avons pas le choix. Sur un sujet aussi important, nous avons un devoir de vérité et de transparence. Et peu importent les conséquences », explique une source diplomatique française. Plusieurs échantillons avaient déjà été analysés en France. Mais ceux qui ont été fournis par les journalistes du Monde auraient contraint Paris, selon certaines sources, à rendre publics les résultats.

Le recours aux armes chimiques, une « ligne rouge » incertaine

Depuis le début du conflit en mars 2011 entre les insurgés syriens et le pouvoir, la problématique de l'utilisation d'armes chimiques en Syrie a évolué au fil des soupçons et des déclarations.

23 juillet 2012

Le régime syrien reconnaît pour la première fois posséder des armes chimiques et menace de les utiliser en cas d'intervention militaire occidentale, mais « jamais » contre sa population.

20 août 2012

Le président américain Barack Obama adresse un avertissement très ferme au régime, affirmant qu'avoir recours à de telles armes ou même les déplacer reviendrait à franchir une « ligne rouge ».

3 décembre 2012

L'Otan et les États-Unis mettent en garde contre le recours à ces armes, qui entraînerait « une réaction internationale immédiate », un responsable américain affirmant que le régime de Damas mélange les composants nécessaires à l'usage du gaz sarin à des fins militaires.

24 décembre 2012

« Je ne pense pas que la Syrie se serve d'armes chimiques. Si c'est le cas, cela constituera un suicide politique du gouvernement » (ministre russe des Affaires étrangères).

30 janvier 2013

L'aviation israélienne bombarde près de Damas un site de missiles sol-air et un complexe militaire adjacent soupçonné d'abriter des produits chimiques. Selon le *New York Times*, le raid pourrait avoir endommagé le principal centre

syrien de recherche sur les armes chimiques et biologiques.

19-20 mars 2013

Le régime et les rebelles s'accusent mutuellement d'avoir utilisé des gaz. Les États-Unis disent n'avoir aucune preuve, mais Obama affirme qu'un recours à ces armes modifierait « la règle du jeu ».

25 avril 2013

Les États-Unis reconnaissent que le régime a probablement utilisé des armes chimiques, tout en soulignant que leurs renseignements ne sont pas suffisants pour avoir la certitude que Damas a franchi la « ligne rouge » tracée par Washington.

10 mai 2013

Le secrétaire d'État américain John Kerry déclare que les États-Unis pensent détenir une « preuve solide » de l'utilisation d'armes chimiques par le régime.

27 mai 2013

Le ministre français des Affaires étrangères Laurent Fabius fait état de « présomptions d'utilisation d'armes chimiques de plus en plus étayées ».

4 juin 2013

La commission d'enquête de l'ONU dénonce l'usage de « quantités limitées d'agents chimiques » à au moins quatre occasions.

La France confirme l'utilisation par le régime syrien de gaz sarin à au moins une reprise, soulignant que « toutes les options sont sur la table », même celle d'une action armée. La Maison-Blanche soutient que davantage de preuves sont nécessaires. (AFP) ■

Cartes rebattues

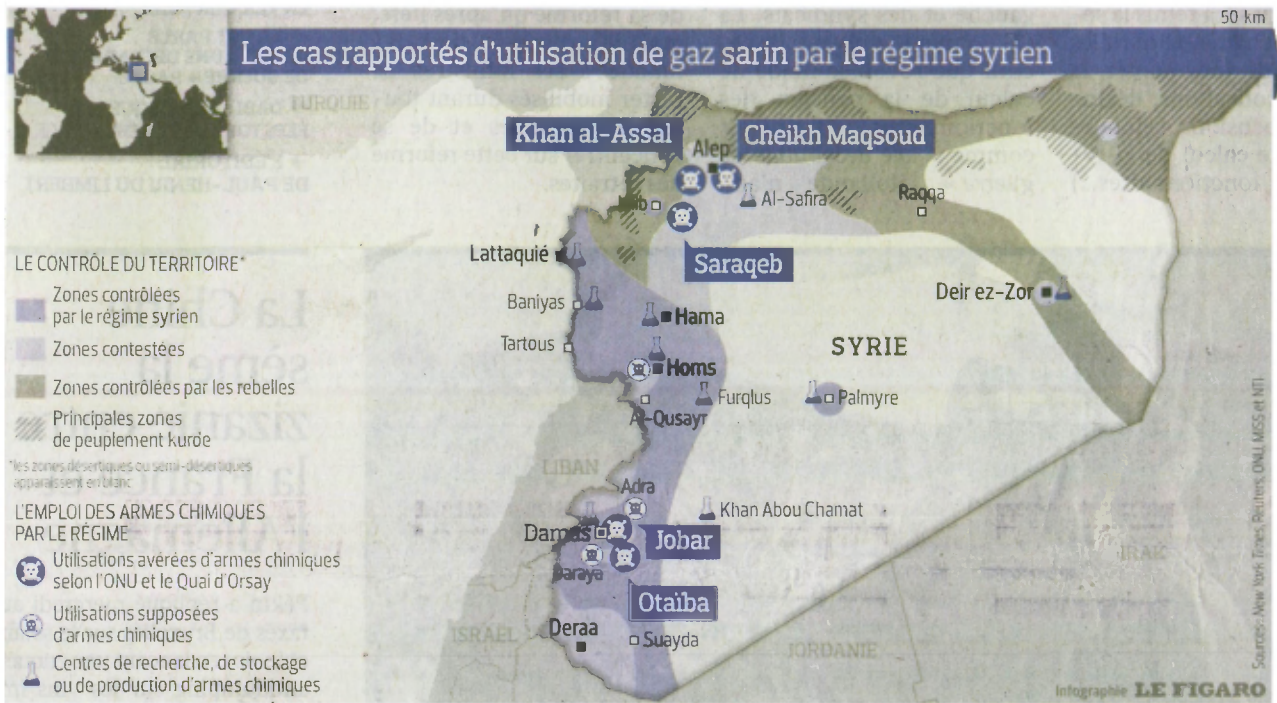
La France espère aussi pouvoir faire bouger les lignes diplomatiques. « En prenant l'initiative, nous espérons provoquer une évolution positive de la situation, jusque-là figée. Les Russes, qui soutiennent le régime de Damas, ont en effet condamné l'utilisation des armes chimiques », poursuit la source diplomatique. Vu de Paris, il s'agit de faire pression sur le régime de Bachar el-Assad, sur Washington et sur les autres grands acteurs internationaux. Londres a illico emboîté le pas à la France en affirmant à son tour disposer de preuves de l'utilisation de gaz sarin en Syrie.

La conférence internationale Genève 2 reste l'objectif affiché, à Paris comme à Washington. « Notre but est toujours d'obtenir une résolution politique du conflit » et de rester « dans le cadre de la légalité internationale », affirme un diplomate. Si Barack Obama considère que la discrétion et la retenue sont les meilleurs moyens de garantir la conférence internationale, la France n'exclut pas de pouvoir, en rebattant brusquement les cartes, bousculer le jeu.

« Il est vrai que, contrairement aux Américains, nous n'avons jamais utilisé le terme de ligne rouge », rappelle une source diplomatique, sous-entendant que la France a sur le dossier une plus grande marge de manœuvre. Ce n'est qu'à moitié vrai. En

promettant une réponse « massive et foudroyante » ou en estimant que l'utilisation d'armes chimiques serait « une cause légitime d'intervention directe », Laurent Fabius et François Hollande s'étaient eux aussi bien avancés sur le sujet l'an dernier.

Reste que les moyens d'actions de la France sont aujourd'hui limités. En sortant du bois, Paris a chamboulé la donne diplomatique. Mais la France n'a ni les moyens ni la volonté d'intervenir seule en Syrie. En renvoyant le dossier à une commission d'enquête de l'ONU, avec l'espoir, par la suite, d'une saisine du Conseil de sécurité de l'ONU, Paris veut placer ses partenaires devant leurs responsabilités. La France, a déclaré François Hollande mercredi, « a apporté des éléments de preuve... qui obligent la communauté internationale à agir ». ■



En attendant, il n'est pas sûr que les ré-
vélations françaises facilitent l'organisa-
tion de Genève 2. Elles pourraient même
aggraver les divergences entre les prota-
gonistes. Pour relancer la diplomatie et
attirer tous les acteurs du conflit à la table
de la conférence, les Américains ont be-
soin des Russes, qui ont mis leur veto aux

résolutions occidentales sur la Syrie. Mais
le dossier des armes chimiques a mis
Moscou dans l'embarras. La Russie a déjà
prévenu que Genève 2 ne pourrait pas se
tenir avant le mois de juillet.
Après avoir défendu au printemps le
principe d'un armement des rebelles sy-
riens, la France et la Grande-Bretagne

ont en tout cas lancé un nouveau pavé
dans la mare, dont les conséquences,
quelles qu'elles soient, mettront sans
doute plusieurs jours à être évaluées. Un
temps que les Américains espèrent met-
tre à profit pour influencer les Russes et
sauver la conférence de Genève. ■

AFP Irak: le gouvernement au Kurdistan pour apaiser les tensions avec Erbil

ERBIL (Irak), 09 juin 2013 (AFP)

LE CONSEIL DES MINISTRES irakien présidé par le Premier ministre Nouri al-Maliki s'est exceptionnellement tenu dimanche à Erbil, la capitale du Kurdistan irakien, pour tenter d'apaiser les tensions entre Bagdad et la région autonome.

Les deux entités, qui s'opposent sur une palette de dossiers allant des hydrocarbures à des différends territoriaux, ne sont parvenus à aucun accord, mais Massoud Barzani, le président de la région autonome, a qualifié la venue du gouvernement de "visite importante".

Cela marque "un début pour résoudre tous les problèmes", a-t-il souligné au cours d'une conférence de presse commune avec M. Maliki à l'issue du conseil des ministres.

"Nous n'avons pas de baguette magique pour résoudre tous les problèmes d'un seul coup", a déclaré M. Maliki. "Mais il faut avoir la volonté de les résoudre".

Les relations entre le gouvernement de M. Maliki et les autorités du Kurdistan irakien, dans le nord du pays, sont notoirement exécrables.

Bagdad enrage de voir Erbil signer des contrats avec des compagnies pétrolières étrangères en se passant de son accord et l'accuse d'exporter son pétrole vers la Turquie voisine de façon "illégal".

Au chapitre territorial, le Kurdistan et le gouvernement de M. Maliki revendiquent tous deux une large bande de territoire riche en pétrole, qui comprend la ville de Kirkouk, où cohabitent Arabes, Kurdes et Turcomans.

Selon des experts et des observateurs, ce dernier dossier représente la plus grande menace pour la stabilité de l'Irak à long terme.



Il y a quelques jours, le ministère irakien de l'Intérieur a fermement exhorté les forces kurdes à se retirer de ces zones disputées. Les peshmergas kurdes y avaient remplacé les troupes irakiennes après une flambée de violences en avril.

Selon Ali al-Moussaoui, le porte-parole de M. Maliki, le conseil des ministres doit aussi se déplacer à Al-Anbar, une province majoritairement sunnite où les manifestations antigouvernementales se succèdent depuis fin décembre.

M. Moussaoui n'a toutefois pas précisé la date de ce déplacement.

Houston Herald.com June 9, 2013

Iraqi PM visits Kurdish north, hoping to mend ties

SINAN SALAHEDDIN
Associated Press

BAGHDAD — Iraq's prime minister on Sunday made a rare visit to the country's self-ruled northern Kurdish region in a bid to melt the ice between the Kurds and the Shiite-led central government, as a suicide attack in Baghdad claimed the lives of seven people.

The visit came as authorities said a border guard was killed and two others were wounded in clashes along the Syrian frontier, the latest sign that the Syrian civil war risks spilling over into Iraq.

Prime Minister Nouri al-Maliki's decision to hold a Cabinet meeting in Irbil — the first in the Kurdish regional capital since the 2003 U.S.-led invasion that toppled Saddam Hussein — was part of an initiative started last year to better understand provincial-level needs. Similar meetings have been held in other Iraqi cities.

Kurdish regional President Massoud Barzani leads the Kurds' largely autonomous and increasingly prosperous northern region, which has multiple government ministries, its own security forces and other trappings of an independent state. It remains part of Iraq, however, and relies heavily on a share of the federal budget controlled by Baghdad to meet its budget needs.

Arguments over dueling claims to the oil-rich city of Kirkuk and other disputed territories running along the Kurdish region's border with the rest of Iraq are one of the most serious threats to Iraq's stability.

Relations grew tenser in November, when an exchange of fire in one disputed city led both sides to send military reinforcements and heavy weapons into the contested area.

Sunday's meeting gave both leaders an opportunity to appear statesmanlike. Iraqi state TV showed Al-Maliki and government ministers arriving by military plane and being received on a red carpet by Barzani, who wore traditional Kurdish clothes.

The two leaders later hailed the meeting as an important step, but acknowledged that difficulties in repairing their rela-



Iraqi Prime Minister Nuri Al-Maliki shakes hands with Kurdish regional President Massoud Barzani, upon his arrival in Irbil, Sunday, June 9, 2013. (AP)

tionship remain.

"The issue of reaching permanent solutions needs an atmosphere of understanding and mutual trust," al-Maliki said. "I can't tell you that brother Barzani or I have a magic wand, but with our joint desire and cooperation and through mutual trust we can go forward."

The Kurds have signed dozens of oil exploration deals with foreign energy companies over Baghdad's objections, including U.S. oil majors Exxon Mobil Corp. and Chevron Corp., and Total S.A. of France. The central government does not recognize the Kurdish agreements, which offer more generous terms than its own. It believes it should manage the country's oil policy and wants all exports to travel through state-run pipelines.

The Kurds are working on a pipeline to ship oil produced in their region into neighboring Turkey and earlier this year began trucking oil across their northern border, prompting charges of smuggling and threats of lawsuits from Baghdad.

The United Nations envoy, Martin Kobler, welcomed the Irbil meeting, as did the U.S. Embassy, which hailed it as a "sign that Iraqi leaders are committed to strengthening their state under the Iraqi Constitution and isolating the terrorists and criminal groups who seek to sow sectarian strife."

Al-Maliki also urged Iraqis to unite to face the unrest roiling the region.

Fears are growing that the ongoing fighting in neighboring Syria could further destabilize Shiite-led Iraq's already fragile security. Predominantly Sunni rebels in Syria, including the al-Qaida affiliated Jabhat al-Nusra, or the Nusra Front, are fighting to try to topple Syrian President Bashar Assad. His Alawite sect is an offshoot of Shiite Islam and is backed by Shiite powerhouse Iran.

"The region is going through a new strong storm, a sectarian storm, a storm of political challenges," al-Maliki said. "The most dangerous one is the comeback of the extremist organizations like al-Qaida and Jabhat al-Nusra and others who are backed by (hardline clerics') fatwas," he added.

Syria's unrest is increasingly worrying for Baghdad.

Iraq's Interior Ministry spokesman said the deadly frontier clash happened in the western al-Waleed region, which bor-

ders Syria, and involved what he believes are members of the Free Syrian Army rebel group. The spokesman, Saad Maan Ibrahim, said Iraqi forces are increasingly coming under attack by armed groups from the Syrian side of the border.

"We are determined and we have the capabilities to repel any attack on our border posts," he said.

The ministry said it foiled two other attempts by gunmen and smugglers to infiltrate Iraq's border with Syria, forcing them to retreat back across the border.

Sadoun al-Shaalan, a member in the provincial council of Sunni-dominated Anbar province, also said clashes along the border are increasingly common between Free Syrian Army fighters and Iraqi police guards.

He blamed the clashes on "the sectarian fighting and tension taking place in Syria and the belief by the Syria opposition that Baghdad is supporting the Assad regime in its struggle with the opposition."

Shortly before al-Maliki landed in Irbil, a car bomber rammed his explosives-laden vehicle into an Iraqi army checkpoint in a Shiite neighborhood in Baghdad, killing five soldiers and two civilians, officials said. Eighteen were reported wounded.

The attack happened in the busy Kazimiyah neighborhood, which last week was the focus of an annual pilgrimage that brought hundreds of thousands of Shiite faithful to a golden-domed shrine where two revered Shiite saints are buried.

Authorities imposed strict security measures throughout the capital to protect pilgrims, and no major attacks occurred during the pilgrimage itself, which peaked midweek. It commemorates the death of one of the saints, Imam Moussa al-Kadhim.

A medical official in a nearby hospital confirmed the casualty figures. All officials spoke on condition of anonymity as they were not authorized to release information.

Shiites are one of the favorite targets for hardline Sunni insurgents who consider them infidels. Violence has spiked in Iraq in recent weeks, raising fears of a return to widespread sectarian bloodshed.



June 9, 2013

Syrian Rebels Clash With Kurdish Militias

By: Wladimir van Wilgenburg for Al-Monitor

Renewed clashes between Syrian insurgents and Kurdish groups have erupted in the province of Aleppo and quickly spread to other cities in northern Syria. Several combatants have been killed in fights between Liwa al-Tawhid and its allies and the Kurdish People's Defense Units (YPG) since May 25 in the countryside of northern Aleppo, after Syrian rebels accused the Kurdish armed group of supporting the besieged Shiite towns of Nubul and Zahra.

The fighting is leading to worsening conditions for the Kurdish-dominated district of Efrin, where thousands of Arabs and Kurds fled after fighting worsened in Aleppo.

Thomas McGee, a researcher focused on Syrian affairs, told Al-Monitor that prior to the "FSA (Free Syrian Army) siege," Efrin was already "facing huge problems in accommodating IDPs [displaced persons], especially after the influx from Sheikh Maqoud [in Aleppo city] when the regime attacked, and the schools and other public buildings that are available are over capacity so people are finding themselves with no shelter at all."

NGOs fear the fighting could have a negative effect on those who fled and live in Efrin since the FSA surrounded Efrin and besieged it. The prices of bread and medicine have already increased as a result of the FSA embargo.

According to the UK-based Syrian Observatory for Human Rights (SOHR), the clashes took place in the villages of Aqbiya, Deir Mishmish, Kurzelia, Ziyaret and Basila. Fighting also took place in Ain al-Arab, Ras al-Ain and Tal Tamr, but quickly ended.

The fighting didn't only include Arab fighters of the Islamist group Liwa al-Tawheed, but also Kurdish pro-FSA groups such as the Salahadin brigade headed by Bewar Mustafa, and the Yusuf al-Azimi brigade. A declaration released by 21 groups claimed they would attack the Efrin area and cleanse it of PKK and pro-Assad militias.

However, not all pro-FSA groups supported the attack, and both the YPG and the FSA fight against Assad forces in Aleppo.

Even rivals of the YPG condemned the FSA attack; the Kurdish Democratic Political Union issued a statement "calling on both sides to release civilians as a positive gesture"

Mustafa al-Sheikh, the head of the FSA's military council, had improved his relationship with the Kurdish Democratic Union Party (PYD) after the FSA signed an agreement with the PYD in Ras al-Ain in February.

PYD spokesman Alan Semo told Al Monitor that the clashes erupted after the YPG refused the entry of FSA fighters in Kurdish villages of Efrin close to Nubul and Zahra. "YPG told them, if you want to go to Nubul or Zahra, go another way. You cannot enter the Kurdish areas; after you enter them, the regime will bomb them."

The Kurdish politician blamed the FSA for trying to bring the war to Kurdish areas by using Kurdish FSA groups to enter the YPG-controlled villages. According to pro-Kurdish media, the FSA preplanned the attacks in Azzaz.

The YPG's central command released a statement that suggested that "mercenary groups related to the Syrian Free Army attacked the village of Sherawa in Efrin city, with the approval of the general FSA command. The attack took place in order to loot homes and properties."

However, the Liwa al-Tawhid brigade accused the YPG of killing Mahmoud Hafiz Isa, commander of the 21st regiment and nine of his men, with "al-Shabihah [pro-government militia] gangs known as

PKK," referring to the Kurdistan Workers Party to which both the PYD and the YPG are affiliated. This allegedly resulted in an attack on the YPG in Aqibah and Ziyarah towns, which are close to Nubul and Zahra.

Basam Mustafa Haji, commander of the Yusuf al-Azimi brigade, told Welati, "Indeed this party (the YPG) continues to violate our treaties and agreements, while there was further deception on its part when it undertook the smuggling of arms and supplies to Nabl and Zahra, and it had seized those things ... with smuggling of sheep and ammunition."

He suggested the fighting started as revenge for the killing of a FSA leader, saying the YPG "opened fire treacherously on the Free (Syrian) Army and killed one of the mujahedeen revolutionaries, along with the assassination of the civilian leader Shamil, who was the leader of the operation 'Echo Qusair.'"

According to the SOHR, the YPG on Friday, June 7, took control over the villages of Basila in Nahiyat shirawa, and Bashmera by Anadan. "Clashes continue in the villages of al-Zeyara and Beineh, both sides suffered losses." The YPG said it would continue its "operations against armed gangs" until the Kurdish districts were "cleansed."

A Liwa al-Tawheed spokesman told Al-Monitor on May 29 that FSA's Mustafa Sheikh wanted to solve the problem. "It's a misunderstanding between the two sides and there are some who benefit from the fight. We hope that the fight stops permanently."

Although the FSA commander announced a cease-fire and some Kurdish civilians who were captured by the FSA were released, fighting continued. Later, he accused the YPG of working with Syrian President Bashar al-Assad.

However, PYD official Alan Semo said it is difficult to reach an agreement with the FSA due to the fact that the agreement was signed by 21 groups. "The Kurdish demand is that we cannot have a cease-fire unless you leave the Kurdish areas and promise not to attack them again."

Joseph Mardellie, a member of a Kurdish youth group based in Aleppo called the Kurdish Coordination Brotherhood, told Al-Monitor that the talks haven't succeeded yet because the FSA demands that the YPG hand over those who killed Mahmoud Hafiz Isa.

"The YPG didn't reply yet. I think this issue is going to be resolved in a few days. Fighting the YPG is not smart – the mutual enemy is the Syrian regime."

On Friday, the group protested the fighting between the FSA and YPG in Ashrafiya in Aleppo, calling on both sides to end their differences and to "maintain Syrian unity."

A Kurdish activist from Efrin wondered why the FSA tried to fight the YPG while they are under pressure from Assad's security forces and the Lebanese Hezbollah, which on June 5 took over Qusair after the FSA retreated from the area after weeks of heavy fighting. "Their friends are massacred in Qusair, and they don't do anything," he told Al-Monitor.

According to a report from the private intelligence firm Stratfor, the conflict comes at a bad time for the rebels, "who desperately need to press their attacks against regime forces in Aleppo and Hama to relieve the pressure on their comrades fighting farther north."

Stratfor predicted that it is most likely that the rebel leadership will try to bring an end to the infighting. "However, eliminating all the clashes is proving difficult, adding yet another obstacle in the rebels' path to victory against the regime." □

Wladimir van Wilgenburg is a political analyst specializing in issues surrounding on Kurdish politics. He has written extensively for Jamestown Foundation publications and other journals such as the Near East Quarterly and the World Affairs Journal. He currently writes for the Kurdish newspaper Rudaw. On Twitter: @vvanwilgenburg

Golden oil of Iraqi Kurdistan raises tensions with Baghdad

Federal and regional governments locked in bitter dispute over revenue-sharing as new pipeline into Turkey nears completion

IAN BLACK IN TAQ TAQ

On a hot and dusty plateau in Iraqi Kurdistan, engineers in hard hats are gathered around a section of new pipeline as they check final test data before oil starts flowing for the first time directly across the border to Turkey. Twin flare towers behind a bank of storage tanks send viscous black smoke billowing into the sky.

The powerful smell of sulphur is an indicator of the quality of what lies underground. "It's the champagne of Kurdistan," grins Joe Stein, a softly spoken Texan who is operations manager for the joint Turkish-Chinese venture at Taq Taq, part of the last great onshore oilfield in the world. "It's very light. It's very good for refineries. It's high grade and easy to produce. It's golden oil."

Hydrocarbon wealth is transforming this strategic corner of the Middle East at a time of dramatic change and extreme violence across the region – elsewhere in Iraq itself, where a post-2006 record of 1,000 people were killed in May alone, as well as in neighbouring Syria.

With an estimated 45bn barrels of reserves – the fourth largest in the world – and a century's worth of natural gas, the Kurdistan regional government (KRG) has become a big player in a geologically exciting but politically sensitive market.

In just a few weeks a final section of the new pipeline from Taq Taq will tie in to the border metering station at Fishkhabour, allowing 300,000 barrels of crude a day to begin flowing into Turkey. Targets are 1m barrels a day in 2015, and 2m in 2019.

Crucially, this is being done without the approval of the federal government in Baghdad, which is locked in a bitter dispute with the KRG over the terms of the Iraqi constitution and the revenue-sharing that is supposed to flow from it. Economic independence – and perhaps more – is suddenly within sight for a sizeable chunk of the world's biggest group of stateless people.

"Sharing wealth is a fundamental instrument of power," argues Ashti Hawrami, the KRG's natural resources minister. "By not implementing the constitution, Baghdad is encouraging instability and disintegration. The only way we can survive is by having economic development. Slogans about democracy are not enough."

Officials in Erbil, the KRG's booming capital, complain that Nouri al-Maliki, Iraq's Shia prime minister, is wedded to the same authoritarian style and centrali-

sed administration that the Kurds hoped had gone with Saddam Hussein. Based on their share of the country's population, the KRG is supposed to get 17% of national revenues. Baghdad in turn accuses the Kurds of acting unconstitutionally. The KRG retorts that whatever they earn, they will pay 83% into the national treasury.

"There is a huge gap between this Iraq and the other Iraq," muses Fuad Hussein, an adviser to the KRG president, Massoud Barzani, whose photograph adorns every government office. "My generation grew up in Iraq and we were part of the Kurdish resistance. The new generation already has freedom. They will not accept losing it again."

Other contentious issues include payment for Kurdish peshmerga fighters, compensation for the victims of Saddam's genocide and the status of disputed areas such as Kirkuk, from where Kurds were ethnically cleansed. But oil and the new link with Turkey are giving the KRG a strong hand to play in the game of nations.

Seeking to mend fences, Maliki visited Erbil for the first time in two years on Sunday, but his talks with Barzani were largely symbolic. "Neither I nor President Barzani has a magic wand," he quipped.

Barzani had warned that the latest contacts with Baghdad were the last chance, with the oil multinationals now calling the shots. Exxon Mobil's landmark agreement with Turkey, risking retaliation against its own operations in southern Iraq, is at odds with US government policy. Maliki has condemned it outright as illegal. But Chevron, Total and Russia's Gazprom are taking risks too. Fifty companies have invested \$20bn (£13bn).

Iraq has had an oil industry since the 1920s but Kurdistan's was started from scratch in 2006 because it was never developed under Saddam, who milked the country's hydrocarbon wealth to buy weapons to kill Kurds in the infamous Anfal campaign and to invade Iran and Kuwait. "This is all oil Iraq never knew it had," says an official in Erbil. "It's intoxicating. There is a sense of history about what is happening here."

The row over the unpaid revenues is grimly familiar, says the independent journalist Hiwa Osman. "For the KRG, it feels as if it's still dealing with the same Baghdad. Its economic sanctions are straight from Saddam's playbook."

Kurdistan's stability is a strong pull for foreign investors. Security at Taq Taq is run by a UK company employing former South African special forces, with the



Iraqi Kurdistan Taq Taq oilfield locator map The pipeline from the Turkish-Chinese venture at Taq Taq, part of the world's last great onshore oilfield. Photograph: Guardian

KRG's oil-protection force guarding the perimeter and Ashaish, its CIA-trained intelligence service, watching closely. Peshmerga checkpoints line the roads to Mosul and Kirkuk, where al-Qaida bombings are as frequent as in Baghdad.

Erbil has become the exploration capital of the world, and the bars of its best hotels echo with multilingual banter about oil and associated deals. The Turkish energy company Genel, partnered with China's Sinopec at Taq Taq, is run by Tony Hayward, the former BP chief executive who was forced to quit after the Deepwater Horizon disaster in the Gulf of Mexico.

In the face of such intense interest, awareness is growing of the effect on the KRG economy and the urgent need for a skilled local workforce. "Now everyone wants to go to university to do an oil-related degree," says a young professional woman, "but we don't yet have the resources." Her husband has just quit a secure civil service job to move into private-sector oil services. It looks like a smart and potentially lucrative career choice.

Outside of government circles, some suspect Turkey's motives – not surprising given its historic hostility to the Kurds. There is a vivid reminder in the shadow of Erbil's ancient citadel, where young men collect signatures in support of Abdullah Öcalan, the jailed PKK leader whose peace talks with Recep Tayyip Erdogan are another important strand of the region's shifting geopolitical landscape.

"Oil in Kurdistan is not just about Iraq," argues Asos Hardi, of the independent newspaper Awene. "It's about relations with Syria, Iran and with the US, which opposes what the KRG is doing. Everyone is using Kurdistan."

"Erdogan wants to play the Kurdish card. That's his game, not an

independent Kurdistan."

Exactly how and where oil revenues will be spent is another worry. Hawrami's officials highlight "capacity-building" agreements under which foreign companies pay for facilities that give ordinary Kurds a share of the region's wealth. Norway is cited as an example of prudent planning and diversification. Gorran, the main opposition party, complains of corruption and nepotism in Barzani's KDP. But Kamal Kirkuki, the party spokesman, dismisses "negative propaganda by an unhealthy and immature opposition".

Uncertainty about the future has been a staple of Kurdish life for decades. But Taq Taq and other oilfields, Turkey's volatile politics and voracious energy needs, and the ambitions of the world's biggest oil companies are creating new options. For the moment the Kurds of Iraq seem to be improving their bargaining position to try to force a reluctant Baghdad to comply with the federal constitution. If that does not happen, then all bets are off.

"Iraq is going to hell," says Hussein, Barzani's adviser. "If we cannot live together we must talk about something else. We Kurds are not part of the conflict between Shia and Sunnis. But if there is a fire in the house next door, it will burn you too in the end. And there is no fireman."

Foreigners have heard this message, and tend to agree. "Iraq is disintegrating slowly," observed an Erbil-based diplomat. "Over the last two years the Kurds have been pushed into a corner. Baghdad is no

longer their point of reference so they started looking elsewhere. Now Turkey is giving them the possibility of making money out of oil. But oil could be a trigger for the division of Iraq. If there is no agreement on oil, there is no Iraq."

A troubled history

Iraq's 5 million Kurds have experienced relative stability since the end of the 1991 Gulf war, when they were liberated from Saddam Hussein and lived under a no-fly zone protected by US and British air power.

A persecuted people who famously had "no friends but the mountains", they were allied with the post-cold war world's only superpower. Iraq's 2005 federal constitution gave the Kurdistan regional government (KRG) an unprecedented degree of self-government.

But the last few months have also held out the prospect of change for the 14-17 million Kurds in Turkey, where the prime minister, Recep Tayyip Erdoğan, is in negotiations with the jailed Abdullah Öcalan, leader of the PKK and its 30-year insurrection.

Syria's 1.6 million Kurds have made big gains since the uprising against Bashar al-Assad and now control the north-east of the country – though their status has bedevilled relations with the Arab opposition.

Kurds in Iran (7 million) enjoy minority rights but experience persecution. The Tehran government is concerned that PKK fighters leaving Turkey may now launch attacks inside Iran. Öcalan has talked of



peshmerga fighters Iraqi Kurdish peshmerga fighters, whose checkpoints guard the roads to the oilfields.

creating a "stateless union" between Kurds in Turkey, Iraq, Syria and Iran, which would increase integration while maintaining national borders.

Kurdish leaders everywhere are painfully conscious of a history of oppression and betrayal by supposed friends. Hopes for statehood after the first world war came to nothing and the British put down a Kurdish revolt in Iraq in the 1920s. In 1946 the short-lived Mahabad republic in Iran was abandoned by the Soviet Union. In 1975 the US withdrew its support for an Iraqi Kurdish rebellion mounted from Iran and secretly aided by Israel, as part of a rapprochement between Baghdad and the Shah of Iran. "Covert action," Henry Kissinger told Mullah Mustafa Barzani, father of the current KRG president, "is not missionary work." ♦

Rudaw

3 June 2013

Kirkuk Governor Orders Unauthorized Arab Residents Expelled

rudaw.net

By Hiwa Hussamadin

KIRKUK, Kurdistan Region – Arabs living in the disputed city of Kirkuk without permission are being expelled by order of the governor, Najmaldin Karim, but it is not clear how the order will be enforced and exactly who will have to leave.

"We have received orders from the governor and will start enforcing them from Monday, June 3," Kirkuk police chief Orhan Abdulrahman told Rudaw.

Kirkuk's provincial security commission says that all Arab families who came to Kirkuk to flee violence in their own regions must leave, claiming the areas they fled are now safe. But the city's Arab officials argue that only families without proper government permits should be forced to leave.

But city officials insist they will only expel Arab families who have come to Kirkuk over the past 10 years, paving the way for implementation of constitutional Article 140 which stipulates that all Arab families leave Kirkuk province, and Kurds expelled under ousted dictator Saddam

Hussein be helped back.

It is not clear how the authorities will compel families to leave Kirkuk, which falls among the disputed Iraqi territories that are claimed both by the Arab central government in Baghdad and the autonomous Kurds in the north.

Abdulrahman said that families who have settled in the city without consulting the authorities would be expelled, and he warned them not to return. "Any family that returns to Kirkuk after we have expelled them will be detained," he warned.

Kirkuk's police chief believes that the security situation in most provinces is better than that of Kirkuk and therefore there is no excuse for these families to stay any longer. "This decision by the governor will help reduce violence and stabilize Kirkuk," he said.

Arab politicians, however, have stood against the governor's decision.

"This decision by the governor and the security commission is meant to purge this Iraqi city of its Arab residents," said Abdulrahman Murshid Assi, member of the Arab Assembly in Kirkuk. "It has nothing to

do with the security of the city."

Assi said that the solution for bad safety was a better police force, not kicking out Arab families.

"That's why we reject this decree and will not allow it to be implemented," he said. "If Iranian, Turkish and Syrian citizens can live freely in Kirkuk, why can't Iraqis?" he asked.

But some Arab politicians have stood by the governor's policy.

"It was we Arabs who encouraged the passing of this decree," said Abdullah Sami Assi, member of the Arab Republic League in Kirkuk. "We sent our recommendation to the security commission a year ago and it was under discussion until now."

He said the new law applied only to Arab families who have not properly registered with the police.

Other officials say that the governor's decision is unconstitutional.

"The constitution says that Iraqi citizens can live in any part of the country they want," said Omar al-Jibbouri, an Arab member of the provincial council. "It is not fair to blame these displaced families for the bad security situation in Kirkuk."

The authorities themselves are to blame, he said.

Jibbouri said he believed that Kurdish political parties who are in charge of Kirkuk's security are behind this new policy.

Le régime reprend al-Qusayr aux rebelles

GEORGES MALBRUNOT
gmalbrunot@lefigaro.fr
ENVOYÉ SPÉCIAL A DAMAS

LE DRAPEAU officiel syrien flotte de nouveau sur al-Qusayr, ce verrou stratégique que les rebelles ont dû céder après dix-huit mois d'occupation. À une heure du matin, mercredi, les forces spéciales de l'armée régulière, appuyées par les unités d'élite de son allié libanais le Hezbollah, ont lancé un assaut éclair contre le quartier nord de la ville, dernière poche où s'étaient retranchés les insurgés. À six heures, les militants anti-Bachar el-Assad étaient défaits. Une heure après, un bandeau de la chaîne progouvernementale al-Ikhabaryah annonçait qu'al-Qusayr était entièrement contrôlée par l'armée. Dans la foulée, l'Iran, fidèle allié de Damas, félicitait la troupe, tandis que le principal groupe de l'opposition, la Coalition, reconnaissait que ses combattants avaient dû battre en retraite « face à un important arsenal ».

Certains rebelles ont réussi à s'enfuir pour se réfugier dans le village voisin de Debba, où des accrochages étaient signalés dans l'après-midi.

Arrivé sur place peu après la reconquête d'al-Qusayr, un caméraman d'al-Manar, la chaîne du Hezbollah, filmait 400 corps, qui auraient été rassemblés dans une école par les insurgés avant de prendre la fuite. Assiégé par l'armée et les miliciens chiïtes, l'ancien bastion de la rébellion est désormais une ville fantôme avec ses rues dévastées et ses bâtiments en ruines.

Les derniers appels au secours lancés par les rebelles sont restés lettre morte. Certes, des renforts avaient été dépêchés par certains bataillons. De leur côté, les pays du Golfe avaient bien tenté d'envoyer des armes, mais celles-ci ont été interceptées par le régime ou ses alliés du Hezbollah. Combien ces derniers étaient-ils à participer à la bataille ? Sept cents membres des commandos les mieux formés, selon une source officielle syrienne. Mais d'autres étaient également déployés à la périphérie d'al-Qusayr pour empêcher les arrivées de combattants sunnites venus du Liban. Combien étaient ces derniers ? Plusieurs centaines également.

Al-Qusayr est devenu le dernier front de la fitna moyen-orientale, cette guerre à l'intérieur de l'islam que se livrent chiïtes et sunnites, via leurs parrains régionaux, l'Iran et la Syrie d'un côté, l'Arabie saoudite et le Qatar de l'autre, et qui menace d'enflammer le Liban voisin.

Les rebelles ont perdu une importante bataille. Pour eux, al-Qusayr et sa région était un précieux conduit d'acheminement en hommes et en armes à partir du Liban. Seule la région frontalière nord face à Telkalah leur reste théoriquement



Des soldats de l'armée syrienne patrouillent dans un quartier en ruine d'al-Qusayr, ville reprise aux insurgés après deux semaines de pilonnages et de combats. AFP.

ouverte, mais la ville est elle aussi repassée entre les mains de l'armée régulière. Pour Damas, al-Qusayr était également stratégique dans la mesure où elle fait le lien entre Homs au centre de la Syrie et le « pays alaouïte », la base arrière du régime, dominé par cette minorité.

Al-Qusayr neutralisée, les forces loyalistes devraient concentrer leurs efforts sur la ville voisine de Maarat al-Nomame, un nœud sur l'autoroute Homs-Alep dont la reconquête permettrait au régime de s'ouvrir la route du nord, région encore largement sous le contrôle des rebelles. C'est un succès militaire de taille pour le pouvoir avant la Conférence de Genève 2 qui pourrait avoir lieu en juillet.

En moins de trois semaines de combats, l'armée et les miliciens chiïtes libanais ont peu à peu repris du terrain, commençant par une douzaine de villes du bassin de l'Oronte, avant de se focaliser sur l'aéroport de Debba. Jusqu'à terminer par la poche nord d'al-Qusayr, où les rebelles avaient construit des tunnels, fortifié leurs positions et piégé certaines rues de cette ville que les civils avaient quittée.

Difficile de connaître le bilan des victimes, de part et d'autre. Certaines sources proches de l'opposition évoquent le

nombre de 900 tués parmi les insurgés, dont seulement 200 à 300 Syriens. De nombreux djihadistes sont en effet accourus ces dernières semaines pour défendre al-Qusayr. Certains auraient fui à Tripoli, la ville du nord-Liban, où des affrontements meurtriers opposent quotidiennement depuis une semaine militants sunnites anti-Bachar et alaouïtes partisans du régime syrien.

« Avant l'arrivée des miliciens du Hezbollah à al-Qusayr, souligne une source proche de Damas, l'armée avait lancé un appel aux combattants libanais sunnites pour qu'ils quittent la ville. Damas ne voulait pas que des Libanais tuent d'autres Libanais sur son sol. Beaucoup sont partis, mais les plus durs sont restés. » « En revanche, ajoute la source, l'armée ne voulait pas du tout laisser partir les djihadistes étrangers, elle ne voulait d'ailleurs pas les faire prisonniers, le mot d'ordre était de les tuer. »

Al-Qusayr et sa région sont un réduit de cette mosaïque multiconfessionnelle qui vole en éclats sous la violence. La ville de 30 000 habitants comptait environ 70 % de musulmans sunnites et 30 % de chrétiens, tandis que trois villages chiïtes la bordaient. L'armée a appelé ses habitants à rentrer chez eux. Un autre appel qui devrait rester lettre morte. ■



Avec la reconquête d'al-Qusayr, le régime de Bachar el-Assad a marqué un point, c'est incontestable

LAURENT FABIUS

LIONEL BONAVENTURE / AFP

À Kasimpacha, la classe moyenne reste fidèle à Erdogan

Non loin de la place Taksim, où la jeunesse turque mène sa fronde contre le pouvoir, les habitants de ce fief islamo-conservateur font bloc derrière le premier ministre.

LAURE MARCHAND
ISTANBUL

TURQUIE De Taksim, le boulevard de Tarlabasi file vers la Corne d'Or. Cinq minutes de voiture suffisent pour passer de l'ambiance libertaire qui s'est installée sur la place à celle, pro-Erdogan, du quartier de Kasimpacha. Sur les rives de l'estuaire, le faubourg fait bloc derrière « Tayyip ». C'est le fief du premier ministre. Ce fils d'un capitaine de vapur - bateau qui effectue la traversée du Bosphore - y est né. Dans les années 1970, alors fougueux islamiste, il a politisé tout le quartier en prêchant sur une estrade dans le jardin de la mosquée.

À deux pas de l'édifice, Yachar Ayhan, coiffeur, ne doute pas des capacités de son champion, mis en difficulté par la révolte, à se relever : « *L'adversité lui donne des forces, c'est un leader.* » Recep Tayyip Erdogan ne s'installe plus dans les fauteuils en Skaï de sa boutique mais lui envoie une voiture pour qu'il vienne lui couper les cheveux dans sa villa de la rive asiatique. Pour Yachar et ses clients, cette fidélité est « *la preuve de sa modestie, il est resté proche de son peuple* ». « *Nous donnerions jusqu'à la dernière goutte de notre sang pour lui* », s'emballe l'un d'eux, entre deux coups de rasoir. Il s'appelle Ahmet Erdogan, c'est un de ses cousins.

Au-delà du réflexe de clan, ce dévouement s'explique en six lettres : *hizmet*. Ce mot, à connotation religieuse, désigne désormais le « service » des collectivités et des administrations à la population. Le *hizmet* est la clef du succès du Parti de la justice et du développement (AKP) et de ses trois victoires législatives d'affilée. L'hôtel Demircan se trouve juste derrière

la boutique de Yachar. « *Il est interdit d'apporter de l'alcool et de rentrer ivre* », prévient une pancarte dans le hall d'entrée. À l'accueil, Hüseyin Öksüz explique pourquoi il lui conserve son soutien : « *L'AKP est le seul parti qui représente le peuple anatolien. En dix ans, des routes et des métros ont été construits, des écoles, des universités, des hôpitaux ont été ouverts pour subvenir à nos besoins.* »

L'électorat de Recep Tayyip Erdogan n'est pas dupe des affaires de clientélisme étouffées, de l'enrichissement de son entourage. « *Mais au moins, il ne vide pas les caisses, il nous en laisse* », résume un étudiant assis sous un abribus. Dix-septième économie mondiale, la Turquie d'aujourd'hui n'a plus grand-chose à voir avec celle de 2001.

En raison d'une gestion calamiteuse des deniers publics, le pays était exsangue. Les islamo-conservateurs ont su remettre le pays en marche. Et Kasimpacha, faubourg populaire, s'embourgeoise. Sans surprise, le quartier est un peu plus gâté en infrastructures publiques que ses voisins. Une bibliothèque et une piscine - avec des horaires réservés aux femmes et aux enfants - flambant neuves ont ouvert le long de la Corne d'Or. Le stade de football du club Kasimpacha Spor, monté en première division, a été baptisé « Recep Tayyip Erdogan ».

Élites traditionnelles

Pour les Turcs pieux, si longremps méprisés par les élites traditionnelles, ce musulman qui brandit la religion comme un étendard et truffe ses discours de « *Si Dieu le veut* » leur a rendu leur fierté. La journée, Burcu Denizhan tient une boutique de thé cultivé dans la région de la mer Noire, celle d'où est originaire la famille



d'Erdogan. Le soir, la jeune femme suit des cours par correspondance de comptabilité. « *La pression exercée sur les filles voilées était terrible, elles étaient obligées de se présenter tête nue à l'université* », explique-t-elle. Elle s'interrompt, sert un client, éteint la télévision qui diffuse des images de La Mecque, avant de reprendre : « *C'est absurde dans un pays musulman. Je sens enfin un respect, je n'en demande pas plus.* »

Assis sous une tonnelle ombragée, Orhan Yilmaz en oublie de boire son thé tant la question l'amuse. « *Pourquoi on le soutient ? Mais la vie est belle avec Erdogan. Avant il fallait attendre des heures dans les couloirs surpeuplés des hôpitaux pour voir un docteur. Maintenant, les pauvres ont un accès gratuit à la santé grâce à la carte verte, les enfants ne payent pas jusqu'à leur majorité et tout le monde peut téléphoner au "182" (un service centralisé pour prendre un rendez-vous dans l'hôpital de son choix).* » Son voisin grogne en lisant Günes, un tabloïd : « *Tout cela ne suffit pas à faire une démocratie. J'ai voté pour lui en 2011 mais on ne m'y reprendra pas. Une telle brutalité policière, comment est-ce possible ? Depuis qu'il est au pouvoir (2002, NDLR), il travaille à devenir un dictateur.* » La diminution de points de vente d'alcool à Kasimpacha alimente son argumentaire : « *De 12, on est passé à 7, les licences n'ont pas été renouvelées.* » Orhan rabroue son compère : « *Tu es un vrai alcoolique, il nous reste la taverne d'à côté, c'est bien suffisant.* » ■

Retour à la guerre froide en Syrie ?

**PIERRE
VERMEREN***

Pour l'auteur, professeur d'histoire à Paris-I, ce conflit en cache un autre : celui que se livrent l'Iran, chiite, et l'Arabie saoudite, wahhabite.

Le printemps arabe de 2011 a été lancé par des humiliés et des démocrates. Très vite, Frères musulmans et salafistes ont pris le train en marche, rêvant d'une révolution islamique sunnite, après les échecs en Algérie (années 1990) et en Irak (années 2000). La chaîne qatarie al-Jazeera a soufflé sur les braises en Égypte et en Libye, avant que les Saoudiens ne « sauvent » le Yémen. Partout, les monarchies sunnites ont été sauvées (Bahreïn) ou épargnées, quand les républiques tombaient.

En portant le fer en Syrie, les salafistes espèrent un nouveau trophée. Les Frères musulmans ont d'emblée participé, les armes affluant du Golfe dès l'été 2011. La chute de Damas permettrait aux wahhabites d'en finir avec le régime alaouite, compensant la perte de l'Irak que les Américains ont offert aux chiïtes. Ils reprendraient la main sur le Liban et le Hamas après rupture du croissant chiïte. L'Arabie affirmerait sa domination sur le camp sunnite grâce à son hégémonie financière et idéologique. Le retour d'un califat arabe attendu depuis 1925 est à ce prix.

Mais Damas et ses alliés ne l'entendent pas ainsi. Au fil des mois, la révolution syrienne, d'abord libérale et multicommunautaire, engagée contre une des pires dictatures de la région - nonobstant les monarchies féodales qui la combattent -, est devenue un champ de bataille national, arabe et international.

Les minorités religieuses et culturelles (40 %) ont peu ou prou rejoint le régime de Damas. Non par loyauté, mais par terreur face aux salafistes purificateurs, tel Jabhat al-

Nosra. Depuis dix ans, des centaines de chiïtes sont massacrés chaque mois en Irak, et bien des chrétiens ont dû fuir le pays. Une partie des sunnites reste fidèle au régime. Face à l'armée de Bachar, les opposants ont construit l'Armée syrienne libre, mais les salafistes acquièrent un poids croissant

grâce aux armes de leurs alliés (Qatar, Émirats, Arabie, Turquie).

Une guerre de religion entre sunnites et chiïtes prolonge la guerre Iran-Irak des années 1980, quand l'Irak était sunnite. La partie se joue dans le domino syrien, dirigé par les alaouites. L'Iran chiïte y combat l'Arabie wahhabite. Damas éprouve la solidarité de milliers de combattants chiïtes, pasdarans iraniens, combattants du Hezbollah libanais ou irakiens de feu l'armée du Mahdi. Comme dans l'Espagne des années 1930, des brigades internationales affluent. Les chiïtes se rappellent que Saddam Hussein, mandaté par les Occidentaux et les wahhabites, a tenté de détruire la révolution iramienne. La domination chiïte permet d'animer la guerre (Hezbollah) et la résistance (Hamas) à Israël, assurant un leadership islamique à l'Iran. H. Nasrallah a bien expliqué que la victoire était vitale.

Pour Riyad, l'enjeu est aussi considérable. Des milliers d'apprentis combattants affluent, recrutés et

transportés à grands frais du Maghreb (au moins 800 Tunisiens, par exemple), d'Europe occidentale (300 Belges), des Balkans, du Caucase, de Turquie, du Moyen-Orient et d'Égypte, etc. La Syrie pourrait être la première victoire d'une révolution islamique sunnite. Si Frères musulmans et salafistes gardaient le contrôle de l'Égypte, de la Libye et de la Tunisie, l'Algérie serait la dernière république militaire « arabe ».

Or les Frères musulmans au pouvoir (Égypte, Tunisie) sont contestés, comme en Turquie désormais. La victoire du salafisme en Syrie est impérative. Outre que cette guerre bloque toute contestation dans la péninsule Arabique.

Champ de bataille des puissances régionales, la Syrie est dévastée, hormis Damas. Cent mille morts n'y changent rien. Dans l'Algérie des années 1990, 200 000 morts avaient été nécessaires pour sauver la république. Entre l'Iran et l'Irak, la guerre a causé

des millions de morts. L'hécatombe pourrait tragiquement se poursuivre, d'autant que la guerre en Syrie a ressuscité les alliances de la guerre froide. L'URSS y soutenait les républiques arabes, et l'Occident les monarchies et Israël. Après la révolution iranienne de 1979, l'alliance s'est renversée : l'Iran a rejoint l'anti-impérialisme, et Saddam le camp occidental.

En 2013, Damas est allié au camp chiïte, à la Russie, à la Chine... et à l'Algérie, isolée dans un monde arabe

« saoudisé ». Le camp anti-impérialiste est reconstitué. La Russie arme sans compter son allié historique et devient de facto le protecteur des chrétiens d'Orient. Quant au camp de la « révolution », il est soutenu par les pétromonarchies et les Occidentaux, pétrole oblige. Depuis 2011, les Américains, qui soutiennent les Frères musulmans, comptent sur l'Arabie pour calmer al-Nosra, affiliée à al-Qaïda, leur ennemi commun. Mais la porosité règne entre wahhabites, Frères, salafistes et al-Qaïda.

Pour les Européens, amis de toutes les parties et des chrétiens d'Orient, cette guerre vire au cauchemar. Ils veulent aider les révolutionnaires, mais pas les djihadistes. L'Allemagne est réservée. La Grande-Bretagne pousse en leur faveur. Le résultat est illisible.

Israël assiste à la destruction de son pire ennemi, mais l'arrivée des djihadistes à Damas serait une catastrophe. Un rapprochement entre Israël et l'Iran post-Ahmadinejad n'est pas à exclure. La Turquie a bien changé d'alliance.

Au Maghreb, la poudrière syrienne exaspère, et les ingérences grossières de l'Arabie et du Qatar indisposent. L'Algérie est moins isolée qu'il n'y paraît, sauf si les Frères musulmans venaient à se faire élire en Tunisie et en Libye. Quant au Maroc, soutenu par l'Arabie et ennemi de l'Iran, il tente d'échapper au tourbillon qui aspire la région.

Guerre civile, guerre confessionnelle, guerre froide, la Syrie est une poudrière que tous redoutaient, car elle évoque les guerres balkaniques de 1912.

* Dernier ouvrage, « Idées reçues sur le monde arabe », Paris, Le Cavalier bleu, 2012.

Les Frères musulmans au pouvoir (Égypte, Tunisie) sont contestés, comme en Turquie désormais. La victoire du salafisme en Syrie est impérative



INTERNATIONAL | CHRONIQUE

PAR ALAIN FRACHON

Syrie : Poutine 1, Obama 0

WASHINGTON
NE SE DONNE
LES MOYENS
NI DE FAIRE
PRESSION
SUR MOSCOU
NI
D'INTIMIDER
DAMAS

Ce devait être juin, ce sera peut-être juillet ou jamais. Américains et Russes peinent à organiser une conférence de paix sur la Syrie. Ils ne sont d'accord sur rien, sauf sur le lieu : Genève. Ils sont censés être les parrains de cette initiative. Mais, en l'espèce, les parrains sont des rivaux. Ils ne poursuivent pas le même objectif. Ils s'appuient sur des camps opposés. Ils ne s'imposent pas les mêmes règles.

La Russie défend un allié, le régime de Bachar Al-Assad, avec détermination ; les Etats-Unis défendent quelques principes, pas toujours avec conviction. Jeu inégal. Au milieu, les Syriens sont entrés dans la troisième année d'une guerre intérieure qui, chaque jour, déborde un peu plus à l'extérieur.

Les Russes savent ce qu'ils veulent. Ils ont une stratégie. Dans la guerre de Syrie, ils appartiennent à un camp. Le régime de Damas est leur allié au Proche-Orient, héritage d'une alliance passée du temps de la guerre froide. La Russie de Vladimir Poutine se retrouve dans la forme de dictature affairiste, aux services de sécurité omniprésents, que représente le régime Al-Assad.

Elle protège des intérêts commerciaux et militaires en Syrie. Elle y dispose de son unique

de plus en plus sophistiqués.

Soutien politique, diplomatique et militaire : en Syrie, Moscou a une ligne. Et pas de « ligne rouge ». La Russie ne trouve rien à redire à l'emploi de Mig, de Scud et de munitions chimiques à l'encontre de la population syrienne. Vladimir Poutine, l'ancien du KGB, ne pêche pas par sensiblerie, il croit dans les rapports de force.

Les Etats-Unis aussi ont choisi leur camp. Depuis le début, Barack Obama a accordé son appui politique à la rébellion syrienne. Les alliés arabes de Washington dans la région, l'Arabie saoudite et le Qatar, dispensent aide financière et militaire aux principaux groupes rebelles. La Maison Blanche exige que Bachar Al-Assad quitte le pouvoir – un jour.

Tragique incompréhension

Les premiers mois, les Occidentaux ont pu croire que le régime de Damas allait se déliter assez vite. Et les rebelles ont pu penser que les Occidentaux se comporteraient comme en Libye : ils ne laisseraient pas Damas écraser une révolte qui n'a pris les armes que parce qu'elle a été agressée avec une sauvagerie sans limite. Tragique incompréhension : s'agissant de la Syrie, M. Obama a toujours jugé qu'un appui militaire direct – zone d'exclusion aérienne, fourniture d'armes lourdes – présentait trop de risques.

Ce n'est pas seulement à cause des divisions au sein de la rébellion et par crainte de voir certaines livraisons atterrir dans les mains de groupes islamistes radicaux. En dépit de la pression de nombre de ses proches, M. Obama a du mal à croire qu'un engagement militaire puisse res-

base navale en Méditerranée, à Tartous. Elle équipe l'armée syrienne – du fusil d'assaut aux missiles balistiques en passant par les Mig. Elle voit dans l'idéologie laïque du parti Baas, qui s'appuie sur la minorité alaouite du pays, l'un des derniers remparts contre la menace de l'époque : la montée au Proche-Orient d'un islamisme sunnite – émanation de la branche majoritaire de l'islam – qui déstabilise aussi les républiques russes du Caucase.

La Russie conçoit la conférence de paix comme un moyen de conforter ses amis de Damas. « Genève 2 » doit relégitimer le régime syrien, garantir qu'il fera partie d'une éventuelle solution politico-diplomatique. Moscou veut s'assurer que l'avenir préservera ses intérêts en Syrie. Le Kremlin plaide pour que Bachar Al-Assad puisse se présenter à l'élection présidentielle prévue pour 2014..

L'ensemble dessine une politique claire, poursuivie avec constance et détermination. Le Kremlin n'a jamais cru que les rebelles étaient en passe de renverser le régime syrien. Et a tout fait pour que ceux-ci n'y arrivent pas. Non seulement la Russie n'a cessé de livrer des armes à Damas, mais elle envisage de fournir au régime des Mig dernier cri et des missiles

ter limité en Syrie. Il redoute une implication sans cesse plus avant dans un pays disposant de l'appui russe – ce qui n'était pas le cas de la Libye. Le double traumatisme de l'Irak et de l'Afghanistan pèserait ici, celui du Vietnam aussi.

M. Obama agit comme s'il jugeait que la crédibilité des Etats-Unis se jouait ailleurs qu'au Proche-Orient. Il a dit, redit et écrit que la capacité des Etats-Unis à conserver leur leadership mondial se décidait à l'intérieur. Etre capable de projeter sa puissance suppose d'abord de la reconstruire : assainissement des finances et redressement de l'économie du pays. L'un des grands sachems de la diplomatie américaine, Richard Haass, président de l'éminent Council on Foreign Relations, publie ces jours-ci un livre au titre révélateur : *Foreign Policy Begins at Home* (« La politique étrangère commence à la maison », non traduit). On ne peut pas faire moins interventionniste.

Seulement, la tactique syrienne de la Maison Blanche, faite d'attentisme prudent, n'est pas compatible avec les objectifs affichés par les Etats-Unis. Qu'il s'agisse de « ligne rouge » sur l'usage d'armes chimiques ou du départ de Bachar Al-Assad, Washington ne se donne les moyens ni de faire pression sur Moscou ni d'intimider Damas.

La guerre syrienne commence à déstabiliser l'ensemble de la région. Le Liban et l'Irak sont touchés. Pas plus les Russes que les Américains n'ont à y gagner. C'est peut-être ce qui les amènera à réunir la conférence de Genève. Pas forcément à la réussir. ■

frachon@lemonde.fr

Erdogan aura du mal à venir à bout d'une opposition hétérogène sans revendication commune.

Le pouvoir face à un de ses plus grands défis



C'est un mouvement inédit dans l'histoire turque par son caractère spontané comme par son ampleur et sa créativité multiforme, évoquant les Indignés espagnols, le «printemps érable» du Québec ou Mai 68. Cette «révolte de la dignité», selon la formule de l'universitaire Ahmet Insel, met pour la première fois sérieusement sur la défensive un Premier ministre islamo-conservateur qui, jusqu'ici, avait su remporter haut la main trois élections législatives et deux référendums en dix ans.

«Le défi est sans précédent car ces enfants du kémalisme manifestent au nom des libertés pour tous, et non, comme leurs parents, pour demander une intervention des militaires gardiens autoproclamés d'une laïcité autoritaire», analyse Menderes Cinar, professeur de sciences politiques à l'université Baskent d'Ankara. Pris à contre-pied par cette contestation atypique, le leader de l'AKP fait quelques concessions pour la forme disant accepter «les revendications démocratiques» mais pas le «vandalisme». Mais, surtout, il dénonce un supposé complot de «ceux qui ne peuvent pas supporter que des gouvernements soient portés au pouvoir par les urnes». C'est-à-dire les vieilles élites kémalistes et l'armée, bien que celle-ci ait été mise au pas par le pouvoir. Au printemps 2007, des centaines de milliers de personnes avaient défilé dans les grandes

ville dans un mouvement encadré par diverses organisations kémalistes, depuis démantelées par une justice reprise en main. A l'époque comme aujourd'hui, se côtoyaient dans les cortèges les classes moyennes occidentalisées, les étudiants, les alévis

ANALYSE

fidèles d'une branche hétérodoxe et progressiste du chiisme, pour dénoncer l'islamisation rampante des institutions. La colère de cette autre Turquie pesant peu ou prou un tiers de la population se focalisait alors sur le «turban», le foulard islamique. Aujourd'hui, la question du voile importe guère aux jeunes de la place Taksim, qui craignent surtout un retour en arrière remettant en cause les réformes libérales menées par l'AKP lors de ses premières années de gouvernement – afin de permettre à la Turquie d'entamer les négociations d'adhésion avec l'UE. Selon une enquête menée par l'université Bilgi, 80% des protestataires se définissent avant tout comme «libertaires».

«Nouveau sultan». Cette réalité, Recep Tayyip Erdogan ne peut ni ne veut l'entendre même si certains poids lourds de son propre parti, comme le chef de l'Etat Abdullah Gül ou le vice-Premier ministre Bülent Arınç, ont tenté quelques ouvertures aussitôt désavouées. Le Premier ministre continue de bien tenir en main l'appareil d'un parti fonctionnant sur un modèle stalinien. Mais le mouve-

ment s'étend peu à peu à tout le pays. Il y a le refus de l'arrogance et de l'autoritarisme du «nouveau sultan» qui veut transformer la Turquie en une république présidentielle dont il serait, à l'automne 2014, le premier chef d'Etat élu au suffrage universel. Au ras-le-bol d'une jeunesse qui n'a jamais connu d'autre pouvoir que celui de l'AKP, et son conservatisme religieux de plus en plus étouffant, s'ajoute la grande colère des alévis qui se sentent marginalisés politiquement et socialement par le nouvel Etat-AKP.

Jusqu'ici engagés dans toutes les batailles pour la démocratisation, les Kurdes ont cette fois fait profil bas, misant sur le processus de

Recep Tayyip Erdogan ne peut pas miser sur la matraque sans risquer de fracasser ce qu'il reste d'une aura internationale déjà bien écornée.

paix sans précédent lancé par Erdogan, qui avait commencé à négocier avec Abdullah Ocalan, le leader de la rébellion emprisonné depuis 1999. Mais ce dernier a finalement salué vendredi «un mouvement de résistance qui nous parle beaucoup».

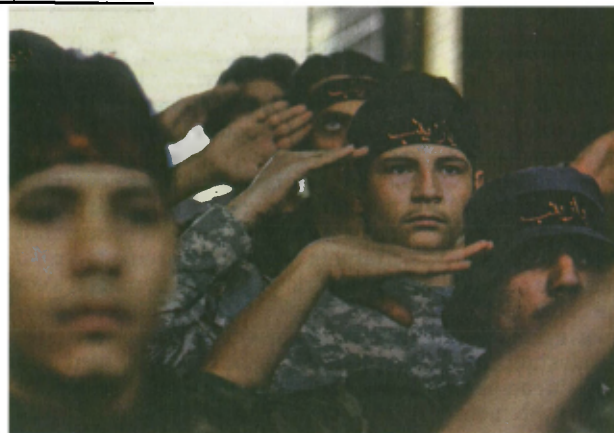
Le caractère composite d'un mouvement sans vrai leader ni revendication commune rend difficile la négociation, mais le Premier ministre ne peut pas non plus miser sur la

matraque sans risquer de fracasser ce qu'il reste d'une aura internationale déjà bien écornée. Lors d'un colloque à Istanbul, vendredi, le commissaire européen à l'Elargissement, Stefan Füle, a clairement mis en garde le Premier ministre contre tout «recours excessif à la force», rappelant le droit «de manifester pacifiquement» et celui «à une information libre». «Notre parti a été élu par le peuple, et seul le peuple peut décider de son avenir», martèle Recep Tayyip Erdogan dans ses meetings, devant des dizaines de milliers de partisans.

Pourrissement. Son atout maître reste l'absence d'alternative réelle. Les expériences de l'Espagne comme du Québec montrent que de tels mouvements peinent à se transformer en une force politique. Le CHP, principale force de l'opposition de gauche et héritier proclamé de Mustapha Kemal, manque autant de crédibilité que de leadership. Le leader de l'AKP appelle pour le moment ses partisans à se mobiliser pour les élections municipales de 2014. Il joue le pourrissement du mouvement et pourrait ensuite convoquer des élections anticipées où son parti, même affaibli, arrivera très probablement en tête. Mais rien pour lui ne sera plus comme avant.

M.S. (à Ankara)

La guerre en Syrie ravive les sectarismes



ALAA AL-MARJANI/REUTERS

Des chiites irakiens rassemblés à Damas. Au Proche-Orient, les conflits entre sectes s'aggravent.

Un article de **Tim Arango, Anne Barnard et Duraid Adnan.**

BAGDAD — En Irak, la recrudescence des meurtres sectaires signe la plus forte hausse du nombre de morts en cinq ans. Lors d'un séminaire chiite, de jeunes écoliers irakiens se sont portés volontaires pour combattre les sunnites en Syrie. Plus à l'ouest, au Liban, dans la ville de Tripoli, les affrontements entre sectes se sont aggravés.

En Syrie même, "les chiites sont devenus la principale cible", raconte Malek, un activiste de l'opposition.

Il s'est rendu au Liban depuis la ville syrienne d'al-Qusayr, où son frère est mort récemment en combattant la guérilla chiite de la milice libanaise du Hezbollah. "Les gens perdent des frères, des fils et ils sont en colère", assure-t-il. Le 5 juin, les troupes syriennes et le Hezbollah ont revendiqué la victoire à al-Qusayr. La guerre civile syrienne propage un conflit sectaire qui vient contaminer les pays voisins et raviver les anciennes tensions latentes entre les sunnites et les chiites. Les experts craignent qu'il n'ébranle

les fondations des pays recomposés après l'effondrement de l'empire ottoman.

Pendant des mois, les combats en Syrie se sont répandus au-delà des frontières. Mais à présent, la guerre syrienne, et ses plus de 80 000 morts, incite les sunnites et les chiites des autres pays à se combattre.

"Les images d'Assad massacrant les sunnites en Syrie - avec l'aide des Iraniens - ont contribué plus que tout à faire comprendre le désaccord entre sunnites et chiites", affirme Trita Parsi, analyste régio-

nal et président du Conseil national américano-iranien, faisant référence au président syrien. Et d'ajouter : "L'Irak et Bachar el-Assad peuvent gagner la bataille militaire, mais au prix fort, en restaurant des décennies de discorde ethnique."

Le soulèvement syrien a commencé avec des manifestations pacifiques contre Bachar el-Assad et s'est transformé depuis deux ans en une sanglante guerre d'usure. Aujourd'hui, les massacres ne sont

plus liés au fait de soutenir ou non le gouvernement. Certains chiites viennent se battre en Syrie par devoir religieux. En Irak, les attaques aveugles contre les mosquées et les quartiers

sunnites, qui s'étaient calmées ces dernières années, ont repris, les milices sunnites combattant l'armée.

L'Arabie saoudite, le Qatar et la Turquie sont dirigés par des sunnites opposés à Bachar el-Assad, tandis que l'Irak chiite et le Hezbollah le soutiennent. Les divisions sectaires latentes depuis l'invasion américaine de l'Irak se répandent dans toute la région.

La guerre syrienne est le fruit et la source d'antagonismes plus larges, essentiellement enracinés, non dans les sectes, mais dans des intérêts géopolitiques et stratégiques divergents : la lutte de pouvoir régionale entre l'Arabie saoudite et l'Irak ; la confrontation de l'Irak avec l'Occident sur son programme nucléaire ; et l'alliance entre le Hezbollah et le gouvernement laïque de Bachar el-Assad contre Israël soutenu par les Américains.

Mais le sentiment sectaire s'est infiltré. Et l'Irak est particulièrement vulnérable. La majorité sunnite de Syrie

lutte pour renverser un gouvernement dominé par la secte alaouite de Bachar el-Assad, une branche du chiisme. Et en Irak, des membres de la minorité sunnite se sont sentis encouragés par la perspective de renverser leur propre gouvernement chiite.

Le rapprochement de Bachar el-Assad avec le Hezbollah et l'Irak est avant tout stratégique. Bien que sa secte, environ 12% de la population, forme le socle de ses partisans, la plupart des alaouites sont laïques. Les chiites syriens traditionnels, moins de 200 000

Sunnites et chiites sont en train de rallumer leur haine mutuelle.

personnes, sont une petite minorité, moins de 10%.

À vrai dire, le Hezbollah chiite et les sunnites dominés par le Front al-Nosra, un groupe radical allié à al-Qaïda, sont devenus les deux milices prédominantes de la guerre civile syrienne. Les deux protagonistes n'ont pas manqué de puiser dans les alliances et les émotions sectaires.

L'Occident hésitant à pleinement soutenir l'opposition, les rebelles ont accepté l'aide d'al-Qaïda en Irak, un groupe militant sunnite, ainsi que l'ap-

port fiable d'armes et d'argent frais que des donateurs sunnites extrémistes envoient aux djihadistes. L'appel de ces derniers en faveur d'un État islamique est soutenu par certains Syriens influencés par des religieux intransigeants d'Arabie saoudite.

Rafiq Lotof, un chiite américano-syrien qui a quitté sa pizzeria dans le New Jersey pour aider les responsables syriens à organiser des milices, a récemment affirmé à Damas que les passions religieuses chiites aideraient le gouvernement à survivre. "Si nous commençons à perdre le contrôle, des milliers d'Iraniens, de Libanais et d'Irakiens se déverseront en Syrie, assure Rafiq Lotof. Ils y vont pour se battre, pas pour simplement regarder. Cela fait partie de leur religion."

De nombreux chiites pieux considèrent également que la guerre syrienne est la réalisation d'une prophétie chiite qui annonce la fin des temps : un personnage diabolique, Soufyani, lève une armée en Syrie et marche sur l'Irak pour tuer les chiites. Abu Ali, un étudiant de Nadjaf, en Irak, explique que ses collègues sont convaincus que le chef du Qatar, principal partisan des rebelles sunnites syriens, est Soufyani. Ils affluent en Syrie "pour protéger l'islam", affirme-t-il.

Plusieurs jours après le massacre par les milices pro-gouvernementales, en mai, de dizaines de civils du village de Bayda, près de la côte syrienne, un résident sunnite a déclaré dans une interview : "À partir d'aujourd'hui, je suis sectaire. Je suis sectaire ! Je ne veux plus de la paix." Se reprenant, il ajoute : "Soeur, pardonne-moi de te parler ainsi."

THE HUFFINGTON POST June 11, 2013

Syria: The End of an Order



Dalal Mawad
Freelance multimedia
journalist

I grew up hearing my parents and their generation, blame the woes and wars of the Middle East on the arbitrary borders imposed by the colonial powers on the region after World War One.

The secretive 1916 Sykes-Picot agreement, between the French and the Brits, partitioned the defeated Ottoman Empire into nations disregarding ethnic and religion elements. Countries constantly struggled to keep those boundaries unchallenged.

But as the protracted conflict in Syria lingers on, dragging the whole region with it, those boundaries might be lastly redefined. The old paradigm on which the current boundaries of the Levant were drawn might no longer hold.

Sykes-Picot came at a moment where nationalism and secular ideas were dominant creeds. Smaller states, some built on ethno-religious identities merged into wider nation-states.

To give an example, Mount Lebanon, originally of Christian Maronite and Druze majority, emerged as Greater Lebanon in 1920 annexing to its original territory the coastal towns of Tripoli, Beirut, Sidon and Tyre as well as the fertile valley of the Bekaa (originally part of the state of Damascus) and with it, the Muslim Sunni and Shia populations living in these areas. The State of Damascus, the state of Aleppo and their Sunni popula-

tions were merged with Alawites and Druzes entities in a larger Syrian Republic.

Today, events in Syria and their spillover across the region are defying the notion of nation-state and reversing national boundaries into sectarian ones. Arab social nationalism, which many Arab states had adopted during the cold war, including Syria, has disintegrated back to the basic ethno-religious entities.

The towns of Tripoli and Sidon in Lebanon are fighting the wars of Homs and Aleppo in Syria, supporting the Sunni rebels against Assad's forces. Shiite Hezbollah has moved from its national fight against Israel to a sectarian war fighting for the protection of the Shias inside Syria and alongside its Syrian ally, itself an ally of Shiite Iran.

The Sunni-Shia violence in Iraq has seen unprecedented levels in the past months, exacerbated by the Syrian conflict. Sunni fighters have joined forces to support their "Sunni brothers" in Syria while their Shia-led government, an ally of Iran, continues its covert support of Assad. Inside Iraq, calls for autonomy are growing. A couple of weeks ago, the religious clerics of Anbar, a largely Sunni province in west of Iraq, warned the Iraqi Prime minister of a full-fledged war should they not get their own state. Shiites in southern Iraq are also increasingly calling for autonomy.

Syria is breaking down into different entities. Assad's latest government military offensive has focused on controlling a strip of land linking Damascus in the south to Homs in the center up to Aleppo and the western coastland of Tartus and Lattakia

where a majority of Alawites live, President Assad's sect. Winning the battle of Qusayr was only the beginning in the government's attempt to control that swath of land. Meanwhile, the Syrian army has given up on trying to take back the north, which rebels vastly control. This area, largely a Sunni entity, is becoming more and more detached from the rest of the country. The northeast, largely Kurdish, and already autonomous, could become part of a Kurdish state joined to Iraq's Kurdistan. The summit between Iraq's Kurdish Leader Massoud Barzani and Iraq's Shiaa Prime Minister Nuri Al-Maliki last week looked more like a summit between two heads of states than anything else.

Jordan and Turkey are also feeling a pressure on their borders with recurrent incidents spilling over from Syria and a refugees' crisis that might have long run repercussions on demographics and borders.

Syria's war is now clearly a proxy war; not pitting nations against each others, but Sunnis against Shias, largely defining new boundaries of the Levant. These new boundaries, profoundly sectarian, clearly undermine the notion of nation-states.

Some would argue the region is witnessing a return to its natural boundaries, boundaries that were once forcefully reconfigured. But are these new boundaries really a reflection of people's will? And will they necessarily ensure more stability than the ones once drawn by European diplomats?

Sykes-Picot is dead. But the last thing this region needs is a protracted religious war that will drown us in more bloodshed for many years to come. ■

Un millier de soldats irakiens prêts à faire allégeance aux forces kurdes



KIRKOUK (Irak), 11 juin 2013 (AFP)

UN MILLIER DE SOLDATS KURDES ont fait défection de l'armée irakienne et veulent rejoindre les forces de la région autonome du Kurdistan, un coup dur au pouvoir central.

Cette décision a été prise après un différend avec le commandement de l'armée, ont affirmé mardi deux responsables kurdes.

Les soldats, membres de la 16e brigade de l'armée, avaient refusé en avril de participer à une opération qu'avait ordonnée le gouvernement dominé par les chiïtes contre une ville à majorité sunnite.

Depuis, ils n'encaissent plus leurs salaires et ne reçoivent plus des rations de l'armée.

Les 1.070 militaires pourraient être intégrés aux peshmerga, les combattants du Kurdistan, mais les avis des responsables kurdes divergent sur l'état d'avancement de cette intégration.

Shallal Abdul, maire de Touz Khourmatou, a affirmé que les soldats percevaient désormais salaires et rations de la part des peshmerga, tandis que

Halkurd Mullah Ali, le porte-parole du ministère des peshmerga, parle seulement de rations.

"Si nous ne trouvons pas d'accord avec Bagdad au sujet de ces soldats, nous sommes prêts à les intégrer aux peshmerga", a indiqué Halkurd Mullah Ali.

Le commandant kurde de la brigade et deux commandants de bataillons, eux aussi kurdes, ont été remplacés par des officiers arabes, selon le maire de Touz Khourmatou et le porte-parole des peshmerga.

Si leur intégration au sein des peshmerga est acceptée, une telle défection massive serait un coup dur pour l'armée du pays qui tente de faire face à une nouvelle vague de violences provoquée par les insurgés sunnites face au pouvoir central chiïte. ●



Erdogan's Troubles Endanger Kurdish Peace

Morton Abramowitz, Omer Zarppli

Resolving the Kurdish problem in Turkey is difficult by any measurement. It has gotten immensely harder with the outbreak of a major political upheaval. Turkey is once again in politically uncharted waters, and the country is in deep trouble. Events can change quickly, but right now it looks like Prime Minister Erdogan is throwing down the gauntlet at the various heterogeneous opposition groups. So far he has done little listening,

Rather he continues to portray the protests as a plot, facilitated by various "internal and external enemies," terrorists, and money bags—some read Jews. He now plans to hold competing vastly larger demonstrations in Istanbul and Ankara. Turkey seems set to divide, with profound political effects, unless he changes tactics. These developments could end the first serious and extremely difficult effort to resolve Turkey's most glaring existential issue—the future of its Kurds.

Since coming to power in 2002, Erdogan and his Justice and Development Party (AKP) have made important strides on the Kurdish issue, from opening Kurdish language state television to allowing Kurdish language programs at universities. Most importantly, Erdogan has put the issue front and center. Erdogan also started negotiations with the most reviled man in Turkey—the imprisoned leader of the Kurdistan Workers Party (PKK), Abdullah Ocalan—to end the three-decade insurgency that has cost forty thousand lives. So far Turkey has been reaping the benefits of the peace process. The violence finally halted as the PKK announced a ceasefire and began withdrawing its forces from Turkey.

While the PKK withdrawal marks a major turn in the long conflict, reforms in local administration, education, election and antiterrorism laws need to follow. That requires a new civilian constitution. However, the uprisings and Erdogan's dismissal of expressed concerns raise questions about the future of the peace process, which above all requires greater democratization. Moreover, events could damage Erdogan sufficiently to prevent him from making the necessary but politically difficult and mostly unpopular changes in the Constitution to solve the Kurdish issue once and for all.

THE KURDISH REACTION

Throughout the present uprisings, pres-



ving the peace process has been the top priority for the Kurdish political movement. While more than sixty provinces have been engulfed with protests, relative calm has prevailed in the major Kurdish cities. Even though a Kurdish parliamentarian prevented an earthmover from uprooting the trees in now famed Gezi Park and laid the foundation for mass protests, the Kurdish political movement has been equivocal about the uprising. This can be attributed less to the absence of resentments among the Kurds against the AKP government than a careful policy by main Kurdish political entities.

The Kurdish political parties clearly do not want to jeopardize the peace process by alienating Erdogan. Major Kurdish political figures and PKK leaders necessarily expressed their solidarity with the protesters against the dictatorial prime minister, but also made known their concerns that continuing demonstrations could turn against the peace process. Some Kurds also believe that a weakened Erdogan cannot make the necessary political changes to resolve the Kurdish issue. However, if Erdogan keeps up with his hardline and illiberal stance, it will be harder for Kurds to maintain their distance from the protests. PKK leader Ocalan's recent statements praising the protests and asking the Kurds not to leave the streets to nationalists and the supporters of "the deep state" may signal further Kurdish involvement in the uprising.

ERDOGAN'S DILEMMA AND HIS ESSENTIALITY

For the moment, the political domination of Erdogan and his Turkish miracle has been shaken. The "wall of fear" in the society may be breaking down and people are probably more likely to rise up vocally against government measures or policies they do not like, making it more costly for the government to turn a blind eye to public opposition. Erdogan's international

stature has also fallen. All this is likely to weaken Erdogan's ability to implement radical, politically unpopular policies (significant constitutional change, greater regional self-rule, possible changes in Ocalan's jailing) to resolve the Kurdish issue.

So far Erdogan remains unyielding to the protesters, giving a little ground only grudgingly. He bashed President Gul's and Deputy Prime Minister Arinc's attempts to mollify the masses, and announced that he will go ahead with the plans to uproot the Gezi Park and build a replica of former Ottoman barracks there. Instead of showing any deference to the concerns of the protesters, who he continues to label as "looters" and "extremists," Erdogan turned to his strong voter base. His defiance can cost him politically

His uncompromising approach is resented even in his own party ranks, and could deepen the divisions within the party, notably along the Erdogan-Gul fault line, and impair his incessant practice of issuing ukases and moral pronouncements.

The already strained ties between Erdogan and the Gulen movement are also likely to further erode. The tension first peaked in 2012, when a public prosecutor in Istanbul called the intelligence chief Hakan Fidan for questioning in a Kurdish case, which Erdogan quickly quashed. This episode was widely interpreted as a move by the Gulenists against Erdogan. While both sides have been trying to patch up damaged relations, tensions remain—and not just under the surface.

The movement, a key player in the political process with its influence in the security forces and judiciary and its important media, has been somewhat ambivalent about the Kurdish peace process. It is, however leaning negatively towards Erdogan's increasing power and authoritarian tendencies and may further distance itself from the government, which would hurt his ability to manage the Kurdish peace process.

The AKP will remain in control, but it is too early to say anything definitive about the longevity of Erdogan's continued political domination and his unique ability to implement bold political, social and cultural changes without much challenge. Present events have yet to play themselves out.

The fate of the Kurdish peace process, however, is tied to Erdogan and his efficacy. It will not likely happen without him. His Kurdish efforts have not been particularly popular, and if his political fortunes diminish, he will find it harder to make the necessary concessions to the Kurds, reducing the likelihood of an agreement. ➤

► The protests also indicate that Erdogan might be forced, despite his strong AKP majority and current support of Kurdish parties, to build a larger consensus across political and civil-society groups in drafting a new constitution: he may well have to give up on efforts to enshrine his cherished pre-

sidential system. More importantly, his efforts to write a new constitution with Kurdish rights will be increasingly difficult and quite likely fall short of Kurdish demands. The peace process, difficult enough, may fall victim to Erdogan's political woes and diminished reputation.

Political change is often ironic.■

Morton Abramowitz, a senior fellow at The Century Foundation, was U.S. ambassador to Turkey from 1989 to 1991. Omer Zarpli is a research associate at the Century Foundation.



11 June 2013

PYD's Asia Abdullah: 'Kurds Have To Prepare for all Sorts of Scenarios'

rudaw.net

By Mashallah Dakak

Asia Abdullah, the co-chair of the Democratic Union Party (PYD) in Syria, is emphatic: "We will not allow any other force to come to Western (Syrian) Kurdistan and rule us again." In an interview with Rudaw, she also says that outside interference in Syria's Kurdish regions is a "red line that must not be crossed." Here is her full interview:

Rudaw: What is the current situation in Western Kurdistan?

Asia Abdullah: In West Kurdistan, civil society organizations and administrative bodies are being built. The system there is independent and democratic. Now, we have an official entity. In order to establish this system, we have not asked anyone for help. We established the system through our own efforts. However, the future of Syria is still not clear. Kurds have to prepare for all sorts of scenarios.

Rudaw: Why were some members of the Kurdish Democratic Party in Syria (Al-Parti) arrested?

Asia Abdullah: A group of them were detained for crossing the border. We have had other groups that have crossed the border and have not been arrested. But this group was arrested by the Asayish (security apparatus). Asayish is not PYD. It is a national body and works to protect the nation. This detained group had been trained militarily, and tried to cross the border. Therefore, Asayish had to do its job as a national and state body.

Rudaw: Why is your party against other Kurdish groups and organizations?

Asia Abdullah: No armed group has the right to enter the West. We have no problems with groups who fight the Syrian regime. But, today there is no Syrian government presence in Afrin. Some parties -- in the name of Kurdish struggle -- bring looters and bandits to Afrin. Why do you bring these bandits to the cities? If you are really concerned about



Asia Abdullah, the co-chair of the Democratic Union Party (PYD).

Photo: Rudaw

the freedom of the Syrian people, then go fight in Aleppo, Homs, and Damascus. We are not against that. We, as a political force, also oppose the same regime.

In Aleppo, the regime shells Kurdish neighborhoods. In Afrin armed groups do this! The people resist both the regime and the armed groups. For us, there is no difference. Interfering in the affairs of Western Kurdistan is a red line that must not be crossed. We will not allow any other force to come to Western Kurdistan and rule us again.

Rudaw: Some political parties accuse you of signing some agreements with the Syrian regime. What is your comment?

Asia Abdullah: We do not believe we need to respond to certain political party leaders. Our reply is our struggle in Western Kurdistan. Those who constantly make statements against PYD, why don't they make statements against those who interfere in our region's affairs?

The task of the National Council is not to make statements. Their task is to protect, and struggle with the people. The party leaders must not make statements to the media. Their goal must be defending and serving the people.

Some parties have said, "The responsibility now is just too much! We will not shoulder these responsibilities. Let PYD take the responsibility, so that it will take the blame." We accept criticism, but we will continue our

struggle.

Rudaw: It is said that the PYD has ignored the Erbil Agreement?

Asia Abdullah: I attended the Erbil Agreement. At the end of the agreement, when we had discussions there were different views. We agreed on a number of points. One of them was defense matters. When there is interference, they show no reaction. We have our own stance on these matters. We are in a revolution now.

A collective decision was made to avoid a war-of-words through the media. Before the decision, a statement would be made every now and then. After the decision, now there are three statements every now and then. We can complain against them. However, when we choose not to respond, let them not take this wrongly: Our lack of response does not mean they are right. In the Erbil Agreement, we decided that the media war must stop. We have stopped it on our part. They have not.

Rudaw: Why does the PYD not agree to a joint military of Kurdish forces in Syria?

Asia Abdullah: Both councils signed an agreement. They both agreed that there should be only one army in Western Kurdistan. The army was to be headed by an expert committee and everyone had the right to partake in the army. We do not accept anything but this agreement.

Rudaw: Has the peace process in Turkey in any way improved your relations with Ankara?

Asia Abdullah: We have not had relations with Turkey. Therefore, there cannot be improvement in relations. We still do not have relations with Turkey. However, the process in Northern (Turkish) Kurdistan will leave an impact on all Kurds, particularly Kurds in Western Kurdistan. The situation in Western Kurdistan will open a door on an international level. As PYD, we will try to have the High Commission participate in all meetings abroad in order to strengthen the political will in Western Kurdistan. ●



In Taksim Square, Where Are the Kurds?

by Jenna Krajeski
www.newyorker.com

One evening last week, just before six, members of the pro-Kurdish Peace and Democracy Party (B.D.P.) gathered in front of the high iron gates of Galatasaray High School, in Istanbul. They planned to march to Taksim Square, about half a mile away, where they would join a mass of protesters. In the square, a range of groups have joined together against Prime Minister Recep Tayyip Erdoğan, and their political and ideological diversity has been held as evidence of Erdoğan's sweeping unpopularity. But, with some notable exceptions, Kurds, usually Turkey's most robust anti-government protesters, had been absent.

Kurds make up about twenty per cent of the Turkish population, and are the country's most organized dissenters. The B.D.P. is a largely grassroots party, experienced in quickly mobilizing large groups for demonstrations. Kurds are accustomed to police brutality, tear gas, unwarranted arrest, and voicelessness. When I first saw images from the protests in Istanbul—silhouettes in front of billows of tear gas and police stacked like dams around protesters—I thought of Diyarbakir, the city in Turkey's southeast that is the political heart of what many Kurds hope will someday be an independent Kurdistan. The police violence around Taksim Square came as no surprise to anyone who knows how demonstrations in Diyarbakir often end. But this time, it wasn't Kurds marching.

Their absence was beginning to irk some protesters. "They always look like they are part of the leftist movement, but this shows they have a different agenda," Osman, a government clerk, told me. "They protest on the basis of ethnicity, but they are in Turkey, too." To protesters like Osman, the pro-Kurdish party is beginning to look pro-Erdoğan. Many think that the Kurds ought to realize the value of gaining support, and sympathy, from the Turkish public in the square.

Osman's dismay reflects another reality: the Gezi Park protesters need the Kurds. "The lack of Kurdish participation weak-



ens the opposition," Murat Somer, a professor at Koc University, told me when we met, later that evening, in Taksim Square. "It weakens the democratization of the protests... Kurds are the most organized political group, and the least hierarchical. They have a lot of experience. They have seen first hand the iron fist of the state."

At Galatasaray that evening, there were a few Kurdish women in loose white headscarves. They are the Saturday Mothers, a group that gathers once a week to protest the disappearance of Kurdish detainees, usually family members. In western Turkey, they are seen as proponents of Kurdish separatism; for many Turks, there is little difference between peaceful Kurdish protesters and groups like the P.K.K., which has a history of terrorism. Osman told a story about a previous Saturday Mothers protest in Istanbul: "Two secular women walked past and said, 'I would kill them if I could.'"

Nearby, two Kurdish men stood smoking cigarettes and holding yellow B.D.P. flags. Later, others would set up a small camp in Gezi Park that also had pictures of Abdullah Öcalan, the founder of the P.K.K., who is in prison for his party's campaign of violence. One of them told me that Kurds had waited to march because it was a "sensitive period," referring to ongoing peace negotiations. But he had seen nationalists in the square promoting Atatürk, who Kurds consider an oppressor, and it seemed important to come in order "to show that they didn't start the protest."

Orhan Aslan, a young Kurdish restaurant worker, was less conciliatory. "We don't trust the nationalists," he told me. "They are trying to make Kurdish people join the protests, but we don't feel like we are part of it." He spoke with pride; for the first

time, he felt Kurds had something that Turks wanted. "If Kurdish people really joined the protests, the government would have a problem," he said.

There is distrust on both sides. Even though the B.D.P. has progressive views (on the environment, and on the rights of women, the L.G.B.T. community, and minorities) that mirror those of Turkey's left wing, their association with the P.K.K. makes Turks nervous. Furthermore, secular Turks worry that, if the peace talks proceed, Erdoğan's religious party will get stronger with Kurdish support. "People feel threatened that, together, the A.K.P. and the B.D.P. will dismantle 'Turkishness,'" Somer told me. "A lot of people don't know how to support both Turkish identity and diversity."

On Wednesday, a few hours before the protest was scheduled to start, I visited the B.D.P. offices in Tarlabasi, a poor neighborhood adjacent to Taksim. The office is across a narrow street from a police station, where gates protect armored vehicles and riot police protect other riot police from angry passersby. I talked to Neyzat Yeziz, the office director. Yeziz was joining the rally that evening, but not even he was sure where the Kurds would collectively end up. "Over the last ten years, the government has tried to suppress many sides of Turkey," Yeziz said. "The only group they couldn't control were the Kurds."

Some Kurds are bitter that, throughout years of media censorship and police brutality aimed at Kurds, no one has protested in their defense. Ramazan Tunc, an economist and co-founder of Diyarbakir's Mesopotamia Foundation, wrote to me in an e-mail: "The Kurds faced gas bombs in any democratic protest, but the people in the west of Turkey did not hear the voice of their brothers in the east or did not want to hear."

Perhaps the experience in Taksim Square will change that, too. Osman, the government clerk, for all his frustration with the Kurds, suggested as much. He told me, "Turks are now saying, 'Who knows what was actually going on in southeast Turkey?'" ■

Gains by Assad forces worry U.S.

WASHINGTON

Strategy threatened, Washington looks again at its military options

BY MICHAEL R. GORDON
AND MARK LANDLER

President Bashar al-Assad's gains on the battlefield have called the United States' strategy on Syria into question, prompting the Obama administration to again consider military options, including arming the rebels and conducting airstrikes to protect civilians and the Syrian opposition, administration officials said on Monday.

Secretary of State John Kerry postponed a trip to the Middle East this week in part to focus on the Syria crisis, and the deteriorating situation in the country is the subject of a round of meetings inside the administration. The heightened debate on Syria reflects a concern that military developments on the ground have outpaced the Obama administration's deliberations over how to respond to the crisis, which has killed more than 80,000 Syrians.

The conflict struck at the heart of Damascus on Tuesday, when at least 14 people were killed and more than two dozen injured as two suicide bombers attacked a central square in the Syrian capital, according to the Syrian state news agency.

The news agency said both bombers attacked near a police station, killing civilians. A watchdog group, the Syrian Observatory for Human Rights, said that one of the bombers struck inside the station and that most of the victims

were police officers.

President Barack Obama has steadfastly resisted even a modest involvement in the Syrian conflict, and there was no sign on Monday that a decision to use American force was imminent.

But Hezbollah's large-scale entry into the fight in recent weeks and the Assad government's firepower has tilted the battlefield in favor of the Syrian government.

"I think the rebels are in trouble," said Jeffrey White, a former Middle East analyst with the Defense Intelligence Agency who is now a fellow at the Washington Institute for Near East Policy. "Speed is of the essence. The regime's momentum needs to be brought to a halt."

Gen. Salim Idris, the head of the military wing of the Syrian opposition, discussed the rebels' deteriorating position in a phone call last weekend with A. Elizabeth Jones, the acting assistant secretary of state for Near Eastern Affairs.

At the center of the Obama administration's strategy are its hopes for a peace conference it has been trying for several weeks to convene in Geneva with Russian support. The American goal has been to bring together representatives of the Syrian opposition and the Assad government to negotiate a transitional government that would take control if Mr. Assad gave up power.

But General Idris said in an interview on Friday that the rebels' position had been so weakened that they would have little leverage at a Geneva meeting and thus would not attend the conference unless they received additional arms and ammunition.

Jen Psaki, the State Department

spokeswoman, said on Monday at least 100 Syrians who had been fleeing Qusayr, a town in western Syria near the border with Lebanon that was recently captured by Hezbollah fighters and Mr. Assad's forces, were killed this past weekend in "an abhorrent massacre."

"We are taking a closer look at what we can continue to do to help the opposition," said Ms. Psaki, who declined to provide specifics.

The United States has provided food rations and medical kits to the armed wing of the Syrian opposition. The additional nonlethal aid to the military wing of the opposition that Mr. Kerry announced in late April, which might include armored vehicles, has not yet been delivered, Obama administration officials said. At the time of the announcement, Mr. Kerry suggested that

"The rebels are in trouble. Speed is of the essence."

it would be sent soon so it could have a "direct impact" on the battlefield.

The British and French, who pushed successfully for a repeal of the European Union arms embargo, have said they might provide arms in August, which would presumably be after a Geneva conference, if it is held. But in his interview on Friday, General Salim said those weapons would come too late. "We can't wait until August," General Salim said. "It is a joke."

Mr. Kerry held a video conference on Monday with William Hague, the British foreign secretary, while sub-cabinet-level officials met on Syria at the White House.

The Assad government's recent gains



Security officers inspected the damage after two suicide bombers attacked a square in Damascus on Tuesday, killing at least 14 people. Many of the victims were police officers.

reflect a new strategy that combines Hezbollah fighters as a paramilitary force with its long-range artillery, surface-to-surface missiles and air power.

The strategy, some American analysts believe, has been overseen by Qassim Suleimani, the head of the Iranian Quds Force, which has been helping the Assad government in its fight against the resistance.

The Assad government had some advantages in capturing Qusayr, as the city was near Hezbollah's base of operations in Lebanon.

Having seized the city, the Syrian government and its Hezbollah allies are be-

lieved to be setting their sights on Homs and even Aleppo, which would be a bigger military challenge.

The rebels are badly overmatched compared to a government with long-range artillery, surface-to-surface missiles, aircraft and tanks. Equipped with light weapons, the opposition needs effective anti-tank and antiaircraft weapons, military analysts say.

Even so, some senior administration officials believe that with Hezbollah joining the fight, arming the rebels may no longer be sufficient to reverse the Assad government's gains unless the United States takes additional steps like

carrying out airstrikes against Syrian forces. A no-fly zone, however, would involve the Obama administration in the sort of open-ended military operation it has sought to avoid.

Mr. Obama has said that conclusive proof of the use of chemical weapons by the Assad government would be a trigger to greater American involvement, though he has declined to be specific.

Kareem Fahim and Hwaida Saad contributed reporting from Beirut.

WEDNESDAY, JUNE 12, 2013

Stay out of Syria



**James
Carroll**

In a bold bid to force President Obama's hand on Syria, Senator John McCain made a surprise trip to Syria early this month. He met with rebel leaders, assessed the situation as grim, and returned home with a reinvigorated call for military intervention by the United States — at least to the extent of creating a no-fly zone and safe zones for rebels and refugees. French and British leaders, meanwhile, seemed in sync with McCain, announcing intentions to begin supplying arms to some rebel groups. Calls for U.S. intervention are gaining urgency, precisely because the tyrant Bashar al-Assad's prospects have brightened recently.

The Syrian government was bolstered with support from Hezbollah fighters in from Lebanon and from crack units in from Iran. Then came news of significant increases in Russian military aid, especially antiaircraft missiles and warplanes. Secretary of State John Kerry sought to initiate peace talks between rebels and the Syrian government, but those hopes have fizzled. "Bashar Assad now has the upper hand, and it's tragic," McCain said, "while we sit by and watch."

So the discussion winds back to what, actually, Obama can do. "Assad must go," was his mantra until not so long ago. McCain does not want to let Obama forget that. He wants Obama to

make it happen.

The hawkish McCain is taken to be a tough-minded realist. Those who oppose him, and his knee-jerk interventionism, are taken to lack the spine for hard action. But what is tough-minded about the refusal to learn from experience? McCain and others advocate exactly the policies that have led to a series of American catastrophes from Baghdad to Benghazi, without offering any suggestion as to why this intervention would be different. In fact, McCain is not motivated by a positive assessment that any conceivable military action taken by Washington could advance order, much less democracy. On

Barbarities like Assad's cannot be whisked away by U.S. air power or a full-bore U.S. invasion and occupation.

the contrary, he swats aside informed warnings, including from the Pentagon, that U.S. military involvement could make a terrible situation even worse.

Horrible as Syria is, the present conflict pales beside the prospect of an entire Middle East inflamed in a Sunni-Shiite war, with even Israel and Palestine reduced to sideshow. No, interventionist impulses like McCain's derive not from cogent strategic analysis but from a truly weak-minded failure to grasp that, in the 21st century, barbarities like Assad's cannot be whisked away by an immaculate American air power — or even, as we learned in Iraq and Afghanistan, by full-bore American invasion and occupation. Arming select rebel groups is lovely in the abstract, but what if the group emerging as the central force in the anti-Assad opposition — Jabhat-al-Nusra — is tied to a sworn American enemy, Al Qaeda in Iraq? Casual talk of arming rebel groups ignores the dark

history of mayhem — beginning with Al Qaeda itself — that has followed precisely on that tactic in the past.

McCain's failure of realism is still more evident in his readiness to ignore what may already have happened on the ground. Syria's doom as a fragmented former state may already be sealed, as three distinct political entities take shape: Assad's fellow Alawites, a Shiite sect, in one enclave; a Kurdish domain; and jihadis dominated by forces friendly to Al Qaeda. There is simply no longer any question of restoring the political, economic or social integrity of what was known as Syria. McCain does not explain how his intervention, whatever its scope, would redraw that geography. All it would do, in fact, is offer Americans some relief from the frustration of "just sitting by and watching." That relief would be short-lived.

The effects of American power under 21st-century constraints are clearest, ironically, when that power fails. If the United States were to intervene militarily in the Syrian civil war, the vast and divergent collection of parties, including U.S. allies, would all be drawn into a swirl around the self-declared indispensable nation. The level of killing would massively escalate. Enemies would find common ground in demonizing Americans. Allies would shirk responsibility, leaving the superpower to take the weight.

But there's the problem. In today's thicket of real-world moral breakdown, no power is super. And by presuming to declare itself the solution, Washington puts itself, in that instant, at the heart of the problem.

The United States should continue providing humanitarian relief to Syrian civilians, and should do all it can diplomatically to broker Assad's exit. But militarily, America must stand aside.

BOSTON GLOBE

Syrie : la vallée où se réfugient les chrétiens pro-Assad

Dans le Wadi al-Nassara, la population chrétienne a doublé en deux ans, protégée par une milice progouvernementale.

GEORGES MALBRUNOT

gmalbrunot@lefigaro.fr

ENVOYÉ SPÉCIAL À MARMARITA

PROCHE-ORIENT Sans aucune explication, Haytham a emmené sa femme et son fils de 24 ans dans le Wadi al-Nassara, la « vallée des Chrétiens ». Pour la troisième fois, il venait d'être la cible de tirs. La première, alors qu'il sortait de son bureau à Damas, la deuxième sur la route à Harasta, une banlieue acquise aux rebelles. Et une dernière fois il y a huit mois, près de chez lui dans le quartier résidentiel de Malki.

Cadre de l'industrie pétrolière, Haytham, 55 ans, s'est réfugié avec les siens à Marmarita, gros bourg de 7 000 habitants dans cette vallée entre Homs et le littoral, où des milliers de chrétiens fuyant les combats ont afflué de toute la Syrie pour se mettre à l'abri

depuis deux ans. « Ici, nous nous sentons en complète sécurité, se réjouit Haytham en fumant le narguilé dans un restaurant en plein air. Les rebelles seraient fous de venir jusque-là. »

Dans la Syrie des révoltes, la vallée des Chrétiens, qui s'étire sur une quarantaine de kilomètres, est un monde à part. Aucune famille musulmane n'y vit et, de mémoire de chrétiens, jamais personne ne s'est aventuré à vendre la moindre parcelle de terrain aux rares sunnites des deux seuls villages qui bordent le réduit. On y accède en quittant l'autoroute qui relie Homs à la côte peuplée en majorité d'alaouites, l'autre minorité - à laquelle appartient le président Bachar el-Assad. Une fois franchi un barrage de l'armée, une cinquantaine de hameaux se succèdent le long d'une petite route qui serpente à flanc de coteaux verdoyants, parsemés d'oliviers.



Quelque 80 000 chrétiens - des orthodoxes en majorité - y vivaient jusqu'au début de la crise. Depuis que la guerre a pris un tour nettement confessionnel, 80 000 autres les ont rejoints dans ce havre apparent de tranquillité, au pied du légendaire Krak des Chevaliers, ce château fort datant des croisades - aujourd'hui entre les mains de 200 à 300 rebelles, dont certains djihadistes étrangers. C'est la principale menace pour les chrétiens du wadi, qui ont fermé la routé d'accès au Krak.

Portraits des « martyrs »

Mais depuis qu'ils ont formé des comités de défense populaire, en liaison avec le pouvoir, les incidents sont moins fréquents. « Avant, les rebelles tiraient souvent sur les voitures qui passaient au pied de la citadelle, ils ont même décapité une personne après l'avoir kidnappée », affirme Tanius Isaac, le maire de Marmarita.

Maintenant, les « terroristes », comme on appelle ici les opposants ar-



Des enfants agitent le drapeau syrien au passage des soldats fidèles au régime de Bachar el-Assad, mercredi, dans le village chrétien de Rableh, près d'al-Qusayr. MOHAMED AZAKIR/REUTERS

més à Assad, sont encerclés par les 800 miliciens du Wadi al-Nassara, qui ont reçu des armes. Comme dans les autres villages, les portraits des « martyrs » de Marmarita – trois civils et trois militaires – sont affichés dans les rues. Danny Adnan al-Hanna montre la photo de son fils sur son téléphone portable. Policier à Tartous Jdeideh dans la banlieue de Damas, Aïssa, 32 ans, a été tué début 2012, alors qu'il sortait de chez lui. « Une douzaine de terroristes lui ont tiré dans le dos devant sa femme et ses enfants, raconte son père, avant de jeter son corps sur la route quelques kilomètres plus loin. »

Militaire à la retraite, Adnan a encore deux fils dans le comité de défense de Marmarita. Son chef, qui ne veut pas donner son nom, est un jeune homme espiègle aux joues rubicondes sous une barbe poivre et sel. Au-dessus de son bureau encombré de téléphones trônent les inévitables portraits de Bachar, de son père, Hafez, et un dernier, plus inattendu, celui de cheikh Hassan Nasrallah, le chef du puissant Hezbollah chiite libanais, qui vient d'aider l'armée à chasser les rebelles d'al-Qusayr, à une cinquantaine de kilomètres au sud. « Ici Nasrallah protège les chré-

tiens, proclame le chef de la milice pro-Assad, tandis que la France, elle, protège les terroristes et est prête à leur donner des armes qu'ils retourneront contre nous. » Un reproche souvent entendu dans ce village où les rues sont animées tard le soir.

Jeans moulants et décolletés échantés, les filles sont attablées au Café Vigo, qui n'a rien à envier aux terrasses branchées de Beyrouth. Certaines consultent leurs tablettes, d'autres fument la chicha, les lèvres peintes. On est très loin des djihadistes qui participent à la révolution à quelques kilomètres de là. « Vous pensez qu'on a envie que la Syrie devienne un pays islamiste ? », lance l'une d'elles.

« C'est une question de vie ou de mort pour nous, poursuit le maire. Si un jour les salafistes parviennent à contrôler la Syrie, aucun chrétien ne survivra, ils nous pourchasseront dans la vallée. » La plupart de ses habitants sont convaincus que leur pays est « occupé par des puissances étrangères qui envoient des combattants ». On fustige les dirigeants chrétiens de l'opposition extérieure qui ne représentent qu'« eux-mêmes et leurs enfants ». « S'il n'y avait pas l'armée, la Syrie serait déjà divisée comme

l'Irak l'a été après 2003 », dit Haytham.

Pari dangereux

Son fils, Ibrahim, étudiait en Allemagne au début de la révolution. « Il n'avait à la bouche que les mots de démocratie, de liberté, et Bachar était pour lui un dictateur », se rappelle son père. Puis, fin 2011, Ibrahim est rentré en Syrie. Il a vu que « les choses étaient plus complexes ». Les vidéos des égorgements pratiqués par certains djihadistes l'ont fait réfléchir. Sûrs de leurs appuis, les solides montagnards du wadi n'affichent pas d'inquiétude apparente. Après la reconquête d'al-Qusayr, une poignée de réfugiés se préparent à rentrer chez eux à Rableh, un village voisin de l'ancien bastion de l'insurrection.

À Marmarita, on ne craint pas de rappeler qu'adolescent, Bachar y séjournait en vacances. On confie même que le village a offert l'asile à des combattants du Hezbollah avant la bataille d'al-Qusayr, à laquelle auraient participé les plus vaillants des miliciens de Marmarita. Un pari dangereux, en cas de revers de fortune pour les chrétiens du wadi. ■



12 juin 2013

Kurdistan, la nouvelle destination touristique ?

Erbil sera la capitale du tourisme arabe en 2014. Malgré des tensions récurrentes dans la région, les autorités de cette ville du Kurdistan autonome espèrent attirer 3 millions de visiteurs.

Dalia Farouq12-06-2013

Erbil, capitale de la zone autonome du Kurdistan située au nord de l'Iraq, a été choisie par le conseil du tourisme dépendant de la Ligue arabe, capitale du tourisme arabe 2014.

Erbil succède à la capitale bahreïnienne, Manama. Cette nomination apportera beaucoup à Erbil qui occupe d'ores et déjà une place relativement importante auprès des touristes du monde arabe, et particulièrement d'Iraq. Les Iraquiens ont pris cette



ville pour son climat doux et le calme qui y règne, contrairement au reste du pays.

Erbil connaît un boom touristique depuis la fin du régime de Saddam Hussein. Le développement des hôtels haute gamme s'est étendu jusqu'aux plaines

situées entre la ville et les montagnes du nord. La ville peut aujourd'hui se vanter de posséder une douzaine d'hôtels aux standards internationaux, un salon d'automobiles de luxe, des boutiques de grands designers et des fast-foods à l'américaine.

Pour devenir capitale touristique arabe, l'autorité de la zone autonome du Kurdistan a promis d'organiser une série d'activités : patinage sur glace, marathon international ou concours de beauté. Erbil souhaite attirer 3 millions de visiteurs en 2014.

Avec l'aide d'experts internationaux, les autorités restaurent les murs de la vieille citadelle qui domine le centre de la ville. La fondation de la ville remonte en effet à 8000 ans.

Malgré des troubles récurrents dans la région, Erbil est une ville calme et sécurisée : son armée de Peshmergas contrôle avec efficacité les tensions sunnites-chiites.

Mais la situation reste fragile avec une renaissance d'Al-Qaeda dans la province de Kirkouk et le repli des combattants du PKK vers les montagnes du Kurdistan iraquien. Par ailleurs, les frontières nord-ouest du Kurdistan voient affluer de plus en plus de réfugiés syriens.

LE FIGARO
mercredi 12 juin 2013

Turquie : Erdogan choisit l'épreuve de force

Le premier ministre a ordonné hier l'assaut de la place Taksim.

LAURE MARCHAND
ISTANBUL

TURQUIE Dès midi, des militants d'organisation d'extrême gauche avaient repris, pour une courte durée, la statue d'Atatürk sur la place Taksim. L'étendard rouge de « l'Union pour la lutte » flottait de nouveau dans le vent. « *Nous reviendrons encore et encore* », souffle Tuçe, adossée contre le socle avec des camarades.

Cinq heures auparavant, au petit matin, les forces de l'ordre avaient investi la place, retiré les drapeaux plantés sur la statue et étaient grimpées sur le toit du Centre culturel Atatürk. En quelques minutes, la grande façade noire s'était retrouvée nue. À la place du grand drapeau blanc sur lequel tous les passants et les téléspectateurs du monde entier pouvaient lire « *Tayyip, ferme-la* », un drapeau rouge et blanc ainsi qu'un portrait de Mustafa Kemal, le père de la République, avaient été suspendus. Cette intervention visait seulement à en finir « *avec ces panneaux publicitaires géants pour des organisations légales et illégales*

(qui) ternissent l'image de la Turquie », assurait dans une conférence de presse Avni Mutlu, gouverneur d'Istanbul, et en aucun cas les occupants du parc adjacent de Gezi, installés sous des tentes.

Avec ce grand nettoyage matinal manu militari, la police effectuait donc son premier retour sur la place Taksim, qu'elle avait évacuée le samedi 1^{er} juin. En trois heures, dix-huit blessés étaient déjà recensés, selon la chambre des médecins d'Istanbul. Dans la matinée, la police pénétrait également dans l'enceinte du palais de justice d'Istanbul et arrêtait soixante-treize avocats qui manifestaient contre l'intervention à Taksim. Et à 13 heures, la place s'embrasait une nouvelle fois. Appuyée par des blindés, la police chargeait en faisant usage de gaz lacrymogènes et de canons à eau, pénétrant même brièvement dans le parc de Gezi.

Des visages graves sont penchés autour d'un matelas, civière de fortune sur laquelle un homme divague de douleur. « *Ils tirent avec des balles en caoutchouc, maintenant.* » « *Erdogan veut faire place nette sur Taksim avant de-*

main pour montrer qu'il maîtrise la situation, mais, tant que nous aurons des forces, nous manifesterons pacifiquement », souffle Ece, réfugiée dans le fond du parc, les yeux et la gorge en feu à cause des gaz.

Un entretien doit se dérouler aujourd'hui entre le premier ministre Recep Tayyip Erdogan et une dizaine de figures et de jeunes issus du mouvement contestataire. Ceux-là mêmes qu'il traite de « *vandales* » et de « *terroristes* » devant les caméras ou face à ses partisans.

Les observateurs politiques, eux, se demandent si cette entrevue permettra de sortir de la crise qui paralyse la Turquie depuis bientôt deux semaines. « *La bombe va-t-elle être désamorcée ? Le premier ministre va-t-il enfin déclarer qu'il sursoit à la construction (d'une réplique) d'une caserne ottomane dans le parc ?* » s'interroge Cengiz Aktar, enseignant à l'université de Bahçesehir. Pas

« Cette affaire est maintenant terminée, nous ne montrerons plus de tolérance »

RECEP TAYYIP ERDOGAN

besoin d'organiser une rencontre pour cela, le monde entier connaît le sujet maintenant, mêmes les Kirghizes. » Cet intellectuel, descendu dans la rue les premiers jours de la révolte, espère qu'il s'agit « *d'une façon pour lui de se ménager une porte de sortie honorable car il joue avec le feu* ».

Lors de son discours hebdomadaire devant les députés du Parti de la justice et du développement (AKP), Recep Tayyip Erdogan n'a pas montré de signes d'apaisement. Il a accusé un complot international, mené par le « *lobby du taux d'intérêt* », d'être derrière la fronde de dizaines de milliers de ses concitoyens. À l'attention de son électorat, il a également répété que ces « *extrémistes* » avaient profané des mosquées en y pénétrant chaussés et avec des bouteilles d'alcool. Il faisait référence à la mosquée du palais de Dolmabahçe, à Istanbul, investie par les manifestants au début du soulèvement.

L'imam en personne avait en fait ouvert les portes afin qu'ils puissent se mettre à l'abri de la répression policière. Et la mosquée s'était transformée en hôpital de campagne.

« *Cette affaire est maintenant terminée, nous ne montrerons plus de tolérance* », a également martelé Erdogan. Quelques heures plus tard, l'assaut des forces de l'ordre sur Taksim concrétisait cet avertissement. Vers 19 heures, une ambiance de kermesse régnait pourtant sur la place. Des milliers de manifestants y étaient rassemblés à l'appel du collectif Solidarité pour Tak-

sim. L'appel à un « *meeting calme* » était respecté. Par centaines, des policiers, souvent acheminés par blindés, ont commencé à charger la foule à coups de gaz lacrymogènes et de canons à eau. Et en quelques minutes, c'est une ambiance de guerre civile qui s'est emparée de la place. Des manifestants se sont mis à riposter avec des cocktails Molotov. Disant répondre aux « *provocations* » de « *groupes extrémistes* », le gouverneur d'Istanbul jurait que la police poursuivrait ses opérations « *jour et nuit* » jusqu'à la fin de l'occupation de la place Taksim. ■



Mercredi matin, armées de canons à eau, les forces de l'ordre ont procédé à l'évacuation des opposants de la place Taksim. ARIS MESSINIS/AFP



Le Guide suprême de la République islamique d'Iran, l'ayatollah Ali Khamenei, entouré de gardiens de la révolution lors d'une cérémonie officielle à Téhéran, le 27 mai 2013.

Iran

Entre les mains du Guide

SERGE MICHEL

Voilà un ours dont la peau a souvent été vendue et qui, pourtant, s'apprête une nouvelle fois à triompher. Ali Khamenei, 74 ans le 17 juillet, Guide suprême de la République islamique d'Iran, ne paie pas de mine. Il n'a ni le charisme ni le crédit religieux de son prédécesseur, l'ayatollah Khomeiny. Et pourtant, si le maître de la révolution islamique a régné dix ans sur l'Iran, son successeur, lui, est en place depuis vingt-quatre ans – preuve s'il en faut de sa grande habileté. Après Qabous, sultan d'Oman depuis 1970, Ali Khamenei est le doyen des chefs d'Etat du Moyen-Orient. Son autorité n'est remise en cause par aucun des nombreux cercles de pouvoir iraniens. Les pasdarans (« gardiens de la révolution ») ne jurent que par le Guide, tout comme la justice, le Parlement, le Conseil des gardiens, l'assemblée des experts et, bien sûr, la présidence, quel que soit le vainqueur des élections du 14 juin. Qui dirige vraiment l'Iran ? Cette ques-

tion, qui est aussi le titre d'un livre (*Who Rules Iran ?*, de Wilfried Buchta, Washington Institute for Near East Policy, 2000) et que se posent tous les négociateurs, diplomates et états-majors occidentaux, a pourtant une réponse simple : c'est Dieu. La Constitution de la République islamique (1979) est sans ambiguïté : Dieu exerce en Iran une souveraineté absolue et préside à l'élaboration des lois (article 2). Quant au pouvoir terrestre, il est, dans l'islam chiite iranien, censé être exercé par les imams descendants d'Ali, le beau-fils du Prophète. Or le douzième et dernier imam, Mahdi, a disparu à l'âge de 5 ans, en 874 de notre ère. D'où ses surnoms d'« Imam caché », de « Maître du temps ». Que faire en attendant son retour, dont les chiites pensent qu'il interviendra pour sauver le monde ? Pendant des siècles, le clergé a répondu qu'il fallait surtout ne rien faire et se tenir à l'écart de la politique, pour ne pas usurper le rôle réservé à l'Imam caché.

L'ayatollah Khomeyni n'était pas de cet avis. Durant ses années d'exil avant la chute du chah, il a élaboré la doctrine du *velayat-e faqih* (« gouvernement du docte »), qui confère aux religieux la primauté sur le pouvoir politique. Ce principe, qui

prend à contre-pied toute la tradition chiite, se retrouve dans la Constitution (article 5) : « *Durant l'occultation du Maître du temps – que Dieu hâte sa réapparition – le pouvoir revient au juste et au pieux faqih (« docte religieux »), qui est courageux, plein de ressources et possède des aptitudes administratives.* »

C'est dit. Et le *faqih*, c'est Ali Khamenei, doté de pouvoirs quasi divins, classé 21^e sur la liste des personnes les plus puissantes au monde par le magazine *Forbes* en 2012. A sa nomination au poste de Guide suprême, en 1989, il n'était que *hodjatoleslam* (« autorité sur l'islam »), un rang moyen dans le clergé chiite. Peu importe : il a été fait *ayatollah* du jour au lendemain, un saut hiérarchique qui nécessite habituellement dix ans d'études coraniques. Depuis, il a vu élire trois présidents, dont il a savamment circonscrit la marge de manœuvre et les succès : Akbar Hachémi-Rafsandjani, Mohamed Khatami et Mahmoud Ahmadi-nejad. Ces trois-là, malgré des tempéraments et des mouvances politiques très différents, ont terminé leur second mandat ligotés, voire ridiculisés, par le Guide.

Avec un brin d'admiration, le chercheur Karim Sadjadpour, du think tank américain Carnegie Endowment for International Peace, compare les méthodes du *Rahbar* (« Guide ») à celles du Prince de Machiavel (*Foreign Policy*, 21 juillet 2011). Comme cette capacité à exercer tout le pouvoir sans en porter la moindre responsabilité : le prix du pain a doublé et celui de la viande sextuplé ? C'est au président Ahmadi-nejad qu'on en veut. Des candidats populaires sont interdits de se présenter aux élections ? C'est le conseil des Gardiens qui assume. Des émeutes sont réprimées dans le sang ? Ce sont les *bassidjis* (« volontaires islamiques ») qui concentrent la haine des manifestants.

En 2009, pourtant, son nom fut conspué dans la rue. A la prière du vendredi de Téhéran, une semaine après la réélection contestée de Mahmoud Ahmadi-nejad, le Guide a pris, pour la première fois, le risque d'apparaître en première ligne. Sans doute parce que le régime tremblait sur ses bases. « *La victoire [d'Ahmadi-nejad] est indéniable et divine*, a-t-il déclaré. *Ceux qui la conteste-* »

Ali Khamenei a pour principe de ne jamais céder de terrain sous la pression, convaincu que le moindre compromis ne ferait qu'encourager l'adversaire

raient feront couler le sang à leurs dépens.»

C'est ce qu'il s'est passé. De juin à décembre 2009, plus d'une centaine de protestataires ont été tués par l'implacable répression des pasdarans. Les manifestants avaient alors changé de slogan : au lieu de «*Où est mon vote ?*», ils ont crié «*Mort au Guide !*», mais ont fini par rentrer chez eux.

Parfois aussi, un pion doit être sacrifié, comme ce directeur de prison ayant organisé en 2009 le viol et le meurtre de détenus. Mais jamais aucun lien ne pourra être établi avec la maison du Guide (*beit-e Rahbari*), qui compte plus d'un millier d'employés – sorte de gouvernement parallèle, qui flanque chaque gouverneur de province, chaque ministre, chaque chef d'une entreprise d'Etat, chaque patron de fondation religieuse, d'un émissaire aussi loyal que discret.

Ali Khamenei ne répond à aucune interview, ne sort pas d'Iran et ne rencontre, chez lui, que quelques chefs d'Etat, Vladimir Poutine et Lula da Silva ayant eu ce rare privilège. De ses discours et prières devant d'innombrables assemblées, toujours acquises à sa cause et sans que jamais une question ne soit posée, on apprend qu'il lit des magazines américains, qu'il a été un admirateur de Jean-Paul Sartre et qu'il a longuement médité la déroute du système soviétique après l'introduction de la glasnost et de la perestroïka par Mikhaïl Gorbatchev.

Pour le reste, ses interventions sont un concentré de théories du complot et de mises en garde contre les «*ennemis*», ces puissances étrangères (Etats-Unis et Israël avant tout) qualifiées tour à tour d'«*arrogantes*» et de «*diaboliques*», de «*cupides*»

et de «*rétrogrades*», d'«*hégémoniques*» et de «*cancéreuses*», d'«*oppressives*» et de «*venimeuses*».

L'homme, donc, est inquiet, toujours sur ses gardes. Il a pour principe de ne jamais céder de terrain sous la pression, convaincu que le moindre compromis ne ferait qu'encourager l'adversaire, qu'il s'agisse de Barack Obama ou des manifestants dans les rues de Téhéran. De fait, Ali Khamenei a consacré une grande partie de son règne à consolider sa propre position, et cela de deux manières. La première fut le noyautage de chaque institution de la République islamique – Dieu sait qu'elles sont nombreuses – pour aller au-delà de ses pouvoirs constitutionnels déjà très larges (article 110 : il nomme le directeur de la radio et de la télévision nationales et tous

Une théocratie de moins en moins religieuse

Le Monde
Jeudi 13 juin 2013

L'Iran est le pays du Moyen-Orient où les mosquées sont les plus vides le vendredi à l'heure de la grande prière hebdomadaire. Dans la première – et seule à ce jour – théocratie islamique contemporaine, ce paradoxe signe un échec patent. Comme si trop de religion avait vacciné les Iraniens contre sa pratique publique.

Un autre exemple ? L'enterrement de l'ayatollah Jalaeddine Taheri, mardi 4 juin à Ispahan, a tourné à la manifestation contre le Guide suprême Ali Khamenei : ce religieux prestigieux et proche du mouvement réformateur avait démissionné en 2002 de son poste de prêcheur officiel de la grande mosquée d'Ispahan en signe de protestation contre la mise au pas de la société et la répression. Durant ses funérailles, les slogans de juin 2009 («*A bas la dictature*») ont été repris par la foule, visiblement noyauté par des partisans des deux leaders du «*mouvement vert*», Mehdi Karoubi et Mir Hossain Moussavi, assignés à résidence depuis février 2011. Comme l'ayatollah Taheri, Mehdi Karoubi est un homme de religion et désormais l'un des opposants de l'intérieur les plus résolus au régime iranien.

Plus puissant que jamais, le clergé chiite atteint également des sommets d'impopularité. C'est le paradoxe de la République islamique, qui a donné le pouvoir aux clercs et, partant, leur a fait perdre leur indépendance et donc

une bonne part de leur prestige. «*Depuis la révolution constitutionnelle de 1905, écrit la sociologue Mahnaz Shirali [La Malédiction du religieux. La défaite de la pensée démocratique en Iran, éd. François Bourin, 2012], l'Iran est entré dans le processus de sortie de la religion, mais il a fallu attendre l'émergence du régime islamique, en 1979, pour que le débat politico-religieux se cristallise autour du thème de la séparation du politique et du religieux. Les Iraniens ont pris conscience de la place problématique qu'occupe la religion au sein de l'organisation sociale et politique à partir du moment où ils se sont trouvés sous la chape de plomb du khomeynisme et après la confiscation de toute liberté individuelle et politique au nom de l'islam.*»

«*Normalisation*»

Ce mouvement de remise en cause de la religion, du moins dans sa volonté de régenter la sphère politique et sociale, est devenu plus patent après la mort, en 1989, de l'ayatollah Khomeïni, dont la très forte légitimité de leader de la Révolution et de père de la Constitution avait occulté le débat. La succession d'Ali Khamenei, simple hodjatoleslam élevé en quatrième vitesse au rang d'ayatollah, marque une «*normalisation*». Khomeïni parlait au nom de Dieu, il avait même été proclamé imam, Khamenei n'est même pas marja (source d'imitation), contrairement à son grand rival l'aya-

tollah Montazeri, assigné à résidence et déchu de son titre de dauphin pour avoir protesté contre la vague d'exécutions dans les prisons en 1988.

Dès son arrivée au pouvoir, Ali Khamenei s'est attaché à affermir son pouvoir en réformant la Constitution, ce qui lui permet d'interférer dans tous les domaines, et en promouvant le modèle du «*mollah combattant*», un religieux exerçant des fonctions sécuritaires, à l'instar de l'hodjatoleslam Hossain Taeb, ancien chef des bassidji (militiens) et actuel chef des renseignements des pasdarans (gardiens de la révolution).

L'ordre donné aux forces de sécurité par Ali Khamenei de réprimer les manifestants en juin 2009 a achevé de casser le lien entre le clergé – du moins sa fraction impliquée dans la gestion du pays – et une bonne partie de la population. Pour la première fois, des slogans ont visé directement le Guide suprême. Quelques mois plus tard, le grand ayatollah Montazeri était enterré à Qom dans une ambiance d'émeute. Mais, s'il se sait détesté, le clergé chiite ne peut pas se désolidariser d'un régime qui a assuré sa fortune. Sa chute signifierait aussi une période de replis sans précédent pour les oulémas. D'autant que la chute de Saddam Hussein a redonné son lustre à Nadjaf, la principale ville sainte d'Irak et du chiisme, ce qui en fait à nouveau une concurrente pour le centre spirituel de Qom. ■

CHRISTOPHE AYAD

les commandants des forces armées). Le résultat est un entrelacs d'influences, un véritable nœud gordien. Jugez plutôt : en théorie, l'assemblée des experts, qui comprend 86 religieux de haut rang, peut destituer le Guide suprême et nommer un successeur. En réalité, les candidats à cette assemblée sont triés sur le volet par le redoutable Conseil des gardiens, composé de douze membres dont une moitié est nommée par le Guide lui-même et l'autre par le Parlement, mais sur proposition du ministère de la justice, lequel répond directement... au Guide. La boucle est bouclée.

D'autre part, Ali Khamenei, sans doute en raison de sa légitimité religieuse limitée, a choisi de s'appuyer sur les forces de sécurité plutôt que sur le clergé. Il a ainsi offert aux pasdarans maints avantages matériels et les a associés de façon toujours plus affirmée à la conduite de l'Etat. Au point que certains observateurs considèrent désormais l'Iran non plus comme une mollahcratie, mais comme une dictature militaire. ■



Le candidat Hassan Rohani, en campagne à la mosquée Jamaran, à Téhéran, le 1^{er} juin. ATTA KENARE/AFP

Les pasdarans, une milice au cœur du régime

Certains membres du « mouvement vert » qui avait suivi la réélection contestée de Mahmoud Ahmadinejad, arrêtés lors des émeutes de l'été 2009, avaient déjà une expérience assez complète de la prison d'Evin, au nord de Téhéran. De ses interrogateurs, de ses gardiens, de sa géographie en grande partie souterraine, de ses blocs numérotés et de ses couloirs sinistres. Ils furent pourtant troublés. Quelque chose ne tournait pas rond. Les questions n'étaient pas comme d'habitude, la brutalité des interrogateurs non plus.

Que se passait-il ? Le 21 juin 2009, le journaliste Maziar Bahari, les yeux bandés dans une cellule, commence à comprendre. Le bandeau ne lui laisse voir que les chaussettes grises de son tortionnaire, dans des sandales impeccables en cuir noir. Voilà l'indice ! « *Les fonctionnaires du ministère du renseignement portent souvent des sandales en plastique et ont des trous dans leurs chaussettes*, écrit-il dans *Newsweek*, le 30 novembre 2009. *J'espérais que mon interrogateur soit un junior qui roulait les mécaniques. J'espérais trouver un trou dans ses chaussettes. Il n'y en avait pas.* »

Et pour cause : Maziar Bahari a été arrêté et interrogé par les agents du service de renseignement des gardiens de la révolution et non par

ceux du ministère du même nom. L'armée d'élite, pas l'armée régulière.

Ce sont les pasdarans qui ont pris en main la répression de 2009, sans doute après avoir organisé la fraude qui a permis de proclamer la victoire de Mahmoud Ahmadinejad, au soir du 12 juin. Alors que certains responsables de la police hésitaient devant des centaines de milliers de civils descendus dans la rue, alors qu'un général de l'armée régulière se refusait à tirer sur la foule, les pasdarans, eux, n'ont pas flanché. Ils ont lancé leurs meutes de milices de *bassidjis* (« volontaires islamiques »), montés sur des motos, armés de chaînes et de bâtons pour casser les cortèges.

Un corps de 100 000 hommes

Ils ont organisé la torture des détenus dans des prisons ouvertes à cette occasion. Ils ont obtenu de faux aveux, mis en place de vrais procès. En quelques mois, ils ont vidé les rues de leurs contestataires. Bref, ils ont sauvé le Guide, et le régime tout entier.

Cela explique sans doute l'aplomb d'Ali Saedi, représentant du Guide auprès des gardiens de la révolution. En janvier 2013, il a suscité un scandale en priant les autorités de concevoir, pour ce mois de juin, des élections « *logiques et raisonnables* ».

Le corps des gardiens de la révolution compte plus de 100 000 hommes. Enrichi par la contrebande, rendue nécessaire par les sanctions internationales visant le régime, il bénéficie des équipements les plus sophistiqués. Les pasdarans contrôlent aussi un tiers de l'économie iranienne. Et les spéculations vont bon train sur le rôle que joue, à la maison du Guide, le mystérieux Qassem Suleimani, commandant d'Al-Qods, la force d'intervention extérieure des pasdarans. Lui et les siens seraient à l'origine de l'engagement iranien en Syrie pour défendre le régime de Bachar Al-Assad, considéré comme un poste avancé de la République islamique.

Résumant l'opinion des iranologues, Abbas Milani, directeur des études iraniennes à Stanford, a déclaré à Reuters que les pasdarans « *allaient tout simplement être la force dominante pour déterminer le résultat des élections du 14 juin* ».

Selon le site d'opposition Jonbeshe Rahe Sabz, le chef des pasdarans, Mohamad Ali Jafari, s'est rendu en personne au bureau du Conseil des gardiens pour s'assurer qu'ils allaient bien rejeter la candidature de l'ancien président Akbar Hachemi Rafsandjani. Il faisait figure de principal espoir des réformateurs. ■

S.M.

Erdogan defiant in clearing out protesters

ISTANBUL

BY TIM ARANGO, SEBNEM ARSU
AND CEYLAN YEGINSU

As riot police officers continued to drive thousands of protesters from Taksim Square on Wednesday using tear gas and water cannons, Prime Minister Recep Tayyip Erdogan of Turkey ordered his interior minister to end the protests within 24 hours.

At a meeting with representatives of Tesk, a labor union, Mr. Erdogan dismissed international criticisms of his handling of the protests and claimed that his foreign critics knew three months ago about efforts to inflict chaos in Turkey, according to a union official who attended the meeting and who spoke on the condition of anonymity.

"There are people who claim this is the Turkish Spring, but what they do not see is that Turkey has been living through its spring since 2002," said Mr. Erdogan, referring to the year his Justice and Development Party won a majority of seats in Parliament.

For nearly two weeks, the prime minister has remained largely defiant, demanding that protesters leave the square, placing armed police officers on standby to sweep the area and insisting that the demonstrations were nothing like the Arab Spring protests, which ousted entrenched leaders across the Middle East and North Africa. But as homemade firebombs were set off and tear gas wafted in the city center, it seemed that Mr. Erdogan and his supporters had miscalculated the opposition's tenacity and conviction.

"Thugs! Thugs!" a protester shouted at the police as she was shrouded in a cloud of tear gas. "Let God bring the end of you!"

Demonstrations against a plan to replace Gezi Park in Taksim Square with a mall escalated when Mr. Erdogan sent the police to clear the park.

The tactic backfired, leading to large protests and expressions of frustration at a rising authoritarian streak in Mr. Erdogan. Environmentalists and conservationists were joined in the protest by radical leftists and street hooligans. Mr. Erdogan pulled back the police, but for days Taksim Square has been a sprawling hub of grievance against him and his party.

On Monday, he offered to talk on Wednesday — but then sent the police back to clear out the protesters. By Wednesday morning, the operation had succeeded, but anger over Mr. Erdogan's handling of the protests had not abated.

In Taksim Square, the police cleared out most of the barricades set up by pro-



Locals and tourists strolling through the wreckage in Taksim Square in Istanbul on Wednesday. Prime Minister Recep Tayyip Erdogan has blamed foreigners for stoking the unrest.

testers on streets that surround the park, while riot police officers and their armored vehicles stood on guard around the old opera house, which was stripped of the various political banners and posters that had been decorating its facade for more than 10 days.

A smaller group of police officers circled Republic Monument in the heart of the square, preventing groups from putting up their banners on a statue of Mustafa Kemal Ataturk, the founder of modern Turkey.

The medical aid tent inside the park was moved to another location after the police fired tear gas in and around the tent, injuring the medical workers and protesters.

A news site, Bianet, reported that Ethem Sarisuluk, a protester who was reportedly shot by a plastic bullet in the head on June 1, was brain dead. Two other protesters and a police officer have been killed, while at least 4,947 people have been injured in the violence.

Thousands of black-robed lawyers left courthouses around the country to protest the behavior of the police, television images showed. A group of 11 people, including academics, artists and students, met the prime minister in Ankara, while Taksim Solidarity, an umbrella group of protest organizers that had been excluded from the meeting, said it was an effort to mislead Turkish public opinion and would not produce anything while police violence continued.

For Mr. Erdogan, the smoldering violence is not only his worst political crisis

since coming to power, but it also highlights the kind of class politics that have divided society, with his conservative religious followers strongly supporting his position. But although he enjoys political backing from a majority of Turks, the economy is suffering as the currency loses value and the cost of borrowing rises. In response, he blamed speculators.

"Those who attempt to sink the bourse, you will collapse," Mr. Erdogan said at one of several speeches he gave Sunday. "If we catch your speculation, we will choke you. No matter who you are, we will choke you."

Mr. Erdogan, in rally after rally over the weekend, sought to energize the masses who propelled him to power by invoking his personal history as a religiously oriented leader opposed to the old secular state and its undemocratic nature. His supporters represent a social class that was previously marginalized, and Mr. Erdogan has used his speeches to play on those class resentments.

"The potatohead bloke, itching his belly — this was how they regarded us for decades," he said in a speech Tuesday. "They think we do not know anything about politics, arts, theater, cinema, poetry, paintings, aesthetics, architecture."

Analysts now worry that Mr. Erdogan, instead of finding a way out of the crisis, has only made it worse by hardening divisions among his constituents.

"The leaders may be searching for a way out of the deadlock," wrote Melih Asik, a columnist in Milliyet, a centrist

newspaper. "However, has inciting one half of the people against the other half ever been a remedy for overcoming such a crisis? If limitless anger does not give way to common sense, Turkey will have a very difficult job ahead."

Though Mr. Erdogan was democratically elected, unlike Arab leaders he advised to negotiate and compromise, commentators say he appears to have appropriated several tactics of those ousted by popular uprisings. In addition to sending in the police, he has blamed foreigners for stoking the unrest — a refrain also heard in Cairo and Damascus.

But there is a danger, analysts say, because even with a strong majority as his base, he is vulnerable if the crisis drags on. Several columnists for Zaman, a pro-Islamist newspaper linked to Fethullah Gulen, an important spiritual leader in Turkey who is exiled in the United States, have become critical of Mr. Erdogan's intimidation of the news media and his pursuit of a powerful presidential system.

The continuing crisis that has engulfed Mr. Erdogan's government and threatened to tarnish the image of Turkey as a rising power played out in other places simultaneously on Tuesday. At an

Istanbul courthouse, several lawyers who had supported the protesters were detained, and as tear gas filled Taksim Square, Mr. Erdogan addressed his party in a speech broadcast to the nation.

Mr. Erdogan, offering no hint of compromise, called the protest movement "an uprising against the democratic administration." He described the banners of leftist groups that had decorated the square as those of "terrorist organizations."

"When I speak against all that, they say, 'The prime minister speaks very harshly.' If you call this harsh, sorry. Tayyip Erdogan never changes."

INTERNATIONAL
Herald Tribune | JUNE 13, 2013

As Turkey clamps down, Europe recoils

PARIS

New membership talks take a step backward even before they start

BY DAN BILEFSKY

After three years of stalled talks on Turkey's bid to join the European Union, the planned relaunching of negotiations at the end of June was meant to herald a new beginning in their often fraught relationship.

Now, influential ministers from Germany and France and European analysts are warning that the bloody crackdown in Taksim Square threatens to undermine frayed relations while reinforcing doubts that Turkey has the democratic credentials to join the club.

The violent mayhem Tuesday night as rioters clashed with the police in Taksim Square marked an apex in the worst crisis to buffet Prime Minister Recep Tayyip Erdogan of Turkey since he came to power 10 years ago. The clampdown on the protesters has undermined Turkish attempts to cultivate an international image as a predominantly Muslim country that cleaves to secular European ideals and can serve as a model for the region.

The German foreign minister, Guido Westerwelle, called the images from the square disturbing on Wednesday and said the Turkish government's reaction to the crisis was sending the wrong signal at home and abroad.

"We expect Prime Minister Erdogan to de-escalate the situation, in the spirit of European values, and to seek a constructive exchange and peaceful dialogue," he said in a statement.

The French E.U. affairs minister, Thierry Repentin, has been even more emphatic. He told the French Senate last Thursday that police repression in Turkey had gone too far and warned that the country's behavior threatened to jeopardize plans to restart the accession talks, which both France and Germany — long skeptics about Turkey's admis-

sion to the Union — have lately been supporting.

"No democracy can be built on the repression of people who try to express themselves in the street," Mr. Repentin said. "The right to protest, to oppose the government, must be respected."

In Paris on Wednesday, Turkey's chief E.U. negotiator, Egemen Bagis, said there were "sincere" protesters in Taksim Square who had a democratic right to protest. But he insisted that terrorists and unspecified foreign forces were the real impetus behind the anti-government actions and that Turkey had a right to defend itself from violence and provocation.

"Those who resort to violence will be dealt with like they are in all democratic societies," he said, arguing that allowing the situation in Taksim Square to persist would be analogous to allowing Al Qaeda to post banners or posters on the Statue of Liberty or in Times Square in New York.

The demonstrations began over a plan to replace the last green space in the center of the city, Gezi Park in Taksim Square, with a mall designed like an Ottoman-era barracks. But when the police intervened to clear the park, the move emboldened protesters to air more general grievances against what they see as Mr. Erdogan's authoritarianism.

Mr. Bagis said police behavior in dealing with the protesters was being investigated. He also stressed that the events in Taksim Square served as a reminder to Europe that opening its arms to Turkey — rather than blocking it — would help the country to ensure that E.U. norms, including individual human rights, were respected. "I think this should be seen as an opportunity," he said.

Asked to explain why Mr. Erdogan has been an ardent supporter of democracy movements in Egypt, Tunisia and Syria, yet resorted to a tough stance with at least rhetorical echoes of dictators like the Syrian leader, Bashar al-Assad, Mr. Bagis said that such analogies were baseless and any attempt to label Mr. Erdogan authoritarian was "slander."

The protests, he stressed, were not a

Turkish Spring, and Mr. Erdogan, unlike Mr. Assad, is a popular leader who had been democratically elected three times. If elections were held today, he added, the prime minister would easily win 60 percent of the vote.

"After the first night of demonstrations, people in the Western media said the Turkish Spring had started," he said. "I highly condemn that approach. Comparing what is happening in Turkey to the Arab Spring is out of sight, out of logic. Turkey is a democracy. There is a campaign to tarnish a democratically elected government."

Analysts noted that a growing rift between Turkey and Europe would only accelerate a shift by Ankara toward the Middle East that gained force as the euro crisis made the European Union increasingly unattractive to many Turks and as the leadership sought new regional clout in the wake of the Arab Spring.

Sinan Ulgen, a visiting scholar at Carnegie Europe in Brussels, said the protests in Istanbul had laid bare the ex-

Germany said Turkish leaders were sending the wrong signal, and the French have been even more emphatic.

tent to which a distracted European Union had lost leverage to influence Mr. Erdogan's behavior. "The E.U. has lost so much leverage in Turkey," he said. "The only way forward is to use carrots — not sticks.

"If the E.U. had been a more visible and engaged player, the Erdogan government's actions would have been different."

Mr. Bagis, for his part, warned that those who sought to destabilize Turkey and undermine its economic progress would be disappointed. In due course, he said, Mr. Erdogan would expose those who had been plotting against Turkey. "I have bad news for them," Mr. Bagis said. "They will not be able to stop us."

Erdogan gives protesters his 'final' warning

ISTANBUL

BY SEBNEM ARSU
AND CEYLAN YEGINSU

Prime Minister Recep Tayyip Erdogan on Thursday toughened his stance against demonstrators who continued to occupy a park in central Istanbul, just a day after he had met with leaders of the protest movement for the first time, declaring in a nationally televised speech that the use of force by the police was justified if order was not immediately restored. He said it was his "final" warning.

Over the past two weeks, Gezi Park, in Taksim Square, has become a central gathering place for Turkish citizens disillusioned with Mr. Erdogan's government, presenting him his most serious challenge in his decade in power. Despite his blunt warning, crowds grew in the park on Thursday morning, preparing for a confrontation.

After Mr. Erdogan met with protest leaders on Wednesday, he seemed to offer a compromise, proposing a public referendum to decide the fate of the park, where the government plans to build a mall designed like an Ottoman-era army barracks. But he coupled any thought of reconciliation with an ultimatum that if protesters did not disperse immediately, they would be forcibly removed.

"We have not responded to punches with punches," Mr. Erdogan said on Wednesday. "From now on security forces will respond differently."

He reiterated and sharpened that warning on Thursday morning.

"Using a Molotov cocktail is a crime, burning and destroying is a crime, destroying public order is a crime," Mr. Erdogan said in his televised statement, referring to protesters who set up barriers around Gezi Park to block police interference. "These cannot be called a struggle for freedom, struggle for rights."

He signaled yet another security operation in Gezi Park, the epicenter of protests during which several protesters and a police officer have been killed and thousands have been injured.

"Please attend your children," he said. "Pull them back. Otherwise we would not be able to wait any longer, because Gezi Park does not belong to occupying forces."



Police officers in Istanbul lined up on Thursday in front of a defaced bank on Taksim Square. Despite warnings from the prime minister, crowds grew at a park there in the morning.

Mr. Erdogan's mixed message — offering a referendum while threatening a crackdown — was the latest move in his seemingly confused strategy to resolve the crisis over Gezi Park.

On Thursday, he called foreign and local news coverage "immoral and misleading." Speaking before officials of his Justice and Development Party in Ankara, Mr. Erdogan dismissed criticisms by the European Union, which Turkey has long aspired to join. "I do not recognize any European Union Parliament decision on us," he said to a standing ovation.

As Mr. Erdogan's government issued its latest warning, protesters in Gezi Park were girding for a police raid that they expected to come at any moment. Many were skeptical of the government's plan to hold a referendum, and some said it was not a suitable solution.

"They first tell us to go home, and then they present the idea of the referendum?" said Bora Ekreni, 24, a student. "How can we trust them? If they were sincere about a vote, they would not ask us to leave the park. We will not leave until they declare the park is ours."

The referendum was also seen as an attempt by the government to confine the protests to the debate about the park, when the park controversy was in fact the catalyst for a broader outburst

of civil unrest against what many Turks see as the increasing authoritarianism of Mr. Erdogan and his party.

"A referendum would be a step forward, and I think we could win," said a protester, Zeynep Pinto, 28, an interior designer. "But we want more than the park now. We want change."

Speaking in Paris on Wednesday, Ege-men Bagis, Turkey's chief negotiator with the European Union, said the demonstrators had a democratic right to protest. But he said that terrorists had infiltrated the square and that Turkey had a right to defend itself from violence.

Asked how Mr. Erdogan could support democracy movements in Egypt and Syria, yet appear to be resorting to the kind of language used by some dictators, Mr. Bagis said such comparisons were baseless.

"After the first night of demonstrations, people in Western media said the Turkish Spring had started," he said. "I highly condemn that approach. Comparing what is happening in Turkey to Arab Spring is out of sight, out of logic. Turkey is a democracy. There is a campaign to tarnish a democratically elected government."

Tim Arango contributed reporting from Istanbul, Dan Bilefsky from Paris and Marc Santora from New York.

Aid offer reshapes battle for Aleppo

CAIRO

City faces worst clashes in months as U.S. says it will arm Syrian rebels

BY BEN HUBBARD

Clashes that anti-government activists described as the heaviest in months erupted on the edge of a rebel-controlled neighborhood in Syria's largest city on Friday, while opposition activists debated how the United States' decision to send arms would affect their fight to topple President Bashar al-Assad.

The Obama administration announced Thursday that Mr. Assad's troops had used chemical weapons and that the United States would send small arms and ammunition to rebel fighters for the first time.

Rebels who had gathered in an apartment near one of the front lines that divide Aleppo, Syria's largest city, were surprised by the Obama administration's announcement and focused on a question asked by many in Syria's beleaguered opposition: Would the promised aid really help the rebels, or would it be too little, too late?

An older rebel who leads a few dozen fighters on one of the front lines in Aleppo was skeptical. "I'll believe that America is helping us when I see American arms in my group's hands, not statements and food baskets," said the fighter, Abu Zaki, 40.

U.S. officials said the military aid would be coordinated by the Central Intelligence Agency and could include anti-tank weapons. It would not, however, include the anti-aircraft weapons that rebel leaders have long said they need to challenge Mr. Assad's air force.

Gen. Salim Idris, the head of the military wing of Syria's Western-backed opposition, said that the new weapons would bolster his fighters' morale after a string of recent losses to Mr. Assad's forces and their allies in Hezbollah, the Lebanese militant group. He said he also hoped a few weapons would help his fighters take a more aggressive role for the opposition, whose forces are now dominated by radical Islamists aligned with Al Qaeda.

"We hope to have the weapons and ammunition we need in a few weeks," he said in an interview with the television news channel Al Arabiya.

The Syrian government on Friday denounced the claim by the Obama administration that Syrian forces had used chemical weapons as "full of lies," and

lashed out at the decision to arm the rebels. "While seeking banal means to justify the U.S. President Barack Obama's decision to arm the Syrian opposition, the U.S. is practicing a flagrant double standard policy in dealing with terrorism," the statement read.

Much remained unclear about the



A sniper in Aleppo. Rebels are asking whether the U.S. help will come in time.

American aid, including how much it would involve, when the weapons would arrive and how they would be distributed. For at least some of those in Aleppo, worried about the approach of government forces, the announcement was good news. Although many said it was not nearly everything the rebels need, it was a step.

"Now we can say Americans are our real friends, and we will not forget their position and help to finish the Assad regime," said an activist named Abdel-Qader, 30.

The Obama administration had been hesitant about sending military aid, saying that it would inflame the conflict and that the weapons could fall into the hands of extremists who have risen in the rebel ranks.

Those calculations appear to have shifted after the United States concluded that Syrian government forces had used chemical weapons — a move that President Barack Obama had called a "red line."

A White House official said Thursday that Mr. Assad's military had used chemical weapons "on a small scale against the opposition multiple times in the last year." It is believed that 100 to 150 people have died in those attacks, the announcement said, but officials cautioned that the number could be higher.

Supplying weapons to the rebels has been a long-sought goal of advocates of a more aggressive American response to the Syrian civil war. A proposal to supply weapons — made last year by David H. Petraeus, then the director of the

C.I.A., and backed by the State Department and the Pentagon — was rejected by the White House because of Mr. Obama's deep reluctance to be drawn into another war in the Middle East.

But even with the decision to supply lethal aid, the Obama administration remains deeply divided about whether to take more forceful action to try to quell the fighting, which has killed more than 90,000 people over more than two years. Many in the U.S. government believe that the military balance has tilted so far against the rebels in recent months that American shipments of arms to select groups may be too late.

Some senior State Department officials have been pushing for a more aggressive military response, including airstrikes to hit the primary landing strips in Syria that the Assad government uses to launch the chemical weapons attacks, ferry troops around the country and receive shipments of arms from Iran.

But White House officials remain wary, and on Thursday Benjamin J. Rhodes, one of Mr. Obama's top foreign policy advisers, all but ruled out the imposition of a no-flight zone and indicated that no decision had been made on other military actions.

Mr. Obama declared last August that the use of chemical weapons by the Syrian government would cross a "red line" that would prompt a more resolute U.S. response. In a letter to Congress in April, the White House said that intelligence agencies had "varying degrees of confidence" that Syrian government troops had used chemical weapons. But the conclusion of the latest intelligence review, according to officials, is more definitive.

Mr. Obama's caution has frayed relations with important allies in the Middle East that have privately described the White House strategy as feckless. Saudi

Arabia and Jordan recently cut the United States out of a new rebel training program, a decision that American officials said came from the belief in Riyadh and Amman that the United States has only a tepid commitment to supporting rebel groups.

Moreover, the United Arab Emirates declined to host a meeting of allied defense officials to discuss Syria over concerns that, in the absence of strong U.S. leadership, the conference might degenerate into bickering and finger-pointing among various Gulf nations with different views on the best ways to support the rebellion.

The U.S. calculations have also been influenced by the overt role played by Hezbollah fighters in the government's recent rout of rebel forces in Qusayr, on the Syrian-Lebanese border. Intervention by Hezbollah and continued arms shipments to government forces by Russia and Iran have raised fears that the anti-Assad insurgency could collapse.

Military gains by Mr. Assad's forces could improve his bargaining position at an international conference — approved by the United States and Russia

— that is scheduled to take place in Geneva in coming weeks. It is not clear that the meeting, which is intended to negotiate an end to the conflict, will actually proceed.

Since the fall of Qusayr, anti-government activists have reported government troop movements toward Aleppo, which remains roughly divided between the rebel and government forces, with front lines snaking in between.

The fighting Friday was the fiercest near the rebel-held neighborhood of Sakhour in eastern Aleppo, according to the

British-based Syrian Observatory for Human Rights, which relies on a network of contacts inside Syria for information.

Government forces bombarded the area with missiles and tank shells for several hours before sending in ground troops from two directions in an attempt to gain control over the strategically important roadways that cut through the area, witnesses said.

It was unclear whether the assault was successful. Some rebel fighters in the city suggested that it was designed as much to make a show of strength as it was to actually seize territory.

Abu Louay, an activist in Aleppo, said that the rebels were preparing for heavy fighting near the airport to the city's southeast.

Aleppo, which is near the Turkish border, was a hub of commerce before the war, prized for both its beauty and ancient treasures.

As the rebellion grew after the government crackdown against largely peaceful protesters in March 2011, Aleppo was at first spared the worst of the violence. But in July 2012, rebels stormed the city, and after months of battles established control in many areas. The strategic victory came at a great cost, reducing neighborhoods to rubble and leaving scores dead or wounded.

As the fighting has worn on, residents who have remained in the city have suffered from shortages of oil, food, medicine, doctors and gasoline.

Hania Mourtada contributed reporting from Beirut; an employee of The New York Times from Aleppo; and Mark Mazzetti, Michael R. Gordon and Mark Landler from Washington.

Europeans reluctant to send arms to Syria rebels

PARIS

BY STEVEN ERLANGER
AND MARC SANTORA

European countries said Friday that they agreed with Washington's assessment that the Syrian government of President Bashar al-Assad had used chemical weapons, but they were less eager to join the United States in supplying arms to the rebels.

The shift in the American position reverberated around capitals from Moscow to Paris, though it remained unclear just how far the U.S. support would go and how soon new arms would start flowing into the country.

Germany called for an urgent meeting of the U.N. Security Council to reach a joint position and said that Berlin would not be supplying any weapons to any side in a civil war. Britain said that it agreed with the U.S. assessment on the use of chemical weapons and wanted urgently to discuss how to respond with American and French leaders, including at a Group of 8 summit meeting next week in Northern Ireland, which the Russian president, Vladimir V. Putin, will also attend.

Aides to Prime Minister David Cameron of Britain said he would be discussing the issue directly with President Barack Obama in a telephone conversation later on Friday.

France and Britain had already said they believed that the Assad government had used chemical weapons in small amounts against the rebels, and both acted in late May to relax an E.U. embargo against arms supplies to the Syrians. But they have also said that they would not supply arms to the rebels until a negotiating process got under way. Peace talks backed by the United States and Russia, however, have been deferred.

Mr. Cameron appeared on Friday to strengthen the arguments of those in his government who favor supplying at least small arms to the rebels by making public for the first time details of the scientific tests in Britain that have convinced the government that Syrian government forces have used the nerve agent sarin against rebel-held positions.

He said at a news conference at 10 Downing Street that tests undertaken at Britain's biological and chemical weapons research center showed sarin had been used by "regime forces" at the

Syrian towns of Utaybah on March 19 this year, and at Sheikh Maqsood on April 13.

"We believe that the scale of the use is sanctioned and ordered by the Assad re-

The shift in the U.S. position reverberated around European capitals, but the extent of American support was unclear.

gime," he said. "We have not seen any credible reporting of chemical weapons used by the Syrian opposition. However, we assess that elements affiliated to Al Qaeda in the region have attempted to acquire chemical weapons for use in Syria."

The French president, François Hollande, avoided specifics, saying at a news conference in Paris: "We must exert pressure on the regime of Bashar Assad. We must get him to understand that there is no other solution than a political solution." He added: "Assad must go."

Meanwhile, Russia has been sending the Syrian government arms, and has sold but not shipped an advanced air defense system.

On Friday, the Russians reminded the United States of its intelligence failings that preceded the 2003 invasion of Iraq.

Alexei K. Pushkov, a former journalist who is chairman of the Russian Parliament's foreign affairs committee, said on Twitter that "information about Assad's use of chemical weapons has been fabricated in the same place as the lies about Hussein's weapons of mass destruction." He said that it "makes no sense" for Mr. Assad to use sarin gas "in small amounts."

Yury Ushakov, a Putin adviser, said chances for peace talks on Syria would be hurt by large-scale assistance to the rebels. But the Americans believe that only if the Syrian opposition is strengthened will Mr. Assad come to the table for serious talks. That was also the rationale for Britain and France to let the E.U. arms embargo lapse.

The American finding that Syria had used chemical weapons was embraced by countries that have pushed for a stronger course of action to end the violence, including urging the establishment of a no-flight zone. But they also invoked Iraq, notably the 1988 chemical attack on the Kurdish city of Halabja, which killed an estimated 5,000 people.

The NATO secretary general, Anders Fogh Rasmussen, said in Brussels that Syria should immediately grant access to U.N. investigators to look into all reports of chemical weapons use.

"This is indeed a matter of great concern," he said. "The international community has made clear that any use of chemical weapons is completely unacceptable and a clear breach of international law."

ENQUÊTE/KURDES

Trois meurtres et une piste turque

Qui a tué trois militantes kurdes du PKK, le 9 janvier, à Paris ? L'enquête sur les traces du principal suspect, un exilé au profil déroutant, mène de la Seine-Saint-Denis au coeur de l'Anatolie. Et ravive le spectre d'un crime politique.

De notre envoyé spécial en Turquie Eric Pelletier (avec Camélia Paugam-Bougharbel (à Paris) et Burcin Gercek (à Istanbul et à Ankara))

Ces voyages en train n'en finiront donc jamais. A 54 ans, Sakine Cansiz les supporte de moins en moins. "Peut-on vivre sans air?", écrit-elle dans son journal intime, en septembre 2012 alors qu'elle vient de s'asseoir dans un wagon climatisé du Thalys. La passionaria de la cause kurde voyage beaucoup, un jour en Allemagne, le lendemain en France, ou en Suède. La monotonie chaloupée de ces trajets la ramène à sa condition d'exilée.

C'est devenu un rituel. Sakine Cansiz ouvre maintenant son carnet ivoire qui tient lieu de fenêtre ouverte sur le Kurdistan, aux confins de la Turquie, de la Syrie, de l'Irak et de l'Iran. Une région qu'elle rêve de connaître autonome. "A chaque fois, que je sors ce calepin, mon univers émotionnel, mon âme et mon corps se retrouvent dans ces montagnes majestueuses, poursuit-elle. L'insurrection gagne du terrain. J'ai la nostalgie des attentes à l'ombre de ces maudits drones."

Cette rousse au visage d'icône byzantine est une héroïne aux yeux de ses camarades. Pour eux, son parcours est à jamais lié au conflit qui les oppose aux autorités d'Ankara depuis 1984 (40 000 morts). Même si elle a été écartée des instances décisionnelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), Sakine Cansiz fait partie des fondateurs de ce mouvement marxiste, considéré comme un mouvement terroriste par l'union européenne depuis 2001. Son ardeur au combat, et onze années de détention dans les geôles turques (1979-1990), au cours desquelles elle aurait eu la poitrine mutilée, lui confèrent une indéniable aura. Une photo ne la montre-t-elle pas en treillis, Kalachnikov à la main, au côté du "leader très solennel", le chef du PKK, Abdullah Öcalan (1)?

Quand elle arrive à Paris, en provenance de Belgique, au début de janvier 2013, Sakine Cansiz sait que l'heure est historique pour sa cause. Un processus de paix vient d'être annoncé avec le gouvernement islamo-conservateur turc, dirigé par Recep Tayyip Erdogan. Pendant ces négociations, elle vient régler en France une simple formalité: une



Après le meurtre de trois militantes kurdes du PKK en janvier dernier, l'enquête fait craindre un crime politique. AFP PHOTO/BULENT KILIC

modification d'adresse sur son permis de séjour. L'affaire de trois ou quatre jours.

Elle en profite pour voir des amis, notamment Fidan Dogan, trentenaire au sourire éclatant, chargée de communication. Fidan passe pour une lobbyiste hors pair: le président François Hollande, rencontré lorsqu'il était premier secrétaire du Parti socialiste, figure sur son carnet d'adresses. Le 9 janvier, en fin de matinée, les deux femmes se retrouvent en compagnie d'une troisième militante, la jeune Leyla Soylemez, au 147, rue Lafayette (Xe), près de la gare du Nord. Au premier étage de l'immeuble, un appartement de trois pièces abrite le Centre d'information du Kurdistan, chargé de la propagande du PKK en France. Ce mercredi d'hiver, la porte cochère se referme sur ce qui sera leur tombeau.

La nuit suivante, vers 1 h 45, des militants inquiets de ne pas avoir de nouvelles, montent les 22 marches qui séparent le rez-de-chaussée du local, poussent la porte de celui-ci et découvrent leurs corps sans vie, autour de la table basse du salon. Fidan Dogan porte sa doudoune et son écharpe. Sakine Cansiz gît près de sa valise ouverte. A l'intérieur: quelque 3000 euros. L'écran TV affiche "No signal"... Sitôt arrivés, les enquêteurs de la brigade criminelle font leurs premières constatations dans une ambiance sépulcrale. Dix coups de feu ont été tirés par la même arme, un 7.65, calibre rare aujourd'hui. Chaque balle a atteint sa cible. Faut-il y voir un signe? Fidan Dogan, la porte-parole, a reçu un projectile dans la bouche. Les autres pièces sont "d'une extrême propreté, notent les policiers. Rien

ne semble avoir été fouillé ou dérangé." Détail troublant, trois tasses et un verre sèchent dans l'évier. Avaient-elles un invité?

Alors que le drame suscite une émotion considérable dans la diaspora, avec à la clef une impressionnante manifestation gare du Nord, un jeune homme timide se présente quelques jours plus tard au siège de la police judiciaire parisienne au 36, quai des orfèvres: Ömer Güney, 30 ans, ex-agent d'entretien à l'aéroport Roissy-Charles-de-Gaulle, domicilié à La Courneuve (Seine-Saint-Denis). Bien que turc de souche, il se dit sympathisant de la cause kurde. Surtout, il affirme être le dernier à avoir vu les victimes vivantes, le 9, "vers midi". Vérification faite, il les connaissait bien et servait de chauffeur occasionnel à Sakine Cansiz. La veille du drame, ils sont même allés ensemble retirer 1000 euros dans une agence de la Poste, à Bobigny (Seine-Saint-Denis). A l'en croire, la passionaria était en parfaite santé quand il a quitté l'appartement de la rue Lafayette; elle devait se rendre, vers 13 h 30, Porte de la Chapelle, pour profiter d'un covoiturage vers l'Allemagne.

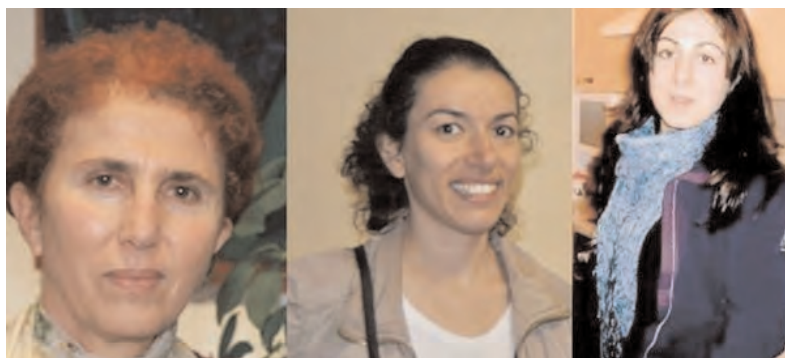
Les images de vidéosurveillance du quartier esquissent un autre scénario. Si Güney a bien regagné sa voiture, une Peugeot 308 hors d'âge stationnée dans un parking souterrain du quartier, il est ensuite revenu sur ses pas. Entre 12 h 11 et 12 h 56, il se trouve dans l'immeuble. Or ces quarante-cinq minutes correspondent au créneau horaire des meurtres établi par les enquêteurs... Mis en garde à vue, le suspect s'empêtre dans cette chronologie poisseuse et crie au complot. Pour lui, les images ont été trafiquées ➤

► afin de l'impliquer dans "un grand jeu qui consiste à tout mettre sur [son] dos".

Déroutant personnage... Tout en affichant ses sympathies pro kurdes, il demande que le consulat de...Turquie soit prévenu de sa situation. Et surtout quand les enquêteurs l'interrogent sur le mobile possible des crimes, il évoque deux pistes embarrassantes pour le PKK: un trafic d'armes, ou un règlement de comptes interne (citant même à ce stade le nom d'un possible commanditaire). Divers éléments concrets sont venus conforter les soupçons de la police, comme les résidus de poudre relevés à l'intérieur de sa sacoche en cuir. Selon une source judiciaire, d'infimes traces de sang et de cellules biologiques mêlées - pouvant correspondre à l'une des victimes - viennent d'être décelées sur sa parka militaire et sur une chaussure.

Autre indice: un ticket de pressing, daté du 11 janvier à 10h17, indique qu'il a fait laver plusieurs de ses vêtements à Villiers-le-Bel (Val-d'Oise). "C'était un vendredi, se souvient Sandrine, l'employée du commerce interrogée par L'Express. Je n'ai pas remarqué de taches particulières. Il m'a seulement dit qu'il était un peu pressé." Ömer Güney assure que ce nettoyage n'a rien à voir avec les crimes. Il s'agissait, selon lui, d'être présentable devant les "officiels" du PKK venus en nombre à Paris pour rendre hommage aux trois camarades assassinées.

Depuis 2012, Güney habite à La Courneuve, en Seine-Saint-Denis, où il partage un appartement avec deux colocataires kurdes. L'un d'eux, interrogé par L'Express, évoque le moment où ils ont été prévenus du drame, par téléphone, dans la nuit du 9 au 10 janvier. "Nous avons pris la voiture d'Ömer, raconte-t-il, et nous sommes partis sur place, en état de choc. Ömer était excité. Jamais il ne nous a dit avoir vu les trois femmes dans la journée. Cet homme-là n'a pas d'idéologie, ni d'expérience, ni de conscience politique kurde." Le portrait que ce témoin en dresse est celui d'un trentenaire au comportement étrange: sa sacoche, dans laquelle des traces de poudre ont été relevées, ne le quitte jamais ("Il s'en servait même d'oreiller lorsqu'il dormait dans le salon"), il a cinq ou six téléphones portables, des couteaux, plusieurs bombes lacrymogènes, une cagoule militaire... Güney, lui, ne conteste pas sa passion pour les armes, mais il la met sur le compte d'une forme d'atavisme. "C'est notre culture. Je ne vais quand même pas aimer les poupées, confie-t-il au juge. Ce que je voudrais avoir dans la vie? Une voiture, une compagne et une arme..." Il réactualise ainsi un antique dicton d'Asie centrale portant sur l'honneur: "un cheval, une femme, une arme". Un adage très en vogue chez les nationalistes turcs. Son compte Facebook affiche une photo de lion, "aslan" en turc, symbole de puissance et, bizarrement, le cliché d'un civil posant à l'avant un fourgon de la police turc.



De gauche à droite, Sakine Cansiz, Fidan Dogan et Leyla Soylemez, les trois militantes kurdes assassinées le 9 janvier 2013 à Paris.

Cinq mois ont passé depuis le triple meurtre. Le jeune homme, détenu à la maison d'arrêt de Fresnes, continue de clamer son innocence. Sa famille, soudée dans l'épreuve, s'inquiète pour sa santé. Les enquêteurs, eux, cherchent toujours la preuve scientifique irréfutable. Mais ils se heurtent à bien des mystères. Ainsi, une empreinte génétique retrouvée sur une douille ne correspond pas à Güney mais à un homme non identifié. Un complice? Le tireur? Pour le savoir, peut-être faut-il remonter dans le temps, et tenter de reconstituer le parcours du suspect.

Né en Turquie en 1982, arrivé en France neuf ans plus tard, Ömer Güney passe l'essentiel de son enfance et son adolescence avec sa famille, en Seine-Saint-Denis, où le père ouvre un petit restaurant. La suite est plus floue. De 2003 à 2011, il vit en Allemagne, où il épouse une cousine, prénommée Serap. Le couple habite alors à Bad Tölz, une ville de cure, située à une cinquantaine de kilomètres de Munich. Güney, employé comme soudeur dans une société locale, mène une existence a priori sans histoire. Un responsable de la mosquée Mevlana, joint par L'Express, le dépeint comme un fidèle parmi d'autres, plutôt "effacé", venu prier "10 à 15 fois". Un ex-collègue assure qu'il n'a jamais milité pour la cause kurde, préférant au contraire se rapprocher des extrémistes turcs. En 2011, alors que son mariage vire au naufrage, il divorce et regagne la région parisienne. Cette "période allemande" apparaît rétrospectivement comme un carrefour de sa vie, intime bien sûr, mais peut-être aussi politique.

A son retour en France, ses convictions pro kurdes semblent en effet se révéler d'un coup, créant des tensions avec son père. Le 18 novembre 2011, Ömer Güney débarque à la Maison culturelle kurde de Villiers-le-Bel, et prend une carte d'adhérent (n° 325). Les militants locaux ne s'étonnent pas de ses racines turques: les associations satellites du PKK ne recrutent pas en fonction de considérations ethniques mais bien politiques. "L'une des chefs du mouvement était turque et non kurde", rappelle une source judiciaire.

Sans pour autant revendiquer un rôle décisionnel dans l'association, le nouvel arrivant sait se rendre indispensable. Tout le monde s'habitue à son regard sombre, à ses cheveux en brosse, à ses costumes bon marché. Et puis ses facilités en français sont bien utiles pour les démarches administratives. En 2012, il participe à diverses manifestations à Paris (occupation de la Tour Eiffel le 31 mars) ; en Allemagne (à Meinheim) ; aux Pays-Bas (à Ellemeet, le 3 décembre). Comme ses camarades, il est arrêté, avant d'être relâché. "Il faisait le gars hyper timide, discret et très respectueux, assure Murat, l'homme qui a donné l'alerte après la découverte des corps. Les jours suivants, il venait sans arrêt, très serein." Une militante va plus loin en soulignant son air "tellement naïf, tellement pur". "Un peu comme un enfant de choeur, vous comprenez?". Chose impensable pour un mouvement aussi militarisé que le PKK, ce jeune homme, surgi de nulle part, finit par se retrouver au côté de l'icône Sakine Cansiz lors de son passage à Paris du mois de janvier 2013. Seul. Une faille de sécurité énorme.

Il faut reconnaître qu'il est difficile de déceler en Güney un as du double jeu. Un "pro" de l'espionnage diffuserait-il des dizaines de photos narcissiques sur Facebook? Il se montre aux Champs-Élysées, au Trocadéro, devant une Ferrari, essayant des lunettes Hugo Boss... A le découvrir ainsi, on finit même par s'interroger sur sa fragilité psychologique. Une tumeur, logée derrière le front, le tourmente depuis 2008, et grossit parfois dans de telles proportions qu'elle lui donne des allures de boxeur défait. Cette maladie lui a également valu au moins une hospitalisation en service psychiatrique pour dépression, et l'a contraint, en mai 2012, à quitter son emploi d'agent d'entretien au terminal 1 de Roissy. En juillet de la même année, ce patient est suivi à l'hôpital parisien Sainte-Anne, spécialisé en psychiatrie. "Je voue ma vie à la cause kurde, résumera Güney. Ce que je fais me permet d'oublier ma maladie." "Il est sujet à de fréquentes crises d'épilepsie, ajoute son avocate, Me Anne-Sophie Laguens. Sa mémoire immédiate est parfois défaillante. Les faits qui lui sont reprochés n'apparaissent pas cohérents avec sa personnalité." Face ►

➤ aux policiers, l'une de ses soeurs le présente comme "un pauvre bougre", victime d'échecs scolaires et amoureux.

Ces portraits si antagonistes - un homme calculateur pour les uns, perdu pour les autres - conduisent à des hypothèses opposées. La première est d'ordre privé, voire intime: il aurait tué dans un accès de colère. Lui-même a d'ailleurs évoqué ses relations, parfois ambiguës, avec les militantes kurdes : "J'ai trouvé que Leyla [la plus jeune des victimes, NDLR] était belle, a-t-il déclaré lors d'une audition. Son prénom est beau aussi. En arabe et en turc, il signifie "amour". Si elle avait dit oui, j'aurais dit oui aussi. "Aurait-il été lassé des humiliations? Un enquêteur révèle ainsi que Sakine Cansiz se montrait "très cassante" avec lui. Mais, dans ce cas, pourquoi les supprimer toutes les trois?

La piste politique paraît aujourd'hui la plus plausible. "Ces meurtres sont intervenus six jours après la première rencontre entre nos élus et Öcalan, dans sa prison, visant à mettre au point les modalités du processus de paix, note la députée Meral Danis Bestas, adjointe au président du BDP (parti pro kurde). Ce triple assassinat est un acte planifié, destiné à saboter le processus. La France doit faire plus d'efforts pour résoudre l'énigme." A Bruxelles, où vivent de nombreux exilés, Zübeyir Aydar, l'un des négociateurs du processus de paix avorté de 2008-2011, nous certifie avoir été avisé par un service de renseignement occidental que "des équipes de tueurs cherchaient à éliminer des cadres du PKK". Il se garde de désigner l'Etat qui aurait armé ces assassins. Mais pour bon nombre de responsables du PKK, cela ne fait aucun doute: les Turcs sont à la manœuvre. "Une main négocie quand l'autre tue", disent-ils. Sakine Cansiz n'écrivait-elle pas, dans son journal intime, que le Premier ministre turc Erdogan était un "maître en art de la diversion" et un "menteur hors pair"? L'avocat parisien Antoine Comte, partie civile pour la famille de Fidan Dogan, s'emporte contre ce qu'il considère comme une certaine passivité française: "Depuis l'affaire Ben Barka, il existe un permis de tuer des opposants dès lors qu'apparaissent en arrière-plan des Etats alliés, avec lesquels Paris entretient des liens particuliers, politiques ou économiques. Cela n'a jamais cessé. Basques, Palestiniens, et maintenant Kurdes... Il ne s'agit évidemment pas de complicité. Mais va-t-on continuer dans cette voie? Va-t-on continuer à fermer les yeux?"

Reste à savoir quel intérêt aurait eu le principal service de renseignement turc, le MIT, à faire capoter une négociation dont Erdogan l'a justement chargé. A l'inverse, les Turcs dénoncent un règlement de comptes interne au PKK. Il est vrai que la guérilla ne s'embarrasse pas d'entretien préalable au licenciement. Ainsi, le propre époux de Sakine Cansiz fut exécuté par le mouvement en 1991. Elle-même, soupçonnée de déviationnisme, dû se fendre d'une autocritique

dans le plus pur style stalinien. Dans les mois précédant sa mort, elle s'en tenait à la ligne majoritaire, celle de la négociation. "Il y a bien des divergences au sein du PKK, reconnaît le chercheur Etyen Mahcupyan, Mais même ceux qui doutent se rangent, pour l'instant, derrière Öcalan."

La situation d'extrême tension qui a suivi les événements parisiens de janvier 2013 a alarmé le politologue Ali Bayramoglu, l'un des "sages" en charge du processus de paix. "Dans les deux camps, on a tenté d'instrumentaliser ce drame mais, depuis, chacun a fait preuve de mesure, et le processus s'est poursuivi", remarque-t-il.

Et si les responsables n'étaient pas des acteurs de ces négociations? Ce qu'on appelle en Turquie l'"Etat profond", alliance d'intérêts ultra nationalistes et mafieux, opposée à toute idée de discussion, a pu s'inviter dans cette danse macabre. Sans compter les services étrangers, iraniens par exemple, intéressés à la question du Kurdistan. Ainsi, un courriel étrange est venu confirmer l'écho international de ce fait-divers, le dimanche 20 janvier. Alors que Güney est encore en garde à vue, un message parvient à la préfecture de police de Paris. Le rédacteur, censé habiter en Allemagne, affirme que le suspect est un agent turc et qu'il a passé trois jours en Turquie, où il a reçu l'ordre de tuer des chefs du PKK. Les recherches sur l'origine du courriel ajoutent à la perplexité des enquêteurs: l'adresse de l'ordinateur conduit...en Iran.

Güney, pour sa part, conservait surtout de forts liens avec la Turquie. Malgré des moyens financiers limités, il y a séjourné neuf fois au cours de la seule année 2012. Pour reconstituer son parcours, les enquêteurs disposent d'une pièce essentielle: son passeport, délivré le 24 août 2012 à Ankara. Pour le retrouver, ils ont dû désosser sa Peugeot 308: le document avait été caché...derrière la console de l'autoradio. Un premier examen de la voiture n'avait rien révélé. A en croire les tampons, Ömer Güney a effectué trois voyages à Istanbul en 2012, un en été (vraisemblablement entre le 22 et le 31 août), un à l'automne (1er-3 octobre) et un en hiver (probablement du 18 au 21 décembre), soit un retour trois semaines avant les assassinats. "Je voulais trouver une épouse", assure-t-il, évoquant la coutume ancestrale des alliances entre familles. Mais dans son entourage proche, peu de gens connaissent l'existence ces allers-et-retours.

Le procureur antiterroriste d'Ankara aimerait savoir qui le suspect a rencontré lors de brefs séjours. C'est pourquoi il a ouvert une enquête. Les investigations auraient déjà permis d'établir qu'en août 2012, Güney est descendu dans un hôtel 4 étoiles de la capitale, à 54 euros la nuit, le Best Western 2000. Le responsable de la réception nous le confirme à demi-mot, répétant en boucle: "C'est une affaire qui doit être discutée avec les

avocats du groupe." Malheureusement, le système de vidéo surveillance de l'hôtel, braqué en permanence sur la façade de cet immeuble de pierre rouge et de verre bleuté, n'est d'aucun secours: le stockage des images est limité dans le temps. Seules les images des aéroports gardent en mémoire les arrivées de Güney. "Il est seul, portant un simple sac de sport", précise une source turque ayant eu accès à ces enregistrements. Dans la presse, le procureur d'Ankara a laissé filtrer son irritation devant le manque de coopération de ses homologues français. Après avoir longuement réservé sa réponse, il a refusé de rencontrer L'Express. Côté turc aussi, la transparence a des limites.

De Paris à Istanbul, en passant par Munich, tout ramène donc à Ömer Güney. Sa trace conduit même dans la Turquie profonde, au village de son enfance. Une route droite et plane comme une piste d'aviation, dessert Polatpasa et sa douzaine de maisons, au coeur du plateau anatolien, à près de 1 000 kilomètres d'Istanbul, à égale distance de la Mer Noire, au Nord, et de la Méditerranée, au sud. Une sorte de nombril géographique de la Turquie, ouvert aux quatre vents, mais rétif aux influences extérieures. A la naissance du père d'Ömer Güney, en 1955, le hameau portait encore le nom de Tuzla. Depuis l'intervention militaire turque à Chypre, en 1974, il a été rebaptisé en hommage à un officier méritant, un enfant du pays. Lors des législatives de 2011, la circonscription a plébiscité (plus de 61 % des voix) l'AKP, le parti islamiste conservateur du Premier ministre. Les ultranationalistes du MHP, les "loups gris", y réalisent eux aussi de bons scores. Autant dire que personne, dans les parages, ne soutient la rébellion kurde.

Dans un virage hérissé de peupliers, voici la maison d'un cousin des Güney. Sourcils et pantalon froncés, ce retraité n'est guère enchanté de nous voir. Dans cette région où le voyageur est roi, il interrompt cependant son travail au champ pour saluer l'étranger. "Nous sommes une famille honnête, nationaliste, qui a donné naissance à plusieurs militaires, rappelle-t-il d'emblée. Quant à Ömer, je ne connais rien de ses opinions." "Il a été piégé", croit savoir son épouse. Devant cette agitation inhabituelle qui fait même jaser les pintades, le chef de village arrive à la rescousse sur sa mobylette. Après s'être assuré de notre identité, il jure qu'on n'a "jamais entendu parler d'un assassin dans cette famille aussi loin que remonte la mémoire". Les habitants de Polatpasa aimeraient rester à distance d'une affaire dont les secrets dorment bien loin de chez eux: derrière une porte cochère du 147, rue Lafayette. ■

(1) Arrêté en 1999, Abdullah Öcalan est incarcéré sur l'île-prison d'Imrali, face à Istanbul, en mer de Marmara.

Le nouveau président, homme du sérail, n'est ni un réformiste ni un traditionaliste.

Rohani, symbole de l'opposition malgré lui

Ce sera le premier test de sincérité pour Hassan Rohani et une indication de sa puissance de feu : va-t-il faire libérer Mir Hossein Moussavi et Mehdi Karubi, les deux leaders réformistes, candidats malheureux au scrutin présidentiel de 2009 qui a vu l'élection contestée de Mahmoud Ahmadinejad ? C'est ce que va lui demander avec insistance

PROFIL

une large partie de la jeunesse qui a voté pour lui. Pendant sa campagne, Rohani a été à ce sujet d'une extrême prudence. S'il a répété au cours de ses meetings qu'il fallait «libérer tous les prisonniers politiques», il s'est gardé de prononcer les noms des deux hommes, véritables symboles pour l'opposition iranienne et bêtes noires du régime.

Une prudence de chat qui est dans la manière du personnage, conservateur, oui, mais modéré, partisan du nucléaire, oui

mais aussi de souplesse dans les négociations. Mais sur le sujet des deux leaders placés en résidence surveillée depuis 2011, l'attente d'une large partie des électeurs est immense. Un slogan lancé samedi soir dans les rues de Téhéran traduit bien cette ambiguïté : «Le violet [sa couleur de campagne, ndlr], c'est le vert ensanglanté [en référence à la révolution verte de 2009].» Tout comme cet autre commentaire, très ironique, sur Facebook, de Ali Kolahi : «Votre couleur violette, c'est le corps de millions d'Iraniens qui était vert mais qui a tellement été battu qu'il est devenu violet. J'espère que vous serez reconnaissants de notre vote et j'espère que vous en ferez un capital pour l'Iran et les Iraniens.» Or, c'est le Conseil suprême de la sécurité nationale, dont Rohani fut le secrétaire géné-

ral pendant seize ans, qui avait décidé d'arrêter les deux hommes...

Espérance. «En appelant à la libération des prisonniers politiques, Rohani a essayé de récupérer tout le potentiel électoral écarté lors de l'élection de 2009, explique Yann Richard, iranologue et spécialiste de la sociologie religieuse. Mais c'est un homme du système. Il a la confiance du Guide, Ali Khamenei.» Le profil de Rohani rappelle celui du président réformiste Mohammad Khatami, qui exerça deux mandats (1997-2005). «Les gens s'étaient enthousiasmés pour lui mais il n'a rien pu faire», rappelle Yann

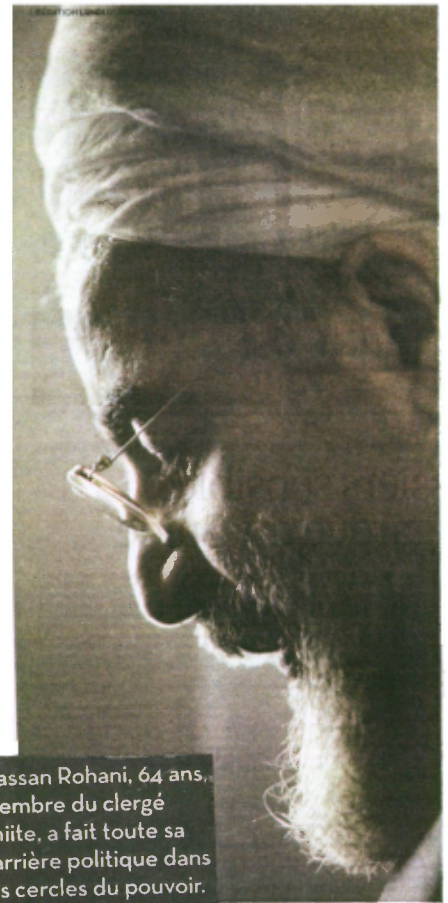
Richard. L'espérance de la jeunesse à son égard est néanmoins très grande. Samedi soir, on a pu apercevoir pour la première fois des filles en robe parmi les jeunes qui célébraient la victoire, du jamais vu

«Votre couleur violette, c'est le corps de millions d'Iraniens qui était vert mais qui a tellement été battu qu'il est devenu violet.»

Ali Kolahi un jeune Iranien, sur Facebook

depuis la révolution islamique de 1979. Lui-même a eu ces mots lors d'un discours : «Je ne laisserai jamais embêter les jeunes filles dans la rue», sous-entendu par les milices islamiques du bassidj.

Mais il y a des différences entre les deux hommes : Rohani n'est pas un réformiste. Il apparaît plutôt comme un pont entre «principalistes» -- dont il a dénoncé «l'extrémisme» -- et réformistes. Il est peut-être aussi moins chol (mou), comme disent les Iraniens, que Khatami. Lors des débats télévisés de campagne qui l'opposaient à Mohammed Bagher Ghalibaf, le maire de Téhéran et son principal



Hassan Rohani, 64 ans, membre du clergé chiite, a fait toute sa carrière politique dans les cercles du pouvoir.

PHOTO VAHID SALEMI, AP

adversaire, à la fois moderniste et dur idéologiquement, il s'est permis de rappeler à son adversaire qu'il avait manié le bâton contre les étudiants en révolte au seuil des années 2000. Et puis, énorme différence avec Khatami, on ne perçoit aucune animosité du Guide suprême à son égard et l'on sait que leurs relations sont excellentes. Khamenei semble même lui avoir écrit une lettre très douce pour le féliciter et appeler les forces de sécurité à travailler avec lui.

Etau. «Je ne pense pas que l'élection de Rohani soit due à la tolérance du Guide suprême, souligne Hassan Makaremi, un chercheur et psychanalyste iranien qui vit à Paris. Je crois plutôt que c'est tout à fait réfléchi de sa part. L'élection de Rohani va lui permettre de gagner du temps sur le nucléaire, de calmer le jeu, de l'aider à venir à bout des terribles difficultés économiques de l'Iran.» Et d'ajouter : «Je suis content, il n'y aura pas la guerre. Cette nuit, je vais dormir tranquille.» Dès lors, Rohani serait une des cartes dans la main du Guide qui lui permettrait de desserrer l'étau dans lequel l'Iran est pris, une réponse au mouvement de protestation que la violente crise économique pourrait provoquer et à l'embargo international qui aggrave la situation. Agé de 64 ans,

cet *hodjatoleslam* (rang intermédiaire dans le clergé chiite – le nom Rohani signifie d'ailleurs «religieux» en persan) a fait toute sa carrière politique dans les cercles du pouvoir. Sa proximité avec le Guide fait que non seulement il fait partie de la puissante Assemblée des experts, institution chargée notamment de la nomination, voire de la destitution du Guide, mais aussi d'un Comité chargé de valoriser cette fonction. En fait, il n'a jamais été éloigné du pouvoir, dont il a hanté pendant trente ans les coulisses. C'est une différence essentielle avec l'ex-président Khatami, par exemple, qui, au moment de son élection, occupait un poste subalterne, celui de directeur de la Bibliothèque nationale. C'est ce dernier qui l'avait nommé négociateur en chef du nucléaire, de 2003 à 2005.

Mais il est tout aussi proche d'Ali Akbar Hachémi Rafsandjani (lui aussi ancien président), qui, avec Khatami, fut l'un de ses principaux artisans de sa campagne électorale, ce qui contribua sans doute pour beaucoup à le faire élire. Il apparaît

50,7%

C'est le score de Hassan Rohani au premier tour de la présidentielle iranienne.

Le conservateur Mohammad Bagher Ghalibaf est arrivé second, avec 16,6% des voix.

même parfois comme l'homme de Rafsandjani – dans les meetings de campagne de Rohani, on distribuait des photos montrant les deux hommes côte à côte (*Libération* du 14 juin). Or, Rafsandjani s'est éloigné du Guide, ce qui lui a valu de voir ses fils et sa fille emprisonnés et sa candidature refusée, à la veille du scrutin, par l'organisme de validation des élections. Là encore, Rohani sera le pont entre les deux hommes, les deux dernières grandes personnalités de la république islamique.

Point d'équilibre. Le paradoxe de cette élection, c'est que ce sont surtout les jeunes électeurs qui ont fait un triomphe à Hassan Rohani à chacun de ses meetings de campagne – ils étaient 40 000 à l'ispa-

han, selon un proche conseiller de Rafsandjani. Or, en se prononçant pour lui, ils ont apporté une forte légitimité à un régime qui l'avait en grande partie perdue à cause de la politique catastrophique de Mahmoud Ahmadinejad et des événements de 2009, notamment la mort de plusieurs dizaines de manifestants, tués par les forces de l'ordre, un régime contre lequel ils criaient : «*Mort à la dictature !*»

De Rohani, il faut donc s'attendre à ce qu'il se situe au point d'équilibre entre les différents centres de pouvoir : le bureau du Guide suprême – soit le cœur du régime –, les Gardiens de la révolution – pas moins influents et plutôt proches des candidats principalistes battus –, le Parlement – dont la majorité des députés ne s'est pas prononcée en sa faveur – et les écoles théologiques de Qom. Dès lors, son gouvernement risque d'être une navigation à vue au beau milieu d'un champ de mines. Et lui-même d'être le dernier capitaine à tenter la réconciliation entre une jeunesse et un système.

Envoyé spécial à Téhéran
JEAN-PIERRE PERRIN



18 JUIN 2013

La révolte de Taksim étouffée par Erdogan

TURQUIE La place est reprise en main par les autorités et les syndicats ont échoué à mobiliser à nouveau.

La contestation contre l'autoritarisme du Premier ministre islamo-conservateur turc s'effiloche, deux jours après que les autorités ont fait intervenir massivement la police pour chasser les occupants du parc Gezi d'Istanbul, à côté de la place Taksim. Alors que continuent des affrontements sporadiques, la mobilisation syndicale pour dénoncer la violence policière n'était pas au rendez-vous, hier.

Répression. A Istanbul, les deux cortèges de la Confédération syndicale des ouvriers révolutionnaires (Disk) et de la Confédération syndicale des salariés du secteur public

(Kesk), épaulées par trois autres syndicats, ont rassemblé moins de 2 000 personnes. Lors de leur dernière mobilisation, le 5 juin, les deux organisations avaient réuni plusieurs dizaines de milliers de manifestants.

Dans la capitale, Ankara, 2 000 personnes ont également défilé, sans incident. Les autorités turques semblent bien avoir repris la main, et elles intensifient la répression. Quelque

450 personnes ont été interpellées à Istanbul dans les affrontements de samedi et dimanche, 150 à Ankara.

Le vice-Premier ministre,

Quelque 450 personnes ont été interpellées à Istanbul dans les affrontements de ce week-end, 150 à Ankara.

Bülent Arınç, a durci le ton hier, se disant prêt si besoin à utiliser «*les forces armées turques sous l'autorité des gouverneurs*» de régions. Cette menace laisse perplexe. A coup de purges et de procédures judiciaires pour de présumés complots, le gouvernement du Parti pour la justice et le développement (AKP) a décapité la

hiérarchie et mis au pas une armée souvent intervenue dans la vie politique quand elle estimait la République en danger. Pour la première fois dans une crise d'une telle

ampleur, celle-ci est restée totalement muette. Le pouvoir veut ainsi clairement signifier, notamment aux manifestants

brandissant des portraits de Mustapha Kemal, fondateur de la République, que désormais il a les forces armées bien en main.

«Trop dure». Mais l'image du Premier ministre est maintenant sérieusement écornée en Occident. Angela Merkel a ainsi jugé «*beaucoup trop dure*» la répression. «*Ce qui se passe actuellement en Turquie ne correspond pas, selon moi, à notre conception de la liberté de manifestation et d'expression des opinions.*»

MARC SEMO

Kurdistan to Maliki - your last (last) chance?



By Bashdar Pusho Ismaeel
www.kurdishglobe.net

As Iraqi Prime Minister Nouri al-Maliki landed in Erbil to chair a rare but symbolic meeting of the Iraqi cabinet in the Kurdish capital and discuss a number of issues with the Kurdish leadership, expectations appeared high.

As Iraqi Prime Minister Nouri al-Maliki landed in Erbil to chair a rare but symbolic meeting of the Iraqi cabinet in the Kurdish capital and discuss a number of issues with the Kurdish leadership, expectations appeared high.

However, Maliki has shown political shrewdness when backed against a corner in the past, making concessions, striking agreements, renewing promises and proposing committees when the heat has been on, only to prove that rhetoric prevailed over real action and practical steps.

A delegation to Baghdad led by Kurdistan Regional Government (KRG) Prime Minister Nechirvan Barzani in May culminated in a decision to form seven committees all geared towards addressing specific issues between Kurdistan and Baghdad which also ended the boycott of Kurdish MPs in Baghdad.

The committees, to be directly by Maliki and Barzani, include ones to oversee reviews of the federal budget, draft oil and gas law, article 140 and overseeing of parliamentary work and Baghdad and Erbil



Kurdistan Regional Government President Massoud Barzani shakes hand with Iraq's Prime Minister Nuri al-Maliki during his visit to the capital Erbil on Sunday June 9.

relations.

Kurdistan Massaud Barzani emphasized that the latest round of negotiations are a final chance and that Kurdistan will be forced to seek a "new form of relations" with the central government in Baghdad if negotiations fail to resolve key disputes.

The issues between the KRG and Baghdad have become so deep-rooted, cyclic and predictable that it is hard to see why this time around will be any different.

The Kurdistan leadership has played a role in reaching the current predicament and the lack of progress on historic issues such as disputed territories. KRG has rubber-stamped two terms of power for Maliki in return for strategic partnerships.

Yet several years since the first Iraqi elections and over 10 years since the liberation of Iraq, the strategic agreements have not been fully implemented and if anything disputes

have become more protracted, entrenched and distant from resolution. Kurdistan should have given a "last chance" to Maliki and Baghdad many years ago.

Maliki was accused of centralist tendencies, inciting sectarian tensions and foot-dragging on constitutional implementation in his first term of power, never mind the second term (or even in a third term if he gets his way).

The relations between Erbil and Baghdad have been shrouded by formation of committees, agreements and political road-maps. But how many more meetings and committees do the Kurd want to participate in?

Kirkuk and disputed territories is a prime example.

It is understandable if there are technical delays to implementing complex constitutional articles. But should there be a delay of several months or 6 years? And since there were delays, any sincere government would adopt a plan to meet its

legal obligations in the quickest possible time.

This is the same for hydro-carbon law which has gathered dust since 2007, status of Peshmarga forces, national budget etc. In the case of Kirkuk, even a national census, delayed on so many occasions, would have at least marked one achievement. Even that has been sidelined as Baghdad knows it would serve as a de-facto referendum on disputed territories.

Now is the time for practical steps and firm timelines for implementation of issues by the Kurdistan leadership. Until Baghdad resolves disputed territories, KRG and Peshmerga forces have the right to jointly govern and control these regions.

The bitter Sunni protests and the latest cycle of sectarian violence has redrawn sharp lines between Shiites and Sunni and coupled with sectarian polarisation in the wider region, may prove to be even greater than peaks reached in 2007.

Maliki can ill-afford to carry on antagonising ever corner of Iraq (including his own Shiite alliance) and for Iraqi Kurds the time is ripe to seek real concessions. If Baghdad refused to succumb to Kurdish demands when it is at its knees, it will never implement agreements at its peak.

The recent provincial elections only served to highlight the deepening polarisation of the county and weak political picture. Forming a new government and choosing a Prime Minister after elections in 2014 will prove as daunting as ever. ○

Le Monde
Vendredi 14 juin 2013

La France envisage d'armer les rebelles syriens

La France envisage de livrer des armes à la rébellion syrienne pour éviter un écrasement militaire des forces hostiles au régime de Bachar Al-Assad qui ruinerait définitivement les chances d'amener les deux parties autour de la table des négociations, lors d'une conférence internationale que les pays occidentaux tentent d'organiser à Genève, en juillet.

Jusqu'à-là hésitant à s'impliquer davantage auprès de la résistance syrienne en raison, notamment, de ses nombreuses divisions, Paris a décidé d'infléchir sa position au vu de la dégradation du rapport de forces sur le terrain. La prise de la ville de Qoussair, une place forte de la rébellion, le 5 juin, par l'armée régulière, fortement appuyée par le Hezbollah libanais pro-iranien, a marqué un tournant.

« Il y a des conséquences à tirer de ce qui s'est passé à Qoussair et de ce qui se profile à Alep », a déclaré, mardi 11 juin, Philippe Lalliot, porte-parole du Quai d'Orsay, en référence à la ville du nord du pays, bastion de l'opposition, vers laquelle ferait route l'armée syrienne. « La première conséquence, a-t-il poursuivi, c'est que la France doit resserrer ses liens déjà très étroits avec la Coalition [principale composante de l'opposition] et avec sa structure militaire. » Il a précisé que les autorités françaises auront des « contacts », samedi, avec le général Salim Idriss, qui dirige l'Armée syrienne libre (ASL). Selon un proche du dossier, des « opérations » françaises, britanniques et américains participeront à cette rencontre. « La discussion portera sur la façon de rééquilibrer, dans le dur, le rapport de forces », précise cette source.

Cette inflexion de la position française est dictée par les circonstances, a souligné M. Lalliot. « Nous

avons toujours rappelé qu'il y avait un lien entre les évolutions sur le terrain et la tenue de la conférence [de Genève] Pour que les parties puissent négocier, il ne faut pas qu'il y en ait une qui soit en position de trop grande faiblesse ou l'autre en position de trop grande force. » Et de préciser : « La question qui nous est posée est celle d'aller un cran plus loin et de livrer des armes. »

La question a été évoquée ces jours-ci, selon plusieurs sources diplomatiques françaises concordantes, qui confirment que Paris envisage de livrer des armes à l'opposition syrienne. Le sujet a été au cœur d'intenses consultations diplomatiques depuis le début de la semaine. Le ministre français des affaires étrangères, Laurent Fabius, l'a évoqué, mardi au téléphone, avec ses homologues américain, britannique et turc. La veille, il avait reçu, à Paris, le chef de la diplomatie saoudienne ainsi que le patron des services de renseignements du royaume wahhabite, particulièrement inquiet de l'influence grandissante de l'Iran dans la région à la faveur de la crise

syrienne. Le sens de ces entretiens, rapporte un diplomate, « a été d'encourager les pays qui livrent déjà des armes aux opposants, à savoir l'Arabie saoudite, le Qatar et la Turquie, de continuer à le faire pour répondre à l'appel au secours lancé par le général Idriss ».

Cette urgence diplomatique est aussi dictée par la crainte de l'Iran. « Derrière la question syrienne, il y a la question iranienne », a déclaré M. Fabius, mercredi sur France 2. « Si l'on n'est pas capable d'empêcher l'Iran de prendre la main sur la Syrie, a-t-il affirmé, quelle crédibilité aura-t-on en exigeant qu'elle n'ait pas l'arme atomique ? »

La bataille de Qoussair a démontré que « le régime de Bachar ne peut se maintenir sans l'appui mas-

sif des Iraniens », souligne un diplomate. Un tel enracinement de Téhéran fait redouter un bouleversement de l'équilibre des forces dans la région qui inquiète au plus haut point les voisins turcs et israéliens. Il risque aussi de déstabiliser encore davantage le Liban et ne pourra laisser indifférent les Saoudiens, ni leur principal allié américain.

A Washington, les conseillers du président pour la sécurité se sont réunis, mercredi, pour examiner la crise syrienne. Le secrétaire d'Etat, John Kerry, a annulé un déplacement au Proche-Orient pour y assister et a également rencontré son homologue britannique, William Hague. Sur la question des livraisons d'armes, « les Etats-Unis sont en réflexion, plus qu'il y a huit jours », relève un diplomate français.

Cette accélération du débat sur les livraisons d'armes marque une évolution par rapport aux positions prudentes défendues jusqu'à présent par les pays occidentaux. Alors que la Russie et l'Iran sont ouvertement engagés militairement auprès du régime syrien, Washington, Londres et Paris hésitent sur la marche à suivre depuis deux ans, redoutant de s'impliquer dans un autre conflit après les interventions en Afghanistan, en Irak et en Libye.

Toutefois, l'urgence sur le terrain pousse à une révision des positions. « Aujourd'hui, l'alternative est claire, souligne un diplomate de haut rang : soit on laisse tomber, soit on aide l'opposition sur le terrain pour ne pas avoir à intervenir dans une situation de plus en plus complexe. »

Même si la France multiplie les signaux offensifs depuis quelques jours, elle n'a toutefois pas franchi le pas en annonçant ouvertement des livraisons d'armes à la rébellion syrienne. M. Fabius a répété,

mercredi, la position défendue par Paris depuis la levée de l'embargo européen sur les exportations d'armes vers la Syrie, le 27 mai à Bruxelles : « Il nous faut respecter la réglementation européenne qui dit que c'est à partir du 1^{er} août que des armes puissantes peuvent être données. Pour le moment, nous n'avons pas encore décidé. »

Or l'interprétation de la déclaration du Conseil européen est sujette à caution. Les Britanniques, qui ont poussé avec la France pour la levée de l'embargo, ont clairement fait comprendre que ce texte les autorise, s'ils le souhaitent, à procéder à des livraisons d'armes. « Le texte est limpide : si on veut livrer, on peut », insiste un acteur français du dossier.

Ces hésitations de langage – on lève l'embargo, on dit qu'il est urgent d'aider l'opposition, mais on ne fait rien avant le 1^{er} août – visent, à en croire une source bien informée, à démontrer au régime syrien que « toutes les options sont sur la table », selon l'expression de Laurent Fabius.

Quoi qu'il en soit, « seule une livraison massive d'armes pourrait, à ce stade, faire pencher la balance en faveur de l'opposition », insiste un diplomate. « Mais pour cela, dit-il, il faudrait le feu vert des Etats-Unis, seuls capables d'orchestrer une telle opération. Or, pour le moment, c'est loin d'être acquis. » ■

YVES-MICHEL RIOLS

L'inexorable militarisation de l'insurrection syrienne

30 avril 2011 Assaut contre Deraa, berceau du soulèvement pacifique syrien.

30 juillet 2011 Création de l'Armée syrienne libre (ASL).

29 février 2012 A Homs, première bataille d'importance entre l'ASL et l'armée régulière.

12 avril Entrée en vigueur et échec du cessez-le-feu de l'ONU.

21 juillet Offensive rebelle à Alep.

27 mai 2013 Levée de l'embargo de l'UE sur les armes à destinations de l'opposition.

5 juin Chute de Qoussair.

« Il y a des conséquences à tirer de ce qui s'est passé à Qoussair et de ce qui se profile à Alep »

Philippe Lalliot
porte-parole du Quai d'Orsay

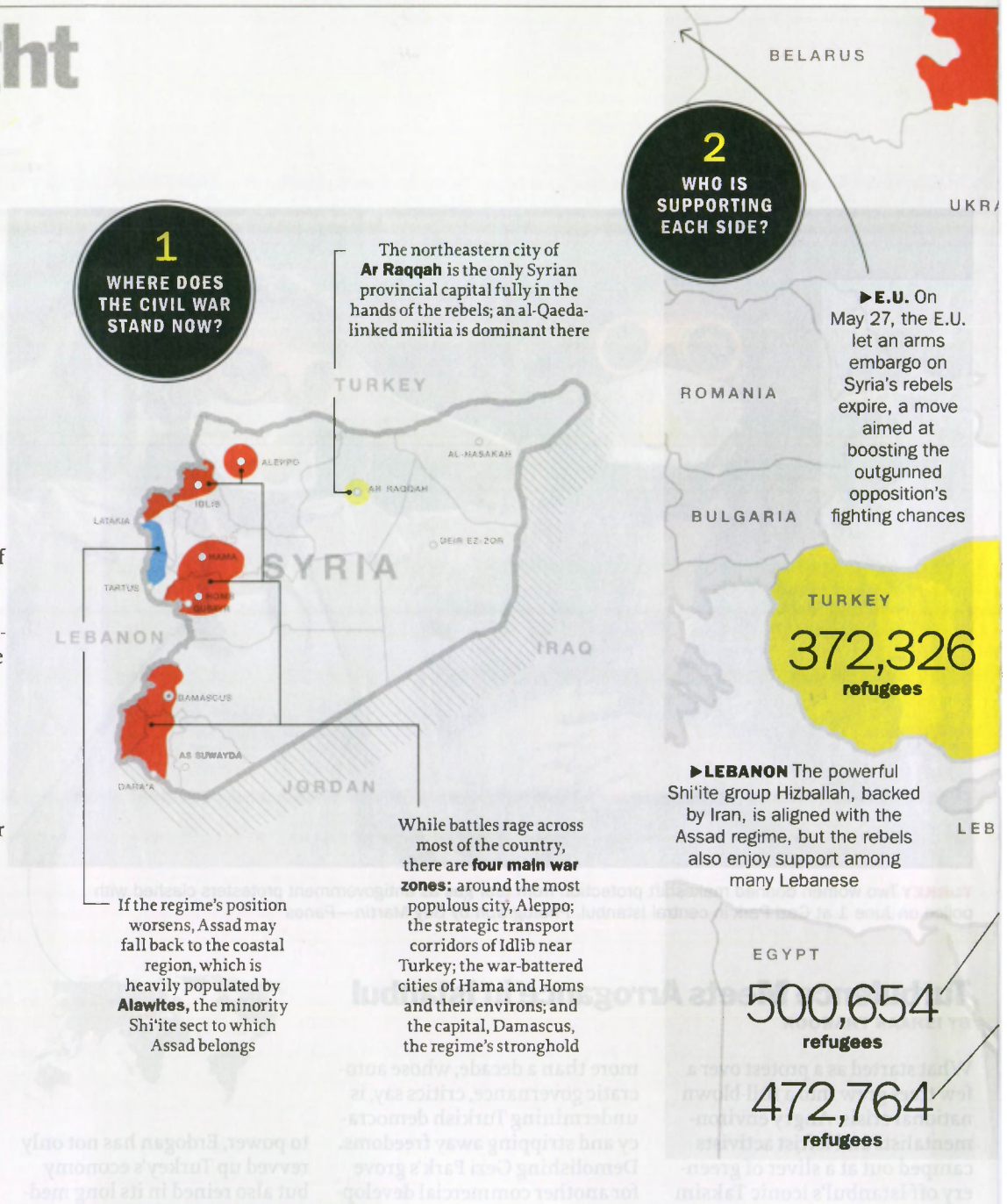
Briefing

Spotlight

Syria's Civil War Mapping the chaos

BY ISHAAN THAROOR

ACCORDING TO THE U.N., AT least 80,000 Syrians have died since the start of hostilities in 2011, and more than 4 million have been forced from their homes. What was once a peaceful uprising against the regime of President Bashar Assad has turned into a vicious sectarian conflict pitting Iran-backed Shi'ites allied with the regime against Sunni rebels backed by Saudi Arabia and Qatar. Each side has attracted asymmetrical support: Lebanon-based Hizballah for the regime and disparate Islamist-extremist fighters for the rebels. The U.S., Russia and other regional players hope the road to peace can begin with talks in Geneva—for which no dates have yet been set—but neither of Syria's warring camps seems in a mood to cease hostilities. Here's a primer on the world's bloodiest contemporary conflict.



STATE OF PLAY

MAJOR PLAYERS

3
WHO ARE THE COMBATANTS?

ASSAD REGIME

The regime's air force and superior firepower give it the clear advantage, as demonstrated by its June 5 capture of the pivotal city of Qusayr, near Homs

REBELS

The dozens of rebel fighting brigades remain only loosely united, while opposition leaders in exile struggle to exert control over militias inside Syria

President Bashar Assad (Syria)	President Vladimir Putin (Russia)	President Mahmoud Ahmadinejad (Iran)	Ayatollah Ali Khamenei (Iran)	Sheik Hassan Nasrallah (Hizballah)

Brigadier General Salim Idris (Free Syrian Army)	Secretary of State John Kerry (U.S.)	Prime Minister Recep Tayyip Erdogan (Turkey)	Emir Hamid bin Khalifa al-Thani (Qatar)	King Abdullah (Saudi Arabia)

Briefing



4
WHAT ARE U.S. PRIORITIES?



AVOIDING A MESS
The White House has been criticized for its go-slow approach to the conflict; its caution is due in part to the U.S.'s humbling experience occupying Iraq



PROTECTING ISRAEL
Chaos in Syria may pose new security risks for the U.S.'s main regional ally, spurring more decisive action on Washington's part



HURTING IRAN
The fall of the Assad regime would strip Iran of its closest Middle Eastern ally and shrink the Islamic Republic's regional reach and clout



CURBING AL-QAEDA
The Obama Administration is wary that a post-Assad vacuum would benefit extremist groups among the rebels

ESTIMATED STRENGTH	FOREIGN FIGHTERS	WEAPONRY
<p>100,000-150,000</p> <p>Attrition has shrunk a standing army of 320,000 to a third its size; it's joined now by 50,000 to 60,000 irregular militia</p>	<p>Rebels say thousands of Hizballah fighters have joined Assad's forces</p>	
<p>20,000-30,000</p> <p>Some estimates range up to 100,000, though reliable totals are hard to come by</p>	<p>Sunni jihadis from Libya, Tunisia, Saudi Arabia and elsewhere have enlisted</p>	

Kurds fight for place in Syrian civil war

By **BASSEM MROUE**
The Associated Press

BEIRUT — Taking advantage of the chaos of the civil war, Syria's Kurdish minority has carved out a once unthinkable degree of independence in their areas, creating their own police forces, even their own license plates, and exuberantly going public with their language and culture.

But by pursuing their own path distinct from both the opposition and the regime, they are also colliding with Sunni rebels, who have increasingly clashed with Kurdish militiamen. Rebels have besieged a pocket of Kurdish towns and villages in the mainly Sunni Arab corner of northwest Syria for weeks, leading to reports of shortages of food and medicine.

The fighting threatens to expand into an ethnic war between Kurds and Arabs, adding another layer to the potent mix of fighters and conflicts in a brutal civil war that, according to the United Nations, has already killed 93,000 people. The ethnic tensions come on top of virulent sectarian hatreds between pro-rebel Sunnis and pro-regime Alawites and Shiites that have spiraled amid the fight for power.

Kurds are the largest ethnic minority in Syria, making up more than 10 percent of the country's 23 million people. They are centered in the poor northeastern regions of Hassakeh and Qamishli, wedged between the borders of Turkey and Iraq. The capital Damascus and Syria's largest city, Aleppo, also have several predominantly Kurdish neighborhoods.

Long put down by President Bashar Assad's regime, the Kurds are now exulting in the new, de facto autonomy that they seized. As the fighting intensified last summer, particularly in the northern province of Aleppo, Assad's forces were stretched thin and pulled back from mainly Kurdish towns and villages near the Turkish border, ceding de facto control to armed Kurdish fighters.

Over the past year, some Kurds began openly calling for an officially autonomous region in Syria similar to that of northern Iraq.

Vehicles sporting license plates reading "Rojava Kurdistan," or "western Kurdistan," have become more common. Kurdish red, green and white flags with a sun in the middle — the same flag flown in Iraqi Kurdistan — fly over homes and public offices. A local police force known "Asayish," whose members include women, have taken over security in the areas abandoned last year by Assad's forces.

Kurds now study their own language and cultural heritage in schools. Under Assad, Kurds have not been allowed to



In this Sunday, March 3, 2013 file photo, Kurdish female members of the Popular Protection Units stand guard at a check point near the north-eastern city of Qamishli, Syria.

openly teach their language or celebrate their New Year, or Nowruz, and Kurdish activists were routinely jailed.

"There was a political vacuum and it was filled," said Mustafa Osso, secretary general of the Azadi Kurdish Party in Syria and a senior member with the National Kurdish Council, an umbrella to 15 groups.

"A future Syria should be democratic, pluralist and cannot be ruled by a central government any more. We want to propose a political program that Syria be a federal state like Iraq," he told The Associated Press.

But Kurdish gunmen and rebels have fought several pitched battles over the past months.

Since late last month, rebels have laid siege to a predominantly Kurdish pocket around the town of Afrin, northwest of the city of Aleppo.

In a statement Monday, the Britain-based Syrian Observatory for Human Rights warned of shortages of food, milk and medicine in the Afrin area. It said hospitals in the area are concerned about the



In this Monday, Feb. 26, 2013 file photo, a boy carries a Kurdish flag as he and others hold toy guns on a street in Ras al-Ayn, Syria.

spread of tuberculosis because of a lack of medicines. The Afrin region, halfway between Aleppo and the Turkish border, has a population of more than half a million, along with more than 200,000 Syrians who fled there from fighting elsewhere, said the Observatory, an anti-regime group that has a network of activists on the ground.

The Afrin assault began when rebels wanted to pass through it to attack the predominantly Shiite villages of Nubul and Zahra, controlled by Assad loyalists, the head of the Observatory, Rami Abdul-Rahman, said. After Kurdish groups refused, rebels attacked Kurdish checkpoints and laid siege, beginning May 25.

Dozens have been killed on both sides in the clashes since, he said. Kurdish groups in the area are mostly secular, while the rebels in the northern regions are made up of Muslim extremists, including al-Qaida-linked Jabhat al-Nusra.

"There is no trust between the two sides," Abdul-Rahman told The Associated Press. "There are efforts taking place to prevent a bigger war that could burn the region."

The fighting reflects in part the Kurds' complicated response to Assad and the uprising against him. When the revolt began in March 2011, some Kurds joined in the peaceful protests against his rule.

Assad also tried to keep the community on his side by ceding ground on a major Kurdish demand, granting citizenship to some 200,000 Kurds who were registered as aliens before. The Kurds long complained of discrimination, and many of them were denied citizenship, making it difficult for them to find work or enroll in the state-run education system.

Kurds' suspicion of the opposition — increasingly dominated by Islamist fighters — kept many on the fence, much like members of other minorities like Christians. Fearing the future if Assad's secular regime collapses, Kurds have not thrown themselves into the armed uprising — beyond carving out their own interests.

The Kurds are also hampered by their own divisions among multiple factions, one of which is accused of openly siding with Assad's regime. Some Kurds say that the pro-government militia of the Kurdish Democratic Union Party, or PYD, is indirectly enforcing Assad's rule in several Kurdish areas it took over last year.

PYD, Syria's most powerful Kurdish group, is affiliated with the PKK, rebels who were fighting for autonomy in Kurdish-dominated southeastern Turkey.

The clashes between the two sides have involved PYD militiamen and extremist rebels, and the exiled opposition accuses the regime of stoking the tensions.

"The regime wants a sectarian war between Alawites and Sunnis and an ethnic war between Arabs and Kurds so that it appears to be everyone's protector and →

→ to say that the substitute (to the regime) would be chaos and infighting," said Abdelbaset Sieda, a senior Kurdish member of the main Western-backed opposition Syrian National Coalition.

"We are in contact with all parties to calm the situation and to consolidate all efforts against the regime," Sieda said.

The tension first began last summer when rebels captured several neighborhoods in the city of Aleppo. When the rebels reached the predominantly Kurdish neighborhood of Achrafieh, PYD members controlling the district told them not to enter.

Some rebels accused the PYD of being collaborators with the regime. The Kurds accused the Arab rebels of wanting to dominate their neighborhood.

The friction in Achrafieh was followed

by clashes in Afrin, Tel Abyad, Hassakeh, Qamishli, Ras al-Ayn and Tel Tamr near the border with Turkey. The two sides clashed in Ras al-Ayn for three months until a cease-fire was reached in February.

Kaniwar Ayani, 28, an activist in Ras al-Ayn, said hard-line Islamist rebel factions are seeking to dominate the Kurds. When rebels entered the town, they prevented residents from raising any flag other than the militants' black banner with Islamic slogans, he said. When they went on mosque loudspeakers to demand Kurdish fighters surrender, the Kurds decided to stand up against them.

"The Islamic groups entered Ras al-Ayn to liberate it but they stayed to impose their will," Ayani said.

Many in the opposition react to Kurdish demands much like the Assad

regime always has. They see the demands for autonomy — or even for greater rights — as an attempt to split the country. One point of friction is also control of oil fields in Hassakeh, especially the Rumailan field, currently held by Kurdish gunmen.

Kurdish autonomy in post-Assad Syria, similar to the Iraqi model, could strengthen long-standing demands for an independent homeland for the more than 25 million Kurds in parts of Turkey, Iran, Syria and Iraq.

"As Kurds, we have a right that we have been deprived from for decades. I frankly dream of a Kurdish state," said university student Shayar Aziz, 24, from the Kurdish town of Amouda. ♦



16 June 2013

Kurdish Vote Contributes to Rouhani's Victory in



Many Kurds in Kermanshah voted for reformist candidate Hassan Rouhani. Photo: ISNA

by RUDAW
rudaw.net

ERBIL, Kurdistan Region – Kurdish voters contributed to the victory of Hassan Rouhani in Iran, the only candidate in the presidential election who promised to work for minority rights and help the return of Iranian Kurds living abroad.

Kurdish activists said that they had encouraged Kurds to vote for Rouhani, 64. He won many votes in the major Kurdish-Iranian cities of Kermanshah, Urumiyeh and Mahabad.

Rouhani's campaign teams were visibly seen on the streets in Kurdish cities, openly encouraging people to vote for their candidate.

Rouhani who won the votes of more than 70 percent of 50 million eligible voters, had said during his campaign that, if elected, he would ensure cultural and language rights of minority groups.

Five of the presidential candidates

visited Iran's largest Kurdish city Sanandaj (Sina), but Rouhani received the warmest welcome.

During his visit, while rejecting Iran's current foreign policy and promising friendly relations with the outside world, Rouhani also said that as president he will work to facilitate the return to Iran of Kurds who live abroad.

But some Iranian Kurdish leaders were skeptical of the elections in general. In an interview with BBC Arabic, Khalid Azizi, secretary general of the Kurdistan Democratic Party of Iran (KDPI) said that the elections and their outcome would not change anything for the people of Iran.

"These elections aren't about human rights or the rights of the Iranian people," he said. "It is a way for the Iranian regime to come out of its own crisis. People participate only to find a solution for the economic crisis the regime has got them into."

Khalidi said that Iran's many ethnic

and religious groups do not enjoy any religious or political rights.

"The Iranian constitution does not recognize these groups and discriminates against some of them," he added.

Meanwhile, a number of Kurds who registered for the local elections were disqualified by the authorities: Out of 191 candidates in Urumiyeh, only eight were Kurds.

But some of those who managed to get through the vetting process did manage to form joint blocs to run in the local elections, and their posters adorned streets and public places in Kurdish cities and villages.

In the city of Naghada, where Kurds and Azeri Turks live, only eight of the 30 approved candidates were Kurds.

To increase their chances of winning the city's nine seats, the eight Kurdish candidates ran on a joint list.

Naghada's MP in the Iranian parliament said that the authorities had initially allowed only three Kurdish candidates, but his efforts in parliament had convinced the country's election authorities to allow five more Kurdish candidates into the race.

Many Iranian Kurds residing in the Kurdistan Region headed to four special polling stations set up by the Iranian consulate to cast their votes.

One such station was in the Soran city's youth center where Iranian workers and businessmen lined up to cast their vote to their preferred candidate.

Muhsin Bawafa, head of the station told Rudaw that the station was opened for nearly 400 Iranian families who live in the Soran area. He said more than 1,000 Iranian families were living across the Kurdistan Region. ■

Le Monde
Mardi 18 juin 2013

L'élection d'Hassan Rohani, fruit des sanctions

Analyse

Les sanctions économiques occidentales, dont l'efficacité est toujours très discutée en tant qu'« arme » diplomatique, ont-elles conduit à la victoire inattendue du candidat le plus modéré à l'élection présidentielle iranienne? Ce serait oublier l'irrésistible aspiration à la liberté de la jeunesse iranienne et la formidable mobilisation des mouvements « vert » et réformateur qui sont derrière Hassan Rohani et ont permis son élection dès le premier tour de la présidentielle du 14 juin avec 50,71% des voix.

Le mécontentement des électeurs iraniens envers le bilan catastrophique du président sortant, Mahmoud Ahmadinejad, a joué un rôle essentiel dans cette victoire, accueillie comme une « *divine surprise* » par la population urbaine et fêtée dès l'annonce des résultats officiels, samedi soir, dans la plupart des villes du pays.

Car les huit années de présidence Ahmadinejad ont été synonymes de crise économique, d'isolement et de confrontation avec l'Occident sur le programme nucléaire iranien, que les Occidentaux soupçonnent d'être à visées militaires, ce que nie Téhéran.

Jusqu'à présent, personne n'établissait publiquement en Iran de lien direct entre l'état catastrophique de l'économie (l'inflation dépasse les 30 %, le chômage est à 25 %, plus encore chez les jeunes) et l'entêtement nucléaire du pays.

Le régime, tout en fustigeant l'injustice de l'Occident, prétendait surmonter les sanctions par la diversification de son économie et une stratégie de « résistance ».

Mais la réalité a fini par être la plus forte : les revenus pétroliers ont chuté de moitié en 2012 par rapport à l'année précédente ; la pro-

Le mécontentement des Iraniens envers le bilan catastrophique du président sortant a joué un rôle essentiel lors de ce scrutin

duction automobile s'effondre (de 1,5 million de véhicules en 2011, elle

est tombée à 1 million en 2012 et probablement la moitié en 2013) ; les salaires sont payés avec difficulté ; les médicaments importés sont introuvables sur le marché, et la monnaie nationale a perdu 75 % de sa valeur en un an et demi.

Tous les Iraniens le savent, mais il a fallu que les candidats à l'élection présidentielle se disputent sur la stratégie à tenir pour que les électeurs se sentent autorisés à exprimer leur mécontentement dans les urnes. La campagne électorale présidentielle, qui ronronnait jusqu'au 7 juin, s'est brutalement réveillée avec le troisième débat télévisé entre les huit candidats à la présidence.

Se sentant en perte de vitesse, Saïd Jalili, tenant d'une ligne dure, a attaqué M. Rohani, négociateur lui aussi sur le dossier du nucléaire de 2003 à 2005, l'accusant d'avoir cédé aux Occidentaux et trahi le Guide suprême, Ali Khameneï. Devant les caméras de télévision, M. Rohani lui a rétorqué vertement qu'en suspendant le programme à l'automne 2003, il avait évité à l'Iran d'être dans le collimateur du Conseil de sécurité de l'ONU, tandis que l'équipe suivante avait essuyé quatre résolutions de condamnation.

Ali-Akbar Velayati, un candidat proche du Guide dépité de devoir affronter des concurrents conservateurs, est alors sorti de sa réserve pour s'en prendre, lui aussi, à



Explosion de joie dans les rues de Téhéran, samedi 15 juin, 22 heures, à l'annonce officielle de la victoire du religieux modéré Hassan Rohani. MARYAM RAHMANIAN/UPI

IRAN	
Nom officiel	République islamique d'Iran
Chef de l'Etat	Hassan Rohani
Guide suprême	Ali Khameneï
Superficie	1 635 000 km ²
Population (hab.)	75,6 millions
Croissance (Prév. 2012)	- 1,8 %
Inflation (Prév. 2012)	+ 30,6 %
IDH (2012)	76 ^e sur 186
Espérance de vie	73,2 ans
SOURCES : PNUD ; FMI	

M. Jalili, allant jusqu'à asséner « *la diplomatie n'est pas un minbar* » – la chaire depuis laquelle on prononce les sermons dans la mosquée – et s'est amèrement plaint d'avoir vu sa mission « secrète » auprès de Nicolas Sarkozy en 2007 sabotée en interne.

Pour la première fois, ce qui se disait tout bas, entre amis, a été porté sur la place publique.

Les Iraniens ont alors compris que le camp conservateur était très divisé et que ses candidats, emportés par leurs passions, ne respectaient plus le Guide, le véritable chef de l'Etat iranien et principal décisionnaire dans le dossier nucléaire. Le désistement du réformateur Mohamed Aref en faveur de Hassan Rohani a fait le reste.

Surtout, la question nucléaire venait de faire irruption dans le débat. Les Iraniens ont voté, sinon contre le programme nucléaire, du moins contre la manière dont les négociations ont été conduites ces dernières années avec l'Occident. « *Les sanctions ont échoué à stopper le programme nucléaire iranien et à changer le régime*, fait remarquer Bernard Hourcade, directeur de recherche émérite au CNRS. *Mais elles ont affaibli et isolé l'Iran et les Iraniens n'en veulent plus.* »

Pour le Guide Ali Khameneï, l'élection de M. Rohani n'est pas une mauvaise affaire : il retrouve un peu de sa popularité perdue en 2009, lorsqu'il avait dû cautionner la réélection douteuse de Mahmoud Ahmadinejad, et peut affi-

cher sur la scène internationale un personnage dans lequel il a toute confiance et qui sera nettement plus respecté que son prédécesseur, discrédité par ses sorties tonitruantes sur la Shoah et sur Israël. Mais M. Rohani aura-t-il grand-chose à offrir? Cela dépend aussi des Occidentaux.

L'élection de Hassan Rohani a été saluée par Washington, qui s'est dit « prêt à collaborer directement » sur la question du nucléaire. Le chef de cabinet de la Maison Blanche, Denis McDonough, voit

dans ce vote un « signe potentielle-ment porteur d'espoir ». Les monarchies du Golfe, qui espèrent un désengagement iranien en Syrie, ont salué le changement.

En revanche, le premier ministre israélien Benyamin Nétanyahou, qui va avoir davantage de mal à « vendre » la nécessité de frappes contre l'Iran, a appelé la communauté internationale à ne pas « se bercer d'illusions » et à faire cesser le programme nucléaire iranien « par tous les moyens nécessaires ».

A défaut d'un changement de

régime où même de politique, les Occidentaux ont obtenu un changement de climat. Reste à savoir s'ils feront les gestes nécessaires pour conforter Hassan Rohani, soumis à des attentes très fortes de la population. Le précédent de 2003 ne plaide pas dans ce sens : M. Rohani avait obtenu peu en échange de la suspension du programme. En 2005, le programme nucléaire iranien reprenait. ■

CHRISTOPHE AYAD
ET SERGE MICHEL

Le Monde

Mercredi 19 juin 2013

Le Monde

Mardi 18 juin 2013

L'Égypte se rallie aux appels au djihad contre Damas

L'ÉPOQUE OÙ l'Égypte proposait ses bons offices pour résoudre la crise syrienne, en décalage avec la position très offensive adoptée par le Qatar et l'Arabie saoudite, est révolue. En rompant, samedi 15 juin, les ultimes liens diplomatiques qui subsistaient entre Le Caire et Damas et en accueillant, deux jours plus tôt, sur les bords du Nil, une conférence de dignitaires sunnites partisans du djihad en Syrie, le président égyptien Mohamed Morsi a fait grimper de quelques degrés la fièvre confessionnelle qui gagne le Proche-Orient.

Depuis le stade du Caire, rempli de milliers de ses partisans, le chef de l'Etat a rendu publique sa décision de couper toute relation avec le régime Assad. Cette mesure devrait se traduire par le rappel du chargé d'affaires égyptien à Damas et par la fermeture de l'ambassade. Le président issu des Frères musulmans a aussi adressé une mise en garde au Hezbollah, la formation chiite libanaise, dont l'implication au grand jour, dans la bataille de Qoussair, un bastion de la rébellion repris par les pro-Assad au début du mois, a été ressentie comme une provocation dans le monde sunnite, en particulier par les islamistes. « *Le Hezbollah doit quitter la Syrie, et ce ne sont pas des paroles en l'air, a menacé Mohamed Morsi. Il n'y a pas de place pour le Hezbollah en Syrie.* »

Bien qu'il n'ait pas mentionné l'Iran, le principal allié de Damas,

dans son discours, il y a fait allusion de manière voilée en accusant certains Etats de la région de mener en Syrie « une campagne d'extermination programmée ». Une déclaration qui tranche avec les efforts déployés par la diplomatie égyptienne à l'été 2012 pour inclure Téhéran dans un groupe de contact régional sur la Syrie. Autre rupture qui marque un rapprochement des positions égyptiennes et saoudiennes : M. Morsi s'est rallié à l'idée d'une zone d'exclusion aérienne, alors qu'il était jusque-là opposé à toute intervention étrangère.

« Clique de comploteurs »

Jeudi 13 juin, des dizaines de célèbres oulémas sunnites, réunis au Caire, ont appelé au djihad en Syrie, estimant que l'implication de l'Iran et du Hezbollah constituait « une guerre déclarée à l'islam et aux musulmans ». Même si le pouvoir égyptien n'a pas officiellement repris cet appel à son compte, le fait qu'il ait accepté qu'une telle conférence se déroule chez lui témoigne de son soutien tacite. Il y a quelques jours, un conseiller de M. Morsi avait affirmé que les Égyptiens qui prendraient part à l'insurrection syrienne ne seraient pas poursuivis à leur retour au pays. Damas a réagi dimanche, en déclarant que M. Morsi « s'est joint à la clique des comploteurs menée par les Etats-Unis et Israël ». ■

BENJAMIN BARTHE

Le gouvernement turc menace d'utiliser l'armée

A Istanbul, l'appel à la grève de deux syndicats n'a pas été entendu

Istanbul
Correspondance

Ce qui nous est demandé s'il y a une manifestation illégale, c'est de l'arrêter. Notre police fait son devoir. Si ce n'est pas suffisant, les gendarmes feront leur devoir. Mais si ce n'est toujours pas suffisant, nous pouvons aussi utiliser des éléments des forces armées turques. » Cet avertissement du vice-premier ministre turc, Bülent Arinç, lancé lundi 17 juin, sonne comme un coup de semonce dans un pays où l'armée a longtemps été le foyer d'une opposition farouche à la montée en puissance des islam-conservateurs du Parti de la justice et du développement (AKP). Mais surtout, le gouvernement réaffirme ainsi son autorité sur les institutions turques, y compris l'armée, désormais dirigée par un général loyal au premier ministre Recep Tayyip Erdogan.

Après l'évacuation par la force du parc Gezi, samedi 15, et un nouveau week-end de violences, le pouvoir montre sa détermination à ne pas laisser le mouvement de protestation reprendre son souffle. Les syndicats n'ont pas réussi à le relancer. Deux centrales syndicales de fonctionnaires, KESK et DISK, ainsi que l'Union des médecins avaient appelé à une journée de grève, peu suivie, pour la journée de lundi. Leur manifestation vers la place Taksim, déclarée « illégale » par le gouverneur de la province d'Istanbul, a été bloquée. Le principal syndicat de la fonction publique,

Memur-Sen, proche de l'AKP, n'y avait pas appelé.

Plus que les syndicats, c'est un mouvement de désobéissance civile-original, relayé par les réseaux sociaux, qui a attiré l'attention sur Taksim, lundi soir. Un danseur chorégraphe a lancé une protestation silencieuse et pacifique, debout au milieu de la place, face au centre culturel Atatürk, avant d'être rejoint par des dizaines d'autres « hommes immobiles ». La police a fini par arrêter plusieurs manifestants, laissant libre le danseur à l'origine de cette initiative. Sur Twitter on ironisait sur la réponse des autorités : « *L'homme immobile est sans doute un agent de la CIA.* »

Thèses conspirationnistes

Car depuis qu'il a repris la main et le contrôle des environs de la place Taksim, le gouvernement de M. Erdogan règle ses comptes. Parmi les principaux responsables de la crise politique qui touche la Turquie figurent, selon le premier ministre, « le lobby du taux d'intérêt » et « la finance internationale » qui voudraient déstabiliser l'économie turque. Les thèses conspirationnistes foisonnent. Des ministres ont dénoncé notamment l'American Enterprise Institute, un think tank néoconservateur, ou le philanthrope George Soros. La presse étrangère, CNN, BBC et Reuters en tête, a également été prise pour cible en raison de ses « mensonges » et de ses « efforts pour donner une mauvaise image de la Turquie ». ■

GUILLAUME PERRIER

A Istanbul, l'évacuation du parc Gezi scelle la victoire de M. Erdogan

Le premier ministre turc a profité des divisions du mouvement de la place Taksim

Istanbul

Correspondance

Il n'y avait plus un manifestant sur la place Taksim et dans le parc Gezi, lundi matin. Sur les escaliers du parc, à l'endroit où se tenaient barricades, tentes et campement de fortune, des centaines de policiers montent la garde pour empêcher quiconque de s'y réinsérer. Samedi soir, les autorités ont évacué par la force plusieurs milliers de manifestants pacifiques du parc Gezi, faisant, une nouvelle fois, des dizaines de blessés.

En vingt-quatre heures, les services de nettoyage de la municipalité ont débarrassé les allées du parc des stigmates de quinze jours d'occupation, des tentes, des réserves de nourriture et de médicaments, remplissant les bennes de plusieurs camions. Les véhicules de la police, vandalisés, exposés comme des trophées depuis deux semaines, ont été retirés. Dès le lendemain, des parterres de fleurs ont été replantés. «*Nous sommes les seuls vrais écologistes*», a lancé le premier ministre Recep Tayyip Erdogan devant ses partisans, dimanche, à Istanbul.

Ces derniers jours, M. Erdogan avait lancé plusieurs ultimatums, appelant les manifestants à capituler. «*Aux pères et aux mères, s'il vous plaît, prenez vos enfants par la main et faites les sortir de là*», avait-il déclaré jeudi. En réponse, les mères des occupants avaient constitué un cordon de protection autour du parc, pour protéger leurs rejetons de la police. Elles ont dû reculer au moment de l'assaut final.

Au milieu de la place livrée au chaos, le politologue Ahmet Insel observe, dépité, l'évacuation du parc. «*C'est terrible, il fallait se retirer et considérer comme une victoire le recul d'Erdogan qui a accepté un référendum pour le projet de construction*», se désole-t-il. Mais le premier ministre turc a habilement exploité les faiblesses des manifestants, profondément divi-



Lors du rassemblement de l'AKP, le parti de Recep Tayyip Erdogan, dimanche 16 juin, à Istanbul. OZAN KOSE/AFP

sés, pour mettre le dernier coup de balai et «*rendre le parc Gezi au peuple*».

Dimanche, Solidarité Taksim, qui regroupe plus d'une centaine d'associations et d'organisations politiques, avait appelé à retourner sur la place. Le mot d'ordre était d'y rassembler de nouveau

La premier ministre a invité ses opposants à s'exprimer dans les urnes, lors des municipales, en 2014

un million de personnes. Mais toute la journée et une partie de la nuit, la police antiémeute a repoussé les tentatives à coups de gaz lacrymogènes, de grenades assourdissantes et de balles en caoutchouc, affrontant dans les ruelles de petits groupes de militants issus de l'extrême gauche

révolutionnaire comme de l'extrême droite ultranationaliste, que les autres manifestants tentaient tant bien que mal de retenir. La police a pris d'assaut un hôtel de luxe, situé en bordure du parc Gezi et qui servait de refuge depuis plusieurs jours aux manifestants. Au total, 350 personnes ont été arrêtées dimanche, selon le barreau d'Istanbul. La police refuse de délivrer des informations sur leur sort, souligne Andrew Gardner, d'Amnesty International.

Dans le même temps, de l'autre côté de la Corne d'Or, Recep Tayyip Erdogan était ovationné par près de 300 000 militants de son parti, l'AKP, réunis pour un «*meeting du respect de la volonté nationale*». «*Nous ne laisserons pas les gens prendre en otage la volonté du peuple, nous ne laisserons pas le vandalisme et l'immoralité de gangs de terroristes détruire l'état d'esprit pacifique d'une nation*», a lancé M. Erdogan, accusant l'opposition

d'avoir provoqué ces émeutes. Le gouvernement turc s'en est violemment pris à la presse étrangère, à l'Union européenne et au «*lobby du taux d'intérêt*», cette finance internationale accusée d'avoir tenté de déstabiliser son pouvoir. Le dirigeant turc a invité ses opposants à s'exprimer dans les urnes, dès les élections municipales du printemps 2014.

Plusieurs syndicats de gauche ont appelé à une journée de grève, lundi, pour tenter de prolonger la mobilisation. La jeunesse de la place Taksim sort vaincue de cette bataille politique où M. Erdogan n'a accordé, comme seule concession, que la promesse de respecter la décision que donnera la justice administrative sur la construction de la réplique d'une caserne ottomane, à l'emplacement du parc. Le 1^{er} juin, le tribunal a demandé la suspension du projet. Après vingt jours de lutte, la défaite a un goût amer. ■

GUILLAUME PERRIER

Iran's president-elect speaks of healing ties

TEHRAN

Alienation with U.S. is 'old wound,' he says but rules out direct talks

BY THOMAS ERDBRINK

President-elect Hassan Rowhani, speaking on Monday for the first time since his election victory, said he wanted to reduce tensions with the United States but ruled out direct talks between Tehran and Washington.

In his first news conference after winning Friday's presidential election promising more freedoms and better relations with the outside world, Mr. Rowhani called the issue of nonexistent relations between Iran and the United States "an old wound, which must be healed."

Iran, he said, wants to reduce tensions between the two countries, which have no diplomatic relations and are at odds over the nature of Iran's nuclear enrichment program.

Echoing similar statements from the departing administration of President Mahmoud Ahmadinejad, Mr. Rowhani said there would be no direct talks until the United States stopped "interfering in Iran's domestic politics," respected what he called Iran's nuclear rights and lifted economic sanctions.

"All should know that the next government will not budge from defending our inalienable rights," Mr. Rowhani told reporters. He emphasized that like those of his predecessors, his government would not be prepared to suspend uranium enrichment, something he had done as a nuclear negotiator in 2004 as a trust-building measure in discussions with European countries.

"We have passed that period," he said of that time. "We are now in a different situation."

Instead, Mr. Rowhani, who is scheduled to take office on Aug. 3, offered more openness concerning Iran's nuclear program, saying that was his way of working to end the sanctions that have severely damaged the Iranian economy.

Iran has always contended that its uranium enrichment is for peaceful purposes, rejecting Western suspicions that the country is seeking the capability to build weapons.

"First, we are ready to increase transparency and clarify our measures within the international framework," he said. "Of course our activities are already transparent, but still we increase it. Second, we will increase the trust between Iran and the world."

Inspectors from the International Atomic Energy Agency have repeatedly sought access to the military site of Parchin, near Tehran. But Iran has denied such a visit by saying that military sites are not part of their obligations under the Nuclear Nonproliferation Treaty, which Iranian diplomats often refer to as the "international framework."

But indirectly underlining the effects of the sanctions, Mr. Rowhani said he was already working with the departing government to prevent food shortages. "People are in instant need of basic staples," he said. The government will increase domestic production to stabi-

lize prices and rising unemployment, he said without elaborating.

The cleric, who is nicknamed the diplomat sheik in Iran for his white turban and pragmatic streak, said his victory and the high turnout in Friday's election had altered the view that other countries have of Iran.

"On a global level, our image has changed," he said. "The atmosphere in the global opinion has changed, and this

provides new opportunities for us." Interaction with the rest of the world — except for Israel, which Iran does not recognize — is important, he stressed.

"I hope all countries will seize this opportunity created by our people and their vote," he said.

He paid special attention to neighboring countries, especially the Gulf kingdoms that reduced relations with Iran under Mr. Ahmadinejad's presidency.

"The priority of my government's foreign policy will be to have excellent relations with all neighboring countries," he said.

Mr. Rowhani singled out Iran's biggest regional rival, the Sunni kingdom of Saudi Arabia, which supports rebels in Syria while Iran supports the government of Syria's president, Bashar al-Assad.

"We are not only neighbors but also brothers," he said. "Every year hundreds of thousands of Iranian pilgrims visit Mecca. We have many common points with Saudi Arabia."

On Syria, he made the same points offered by Iranian diplomats over the last two years. The Syrian people should decide their own fate in the presidential election in 2014. "It's up to them to decide," Mr. Rowhani said without commenting on the military support to Mr. Assad provided by Hezbollah, the Lebanese Shiite organization that is financed by Iran.

"We hope that peace will return to this country with the help of all countries," he said. "Until the next election



in Syria in 2014, the current government must be officially recognized by the world countries."

He noted the street parties that erupted on Saturday after his official victory, saying the "time of sadness for Iranians" was finished. But he did not offer any clear examples of the measures he would take to lift the security atmosphere that has pervaded the country during Mr. Ahmadinejad's presidency.

Mr. Rowhani said he would never forget the promises he made during his campaign. "But we need to set our priorities first," he said. "We need time."

Nuclear 'progress' seen

Iran is making "steady progress" in expanding its nuclear program and international sanctions do not seem to be slowing it down, the chief of the International Atomic Energy Agency said Monday, Reuters reported from Vienna.

Yukiya Amano, the director general of the agency, said he remained committed to a dialogue with Iran to address the agency's concerns about what it calls the possible military dimensions.

But no new meeting has yet been set after 10 rounds of talks since early 2012 failed to make progress in reviving a stalled investigation into suspected atomic bomb research by Iran.

Mr. Amano said that Iran had made advances in building a heavy water research reactor near the town of Arak but that it was difficult to say whether its timetable, which envisages it starting operations next year, was realistic. The reactor could give Iran an alternative ingredient, plutonium, for nuclear bombs.

Obama Flails on Syria



Henri J. Barkey

The Obama's administration's recent announcement that it would start arming the Syrian rebels—the right ones—looks like a sign of desperation. This is especially true because it followed a White House announcement that 100-150 Syrians had been killed because of the regime's use of chemical weapons. The president's earlier declaration that the use of chemical weapons would cross a "red line" forced the White House to act.

The irony is that the administration has been deeply involved in the delivery of arms to rebels, most of which cross into Syria through Turkey or Jordan, both close U.S. allies. The problem with the White House announcement, therefore, is that it appears to be a half-hearted, half-baked idea—clearly not a first choice. It does not seem to be part of an overall strategy towards Syria, unless one wants to interpret it as a "diplomatic" move designed to strengthen the stature of the Syrian opposition in advance of the nonexistent Geneva negotiations. Considering all the firepower and help from Iran, Hezbollah and Russia the regime has at its disposal, this attempt diminishes the White House's standing and does little to help the rebels. Moreover, it also makes the administration look as if it is flailing; why respond to one hundred deaths and not to the almost one hundred thousand already killed?

In reality, the White House announcement is nothing more than an attempt to inject some element of resolve into an opposition that has been battered of late, with the fall of Qusayr following the

intervention by Hezbollah.

These lines are not being written by someone who favors a U.S. intervention in Syria. Quite on the contrary. I strongly believe that the United States should stay out of Syria unless there is an international consensus expressed through the UN Security Council or our regional allies take the lead and ask for our help.

The administration has to date wisely resisted calls from various quarters, both domestic and international, to establish either safe havens or a no-fly zone in Syria. Both would have required extensive and continuous application of U.S. firepower resulting in casualties, including many innocent ones. It is not clear that either choice would necessarily bring down a regime whose supporters believe they are fighting for dear life and therefore are willing to visit untold damage and violence on their own country. The Iraq experience also demonstrated that a regime can live with a no-fly zone indefinitely. Once committed to this, the expectation would be that the United States would have to finish the job and thus engage the U.S. military in another war in another Muslim country, with no help from anyone else.

There are other problems with this announcement. Washington was already knee-deep in both Turkey and Jordan, working with their respective security establishments' programs with the Syrian rebels. Both Turkey and Jordan have made it clear that they want the United States to intervene in Syria; though regional powers most directly affected by the Syrian uprising, they have been generous with humanitarian assistance and have also helped the rebels. But they have also elected to rely on America to deliver them from Assad.

Recent events in Turkey have made the situation even more complicated for the Obama administration. The harsh police intervention against the peaceful demonstrators and especially the anti-Western rhetoric emanating from Turkish leaders and their associates in the press and elsewhere have cast doubts on the reliability—and perhaps even on the closeness—of the two administrations. Severely criticizing Prime Minister Recep Tayyip Erdogan risks the latter's wrath at a time when the AKP govern-

ment finds itself for the first time off balance and unsure of itself. On the other hand, not criticizing the Turkish government, especially in light of the conspiratorial invective stemming from it, would make the White House look diminished. Either way, the Turks may decide, despite American wishes to the contrary, to continue, in collaboration with the Qataris, to support fundamentalist fighters such as Jabhat al-Nusra, as they are the ones who can really fight.

What are we left with? The new policy is limited in what it can materially provide the rebels. Arms have a tendency to be shared on the battlefield and no one wants sophisticated weaponry to fall into the hands of vicious, Jabhat al-Nusra-type fighters. Clearly the new policy will not make much of a difference against seasoned Hezbollah fighters. The only thing that could help somewhat is intelligence sharing with the rebels to alert them of Syrian and Hezbollahi troop movements so they are not caught by surprise.

The White House has to view its Syrian policy through the prism of all its elements: Iran, which has elected a new and promising president; Iraq, where the repercussions of the Syrian crisis are felt most intensely; the peace process, precisely because (Benjamin Netanyahu notwithstanding) this is a moment of opportunity; and Turkey, where Erdogan needs help to stabilize his wobbly administration.

The Syrian crisis is one big event. Little steps like those announced over the weekend are not what is needed. The administration should clearly state its objectives, elucidating what it is willing and unwilling to do—and under what conditions is it willing to take action, diplomatic or military.

Henri J. Barkey is a professor of international relations at Lehigh University.

The PKK's tentative peace with Turkey

By Jake Hess

QANDIL MOUNTAINS, IRAQ -- Murat Karayilan's mustached face soured as he read from the daily intelligence report prepared by his field commanders in the Kurdistan Workers' Party (PKK), the rebel group that has fought Turkey since 1984.

The Turkish army is flying Cobra attack helicopters even as PKK guerrillas withdraw from Turkey to camps in northern Iraq, the report said. U.S. drones still buzz over the PKK's mountain strongholds. Turkish military operations continue near the Iraqi border, the militants have written.

Karayilan, chairman of the executive council of the Kurdistan Communities Union (KCK), the umbrella formation that encompasses the PKK, denounced these and other "provocations," but insisted they will not upset the tentative peace process with Ankara as long as there are no attacks. The PKK's broad popular support and impenetrable mountain fortress on the Iraqi border with Iran offer it the choice of continuing the insurgency. But Karayilan sees the PKK's future in the cities of Turkey, not the rebel hideouts he has waged war from for almost 30 years.

"If Turkey carries out reforms, if the process is successful, our goal is to be legal and lawful, not illegal in the mountains," Karayilan told Foreign Policy in an interview at a PKK safe house in the Qandil Mountains.

Some 40,000 people have been killed in the conflict, most of them Kurds. The PKK abandoned its original goal of establishing an independent Kurdish state in the 1990s. It now officially backs a negotiated settlement based on Kurdish rights and some form of autonomy within Turkey's existing borders.

Talks between Turkey and jailed PKK leader Abdullah Ocalan resumed in fall 2012 following months of bloody fighting and a dramatic hunger strike by thousands of Kurdish political prisoners. Both sides have honored a cease-fire, and the PKK started pulling back its fighters in May. Karayilan said they are all "on their way" to Qandil, where guerrillas shelter in oddly picturesque tent camps nestled in lush valleys.

"We have fulfilled our duties in the first stage of the process. If the Turkish government and state want to solve the Kurdish issue, they should do what is required of them," Karayilan said. "The ball is in



Ankara's court. The two or three months ahead are very important."

The portly rebel rattled off a list of reforms when asked what he expects from Turkey in the next phase of the process. "There are things that needed to be done for Turkey's democratization prior to now but weren't, unfortunately," he said. First on the list: release the "thousands" of Kurdish politicians, activists, and intellectuals imprisoned on terrorism charges.

Next is a series of legislative changes the government could enact without amending the constitution -- "road cleaning," in Karayilan's words. This includes revision of Turkey's notorious Anti-Terror Law, which has been used to punish nonviolent dissent, and reduction of the 10 percent electoral threshold, which has hindered representation of Kurds in Turkey's parliament. "If the government wishes, it can do all of this right away. The fact that it has not done so is thought-provoking," Karayilan said.

But Karayilan was pragmatic, refusing to describe any of these as "red lines" or minimum requirements for the PKK's continued participation in the peace process. Nor did he try to set a deadline for moves by the government. "It's possible that not all of our goals will be immediately realized in the current solution process," he said. "If the political path is opened to us, we can achieve our aims through political means."

In Karayilan's ideal scenario, the PKK's focus will eventually shift from armed to cultural insurrection. He said that a future, legal PKK will leave the electoral realm to the pro-Kurdish Peace and Democracy Party (BDP). "The PKK aims to shape society, not rule over it. It will carry out various projects to bring society to a higher level. The PKK will open academies, carry out cultural and philosophical activities, do ideological work, raise social consciousness."

Will they return to violence if the peace process falls apart? "There's a possibility. We hope there will be no need for that, but if there's a real collapse, we will, of course, defend ourselves."

The last round of Turkey-PKK dialogue took place from 2008 to 2011. Following exploratory contacts mediated by an unknown international guarantor, parallel sets of talks convened in Oslo, where Turkish intelligence officials held meetings with a KCK delegation, at Imrali prison, where Ocalan is serving a life sentence.

The Kurdish side submitted three protocols for a settlement to the Turkish government in May 2011. It also provided detailed proposals for a new constitution. Karayilan asserted that the government has never "put them into practice nor rejected them" or submitted written proposals of its own. Prime Minister Recep Tayyip Erdogan later said Turkey cut off the talks due to "insincerity in communication."

There is little indication that Turkey was ever sincere about reaching a negotiated settlement with the PKK. It detained or arrested thousands of Kurdish politicians during the Oslo years. Military assaults on the guerrillas continued. In 2009, the ruling Justice and Development Party (AKP) launched an "opening" that quickly closed with few results. In a diplomatic cable, Doug Silliman, Deputy Chief of Mission at the U.S. Embassy in Turkey from 2008 to 2011, said Turkish security officials repeatedly described the government's goal for its "opening" as isolating and defeating the PKK's leadership through a mixture of reform and repression.

Ankara moved to get Washington on board with this approach. Ray Odierno, then the top commander of U.S. forces in Iraq, began preparing a common anti-PKK "action plan" with Turkey in February 2010. Odierno described "isolating the true [PKK] ideologues and rendering them ineffective" as a goal. Turkey presented the United States with two of its own plans it hoped Washington would incorporate into the final. The first aimed at "termination of the armed presence of the [PKK] terrorist organization in Northern Iraq as soon as possible" by disrupting its logistics and communications. The second outlined steps Ankara expected the Kurdistan Regional Government to take against the PKK. Turkey, the United States, and Iraq announced the plan that April, though its terms were obscure. On the political front, Washington imposed personal sanctions on two of the three members of the Kurdish delegation to the Oslo talks. In October 2009, the Treasury Department declared KCK member Zubeyir Aydar a "Significant Foreign Narcotics Trafficker" along with Karayilan. In April 2011, it deemed PKK co-founder Sabri Ok a "Specially Designated Narcotics Trafficker."

The Obama administration's statements in support of the current peace process leave Karayilan optimistic that this time could be different. He hopes the West will use its influence to improve prospects for a ➤

➤ solution. "I see a softening. I see the support of the outside world, and especially the U.S.A., as important. I think development of a more active posture on their part would allow the process to speed up," he said. "We want the U.S.A. and European Union to develop policies to solve the Kurdish issue. The most important path for this is to remove the PKK from the list of terrorist organizations."

The KCK leader asserted that Western interests would be served by more cordial relations with the Kurds. "Solving the Kurdish issue will definitely pave the way to democratization and normalization in Turkey. In addition, it will have a similar impact on the Middle East. I think the West has an interest in this," he said.

Karayilan offered Syria as an example. The KCK has influence in Syrian Kurdistan due to its relations with the Democratic Union Party (PYD), the most powerful party there. "Syrian Kurds have the most secular, modern, and democratic policies in that society. The Kurds are closest to the West. But due to Turkey's veto, [the West] doesn't even have relations with them. The

armed opposition has a completely Islamist outlook." But he hinted that ties are improving. "I hear that America and Europe are just now looking at the PYD and Syrian Kurds. There are also positive developments on this front. There are warmer contacts, but I think America and Europe are late on this."

Karayilan added that the KCK plans to exploit the nascent diplomatic opportunities created by the peace process. "We want to carry out informational activities in the European Union and America as a first step. Up until now, the American public hasn't learned about us from ourselves; they've learned about us from Turkey. We want to change this. I hope opportunities will be born in the future, and that we'll have more effective projects. We want to carry out diplomacy, but there are obstacles. For example, America won't give us a visa because we are PKK members."

Karayilan maintained that the sides have reached a significant spoken agreement. In a leaked audio recording of a meeting at Oslo, Turkish intelligence official Hakan

Fidan is heard saying that Erdogan and Ocalan were in accord on "90 to 95 percent" of their views. Karayilan said the parties have edged closer since: "In terms of our discussions and dialogue, I can say it's even more advanced [today] than it was then. Our leader says he trusts the delegation that's meeting with him. But it's not clear to what extent the state and government power behind the delegation will abide by the discussions."

For now, the PKK plans to wait and see what happens.

"How serious are they this time? I don't know. The PKK isn't a sitting target. We can't just be eliminated," said Karayilan. "If America and Turkey have finally seen this, are truly sincere about a solution, and not planning to approach the process as they did during Oslo, we're ready. Time will show their intentions." ■

Jake Hess is a journalist based in Washington, D.C. He can be reached at jakerhess@gmail.com.

 **Total acquires new Iraqi Kurdish exploration block**

PARIS/ARBIL / 17 Jun, 2013 / Reuters

TOTAL HAS bought an 80 percent stake in the Iraqi Kurdish exploration block Baranan in a move that reinforces the French oil major's position in the semi-autonomous region where crude reserves are plentiful.

The Kurdistan Regional Government will own the remaining 20 per-

cent, a Total spokesman said.

"This participation in an operated exploration block was contemplated at the time Total made its move in Kurdistan during the summer 2012," Total said in an emailed statement to Reuters.

In the summer 2012, the French major bought a 35 percent stake in the Harir and Safen exploration blocks in Kurdistan, where contract terms are more attractive than in the southern part of the country.

The move drew at the time an angry response from Iraqi authorities, who warned Total, which has a stake in the Halfaya oilfield in the southern Missan province, that it would be forced to sell it if it did not cancel or freeze deals with Kurdistan. ○



 **Iraqi Kurdistan gives Turkish company six oil exploration blocks**

ISTANBUL, June 18, 2013 (Reuters)

LOCAL authorities have given an unnamed Turkish company licenses to explore for oil in Iraqi Kurdistan, according to a report, a move that could anger the central government in Baghdad already worried about the region's growing independence.

The report, co-published by The Oil & Gas Year and the autonomous Kurdistan Regional Government (KRG), is the first official confirmation of the deal. It said a company described only as "a Turkish entity" was given stakes in the Choman, Hindren, Arbat, Pulkhana, Jabal Kand and Khalakan blocks.

Resource-hungry Turkey and neighbouring Iraqi Kurdistan, rich in hydrocarbons, have been negotiating on energy since last year. However, the central government insists it has the sole authority to sign energy deals.

A Turkish Energy Ministry official declined to comment on the report

published by Istanbul-based The Oil & Gas Year. A source at state company Turkiye Petrolleri (TPAO), Turkey's main oil exploration company, denied his company won the licences.

The Turkish entity will have 80 percent stakes in the Choman, Hindren and Arbat blocks, the report said.

Choman and Hindren are contiguous sections on the border with Iran, and Arbat is in the southeast near the city of Sulaymaniyah and has had some seismic work completed.

The entity will hold a 40 percent stake in Pulkhana in the south, where eight wells have been drilled, and Jabal Kand in the west. It is expected to be given a 40 percent stake in the Khalakan block in the east of Iraqi Kurdistan, the report said.

The ease of extraction and favourable production-sharing terms have attracted majors such Exxon Mobil Corp, Chevron Corp and Total SA to the Kurdistan region, despite threats of blacklisting from Baghdad, which considers the KRG contracts illegal.

The central government's refusal to pay for exports from the north has sharply reduced shipments, which are currently made overland by truck to Turkey.

Resolution of the dispute between the regional capital Arbil and Baghdad is essential if the Kurdish region is to reach its export goal of more than 1 million barrels of oil per day in by 2015. ●

Arab Islamist rebels, Kurds clash in northern Syria



Kurdish fighters from the Popular Protection Units pose for a picture in Aleppo's Sheikh Maqsoud neighbourhood (MUZAFFAR SALMAN, REUTERS / June 20, 2013)

Khaled Yacoub Oweis / Reuters

AMMAN (Reuters) - Islamist rebels have cut access to a Kurdish area in northern Syria and clashed with Kurdish nationalist PKK fighters whom they accuse of backing President Bashar al-Assad, sources on both sides said on Thursday.

The confrontation threatens to open a new front in Syria's 27-month-old civil war, in which Kurds, who form about 10 percent of the population, have so far played a limited role.

Fighting erupted overnight on the edge of Ifrin, a rugged, olive-growing area on the Turkish border, the sources said. Four people were killed, bringing to at least 30 the death toll from battles and assassinations in the last few days. Dozens more have been taken in tit-for-tat kidnappings, the sources said.

Tensions between Arabs and Kurds, whose relationship is riven by land disputes, especially in eastern Syria, have risen since the uprising against Assad erupted in March 2011.

Thousands of Kurds joined peaceful pro-democracy protests early on in the revolt but the community has mostly stayed out of the armed and largely Islamist insurgency that followed.

Although Kurdish politicians hold senior posts in the mostly Arab Sunni Muslim opposition, attempts to bring the main Kurdish parties into the umbrella Syrian National Coalition have failed, amid rows over how to define Kurdish rights in a future Syria.

Assad, whose minority Alawite sect is an offshoot of Shi'ite Islam, has pulled his troops out of cities in eastern Syria and out of many parts of Ifrin in the northwest, in effect granting the Kurds an autonomy many of them fear losing if he is toppled.

Ifrin was thrust deeper into the conflict when Assad's forces reinforced Zahra and Nubbul, two Shi'ite villages situated between Ifrin and the divided city of Aleppo, as part of an apparent attempt to capture the rural north, a supply line to Aleppo and to various rebel-held areas in the interior.

Lebanese Shi'ite Hezbollah fighters deployed in Zahra and Nubbul. The army also airlifted troops and loyalist militia to an area in Ifrin behind rebel lines, opposition sources said.

ECONOMIC DISRUPTION

Accusing PKK (Kurdistan Workers' Party) fighters of supplying the two villages, Islamist rebels cut main roads from Ifrin to the provinces of Idlib and Aleppo this month, causing prices of basic goods

in Ifrin to soar, residents said.

Kurdish farmers are also struggling to market their crops, the sources said, with rebels extorting high fees at roadblocks.

"Ifrin has been sympathetic to the revolution but the rebels are not serving their cause by what they are doing," said Abboud Hakim, a retired government official in Ifrin.

"They accuse the PKK of delivering supplies to Nubbul and Zahra when they themselves let trucks go there if they pay them at the roadblocks," he said.

Rebel sources said the overnight clashes began when PKK gunmen attacked a roadblock held by an offshoot of the al Qaeda-linked Nusra Front near Jindaris, a Kurdish town southwest of Ifrin city, despite a truce brokered two days earlier by Colonel Mustafa al-Sheikh, a moderate Free Syrian Army (FSA) commander.

Under the deal between the FSA and the Kurdish Protection Units, a de facto PKK unit, the siege on Ifrin was to be lifted on Wednesday and both sides were to have freed their prisoners.

An opposition source in northern Syria said the ceasefire deal had little effect because Sheikh had only limited influence on the Islamist brigades which hold sway on the ground.

The PKK, the source said, also seemed to have little interest in the deal, especially after Arab reconciliation delegates sent to Ifrin were reportedly killed a few weeks ago.

Massoud Akko, a Kurdish activist based in Norway, said the conflict in Ifrin had become turf warfare with scant relevance to the Kurdish cause or the aims of the anti-Assad revolt.

"Even if the Kurdish Protection Units have committed violations, it does not justify besieging 150,000 civilians living in over 300 villages," Akko said. "The rebel forces are using the same methods of collective punishment as Assad."

In Aleppo, opposition activists reported the heaviest fighting in months as rebels fought to claw back gains by Assad's forces in several districts. Pro-Assad forces came under attack in al-Sakhour. Fighting also raged in Suleiman Halabi, a district largely held by Assad's loyalists. □

Chevron secures Iraqi Kurdish oil deal

BAGHDAD / June 18, 2013 / Associated Press

US oil giant Chevron says it has signed a deal with Iraq's Kurdish regional government to expand its oil exploration territory in the northern self-rule region.

The California-based company said in a statement emailed on Tuesday that it acquired the rights to hunt in the Qara Dagh exploration block, which is located southeast of the regional

capital Irbil.

Financial terms weren't disclosed.

Chevron last year became the second US oil major after Exxon Mobil to sign an energy exploration deal with the Kurds, signing up for two exploration blocks north of Irbil.

Iraq's central government in Baghdad has been in a long-running dispute with the Kurds over energy policy and disputed land rights. Baghdad wants to manage the country's energy resources nationwide and have the final say on energy deals. ○



Kurdistan: Pipeline to 'Independence'

By Jen Alic
Oilprice.com

As Kurdish authorities in Northern Iraq announce they will begin exporting crude oil by pipeline to Turkey as soon as the last link is finished in September, Gulf Keystone Petroleum launches a new exploration round that could reveal the best resource potential in the region.

UK-based Gulf Keystone Petroleum this week started operations at its Shaikan-7 exploration well in Iraqi Kurdistan, targeting reserves more than 2.5 miles underground.

Drilling for the company's first deep well will take an estimated 9 months, and there is a lot of optimism for this play. Gulf Keystone thinks it holds up to 10.5 billion barrels of oil and is targeting 2015 for production of 150,000 barrels per day.

Kurdistan is already a hot venue, which just keeps getting hotter by the week, with amazing drilling success rates across the board. The territory governed by the Kurdistan Regional Government (KRG) has about 45 billion barrels of proven reserves.

What everyone is waiting on now is the pipeline to Turkey, which

can bring Kurdish oil and gas to international markets, bypassing Baghdad.

The last pipeline link, slated to be completed by the end of September, will link up Kurdistan's fields to the Turkish border at Fishkabour and will have a capacity of 1 million barrels a day by 2015. The country is close to having enough oil to fill that capacity, and more discoveries are coming on line all the time.

For now, the Kurds can only export to Turkey by truck, to the tune of about 30,000 barrels a day. In March this year, the Kurds sold their first crude on international markets, while previously they were trading crude with Turkey in return for refined products for use at home.

It was this first international sale that really re-sparked Baghdad's ire. Baghdad views this as illegal oil and gas activity, but the Kurds—and foreign companies doing business in Northern Iraq—have shrugged off Baghdad's multiple threats.

The Kurds have the advantage, even more so not that the rest of Iraq is engulfed in a sectarian conflict as it becomes the definitive second front in the war in Syria. Last week, Iraqi Prime Minister Nouri al-Maliki flew to Erbil, the capital of Iraqi Kurdistan, to hold high-level talks. This hasn't happened since 2003, and it indicates that the talks were on the Kurds' terms, as well as their terrain.

Will Baghdad be able to stop the Kurdish oil and gas momentum? Not at this point. Once the pipeline is up and running, the game is over and Baghdad doesn't have the resources to turn it into a conflict. □

Diyarbakir Conference Discusses Independent Kurdish State for First Time

rudaw.net

By MASHALLAH DAKAK

DIYARBAKIR, Turkey – By openly debating the independence of Turkey's Kurdish areas for the first time, a conference in Diyarbakir two weeks ago drew attention and reaction by the Turkish media and politicians.

The Kurdish Peace and Democracy Party (BDP) and the Congress of Democratic Society (KCD) have held many conferences on Kurdish issues in the past, but this was the first where Kurdish leaders discussed a possible fragmentation of Turkey and an independent Kurdish state.

Leaders of the KCD and BDP reiterated the right of the Kurdish people to education in their mother tongue in Turkey, where Turkish is the only official language.

In the meantime, they praised the struggle of veteran Kurdish politicians have long advocated for Kurdish independence.

The conference, however, was not without disagreements among representatives of various political parties.

Organizers of the conference referred to the jailed leader of the Kurdistan Workers Party (PKK) Abdullah Ocalan as "the president of the Kurdish nation," and

The smoke-filled venue turned into a place of heated debate, but BDP co-founder Ahmet Turk tried to ease the tension and keep everyone to the agenda of the gathering.
Photo: DIHA



to the Kurdish struggle as a whole as "the 30-year struggle."

The representatives of the Freedom and Socialism Party and some other Kurdish groups objected that the PKK was placed at the heart of the Kurdish struggle.

The smoke-filled venue turned into a place of heated debate, but BDP co-founder Ahmet Turk tried to ease the tension and keep everyone to the agenda of the gathering.

Ocalan himself sent a message from his prison cell to be read at the conference. The long message was received by the audience with enthusiasm.

A speech by İsmail Besikçi, a Turkish scholar who spent years in jail for defending the national rights of the Kurdish people, received yet a warmer welcome.

Unlike Ocalan's message, which spoke

of Kurdish cultural and political rights within a democratic Turkey, Besikçi encouraged the Kurds to work for an independent state, saying that true Kurdish freedom can be achieved only through an independent Kurdish state.

But Leyla Zana, an independent Kurdish MP who also spent more than 10 years in prison for speaking in Kurdish on the opening day of the Turkish parliament in 1994, said, "An independent Kurdistan is in my heart, but it is not realistic in the current world state and the situation in the Middle East."

Osman Baydemir, the mayor of Diyarbakir -- the largest Kurdish city in Turkey -- said that unity was of paramount importance for the Kurds at this stage, and recited from classical Kurdish texts on solidarity.●

La Turquie doit se libérer de la dérive autoritaire des islamistes au pouvoir

Bayram Balci

Chercheur invité à la Carnegie
Endowment for International Peace,
Washington DC

La crise actuelle marque un point de rupture dans la vie politique de la Turquie républicaine. C'est la première fois dans l'histoire récente du pays qu'un tel mouvement de protestation parvient à défier un gouvernement démocratiquement élu à trois reprises consécutives. S'agit-il d'une fronde, d'une révolte ou d'une révolution? Alors que la situation sur le terrain reste tendue et l'issue incertaine, ces événements ont déjà modifié le rapport au politique.

Tout d'abord, le premier ministre, Recep Tayyip Erdogan, n'a plus de piédestal, immunisé, inattaquable. Renforcé dans son arrogance par d'incontestables et spectaculaires victoires électorales, en 2002, 2007 et 2011, il a péché par autoritarisme, oubliant que démocratie ne veut pas dire domination de la majorité sur la minorité et que, même élu par les urnes, il se devait de gouverner en concertation avec le peuple. Cette leçon de modestie lui rappelle que ses pouvoirs sont limités, qu'il ne peut passer outre la volonté populaire, quand bien même celle-ci serait non partisane, voire apolitique.

Ensuite, la crise fissure le très monolithique AKP, sous le contrôle étroit de M. Erdogan. Issu de l'ancien parti islamiste, mais créé sur de nouvelles bases sans référence aucune à l'islam politique, l'AKP se veut islamiste-conservateur à l'exemple des partis chrétiens-démocrates européens. M. Erdogan risque de ne plus pouvoir contenir les ambitions dissidentes des deux autres ténors du parti, Abdullah Gül, aujourd'hui président de la République, et Bülent Arınç, vice-premier ministre. Dès les premières heures de la crise, Abdullah Gül tenait des propos d'apaisement en défendant l'idée que la démocratie turque se devait de respecter la libre expression de chacun. Et dès le lendemain, Bülent Arınç présentait ses excuses pour l'usage abusif et disproportionné de la force pour réprimer les manifestations. Ce n'est pas la première fois, dans le gouvernement actuel, qu'une fine stratégie politique répartit ainsi les rôles entre les différentes figures de l'exécutif. On a déjà vu Abdullah Gül apaiser l'opinion et rassurer partenaires et analystes, quand M. Erdogan montait au créneau et imposait sa vision. Il s'agit donc peut-être d'une stratégie de sortie de crise, avec une savante répartition des rôles. Mais quoi qu'il en soit, en cas de

poursuite de la contestation, et à l'approche de plusieurs échéances électorales, la majorité au pouvoir montre des signes de tensions internes et de dislocation. Le parti AKP pourrait être amené à se restructurer, et avec lui tout le paysage politique turc recomposé.

Cette hypothèse est d'autant plus plausible qu'une force d'influence socio-politique majeure en Turquie et alliée historique de l'AKP, comme la communauté de Fethullah Gülen, a désapprouvé l'ampleur de la répression policière, se désolidarisant du gouvernement. Si les relations entre MM. Gülen et Erdogan sont tendues, elles le sont moins entre MM. Gülen et Gül. Si la crise venait à s'aggraver, un rapprochement entre ces deux dernières figures ne serait pas à exclure.

Enfin, la crise pourrait contribuer à la détérioration de la question kurde. Épargnés pour l'instant par les convulsions que connaît la société turque, les Kurdes se sont peu impliqués dans ces manifestations de défiance face au premier ministre. Depuis sa cellule, le chef historique du PKK, Abdullah Öcalan, a déclaré son soutien au mouvement de protestation, mais il l'a aussitôt assorti d'une nuance de taille, en mettant en garde les manifestants et en les invitant à ne pas tomber dans le piège de la récupération nationaliste par les nostalgiques du kémalisme. Les drapeaux kurdes étaient peu nombreux sur la place Taksim, et dans les villes kurdes, la mobilisation a été quasiment nulle, alors qu'en temps ordinaire, les associations et partis kurdes sont les premiers à profiter des rassemblements pour faire entendre leur voix.

Si la crise devait faire chuter M. Erdogan, ce serait fort dommageable pour le processus de résolution politique du problème kurde, qui repose essentiellement sur les négociations engagées entre le premier ministre et le leader du PKK. Une rupture du plan de retrait des rebelles kurdes serait une catastrophe non seulement pour les Kurdes et les Turcs de Turquie, mais pour l'ensemble du Moyen-Orient, où les Kurdes constituent une dynamique fort active. Envisager une déstabilisation régionale est sans doute exagéré, mais les protestations de la rue pèsent déjà sur la politique extérieure turque, tout au moins sur l'image internationale du pays.

Le prestige dont jouit la Turquie dans le monde arabe et musulman, égal à l'aura personnelle de son premier ministre, est égratigné par la crise. C'est tout un mythe qui menace de s'écrouler, celui d'un pays musulman, gouverné par des islamistes modérés qui ont su concilier islam, démocratie et libéralisme économique. Ironiquement, Recep Tayyip Erdogan était en visite dans le Maghreb au moment des premières manifestations

de la place Taksim, et on peut se demander si sa réaction excessive n'est pas liée au fait que les troubles ont gâché sa visite, dans ce Maghreb où il est habituellement accueilli en héros et où l'AKP a influencé les formations islamistes dans leur réforme et leur aggiornamento.

Etrangement, ce qui se passe en Turquie depuis le début juin est peut-être le signe que le modèle turc devient un vrai sujet de débat et gagne en substance démocratique. Il est intéressant de constater qu'un gouvernement islamiste-conservateur est rappelé à l'ordre par une société civile qui refuse ses dérives autoritaires «à la Poutine». Elle a atteint cette maturité, et la révolte en cours force désormais le gouvernement au respect de la démocratie consensuelle. M. Erdogan vient d'évoquer l'organisation d'un référendum local pour une décision concertée sur l'aménagement du parc Gezi, espérant ainsi étouffer la contestation. Cette concession valide l'hypothèse que le modèle turc a encore de belles années devant lui et offre un formidable laboratoire d'analyse sur la concia-

À l'approche de plusieurs échéances électorales, la majorité au pouvoir montre des signes de tensions internes et de dislocation

liation entre islam et démocratie. Une sortie de crise pacifique marquera pour la Turquie une nouvelle longueur d'avance sur le reste du monde musulman. Et il est fort à parier que les décideurs du monde arabo-musulman, qui suivent avec attention les événements turcs, considéreront le cas d'école turc dans la gestion de leur pays.

L'impact de la contestation sur la manière dont la Turquie se positionne en Syrie est plus embarrassant. Alors que la guerre civile en Syrie dure depuis plus de deux ans et a forcé à l'exil en Turquie près de 500 000 réfugiés, la Turquie a joué un rôle crucial dans l'organisation de l'opposition syrienne contre le régime de Bachar Al-Assad. Des débordements de représailles militaires ont touché le territoire turc et fait des victimes. Deux attentats, dont celui de Reyhanli, probablement liés à l'engagement turc en Syrie, ont aussi fait des dizaines de victimes. C'est depuis le territoire turc que des combattants étrangers entrent en Syrie pour combattre le régime. Or le principal promoteur de cet engagement turc en Syrie et le principal défenseur de l'opposition syrienne est M. Erdogan, ce qui lui a valu des critiques en Turquie.

Certains opportunistes ont profité des manifestations de la place Taksim pour faire entendre leur position sur la Syrie. Après la répression policière des manifestations de Taksim, le régime syrien, de manière cynique, a qualifié M. Erdogan de « *terroriste maltraitant son peuple* », lui renvoyant la critique qu'il avait lui-même utilisée pour suggérer à Bachar de quitter le pouvoir. Alors que l'armée syrienne se reorganisait et que la crise ne fait que s'aggraver,

la position turque, malgré un programme humanitaire exceptionnel salué de tous, se trouve très affaiblie, rendant la tâche de la communauté internationale plus délicate encore.

La contestation souligne l'échec personnel de M. Erdogan, celui-là même qui a mené la Turquie sur la voie de la démocratisation depuis 2002. Sa dérive autoritaire vient d'être sanctionnée certes, mais la contestation n'enterre pas sa carrière poli-

tique. Tout au plus l'obligera-t-elle à réajuster son mode de gouvernement. Les effets néfastes à court terme de cette crise pourraient devenir des atouts bénéfiques à long terme pour le fonctionnement de la démocratie turque, pour peu que M. Erdogan fasse preuve de modestie et de concertation dans la gestion intérieure et extérieure des affaires du pays. ■

Le Monde
Jeudi 20 juin 2013

LE CHAT PERSAN EST RETOMBÉ SUR SES PATTES

ANALYSE

PAR CHRISTOPHE AYAD ET SERGE MICHEL
Service International

En 2009, la société iranienne avait pris de court le régime en descendant dans la rue pour protester contre la réélection suspecte de Mahmoud Ahmadinejad et soutenir Mir Hossein Moussavi et Mehdi Karoubi, les deux animateurs du Mouvement vert, aujourd'hui en résidence surveillée. Quatre ans plus tard, c'est le régime qui a surpris sa propre population en laissant l'élection présidentielle du vendredi 14 juin se dérouler dans des conditions aussi honnêtes que possible – une fois éliminés les candidats inacceptables par le système. Dans une opération d'une rare transparence, le ministre de l'intérieur a égrené les résultats tout au long de la nuit du vendredi 14 au samedi 15 juin, jusqu'à la confirmation, à 20 h 20 samedi (heure de Téhéran), de l'énorme surprise : l'élection dès le premier tour avec 50,7 % des voix d'Hassan Rohani, un religieux modéré parrainé par l'ancien président Akbar Hachémi Rafсандjani, soutenu par le camp réformateur et le Mouvement vert.

Cette « divine surprise » est riche d'enseignements intérieurs comme extérieurs. Elle illustre tout d'abord l'existence et la vigueur, même souterraine, du Mouvement vert né en 2009. Au-delà d'un « mouvement » interdit par le régime de se transformer en formation politique, ce vote montre la force de l'aspiration de la jeunesse iranienne au changement. M. Rohani a beau être un religieux ayant mené une carrière de fils exemplaire de la Révolution islamique de 1979, il est apparu comme le meilleur espoir d'une libéralisation et d'une sortie de l'isolement du pays causé par l'extrémisme de Mahmoud Ahmadinejad et l'intransigeance du régime sur la question nucléaire, entraînant l'adoption par les Occidentaux de sanctions de plus en plus dures, qui ont plongé le pays dans une crise économique aiguë.

Le courant réformateur et le Mouvement vert, au lieu de se réfugier dans une abstention stérile, se sont regroupés derrière un candidat considéré comme compatible avec le Guide suprême, Ali Khamenei, mais aussi proche de

M. Rafсандjani, écarté de la présidentielle mais vu comme le dernier « bouclier » des démocrates en Iran. Comme il importait plus que tout au régime d'assurer une forte participation, il n'a pu empêcher les Iraniens de voter. Cette stratégie est la preuve d'une maturité peu commune en politique. Elle est à l'image du candidat Rohani, un homme pragmatique qui pense que « *mieux valent 20 % de réformes qui se font que 100 % qui ne se font pas* », comme dit l'un de ses proches.

Ali Khamenei aussi a fait preuve d'une souplesse qu'on ne lui prêtait plus. Si M. Rohani n'était pas son candidat favori, il semble avoir préféré une élection calme et conforme au vote de la population plutôt que d'imposer son choix par la force et tout faire exploser. La leçon de 2009 et des révolutions arabes a été apprise. A l'instar d'un chat (persan), le régime est ainsi retombé sur ses pattes, grâce à une intelligence de situation et une flexibilité peu répandues dans les dictatures moyen-orientales. Après Khatami (1997-2005), le réformateur impuissant, et Ahmadinejad (2005-2013), l'extrémiste discrédité, le régime iranien pourrait avoir trouvé son point d'équilibre.

Echapper à l'emprise des pasdarans

Par ailleurs, toujours dans cet équilibre constant des forces en présence qui font la pérennité du système, on peut voir dans ce résultat inattendu l'occasion pour le Guide d'échapper à l'emprise croissante des pasdarans (gardiens de la révolution), l'armée d'élite du régime, sur les institutions et sur l'économie, dont ils contrôlaient déjà un tiers. Leur candidat, Mohamad Bagher Ghalibaf, a été ouvertement soutenu par le général Qassem Souleimani, le chef de la force Al-Qods, le corps d'intervention extérieur des pasdarans et l'architecte du soutien iranien au régime syrien. En vain.

Pour Hassan Rohani, les choses s'annoncent plutôt bien. L'homme est habile, tenace, et possède une connaissance intime des rouages sécuritaires du régime, lesquels ont donné tant de fil

à retordre au président Khatami (1997-2005). Outre son grand pragmatisme, une des qualités de Rohani relevée par les Occidentaux qui l'ont fréquenté entre 2003 et 2005, lorsqu'il était le chef négociateur sur le dossier nucléaire, est de savoir bien s'entourer. On s'attend donc à un gouvernement d'éléments assez brillants, dont

HASSAN ROHANI EST HABILE, TENACE ET A UNE CONNAISSANCE INTIME DES ROUAGES SÉCURITAIRES DU RÉGIME

certaines membres rentreront probablement d'exil. Et cela ne sera pas de trop pour redresser le pays et ses relations avec ses voisins ainsi que l'Occident.

Le risque existe, évidemment, qu'il subisse l'ascendant de M. Rafсандjani, qui dispose encore d'une influence si importante qu'elle pourrait se révéler encombrante pour le nouveau président. Néanmoins, Hassan Rohani est tenu à la fois par l'impatience de ses électeurs et par la situation économique, que certains n'hésitent pas à qualifier de « *faillite* » au sein même du régime. Pour cela, il faudra nécessairement une levée, même partielle, des sanctions.

Dernière leçon à tirer de cette élection du 14 juin : c'est vraiment à l'intérieur du pays que réside le moteur du changement, et non dans les différents groupes et groupuscules qui tentent de se présenter, en exil, comme l'opposition principale – voire officielle. Près de 37 millions d'Iraniens se sont déplacés aux urnes, soit 74 % de participation. C'est énorme, et cela démontre, si cela était nécessaire, l'inanité des opposants de l'extérieur les plus radicaux, malgré les moyens parfois importants dont ils disposent. ■

L'Irak craint de ne pouvoir rester neutre sur la Syrie

par Samia Nakhoul et Patrick Markey

BAGDAD (Reuters) - L'Irak a de plus en plus de mal à maintenir sa neutralité à propos du conflit en Syrie en raison des fortes pressions contradictoires qu'il subit de la part des différentes puissances s'affrontant par procuration chez son voisin, déclare son ministre des Affaires étrangères.

Après deux ans de combats et plus de 93.000 morts, le chaos en Syrie évolue en un affrontement entre l'Iran chiite, qui soutient le président Bachar al Assad, et les monarchies arabes sunnites du Golfe, qui appuient les rebelles.

En Irak, la recrudescence des attentats à caractère confessionnel témoigne d'un réveil des tensions entre sa majorité chiite et ses minorités sunnites et kurdes.

Officiellement, le gouvernement irakien, dominé par les chiites, ne soutient aucun camp en Syrie, à sa frontière occidentale. Il est toutefois accusé de laisser l'Iran, à sa frontière orientale, utiliser son espace aérien pour acheminer des armes en Syrie, ce qu'il dément.

"Nous faisons de notre mieux pour maintenir une position de neutralité mais les pressions sont énormes et quant à savoir combien de temps nous pourrions tenir, cela dépend vraiment de l'évolution de la situation en Syrie", souligne Hochiar Zebari dans une interview à Reuters.

"D'après notre interprétation des dynamiques à l'oeuvre dans le conflit syrien, nous avons adopté une approche plus prudente. Pas par un quelconque amour du régime (...) mais en raison de nos profondes inquiétudes quant aux intérêts nationaux de l'Irak", ajoute le ministre irakien des Affaires étrangères.



"CONFLIT RÉGIONAL"

D'Irak partent vers la Syrie aussi bien des sunnites radicaux gonflant les rangs des rebelles que des miliciens chiites allant se battre aux côtés des forces de Bachar al Assad.

Les Etats-Unis, qui ont permis aux chiites de s'installer au pouvoir en Irak en renversant Saddam Hussein en 2003, ont annoncé la semaine dernière qu'ils fourniraient une aide militaire aux rebelles syriens en raison de l'afflux en Syrie de milliers de combattants du Hezbollah chiite libanais, qui ont permis au régime Assad de gagner du terrain.

"L'Irak est dans la situation la plus difficile au milieu de ce chaos régional et le conflit en Syrie s'est transformé à tous points de vue en un conflit régional", poursuit Hochiar Zebari.

Depuis le début du conflit chez son voisin, l'Irak a refusé de se joindre aux appels d'autres pays arabes en faveur d'une mise à l'écart de Bachar al Assad et il s'est abstenu lorsque la Ligue arabe a suspendu la Syrie de ses instances.

En privé, des dirigeants irakiens disent redouter un effondrement du régime syrien et l'installation à Damas d'un pouvoir sun-

nite ouvertement hostile à leur égard, qui attiserait les tensions confessionnelles en Irak.

Le Premier ministre, Nouri al Maliki, s'appuie en outre sur l'influence de l'Iran pour maintenir la cohésion de son gouvernement dominé par les chiites.

MOUVEMENT INVERSÉ

Cependant, les dirigeants irakiens se souviennent aussi que Bachar al Assad fermait les yeux sur le transit par la Syrie de combattants sunnites allant affronter les forces américaines et irakiennes après l'invasion de l'Irak par les Etats-Unis.

Le mouvement s'est désormais inversé. Les trois principales organisations armées chiites d'Irak - l'Armée du Mahdi, Assaïb Ahl al Hak et Kata'ib Hezbollah - envoient toutes des volontaires en Syrie, disent des chefs chiites.

Une cinquantaine de combattants seulement, disent-ils, franchissent la frontière chaque semaine pour se relayer alors que, selon les sources, le nombre de combattants chiites irakiens en Syrie est estimé entre 600 et un millier.

"On exagère au sujet des brigades irakiennes combattant en Syrie", assure pour sa part Hochiar Zebari.

Le chef de la diplomatie irakienne s'inquiète surtout de la paralysie de la communauté internationale en raison des divisions persistantes entre, d'une part, les Etats-Unis et les pays européens, qui peinent à unifier une opposition politique fragmentée, et, d'autre part, la Russie, qui fournit des armes au régime.

"Personne n'exerce le moindre contrôle, ni sur le régime ni sur l'opposition, c'est ça qui est inquiétant", dit Hochiar Zebari. "Il n'y a pas de consensus international."

"Sans un effort sérieux de la part de la communauté internationale et du Conseil de sécurité (de l'Onu) pour intervenir, soyons honnêtes, cela continuera longtemps car aucun camp ne peut remporter la victoire".

AFP

Irak/pétrole: Chevron signe un troisième accord avec la région autonome kurde

BAGDAD, 17 juin 2013 (AFP)

LE GÉANT PÉTROLIER américain Chevron a annoncé lundi avoir signé un troisième accord de prospection pétrolière avec les autorités de la région autonome du Kurdistan, dans le nord de Irak.

Cet accord fait suite à plusieurs autres signés par le Kurdistan irakien avec des compagnies étrangères provoquant l'ire du gouvernement central de Bagdad.

L'accord, qui porte sur l'exploration du champ de Qara Dagh, dans le sud de la région kurde, est le troisième conclu par Chevron avec des responsables du Kurdistan.

Le gouvernement central de Bagdad a qualifié d'illégaux ces accords signés avec des compagnies étrangères arguant qu'ils n'ont pas été approuvés par le ministère fédéral de l'Energie. Il avait de ce fait interdit à Chevron d'opérer dans

les régions non kurdes d'Irak.

"Chevron va acquérir des parts et exploiter le bloc de Qara Dagh dans le cadre d'un accord de partenariat avec le gouvernement régional du Kurdistan", a indiqué la compagnie dans un communiqué diffusé à partir de la capitale de la région autonome kurde Erbil.

Le bloc se situe au sud-est d'Erbil et a une superficie de quelque 860 kilomètres carrés, précise le communiqué.

Chevron s'est vu attribuer le champ de Qara Dagh en janvier. Il avait déjà obtenu deux contrats dans le Kurdistan irakien en juillet 2012.

La dispute autour des contrats pétroliers est une des pommes de discorde entre Bagdad et la région autonome kurde.

Les diplomates et les spécialistes estiment que les problèmes entre Bagdad et Erbil sont l'une des plus lourdes menaces pesant sur la stabilité à long terme du pays.

SYRIE Voyage dans le Kurdistan libéré

REPORTAGE Dans un pays à feu et à sang où s'affrontent sunnites et chiïtes, le Kurdistan syrien fait figure d'enclave pacifiée, où se réfugient de nombreux chrétiens. Il s'y expérimente une forme de « troisième voie » entre le régime d'Assad et les disciples d'al-Qaïda. Patrice Franceschi en revient. Récit.

DE NOS ENVOYÉS SPÉCIAUX PATRICE FRANCESCHI (TEXTES) ET VALÉRIE LABADIE (PHOTOS)



C'était il y a six mois environ : plusieurs centaines de miliciens d'al-Nosra - les partisans d'al-Qaïda en Syrie - pénètrent de nuit au Kurdistan syrien depuis la Turquie. Ils sont lourdement armés, endoctrinés et déterminés à mettre un coup d'arrêt à l'expérience politique et sociale que les rebelles kurdes sont en passe de réussir depuis qu'ils ont chassé les troupes de Bachar el-Assad de leur territoire : instaurer chez eux l'équivalent d'un Etat autonome dont les pivots sont la démocratie, la protection des communautés religieuses - à commencer par les chrétiens - et l'égalité homme-femme. Un projet intolérable pour des islamistes nourris à l'idéologie de Ben Laden. D'autant que là où ces derniers ont pris le pouvoir, c'est l'anarchie et la loi du plus fort qui règnent en maître.

La bataille décisive s'engage dans la région de Sérïkani, faite d'une série de plaines adossées à une chaîne montagneuse. Elle est brève et violente. Les Kurdes, redoutablement aguerris et disciplinés, taillent en pièces les islamistes, un tantinet



ANDRÉ DE CHASTENET

brouillons et vociférants, qui laissent plusieurs centaines d'hommes sur le terrain. Comble du déshonneur, ils doivent refluer vers la zone arabe, poussés par l'ardeur guerrière des femmes kurdes, qui combattent en grand nombre dans les rangs de la guérilla. Tout un symbole.

Ces événements de Sérïkani n'ont pas retenu l'attention des décideurs politiques occidentaux et encore moins de la presse internationale. A tort. Car ils sont emblématiques des rapports de force qui se sont installés dans le puzzle syrien. Entre le régime de Damas et l'Armée syrienne libre (ASL), il y a désormais les Kurdes, repré- ...



Les Kurdes rêvent d'un Etat autonome



fondé sur la démocratie



Pour assurer la sécurité publique sur leur territoire (en haut à gauche et en bas à droite), les Kurdes ont, dès leur prise de pouvoir, créé une académie de police, les « Asayis ». Ces jeunes recrues, hommes et femmes, prêtent serment sur une kalachnikov et le livre des discours d'Ocalan, maître à penser du PYD, principal mouvement de guérilla.

Depuis la montée en puissance des groupes islamistes radicaux, la région kurde libérée est devenue une terre d'asile pour les chrétiens, qui y trouvent sécurité et protection. Ici, dans l'église des miracles Sainte-Marie de Dayrik (ci-contre à droite).

Tristesse et fierté se devinent sur les visages de ces mères de guerriers tués au combat (en bas à gauche). Cérémonie de commémoration dans la région de Dayrik, au nord-est de la Syrie.

Pour assurer la sécurité publique sur leur territoire (en haut à gauche et en bas à droite), les Kurdes ont, dès leur prise de pouvoir, créé une académie de police, les « Asayis ». Ces jeunes recrues, hommes et femmes, prêtent serment sur une kalachnikov et le livre des discours d'Ocalan, maître à penser du PYD, principal mouvement de guérilla.

Depuis la montée en puissance des groupes islamistes radicaux, la région kurde libérée est devenue une terre d'asile pour les chrétiens, qui y trouvent sécurité et protection. Ici, dans l'église des miracles Sainte-Marie de Dayrik (ci-contre à droite).

Tristesse et fierté se devinent sur les visages de ces mères de guerriers tués au combat (en bas à gauche). Cérémonie de commémoration dans la région de Dayrik, au nord-est de la Syrie.

Après les combats qui ont libéré la zone kurde du régime de Damas, la vie a repris son cours dans une paix qu'on ne trouve nulle part ailleurs en Syrie.



... sentants crédibles d'une « troisième voie ». Et ces alliés naturels des démocraties occidentales sont, à ce jour, le seul facteur de stabilité dans le « réacteur nucléaire » du Moyen-Orient qui menace de déborder de tous côtés, comme un Fukushima militaro-politique.

Mais l'Occident ignore les Kurdes.

Voyager au Kurdistan syrien, c'est comme aller sur une autre planète. Ou plutôt parcourir une oasis au milieu du désert. C'est découvrir comment 3 millions d'hommes se sont mis à espérer dans l'avenir et la liberté alors qu'autour d'eux règnent le désespoir, la terreur et l'aliénation.

Ce voyage de l'étonnement a commencé par un coup de téléphone d'un vieil ami kurde irakien, Ahmed Bamarni. Nous nous sommes connus en 1991 pendant la

Qui aide les Kurdes syriens ? Mystère...

première guerre du Golfe. C'était un résistant remarquable par son niveau intellectuel. Ensemble, nous avons fait deux ou trois choses pour son peuple au cours des années suivantes. Puis, la guerre enfin gagnée, son chef est devenu président de la République d'Irak et lui, ambassadeur de haut rang. Il ne s'est pas « refroidi » pour autant. Il arrive de Bagdad et veut me parler de ce qui se passe chez ses frères de Syrie.

Ce pont flottant jeté sur le Tigre relie les Kurdistan d'Irak et de Syrie. L'assurance d'un développement économique doublé d'un symbole politique fort.



« Tu devrais y aller, me dit-il à la fin d'un déjeuner en tête à tête. *Pratiquement tout le Kurdistan syrien est libéré, c'est le seul endroit où la démocratie s'installe vraiment, et personne n'en parle ou ne nous aide. C'est incompréhensible...* »

Le Kurdistan syrien, c'est une bande de terre de 800 kilomètres qui court le long de la frontière sud de la Turquie jusqu'à l'Irak. De part et d'autre de cette frontière, et jusqu'à l'Iran, une trentaine de millions de Kurdes rêvent d'indépendance depuis des siècles, opprimés par les trois grands peuples dont ils ont toujours subi la tutelle : les Arabes, les Perses et les Ottomans.

Pour ce qui est des Arabes, les Kurdes en ont fait leur affaire en Irak il y a dix ans et vivent depuis de manière autonome dans une opulence, une paix et une stabilité qui font d'autant plus l'admiration que partout ailleurs dans le pays, chiïtes et sun-

nites se massacrent allègrement. En ce qui concerne la Turquie et l'Iran, les Kurdes sont encore loin du compte. Mais ce qu'ils bâtissent en Syrie est comme une duplica-

tion de ce qui a eu lieu en France en 1943, quand fut créé le Conseil national de la résistance (CNR), qui réalisa le tour de

force d'unifier tous les mouvements combattant les nazis. Le CNR des Kurdes de Syrie s'appelle le Conseil suprême kurde, le CSK. Il regroupe les 17 partis politiques de la rébellion, malgré leurs différences et leurs antagonismes. Et le principal mouvement de guérilla, le PYD, a accepté de mettre ses troupes sous la tutelle de cette entité unique - chose rare et remarquable. Ce n'était pas gagné d'avance. Le PYD, cousin idéologique du PKK des Kurdes de Turquie, est un parti révolutionnaire au sens propre. Pendant dix longues années, il a patiemment construit des hiérarchies parallèles et clandestines dans toute la société kurde de Syrie. Il a entraîné des dizaines de milliers d'hommes et de femmes au cœur des montagnes turques et combattu les troupes d'Ankara au côté du PKK. Il a attendu son heure. Quand le printemps arabe a gagné la Syrie, il était prêt à prendre le pouvoir.

Mon vieil ami Ahmed m'a convaincu, je vais aller voir comment cela se passe là-bas...

Les femmes omniprésentes, y compris dans l'armée

La présence de femmes dans tous les appareils de pouvoir est une constante chez les Kurdes de Syrie et une source d'étonnement permanente dans un Moyen-Orient largement masculin. L'une des premières mesures que les Kurdes ont prises, après avoir chassé les troupes de Damas, a été l'abolition de la polygamie, l'abrogation de toutes les lois anti-féminines et la proclamation de l'égalité homme-femme. L'idée déclarée était qu'une nation digne de ce nom ne pouvait se priver de la moitié de ses

forces vives. Les milieux traditionnels ont tiqué, mais la société kurde était suffisamment évoluée pour que ces mesures passent sans trop de problèmes. Le puissant PYD est ainsi coprésidé par une femme et elles sont nombreuses au Conseil suprême kurde (CSK). Beaucoup sont juges, policiers, professeurs ou fonctionnaires, et elles ont montré tant de vaillance au combat qu'elles disposent désormais de leurs propres bataillons féminins, les *Yapajan* (YPJ), commandés par des femmes.



Jeunes combattantes kurdes au repos dans la région de Dayrik.



Kurdes et chrétiens dans l'église orthodoxe de Dayrik, au mois de mai 2013. Ces deux minorités de l'ancien régime sont désormais unies par une communauté de destin qui reste encore fragile.

De plus en plus de chrétiens réfugiés

... La frontière entre les Kurdistan d'Irak et de Syrie est d'une insolente beauté, composée d'une mosaïque de plaines et de montagnes qui s'enchevêtrent à l'infini. Le mythique fleuve Tigre coupe cette frontière de ses eaux puissantes et disparaît à l'horizon pour rejoindre l'Euphrate et le golfe Persique. On est au cœur de l'antique Mésopotamie et la lumière, dans sa transparence, peut prendre toutes les teintes de l'arc-en-ciel.

Symbole matériel des temps nouveaux, un pont flottant a été jeté sur le Tigre par les Kurdes des deux pays. Avant, il n'y avait rien. L'exploit est moins technique ou économique que politique. Il exprime la volonté des Kurdes de retrouver un destin commun par-delà leurs affrontements historiques.

Le pont ondule dans le courant, tirant sur ses câbles d'acier, mais des colonnes de camions le traversent depuis l'Irak pour ravitailler la Syrie. Sur ce bord-là, on construit à coups de bulldozers des installations frontalières modernes, et on perçoit déjà des taxes douanières dans des Algeco installés à la hâte : il faut faire vivre le Kurdistan syrien libéré. Et le Conseil suprême qui le dirige est démuné de tout. Quand on demande à ceux qui travaillent pour l'Etat nouveau, qu'ils soient combat-

tants, policiers, juges, fonctionnaires ou ingénieurs, le montant de leur salaire, tous répondent d'un air désolé : « Rien pour l'instant, la situation est difficile, l'argent manque. Il faut attendre... » Mais comme tout à l'air de fonctionner, on finit par se demander : qui fournit de l'aide aux Kurdes ? Mystère. On a le culte du secret quand on a été longtemps révolutionnaire et clandestin...

Les jours suivants, je parcours une grande partie de la zone orientale du Kurdistan, grande comme deux fois la Corse et peuplée de 2 millions d'hommes. J'ai peine à croire que je suis dans la Syrie à feu et à sang que les journaux télévisés décrivent chaque soir. Une paix générale règne dans cette région et la ferveur patriotique est partout. Pour une fois, le sensationnel de la situation n'est pas dans des images de guerre mais dans des images de sérénité, incroyables dans leur banalité. Les Kurdes n'en reviennent pas d'être libres et de se gouverner eux-mêmes. Ils vont pique-niquer le dimanche, cultivent leurs champs, mangent des crèmes glacées avec

les premières chaleurs, devisent le soir dans des salons de thé... A vrai dire, ils ont réussi l'exploit d'éviter toute guerre civile lors de leur prise de pouvoir. Et toute explosion de la criminalité. Dans ce genre d'affaires, pourtant, c'est la foire d'empoigne qui prévaut dès qu'un Etat disparaît – et c'est ce que j'ai été habitué à voir de l'Afghanistan à la Somalie. Ici, tout a été réorganisé en un temps record, de la base au sommet, et les associations pullulent pour gérer la vie quotidienne et pallier les pénuries qui affectent jusqu'aux hôpitaux et aux écoles.

Fait remarquable aussi, les chrétiens sont de plus en plus nombreux. Il y a ceux qui étaient présents avant la guerre – syriens, arméniens, orthodoxes, catholiques – mais aussi ceux qui ont fui la vindicte des islamistes pour se réfugier dans le seul territoire où ils seraient en sécurité, défendus par les redoutables *Yapagués*, les guérilleros kurdes. Quand on demande leur avis à ces chrétiens, ils répondent en substance : « Avant, nous avions la liberté religieuse. Maintenant, nous avons la liberté tout court... »

On revient néanmoins d'un tel voyage avec un sentiment de précarité. Qui souhaite voir ces Kurdes réussir leur expérience politique, au risque de faire tache d'huile dans les autres pays, à commencer par la Turquie ? Personne. Pourtant, les Kurdes sont les seuls aujourd'hui à pouvoir arbitrer la lutte à mort engagée entre chiïtes et sunnites en Syrie. Et ils sont le rempart le plus ferme à l'expansion de l'islamisme radical dans la région.

■ PATRICE FRANCESCHI

Les leaders de 3 millions de Kurdes syriens

Personne ne les connaît en Occident, mais les dirigeants du Kurdistan syrien compteront demain sur la scène du Moyen-Orient. L'homme fort de ce Kurdistan est Saleh Muslim (photo), un intellectuel de haut niveau qui lutte depuis toujours pour les droits des Kurdes. Il est l'actuel président du PYD avec Asyia Abdullah, une

femme de caractère qui a résisté à toutes les épreuves de la clandestinité. Les autres dirigeants d'importance sont Sinam Mohamad et



Ilham Ahmed pour les femmes, et Ahmed Elselam et Aldar Khalil – qui a perdu une main à la guerre –, pour les hommes. Trois millions de Kurdes attendent d'eux le développement des institutions démocratiques et des libertés fondamentales – et si possible une future Syrie fédérale qui garantira leur culture.

For Syria's Alawite community, a loyalist trap

Syrian Alawites, bound to president's fate, face calls for their massacre

BY ROBERT F. WORTH

The Damascus neighborhood known as Mezze 86 is a dense, dilapidated warren of hillside streets adorned with posters bearing the face of Syria's president, Bashar al-Assad. The presidential palace is nearby, and the area is crawling with

National myths fracture

From *The New York Times Magazine*

well-armed guards and soldiers. It is next to impossible to enter unless you are accompanied by government officials or well-known locals, almost all of them members of Mr. Assad's Alawite sect.

I drove there on a quiet Friday morning in May, and we were stopped several times at checkpoints by soldiers who examined our documents before waving us on. When we arrived at our destination, in a small parking lot, I emerged from the car to the suspicious glares of several middle-aged men in fatigues. "They are not expecting foreigners here," one of the men who accompanied me said. "The rebels are trying constantly to hit this place, because they know who lives here."

To many Syrians, Mezze 86 is a terrifying place, a stronghold for government officers and the ruthless paramilitary gunmen known as shabiha, or "ghosts." These are the men accused of carrying out much of the torture and killing that has left more than 90,000 people dead since the Syrian uprising began two years ago. Yet Mezze 86 now emanates a sense of aggrieved martyrdom. The streets are lined with portraits of dead soldiers; every household proclaims the fallen and the wounded and the vanished.

I went there to meet Ibtisam Ali Aboud, who had fled her home after her husband, a retired Alawite officer named Muhsin, was killed in February by rebels. Ibtisam is a woman of 50, but she looked 20 years older, her face a pale canvas of anxious lines. Her son was with her, a timid-looking 17-year-old named Jafar. We spoke in a dingy, sparsely furnished room.

"We never used to feel any distinction between people of different sects," Ibtisam said. "Now they are ready to slaughter us." Her husband's killer was a car mechanic named Ayham, she said, who had eaten at their table. Someone



Ibtisam Ali Aboud, whose husband was killed by rebels, with her son Jafar in Damascus. She said there had been little distinction among sects, but "now they are ready to slaughter us."

had been slipping notes under their door— "Die, Alawite scum," "Get out, regime thugs" — and sectarian killings and kidnappings were growing more common; even Muhsin had narrowly escaped being taken captive by armed men. But he refused to listen to his wife's warnings when she told him that Ayham was working with Sunni rebel gunmen.

"Ayham is my friend," he had told her. "This is Syria, not Iraq."

One night he went out to run an errand and never came home. They found his body in the family car the next day, a bullet hole in his head. The family's auto-repair shop was burned to the ground days later.

The family fled their home on the capital's outskirts to Mezze 86. "We are the ones who are being targeted," Ibtisam told me. "My husband did nothing. He was a retired officer volunteering at a hospital."

After two years of bloody insurrection, Syria's small Alawite community remains the war's opaque protagonist, a core of loyalists whose fate is now irrevocably tied to Mr. Assad's. Alawite officers commanded the regime's shock troops when the first protests broke out in March 2011 — jailing, torturing and killing demonstrators. Mr. Assad's intelligence apparatus did everything it could to stoke sectarian fears and blunt the protesters' message of peaceful change.

Yet the past two years have made clear that those fears were not completely unfounded. Syria's Sunnis and Alawites were at odds for hundreds of years, and the current war has revived

the worst of that history. Radical jihadis among the rebels now openly call for the extermination or exile of Syria's religious minorities. Most outsiders agree that Mr. Assad cynically manipulated the fears of his kinsmen for political survival, but few have asked how the Alawites themselves feel about Mr. Assad, and what kind of future they imagine now that the Sunni Arab world has effectively declared war on them.

On the day I arrived in Syria, in late April, I was startled by the seeming normality of the capital. There was fresh fruit in the market stalls and crowds of shoppers in the Old City. But behind the comforting bustle of street sounds, the dull thump of artillery could be heard, day and night.

Only after taking the highway north out of Damascus did I see the war: houses reduced to rubble or burned beyond recognition, posters bearing the faces of Mr. Assad and his clan shot to pieces. Beyond the suburbs, the highway skirts the embattled city of Homs and then turns west, toward the mountainous Alawite heartland along the Mediterranean.

This is the route Mr. Assad and his loyalists would take if, in the fantasy embraced by their enemies, they ever abandon the capital and try to forge a rump state in the land of their ancestors.

Latakia, the capital city of Syria's Alawite region, is a sleepy seaside town. The hills around it have long provided refuge for Syria's minorities, and once briefly formed part of an Alawite state under French protection, just after World War I. This gives its people a dif-

ferent view of the country and its history, one that Western journalists have not often been permitted to see.

It was in Latakia that I met a devoted government supporter named Aliaa Ali, the 27-year-old daughter of a retired Alawite military officer and a French teacher. Unlike many loyalists, Aliaa was willing to acknowledge the brutalities of her own side. "I was pro-revolution at first," she said. "There is a lot that needs to change here, I know that. But the fact is that it turned sectarian and violent much sooner than people think."

In early April 2011, Aliaa told me, she was in traffic on a coastal road when she heard loud explosions and gunfire. Only after returning home to Jableh did she learn that nine Syrian soldiers had been ambushed and killed nearby. Early reports described them as would-be defectors killed by their superiors, but no evidence for that claim has ever emerged, and amateur video taken at the scene suggests the killers were rebel gunmen. For Aliaa and her friends, it fit a pattern: The Western media were refusing to acknowledge the violence of the uprising and ignoring the losses on the government side.

That spring, despite the protesters' insistence on an inclusive movement, sectarian rhetoric began creeping in. One popular slogan was "We don't want Iran, we don't want Hezbollah, we want someone who fears God." This may sound harmless to outsiders, but in Syria it was a clear call to Sunnis to rally against their enemies.

Aliaa and her friends did not even pretend to be impartial witnesses to the uprising. They shut their eyes to most of what happened in their country after the demonstrations began: the mass arrests, the torture, the killings of thousands of peaceful protesters. In their talks with me, they seemed unwilling to believe the government was responsible for the sectarian rumors that accompanied the first protests. Still, there was an emotional truth at the core of their case. They had sensed a pent-up anger directed at them as Alawites, and the unleashing of that anger felt like a revelation, a sign that they had been living a lie.

The Alawite faith, developed a millennium ago, is a mystic blend of Neoplatonism, Christianity, Islam and Zoroastrianism. It included a belief in reincarnation and a deification of Ali, the cousin and son-in-law of the Prophet Muhammad. These unorthodox tenets may have led the crusaders and other outsiders to favor them, seeing them as potential allies against Muslims.

The theologian Ibn Taymiyya, the ancestor of today's hard-line Islamists, proclaimed in the early 1300s that the Alawites were "more infidel than Jews and Christians, even more infidel than many polytheists," and urged Muslims to slaughter and rob them. The Alawites sought shelter in the mountains, and rarely dared to come even to Latakia. Many of them were slaughtered by Ottoman armies, and parts of the commu-



Aliaa Ali, 27, a government supporter in Latakia, Syria, willingly acknowledges the brutalities of her own side. Yet the unleashing of anger against Alawites was a revelation, she said.

nity stood close to extinction at some points in their history.

In 1936, when the French were poised to merge the newly formed Alawite coastal state into a larger Syrian republic, six Alawite notables sent a petition begging them to reconsider. "The spirit of hatred and fanaticism embedded in the hearts of the Arab Muslims against everything that is non-Muslim has been perpetually nurtured by the Islamic religion," they wrote. "There is no hope that the situation will ever change. Therefore, the abolition of the mandate will expose the minorities in Syria to the dangers of death and annihilation, irrespective of the fact that such abolition thanks to a flood of refugees from other parts of Syria. Some are Alawites returning to their home villages. But tens of thousands of Sunnis have also resettled there, seeking refuge on the coast from war-torn areas. The state of Alawistan, if it were to ever be formed, would be riddled with potential insurgents.

Bashar Assad's father, Hafez, grew up in a two-room stone house in the mountains. As president, he loved to remind people of his origins. Hafez's children grew up in the palace and never cared much about Syria's poor. Bashar's economic reforms in the early 2000s brought new restaurants and nightclubs to Damascus, but the countryside sank deeper into poverty.

In late 2010, I drove through Syria's agricultural belt and was amazed by the damage wrought by five years of drought and government neglect. Many peasants had abandoned their desiccated farms and moved to slums on the outskirts of the cities, where they became perfect tinder for the revolt.

But there is another reason for the unpolished face of the Syrian rebellion, a crueler one.

One night in Damascus, I met a 33-year-old computer programmer named Amir who had been part of the nonviolent protest movement from the begin-

ning. "We started the protests with three principles: nonviolence, no foreign interference and no sectarianism," Amir said. "The regime targeted the protesters until they were forced to abandon all three of them."

will annihilate the freedom of thought and belief."

One of the petition's signers was Sulayman Assad, the grandfather of Syria's current president. Later, after the French abandoned them, the Alawites rushed to embrace the cause of Syrian nationalism, and went to great lengths to make the rest of the country forget their separatist ambitions.

The Assad clan has always defined its Syria as the "beating heart of Arabism," the bulwark of the Palestinian cause. The Baath Party was meant to embody this spirit, and Syria's minorities were eager to prove their loyalty as

Most outsiders agree that Mr. Assad cynically manipulated the fears of his Alawite kinsmen for political survival.

Arabs in a Muslim-majority society. This was the glue that would hold together the country's fractious communities. But now Syria has been formally excommunicated by the Arab League and the old unifying ideologies are openly mocked.

Syria's national myths may be fracturing, but it is hard to see how the map could be reconfigured in any stable way. There is some speculation that Mr. Assad may retreat to the coastal mountains if the war turns against him. That region is calm compared with Damascus, but the population is said to have doubled there since the war started,

I asked whether he was still active in the rebellion. "They put me in prison for two days," he said. "I was not tortured, no one even said a bad word to me. But for me it was — " He stumbled for words, then turned toward me.

"You know how Dante went to hell and was allowed to return? This cell was 10 meters square with 152 people in it. It was two stories underground. There is no air, you feel constantly that you will choke. They had an undeclared system: For the first week, you stand, all day and all night. Then you get to lean against the wall for a few days. Then you get to sit. When you are standing, you are terrified to fall asleep, because you may never get up. Some people were there for only a few hours, some for days or weeks, and some had been tortured in ways I never imagined. For food, you get a bit of bread and some water, but that does not matter. You get about 30 seconds, once a day, in the bathroom, but trust me, you are not even worried about that. Because there are people in there who are literally asking for death."

He stopped talking and, after a pause, I asked him why he had been arrested.

"I lit a candle at a funeral vigil," he said.

One morning in early May, I drove with Aliaa and her 23-year-old brother,

Abdulhameed, to their ancestral town, Duraykish, in the Alawite mountain hinterland. We parked at the bottom of a narrow hillside street and walked up to the family house, a 100-year-old stone building. Aliaa's uncle, Amer Ali, led us upstairs to a large room where dozens of people waited.

Amer had gathered them to tell their stories of relatives or spouses lost to the war. I listened to them, one by one. They were working-class people, and all were Alawites, as far as I could tell. Some were probably shabiha, though none of them would have used that word. One of them, a middle-aged construction worker named Adib Sulayman, pulled out his cellphone and showed me the message he received after his son Yamin was kidnapped by rebels: "We have executed God's will and killed your son. If you are still fighting with Bashar, we will come to your houses and cut you into pieces. Never fight against us."

Later, Amer led me to the roof, where we gazed out at the town where his family has lived for hundreds of years. Aliaa stood next to me looking out with an ex-

pression of rapturous pride. I asked her how it made her feel to know that Western human rights groups had documented repeated atrocities by the Syrian government — some, perhaps, by people like the ones we had just talked to.

Aliaa glanced downward. "Yes, there have been atrocities," she said. "You can never deny that there have been atrocities. But you have to ask yourself: What will happen if Bashar falls? That's why I believe victory is the only option. If Bashar falls, Syria falls. And then we, here, will all be in the niqab" — the full veil worn in conservative Muslim societies — "or we will be dead."

Before we climbed back down, Aliaa's uncle showed me a rusted tripod, set in the center of the roof. "It is for telescopes, for looking at the stars," he said. He looked up at the cloudless evening sky, then down the mountain toward where the hills give way to the vast Syrian plain. "But we can use it to set up a sniper rifle and defend ourselves here."

INTERNATIONAL
Herald Tribune JUNE 22-23, 2013

Will Iran now come around?

The Iranian election brought good news, but not the panacea many are trumpeting.

R. Nicholas Burns

Hassan Rowhani's surprise victory in Iran's presidential election carries important implications for the country's future as well as for its tortured relationship with the United States.

Rowhani overturned nearly all predictions and the carefully laid plans of Iran's leadership by defeating a group of much more conservative candidates. In a field of gray conformists, Rowhani was the only one who took a more moderate line on social, economic, and international issues. The key to his success was in capturing the latent underground sentiment for change that spilled into the streets after the 2009 elections.

His election is better news than the Obama administration had expected. Rowhani's openness to diplomacy on the nuclear issue is a welcome break from the cynical attitude of his predecessor, Mahmoud Ahmadinejad, and one of the people he defeated, the current nuclear negotiator Saeed Jalili. Rowhani seems to understand how isolated a pariah state Iran has become and how profoundly international sanctions have affected his country. His open recognition of "an old wound, which must be healed" — Iran's three-decade isolation from the United States — is unusual for an Iranian leader to acknowledge.

Iran is now likely to return to talks with the United States, Europe, Russia and China in one last attempt to reach a negotiated agreement and avoid war

over Iran's increasingly advanced nuclear research effort. President Obama was right to welcome a new round of negotiations as there is still time for diplomacy. Iran has not yet crossed either the Israeli or American red lines. And, while negotiations will be difficult, it makes sense to exhaust diplomacy before considering the use of force.

But Rowhani's election may not be the panacea that many are trumpeting.

First, Rowhani has always been a strong supporter of Iran's nuclear program. While he is a more polished diplomat than most Iranian leaders and worked well with Europeans in earlier rounds of nuclear diplomacy, it is too early to believe he will overturn the ossified anti-Americanism that has defined Iran's regime for three decades.

Second, there is no question that it will be Iran's supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, not Rowhani, who will continue to call the shots. Khamenei has tight control of foreign policy and the military. And he has exhibited consistently a closed and bitter attitude toward successive U.S. administrations. Iran will show up at negotiations but is unlikely to yield on the key concessions the United States and others will demand.

Third, Iran has been racing ahead on its nuclear agenda while acting in a desultory manner in talks with the United States over the past six months. Indeed, in a sober Washington Post article last week, three American lead-

ers — former Deputy Secretary of State Jim Steinberg, former National Security Adviser Steve Hadley, and former Senator Joe Lieberman — warned "the time is fast approaching when diplomacy will be of little or no value or credibility." They worry that Iran's advances in powerful new centrifuges and a heavy-water reactor are "significantly reducing the time that Tehran will need to produce a nuclear weapon."

Obama should respond to Rowhani's election by putting an ambitious American proposal on the table that would accept a limited Iranian civil nuclear capacity but prevent Iran from becoming a nuclear weapons power under strict and severe international oversight. He would be smart to couple this with even tougher sanctions and the continued threat of force.

Obama will also need help from the rest of the world. Israel will need to be patient and let the United States lead. Russia and China should be more forceful in pushing Iran to compromise. And if negotiations actually make progress, congressional leaders in Washington will have to refrain from insisting on unreasonable demands, which could torpedo any agreement.

The road ahead with Iran remains twisted, unpredictable and perilous. To paraphrase President Reagan: Engage Iran, don't trust yet, and verify.

R. NICHOLAS BURNS is a professor of the practice of diplomacy and international politics at Harvard's Kennedy School of Government.

BOSTON GLOBE

VIEWPOINT

Robin Wright

Al-Qaeda vs. Hizballah

The world's most fearsome terrorist groups are facing off in Syria. That's bad news for everyone

THE BATTLE FOR THE SOUL of Syria has taken an even deadlier turn over the past two months. The strategic center of the Middle East is also now a battleground between Hizballah and al-Qaeda, the region's two toughest extremist movements. The groups, both with roots outside Syria, represent rival versions of jihadism. Both use the same repugnantly violent tactics and advocate rigid Islamic rule: they're just from different sects.

This war within the war carries new dangers for the Middle East, for Islam and for the outside world. The regionalization of the conflict was reflected on May 25 when Hizballah chief Hassan Nasrallah vowed his Lebanese militia would "bear the responsibilities and the sacrifices. This battle is ours, and I promise you victory." Since then, Hizballah's fighters have helped **repel** the rebels' spring offensive in northern Syria. In a pivotal battle on June 5, they helped the Syrian military recapture the city of al-Qusayr, a rebel hub for the past year. The victory was a **huge** military and psychological break for President Bashar Assad—and a particularly forceful way for Hizballah to announce its presence in the **fray**.

Among Assad's enemies, al-Nusra Front—the best-armed and most disciplined of the rebels' many disjointed factions—formally announced its allegiance to al-Qaeda in April. It has been especially effective this year in northern Idlib province

and in the eastern Damascus suburbs, reportedly with growing help from foreign fighters from Libya, Saudi Arabia, Tunisia and beyond.

Hizballah and al-Qaeda are also now redefining the Syrian conflict in sectarian terms, pitting Shi'ites against Sunnis and inflaming passions that date back to Islam's greatest split 1,400 years ago, when two factions of the Prophet

mosques have come under increasing attack.

The sectarian furies spilling across Syria's borders have implications for countries from Morocco to Iran. Attacks have already erupted inside Lebanon. And Sunni clerics—most notably popular Egyptian televangelist Yusuf al-Qaradawi—have responded to Hizballah's intervention by exhorting followers to mobi-

are responsible for two of the deadliest attacks on U.S. targets since World War II. Hizballah killed 241 Marines and military personnel in a bombing in Beirut in 1983, and al-Qaeda killed nearly 3,000 people on Sept. 11, 2001, in New York City, Virginia and Pennsylvania.

The role of both groups' followers in Syria increases the danger that Hizballah or al-Qaeda could gain a long-term political or physical foothold in one of the most important countries in the Middle East. That sort of influence would represent the exact opposite of the democratic dream envisioned by many in Syria when the initial protests erupted in March 2011, triggered by the arrest of teenagers who had spray-painted antigovernment graffiti on the walls in the Syrian town of Dara'a.

The presence of Hizballah and al-Qaeda in Syria will also almost certainly complicate diplomatic efforts to find any form of political compromise. Neither group has ever shown much interest in negotiating.

The biggest losers from the emergence of this new fault line are the uprising's early heroes—the peaceful dissidents and defectors who later took up arms to protect themselves against Assad's military. Their brave struggle seems increasingly marginal as Syria becomes a battleground for the region's extremists. ■

*Wright is the author of **Rock the Casbah: Rage and Rebellion Across the Islamic World***



Victorious Forces loyal to Syrian President Bashar Assad celebrate the defeat of rebels in the city of al-Qusayr on June 5

Muhammad's followers quarreled over who was his rightful heir. As a result, the conflict is no longer just about man-made ideology or temporal politics or an autocratic dynasty. It's also about interpreting God's will.

The dangers are reflected in each group's recent targets. The al-Qaeda affiliate claimed in late April to have dug up the remains of 7th century Shi'ite martyr Hojr Ibn Oday (also known as Hajar Ben Adi al-Kundi) after allegedly destroying his shrine outside Damascus. In turn, Sunni

lize against the Syrian regime. "I call on Muslims everywhere to help their brothers be victorious," al-Qaradawi said on May 31. "Everyone who has the ability and has training to kill ... is required to go." That fiery rhetoric may fan the flames of hatred and mistrust even after the war ends. As history repeatedly shows, sectarian wars are often harder to resolve than political conflicts.

For the outside world, the possible consequences of this new conflict are also dire. Hizballah and al-Qaeda

Inching into Syria

Syria is not Iraq redux. The stakes this time are real, not fabricated; we have options far short of occupation.



Bill Keller

REYHANLI, TURKEY In the border towns where Syrian rebels recuperate and resupply, the buzz is that the long wait for Barack Obama may be near an end.

The excitement is not the result of the White House announcement on June 13 that the United States will supply light weapons to the groups seeking to overthrow the homicidal regime of Bashar al-Assad. Bullets and body armor won't help much against Assad's tanks, bombs and mortars.

But the rebels say they see Obama's hand in some bigger, less-publicized developments: the arrival of more and better antitank weapons, and rumors of long-withheld anti-aircraft weapons. The heavier ordnance is coming from Europe, the gulf and — as *The New York Times* reported Saturday — from Libya. But it seems to be flowing now with a wink and a nod from the United States.

"These things don't happen without America's permission," said a logistics coordinator for a rebel unit fighting in Homs, the birthplace of the uprising.

When I set out to meet with Syrian rebel operatives in the wake of Obama's halfhearted shift, I expected a reaction of rolled eyes, too-little-too-late and thanks-for-nothing. What I found was a surprising surge of optimism, a sense that something has changed — specifically, that America is inching toward more serious engagement.

Of course, nobody is saying this is yet a game-changer. Gen. Salim Idris, the former Syrian Army officer who heads the opposition Supreme Military Council, told me that while the Americans have become more helpful in recent days, the speculation about anti-aircraft missiles is premature, and there is still no sign that the United States is willing to enforce a no-fly zone or use cruise missiles against Syrian airfields, which could shift the advantage to the rebels. (I'm told Qatar arranged a small shipment of surface-to-air missiles and the U.S. looked the other way.) Whatever the details, intentionally or not, Obama has raised expectations.

Whether this fresh whiff of faith in America is justified, only the president can tell us, and I wish he would.

It's hard to tell what has driven Obama even this far. Is it the prodding

of critics like Bill Clinton, mocking the president's poll-minded caution? Is there a belated revulsion at the humanitarian catastrophe? A recognition that diplomacy backed by nothing much — which has been the White House answer until recently — is a fool's errand? Whether or not you agree with me that America has a big stake in the outcome, you are entitled to wonder: What, exactly, is the strategy?

Assad has been pounding his people mercilessly for more than two years, with a death toll that is nearing 100,000, the total for the entire Bosnian war in about half the time. With or without chemical weapons, Assad has achieved mass destruction and cinematic desperation.

In Aleppo, Syria's biggest city, rebels say residents have already clear-cut the trees for fuel to get through one cold winter under siege and will face the next one without firewood. In Homs, a rebel from that city said, the opposition recently completed a two-mile tunnel, foul from crossed sewage lines, to bring in supplies and evacuate the sick and wounded.

The refugee burden is straining the good will and budgets of neighboring countries. In Jordan and Lebanon the frictions between fleeing Syrians and the locals have erupted in violence.

In Turkey, which has been by far the most warmly hospitable neighbor to the rebels and the displaced, refugee camps like Altinozu, a camp we visited in Hatay, were once a media novelty. Now some of them have become more like permanent settlements: clinics, classrooms, laundry service, arts and crafts classes, Al Jazeera news on TV and Internet access, all paid for by the Turkish government at some price in public resentment. And here in Reyhanli last month, a duet of car bombs assumed to be spillover of the Syrian war killed more than 50 people.

Like the rebels, the refugees are waiting for America.

"They think American will have the last word," said a camp administrator. "When America decides, it will end, and they can go home."

We should have no illusion that this war will end neatly, whatever we do. The opposition figures I talked to concede that Syria now is a much bigger mess than a year ago. Assad is faring better thanks to help from Iran, Russia and Hezbollah. The opposition is fractured into so many "Grandsons of the Prophet" and "Tiger Brigades" that it is hard to keep the players straight.

The umbrella Free Syrian Army that General Idris's council oversees labors to keep track of the metastasizing fighting units, and doesn't

pretend to control them all. And of course, among the rebels there is a

minority of fanatic Islamists with Qaeda sympathies, filling a vacuum the standoffish West declined to fill.

Over tea in a Reyhanli café with a view of the Syrian hills, I asked a rebel commander named Abu Jarah how he imagined Syria after Assad.

"Maybe Somalia plus Afghanistan," he replied.

That, I allowed, was a pretty horrifying prospect.

"Not our mistake," he said. "It's not what we want. It's what you gave us, with two years standing and watching."

In Istanbul, Faliel Awad, a spokesman for one major Free Syrian Army battalion, told me, with disarming candor, that it would probably take three wars to complete the Syrian revolution — one to defeat Assad; then a sectarian war within Islam between the Sunnis and Assad's Shia sect, the Alawites; and finally a fight over just how Islamic the new Syria should be. (Like most of the opposition, he favors a more secular Islamic democracy, similar to Turkey's.)

These are worst-case scenarios, but hardly far-fetched. That is one reason so many Americans recoil from any involvement. Seared by two wars in the

region, Americans are understandably doubtful that Syria is our problem, or within our competence, or even within our comprehension. While many Syrians believe America just wants to keep Syria weak, the more sophisticated understand that their uprising is a casualty of Iraq and Afghanistan.

"We've been unlucky in our revolution," said Awad, acknowledging America's reluctance. "Unlucky in our timing. Unlucky in our geography."

I've written before that Syria is, in critical ways, not Iraq redux. The stakes this time are real, not fabricated; the insurgency is genuine and indigenous; we have options far short of occupation. We should not, as Bill Clinton put it in his recent excoriation of Obama's passivity, "overlearn the lessons of the past."

What we know is that without our involvement several things are likely: The slaughter will continue. The menacing alliance of Iran, Hezbollah and Syria, stoked by Russia, will be empowered and emboldened. America's influence on issues like Iran's nuclear program will be seriously diminished. Jordan and Lebanon and Iraq will be destabilized. Bloodied Syria will be more than ever a breeding ground of terror.

Andrew Tabler, a Syria expert at the Washington Institute, says that even if Assad remains in power, large swaths of Syria will remain beyond his control. "We have a Syria which is being transformed from a U.S.-listed state sponsor

of terrorism — which is bad enough — into a Syria divided into three parts, with terrorist groups ascendant in each. And Syria is home to the largest stockpile of chemical weapons in the region.”

The dangers of intervention, even a carefully calibrated intervention, are real. But keeping our distance doesn't

avoid them. It just postpones them and raises the price.

Nobody, except perhaps our enemies, wants to see American troops in Syria. Our aim should be to make life so miserable for Assad and his friends that he agrees, or his sponsors agree, that it is time to stop the killing, send Assad and

his circle into exile, and move from blood bath to diplomacy. Is that achievable? I honestly don't know. But given the certain costs of doing nothing, I think it's worth a try. I wish I knew whether President Obama felt the same.

INTERNATIONAL
Herald Tribune

JUNE 24, 2013

Syria scorecard



Thomas L. Friedman

ISTANBUL If you look at it from 30,000 feet, what we're actually dealing with in the Middle East today are the long-delayed consequences of the end of the Ottoman Empire. When the Ottoman Empire collapsed as a result of its defeat in World War I, the colonial powers Britain and France were right there, for their own interests, to impose their own order on the diverse tribes, sects and religions that make up the Arab East. When the British and French left after World War II, they handed power, in many cases, to monarchs, who, in many cases, gave way to generals, who, in all cases, kept their diverse populations in line with iron fists.

But, now, the Ottomans are gone, the colonial powers are gone and even the iron-fisted generals are gone. In Tunisia, Yemen, Syria, Egypt, Iraq and Libya, all that's left is a single question: Can the people in these countries who for so long have been governed vertically — from the top down — now govern themselves horizontally by writing their own social contracts for how to live together as equal citizens with regular rotations in power and without iron fists from above.

When President Obama says he plans to arm the anti-Bashar Assad rebels in Syria, this is the vortex into which he is inserting America. It is still unclear to me where the president is going with Syria, but I see only three possible strategies: the realist, the idealist and the God-I-hope-we-are-lucky approaches.

The realist says: I really don't see any

hope for building a unified, multisectarian, democratic Syria — not after two years of civil war. The U.S. goal should simply be to arm the rebels enough so they can hurt two of America's main regional foes — Hezbollah and Iran — and deny them an easy victory with President Assad in Syria. In the long run, though, this strategy most likely would lead to the partition of Syria into an Alawite zone along the coast, a Kurdish zone in the northeast and a Sunni zone in the rest. The Sunni zone, though, would almost certainly be embroiled in a power struggle between secular Sunnis, whom we'd support, and various Islamist Sunnis, financed by mosques, charities and

After two years of civil war in Syria, what are the options for U.S. involvement?

governments in the Arab gulf. While partition might actually be the most stable and humanitarian long-term option — breaking Syria into smaller units capable of self-governance — getting there would be ugly, and the Sunni Muslim chunk could easily end up dominated by jihadists, not “our guys.”

The idealist approach argues that if our goal is a unified, multisectarian, democratic Syria, then simply arming the “good rebels” would not be sufficient to get there. We (or NATO) would have to have boots on the ground to help them topple Assad and then stay for years to keep the warring parties from murdering each other, to suppress the violent extremists in each community and to help the moderates write and implement a new social contract for how to live together. Those who want a unified, multisectarian and democratic Syria, a noble goal, need to be honest about what it would take to achieve that from where we are now. It would take another Iraq-scale intervention — something we did not do well, and which very few Americans would vote to repeat.

Some would say that we don't need boots on the ground, as proved by the

Libyan intervention. Really? Libya is an example of the let's-send-them-some-arms-and-hope-we-get-lucky approach. Let's remove the Qaddafi regime from the air, arm the rebels on the ground and then hope they come together and produce a decent, pluralistic democracy. So far, we've not been very lucky. Our debate about Libya has been focused entirely on the sacking of our facility in Benghazi, but the proper debate should be about why there was — and remains — such a security vacuum in eastern Libya in the first place. The transition government has not been strong enough to bring order to Libya, and the instability there has metastasized. As Reuters reported from Benghazi on Wednesday, “Libya remains anarchic and awash with weapons nearly two years after” Muammar el-Qaddafi was toppled. The good news is that moderate Libyans have pushed back against their lawless tribal and jihadist militias, but without outside help it is an uphill struggle.

In Syria, we would be hoping that, with just small arms, the rebels could at least fight Assad & Friends to a stalemate so the regime would agree to negotiate Assad's departure. Even if by some miracle that were to happen, so much more blood would be spilled along the way that we would still need an international peacekeeping force to referee any post-Assad power-sharing deal. All volunteers, please raise your hand.

Those are the options as I see it. None feel very good because those in Syria who are truly fighting for a democratic outcome are incredibly brave, but weak and divided. Fighting for democratic values — rather than for family, sect, tribe or Shariah — is still a new thing for these societies. Those who are fighting for a sectarian or Islamist outcome, though, are full of energy and well financed. That's why staying out guarantees that only more bad things will happen, but going in, big or small, would not guarantee success. And that's why I'd like to hear which option Obama is pursuing and why he thinks it would succeed.

Au Kurdistan irakien, Erbil vit son boom loin des bombes

(AFP) Guillaume Decamme

ERBIL (Irak) Chez un concessionnaire d'Erbil, au Kurdistan irakien, Abdullah Abdelkarim, éleveur aux yeux rougis par le travail, guigne sur un pick-up à 24.500 dollars. "Chaque jour les choses s'améliorent" sourit-il. Avec sa croissance et son calme, Erbil est une oasis au nord d'un Irak qui navigue entre attentats et instabilité.

A Erbil, la capitale du Kurdistan irakien, on sirote des cafés en terrasse, on va au restaurant sans se soucier des attentats et, plus révélateur encore du gouffre qui la sépare du reste de l'Irak, on croise énormément d'investisseurs étrangers prêts à y vivre.

"Il est très facile de s'installer ici", reconnaît Jorge Restrepo, un Américain d'origine colombienne qui conseille des compagnies pétrolières étrangères.

"Le gouvernement du Kurdistan est très ouvert sur l'étranger", note-t-il.

En 22 ans d'autonomie, gagnée dans le sillage de la première guerre du Golfe, le Kurdistan a largement distancié le reste de l'Irak.

La région dispose d'un gouvernement, d'un Premier ministre et d'un président. Son drapeau flotte sur les bâtiments



officiels et aux barrages tenus par les peshmergas et les assaïch, les forces de sécurité locales.

Aujourd'hui, le Kurdistan affiche une croissance de 12% par an et compte près de 800 firmes étrangères, dont 500 viennent de la Turquie voisine, grâce notamment à une loi très généreuse sur les investissements en vigueur depuis 2006.

"Les investisseurs sont exemptés d'impôts sur le revenu et de taxes sur les bénéfices pendant 10 ans. Ils peuvent détenir la totalité du capital de leur entreprise et rapatrier leurs bénéfices comme bon leur semble", détaille Kamiran Mufti, directeur général du Comité d'investissement, pièce-maîtresse dans le dispositif économique de la région.

Mais le Kurdistan a quelque

chose en plus. "La sécurité. C'est vraiment la clef de la réussite", juge Ghada Gebara, présidente de Korek, une entreprise de télécommunications basée à Erbil et qui opère dans tout l'Irak.

Quand en mai 1.000 personnes ont péri dans des attaques dans le reste du pays, selon l'ONU, le Kurdistan n'a pas enregistré un seul incident lié aux violences confessionnelles.

Et les différences ne s'arrêtent pas là.

"La bureaucratie est pesante ici aussi, mais à Bagdad il y a en plus les divisions religieuses (entre chiïtes et sunnites) et bien évidemment la corruption", précise Jorge Restrepo.

Dans le classement dressé par Transparency International qui mesure la perception de la corruption dans le monde, l'Irak pointe d'ailleurs au 169^e rang, sur 176, des Etats perçus comme les moins corrompus.

Mais à en croire Kamiran Mufti, le phénomène est peu présent au Kurdistan et "les dirigeants régionaux ont mis en place un programme pour s'y attaquer".

Alors que fabrique-t-on au Kurdistan?

Du ciment, des médicaments, de l'acier, de l'électricité, en telle quantité d'ailleurs que "la région est auto-suffisante et elle en exporte vers les provinces voisines de Ninive et

Kirkouk", touchées comme le reste de l'Irak par des coupures de courant incessantes, explique Kamiran Mufti.

La manne du pétrole

Mais le fondement de l'économie régionale reste, et de loin, le pétrole.

Les sous-sols du Kurdistan renferment 45 milliards de barils de brut, soit environ un tiers des réserves prouvées de l'Irak, selon les autorités régionales. Et le magot est l'objet de nombreuses convoitises.

Bagdad est outré qu'Erbil se passe de son blanc-seing à l'heure de signer des contrats avec des compagnies étrangères et qu'il exporte son brut vers la Turquie sans l'accord du gouvernement fédéral.

Mais ces bisbilles, auxquelles s'ajoute un différend territorial sur une zone riche en hydrocarbures au sud du Kurdistan, ne sont, "qu'un échange démocratique sain", martèle Ghada Gebara.

Hunar Majid est Kurde, mais peut tout aussi bien s'exprimer en arabe ou en anglais. Toute en verrières et en lumière, sa concession Toyota du centre d'Erbil tient plus de la salle d'exposition que du garage. Elle ne désemplit pas.

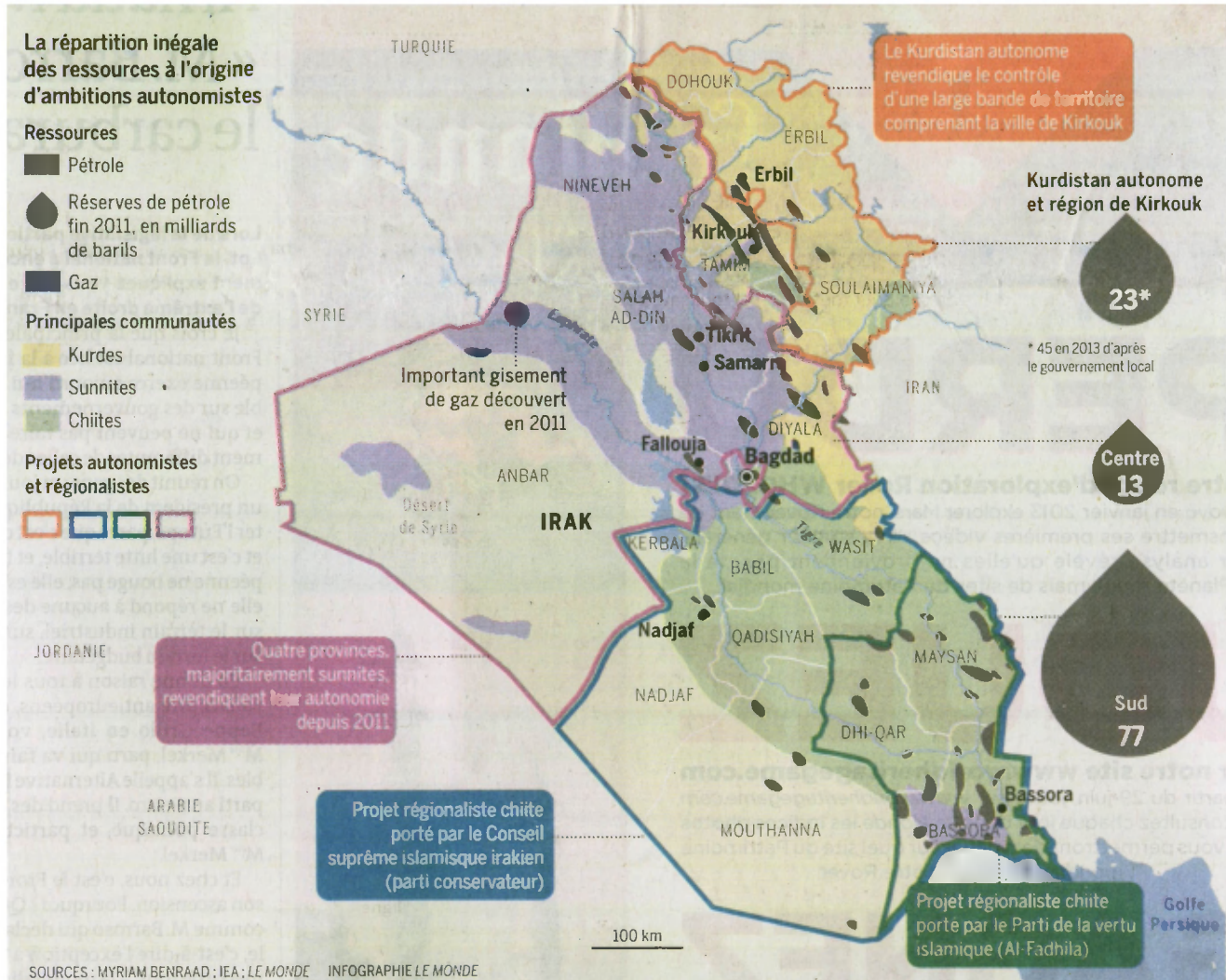
"Nous voulons multiplier nos ventes par trois par rapport à l'année dernière", annonce-t-il.

A l'entrée du garage, Abdullah Abdelkarim, un éleveur de moutons vêtu du charoual, l'habit kurde traditionnel au pantalon bouffant, inspecte le pick-up de ses rêves. Il lui en coûtera 24.500 dollars. Qu'il compte déboursier sans sourciller.

"Avant la vie était dure, je n'aurais jamais pu me payer cette voiture. Mais maintenant, tout va bien", dit-il.



Plus d'un an après le retrait américain, les Irakiens restent confrontés aux violences et aux blocages politiques, exacerbés par la manne énergétique Irak : la rente au cœur de la crise



Dix ans après la guerre, l'Irak demeure en proie à la violence et à l'insécurité autour de vagues régulières d'attentats portant, pour l'essentiel, la marque d'Al-Qaïda. Cette flambée de violence a atteint de tels niveaux ces derniers mois que certains agitent déjà le spectre d'une nouvelle guerre civile, inspirée des développements voisins en Syrie. Mais le conflit irakien ne saurait être réduit à sa seule dimension identitaire. Quoique peu abordés, ses ressorts socio-économiques sont tout aussi déterminants. Ils convergent autour de l'épineuse question des ressources et de leur partage.

Le 12 juin, Bagdad annonçait le lancement d'une nouvelle « stratégie énergétique nationale », devant permettre au pays de tirer, d'ici à 2030, 6 000 milliards de dollars de ses exportations en hydrocarbures et de couvrir, à terme, sa deman-

de énergétique intérieure. L'autre priorité affichée du gouvernement irakien consiste en un meilleur usage des revenus tirés de ses exportations de pétrole et de gaz en vue de diversifier son économie et de relancer un processus de reconstruction toujours stagnant.

A ce jour, l'immense manne pétrolière dont dispose l'Irak a été réaffectée au budget de la défense ainsi qu'à la réhabilitation de ses infrastructures endommagées par des décennies de guerres et de sanc-

La nouvelle « stratégie énergétique nationale » doit permettre au pays de tirer, d'ici à 2030, 6 000 milliards de dollars de ses exportations en hydrocarbures



Myriam Benraad

Chercheuse au Centre d'études et de recherches internationales (Sciences Po-CERI) et à l'Institut de recherches et d'études sur le monde arabe et musulman (Iremam-CNRS). Docteur en sciences politiques, Myriam Benraad est spécialiste de l'Irak et du monde arabe. Elle enseigne la géopolitique et la diplomatie parallèlement à ses activités de consultante pour plusieurs agences internationales et le secteur privé. Elle est l'auteur de « L'Irak » (Le Cavalier bleu, 2010)

tions cumulées. Une part trop peu importante des revenus du pays a été employée pour améliorer les conditions de vie toujours précaires de la population, malgré une contestation sociale montante. Les jeunes, qui représentent plus de 57% des 31,1 millions d'Irakiens, sont très touchés par le chômage depuis 2003 et constituent un vivier idéal pour les groupes armés – notamment l'Etat islamique d'Irak d'Al-Qaïda –, déterminés à en découdre avec ce qui succède à la présence américaine. Pour l'ancien ministre du pétrole Thamir Al-Ghadhban, candidat de l'Irak à

la tête de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), ce sont dix millions de nouveaux emplois qui devraient être créés grâce à cette stratégie, qu'il s'agisse du secteur des hydrocarbures ou d'autres domaines. Or, passé l'optimisme officiel, les freins à la relance économique pourraient être nombreux.

Théoriquement, la rente pétrolière était supposée permettre à l'Irak une reconstruction rapide, de même que sa démocratisation. En réalité, la libéralisation du secteur pétrolier et sa restructuration par la coalition étrangère et ses alliés irakiens ont conduit à d'importants dysfonctionnements institutionnels, un essor généralisé de la corruption et une violence sans précédent. L'insurrection, sunnite et chiite, continue de financer la plupart de ses opérations par le biais de la contrebande de pétrole, déjà monnaie courante du temps de l'ancien régime et de l'embargo, et exacerbée sous l'occupation américaine. Parallèlement, le divorce entre le pouvoir et la société ne cesse de se creuser, du fait de l'absence de services les plus élémentaires, et a donné lieu à plusieurs manifestations antigouvernementales dans la foulée des révoltes arabes de 2011.

Adoptée fin 2005 dans des conditions difficiles, la nouvelle Constitution irakienne aura certes consacré la réorganisation du pays sur des bases fédérales, sans jamais vraiment trancher la question de la répartition des pouvoirs entre Bagdad et les entités fédérées (région autonome kurde et provinces arabes) en matière énergétique. Ses articles 111 et 112 stipulent ainsi, dans des termes très flous, que « *le pétrole et le gaz sont la propriété de tous les Irakiens dans toutes les régions et provinces* » et que « *le gouvernement fédéral administrera le pétrole et le gaz extraits des champs existants en coopération avec les gouvernements des régions et provinces productrices, à condition que les revenus soient distribués de manière équitable et compatible avec la distribution démographique dans le pays* ».

Or, la richesse pétrolière ne se répartit pas de manière homogène. Elle se concentre à l'est, dans le Sud, chiite, près de Bassora et dans la province de Maysan, ainsi que dans les régions kurdes du Nord, aux abords de Kirkouk. Les provinces du Centre et de l'Ouest, sunnites, en sont relativement dépourvues. Ce déséquilibre éclaire les poussées autonomistes, voire séparatistes, qui agitent aujourd'hui les périphéries du pays, où dirigeants locaux et populations civiles se disent favorables à une déconcentration accrue de la gestion des hydrocarbures. Le gouvernement central, quant à lui, appelle à sa recentralisation autour d'un nouvel Etat fort.

A la fin de l'année 2006, une première ébauche de loi nationale sur le pétrole a fait son entrée dans l'enceinte du Parlement. Soutenue par les Kurdes, elle devait lever les ambiguïtés constitutionnelles et servir une plus grande fédéralisation. Or, non disposé à céder de ses prérogatives, le

Bagdad en quête de nouvelles alliances

DOTÉ DE RÉSERVES estimées à 150 milliards de barils de pétrole et 3 200 milliards de mètres cubes de gaz naturel, l'Irak se place en tête des principaux pays producteurs et exportateurs d'hydrocarbures au monde. Bagdad, qui produit actuellement près de 3,5 millions de barils de pétrole par jour (m̄bj), mise sur l'exploitation de nouveaux gisements pétroliers et la signature de nouveaux contrats pour pousser à la hausse sa production. Fort de son impressionnante richesse énergétique, le pays compte surtout retrouver sa grandeur passée, à la fois sur un plan régional et plus global.

L'actuelle montée en force du pays au sein de l'OPEP se veut très emblématique de cette quête de puissance, qui vient indiscutablement modifier les rapports de force dans la région. L'Irak s'est ainsi hissé au rang de deuxième plus important producteur de l'organisation et a refusé de revoir à la baisse ses niveaux de production comme voulaient initialement l'y contraindre certains membres en vue de maintenir des cours du brut élevés. En sus de ses motivations économiques et financières, l'expansionnisme pétrolier de Bagdad a pour but de contrecarrer l'influence et les manœuvres de pays comme l'Arabie saoudite, le Qatar et la Turquie, qui ont tantôt fait le choix de soutenir les sunnites, tantôt d'appuyer les Kurdes pour affaiblir le gouvernement de Nouri Al-Maliki et, derrière lui, l'Iran.

La Chine, partenaire de choix

Au niveau international, la produc-

tion pétrolière irakienne est de retour sur les marchés, et Bagdad entend bien en faire un facteur de puissance. Désireux de s'affranchir de son ancien tuteur américain, l'Irak se tourne aujourd'hui vers de nouveaux partenaires, au premier rang desquels la Chine, qui, dès 2009, a remporté une série de concessions pétrolières dans le sud du pays et s'impose aujourd'hui comme premier importateur d'or noir irakien.

Plusieurs éléments pourraient toutefois venir assombrir l'optimisme des autorités irakiennes. La crise traversée par le pays et le conflit énergétique opposant le gouvernement central aux provinces et régions en l'absence d'un cadre juridique reconnu continuent de peser sur les arbitrages de nombreuses compagnies étrangères. L'absence d'un Etat de droit et les attaques contre les infrastructures et les installations pétrolières posent également un problème sécuritaire de taille qui contraint l'exploration de nouvelles ressources comme le gaz, largement inexploité malgré son fort potentiel. Les moyens de transport devront aussi faire l'objet d'une remise en état, dont le coût est actuellement estimé à plus de 530 milliards de dollars. A défaut, les objectifs de production irakiens devront nécessairement être revus à la baisse.

Pour répondre à la décline de la demande mondiale de brut, qui touche de prime abord les membres de l'OPEP, l'Irak a déjà fait part de sa volonté d'abaisser son plafond de production sur le long terme et de renégocier l'ensemble de ses accords pétroliers. ■

premier ministre, Nouri Al-Maliki, s'y oppose depuis 2006. Depuis, les discussions piétinent. En août 2007, les Kurdes ont même adopté leur propre « *loi sur le pétrole et le gaz de la région du Kurdistan* », en négociant unilatéralement une série de contrats avec plusieurs majors (ExxonMobil, Chevron, Gazprom Neft, Total). Fondés sur un partage de la production et de ses revenus entre autorités régionales et opérateurs étrangers, ces accords sont beaucoup plus lucratifs que ceux, de services, proposés par Bagdad et qui n'octroient aux sociétés pétrolières qu'une rétribution limitée.

Les Kurdes, qui jouissent d'une large autonomie depuis la fin de la première guerre du Golfe (1990-1991), ont fait du dossier pétrolier une carte stratégique pour contrecarrer les ambitions de Bagdad. Ils ont autorisé l'exploration de nouveaux gisements près de Kirkouk – deuxième ville pétrolière d'Irak, que se disputent Arabes et Kurdes – en vue de créer

une donne à leur avantage. Bagdad considère la politique d'Erbil « *illégal* ». Le vice-premier ministre en charge de l'énergie, Hussein Al-Shahristani, proche d'Al-Maliki, n'a pas manqué d'en dénoncer les termes. A plusieurs reprises, ce dernier a réclamé la révision de l'ensemble des contrats déjà négociés et menacé de sanctions et d'exclusion des enchères nationales toute compagnie qui les signerait.

Dans les provinces chiites du Sud, la rente est à l'origine de la conception des deux principaux projets régionaux : l'un propose de réunir les trois provinces de Bassora, Dhi Qar et Maysan au sein d'une seule et même entité, la « *région du Sud* » ; l'autre, porté par le Conseil suprême islamique irakien (parti conservateur), prône une fédération élargie entre les neuf provinces du Sud, avec Bassora pour capitale, la « *région du centre et du Sud* ». Dans les deux cas, ces projets illustrent bien les limites du prisme ethno-religieux, souvent retenu pour analyser la situation en

Irak et comprendre ses lignes de faille. Ils opposent en effet des forces chiites entre elles autour de conceptions différentes de l'Etat irakien et de ses contours. D'ancien défenseur du fédéralisme, M. Al-Maliki est passé à recentralisateurs, euphorie du pouvoir oblige, tandis que les partis et les syndicats pétroliers locaux menacent de réduire, voire d'interrompre leur production si Bagdad s'entête à vouloir malmenner leurs intérêts.

En lieu et place d'une reconstruction effective, la rente semble avoir aggravé les clivages et, plus encore, posé les jalons d'un retour du pays à l'autocratie

Au milieu de ces luttes, les sunnites sont très partagés. Craignant d'être écartés de la rente et de la réallocation de ses revenus, ils

ont tout d'abord rejeté l'idée du fédéralisme. Puis, au pied du mur, ils s'y sont résolus. En 2011, plusieurs provinces (Al-Anbar, Salahaddin, Diyala, Ninive) ont ainsi réclaté la tenue d'un référendum sur l'autonomie, évoquant la possibilité d'une séparation territoriale s'ils n'étaient pas dûment réintégrés au jeu politique. Or, ce revirement n'est pas non plus dissocié du facteur énergétique. Au même moment, le conseil d'Al-Anbar annonçait la découverte de nouvelles ressources gazières à l'extrême ouest de la province, susceptibles d'assurer à ses habitants de substantiels revenus. Depuis fin 2012 et le soulèvement de ces régions contre le pouvoir, accusé de dérive autoritaire, les sunnites ont multiplié les appels à la sécession.

Alors que l'Irak poursuit lentement sa transition politique, peut-on parler de nouvelle « *malédiction des ressources* » ? En lieu et place d'une reconstruction effective, la rente semble avoir aggravé les clivages et, plus encore, posé les jalons d'un retour du pays à l'autocratie.

Le caractère central des hydrocarbures dans une économie peu diversifiée et ota-

ge de sa rente et de ses circuits de redistribution – les exportations de pétrole financent 95 % du budget public et constituent plus des trois quarts du PIB – a déterminé la structure du pouvoir irakien. Après Saddam Hussein, c'est ainsi Nouri Al-Maliki qui est à présent fustigé par ses adversaires pour sa tentative de monopoliser le secteur pétrolier comme instrument de consolidation de son autorité. Or, le virage autoritaire pris par Bagdad vaut aussi pour les provinces et régions dont les dirigeants poursuivent une logique analogue de concentration de la rente comme outil de verrouillage social et politique.

Du côté des Irakiens, ce regain d'autoritarisme est d'autant plus mal vécu que leur sentiment de dépossession économique et d'injustice sociale est bien réel. Indépendamment de leurs allégeances communautaires respectives, tous revendiquent un partage équitable de la rente comme prérequis à toute forme de normalisation. ■

AFP

Cinq morts en Irak dans des territoires disputés du nord

KIRKOUK (Irak), 26 juin 2013 (AFP)

CINQ PERSONNES ont été tuées par une série d'attaques mercredi dans des territoires disputés du nord de l'Irak où les diplomates craignent que les tensions ne se transforment en un conflit ouvert.

Les violences se sont produites dans et à proximité des villes ethniquement mixtes de Kirkouk et Touz Khourmatou, au cœur d'une région que se disputent le Kurdistan irakien et le gouvernement central de Bagdad.

Les tensions autour de cette bande frontalière qui s'étend de la frontière orientale de l'Irak avec l'Iran à sa frontière occidentale avec la Syrie, sont citées par les diplomates comme l'une des plus grandes menaces à long terme pour la stabilité de l'Irak.

Près de Kirkouk, l'explosion d'une bombe en bord de route a tué trois membres d'une même famille, deux femmes et un homme, qui circulaient à bord d'un véhicule rempli de nourriture, ont indiqué un médecin et une source policière.

Dans la ville même, un homme armé a abattu un soldat et en a blessé un autre. A Touz Khourmatou, un chef tribal a été retrouvé mort. Son corps était marqué de plusieurs impacts de balles et de signes de torture, ont expliqué des responsables et des sources médicales.

Le Kurdistan irakien souhaite intégrer ces territoires disputés du nord dans une région autonome kurde composée de trois provinces, ce que Bagdad refuse et qui pourrait conduire à un conflit armé entre les deux parties, craignent des diplomates et des analystes.

L'Irak connaît depuis le début de l'année un regain de violences, coïncidant avec une mobilisation sunnite contre le gouvernement du chiite Nouri al-Maliki, accusé d'accaparer le pouvoir.

Depuis le début du mois de juin, plus de 350 personnes ont péri dans des violences en Irak. ○

AFP

Irak: percée surprise des Kurdes dans une élection provinciale

BAGDAD, 26 juin 2013 (AFP)

DES CANDIDATS KURDES ont créé la surprise en remportant le plus grand nombre de sièges à Ninive, une des deux provinces irakiennes où se sont tenues des élections provinciales différées, selon des résultats publiés mercredi.

La liste Taakhi et Taayish, une alliance pro-kurde, a obtenu 11 des 39 sièges qui étaient soumis au vote le 20 juin. La liste Moutahidoun du gouverneur sunnite de la province n'a remporté que huit sièges.

La province de Ninive, gouvernée par Athil al-Noujaïfi, frère d'Oussama al-Noujaïfi, le président du parlement fédéral, est à majorité sunnite, mais comporte une importante minorité de Kurdes.

Dans la province d'Al-Anbar, région sunnite de l'ouest de l'Irak où se tenait également des élections différées, la liste Moutahidoun a en revanche remporté le plus grand nombre de siège, avec 8 élus sur 30 au conseil provincial.

Les élections provinciales à Ninive et Al-Anbar se sont tenues deux mois après celles de douze autres provinces du centre et du sud de l'Irak. Elles ont été différées pour des raisons de sécurité, selon les autorités.

Les détracteurs du gouvernement ont cependant estimé que ce report était avant tout motivé politiquement et des diplomates l'ont aussi largement critiqué.

Les résultats de ces élections sont perçus comme un baromètre pour la popularité du Premier ministre Nouri al-Maliki, accusé par la communauté sunnite d'accaparer le pouvoir, alors que des élections législatives sont prévues en 2014.

L'Irak connaît depuis le début de l'année un regain de violences, coïncidant avec la mobilisation sunnite contre le gouvernement.

Depuis le début du mois de juin, plus de 350 personnes ont péri dans des violences en Irak et en mai, plus d'un millier de personnes ont été tuées dans des attentats, faisant de ce mois le plus meurtrier depuis 2008, selon les Nations unies. ○

Iranian Kurdish Activists, Parties Divided Over Engaging With Tehran Regime

by FUAD HAQIQI
rudaw.net

ERBIL, Kurdistan Region – Kurdish activists in Iran are looking at the peace process in Turkey as a possible model, advocating engagement with the government in Tehran to achieve greater Kurdish rights.

But Iranian Kurdish parties, which for decades have believed Tehran will never relinquish rights to its large minority Kurds except through armed conflict, say that the political arena in Iran is so closed to the Kurds that there is no chance of a civil struggle similar to the one in Turkey.

In Iran's presidential election this month, in which Hassan Rouhani was declared winner, Kurdish activists had asked Kurds to vote for the moderate in large numbers, while the parties had urged a near-boycott: More Kurds showed up to vote than in previous years, an increase largely attributed to Kurdish civil rights advocates.

Abdollah Sohrabi, a Kurdish activist and Rouhani supporter, told Rudaw, "The people in Eastern (Iranian) Kurdistan have carefully chosen this candidate. He has promised to grant some of the political and national rights of the minorities."

Sohrabi, who formerly represented Mariwan city in the Iranian parliament, believes that local Kurdish activists will help Rouhani fulfill his promises to Iranian Kurds.

Kurdish activists have been closely observing the unfolding historic peace process in neighboring Turkey, where Ankara and the Kurdistan Workers Party (PKK) are negotiating an end to a bloody three-decade separatist conflict, as a way to gain greater Kurdish rights.

The dialogue between the government



Iran's president-elect Hassan Rouhani. Photo: AP

of Prime Minister Recep Tayyip Erdogan and PKK leader Abdullah Ocalan, who has been imprisoned in Turkey since his capture in 1999, was facilitated by the Kurdish Peace and Democracy Party (BDP) in Turkey.

While civil rights advocates in Iranian Kurdistan want to imitate that model to get closer to Iranian authorities, the old political parties that have been struggling against different Iranian regimes for decades -- without making headway -- warn that the political ground in Turkey cannot be compared to that in Iran.

Both the BDP and PKK have grown shoulder-to-shoulder in Turkey, they note, explaining that no comparable Kurdish party exists in Iran, since Tehran does not allow civil rights advocacy. Turkey, they note, is a semi-democratic state in which political activism is allowed and parliamentary freedoms exist.

The political parties believe the only way to get greater Kurdish rights is through the collapse of the current Iranian regime.

"The situation in each country is

unique. We do not want to imitate others. We want to play our role as Kurds from Eastern Kurdistan," says Dr. Raheem Farahmand, former spokesman of the Kurdish United Front in Tehran.

"Iranian Kurds have their own views and opinions. Therefore, if we play our role here, we will be much more victorious," he adds.

Hamanazeef Qadri, a member of the Kurdistan Democratic Party-Iran (KDPI), believes: "The political battleground in Iran, unlike Turkey, is a closed one. There are no hopes that Iran will allow political parties to carry out their civil and political activism. Therefore, there are no hopes for Kurdish political parties to exercise their political rights."

In the more than three decades since the Iranian Islamic revolution, efforts by Kurdish Iranian groups and individuals to engage with Tehran in pursuit of greater rights for Iranian Kurds have come to nothing.

Several prominent Iranian Kurdish leaders have been assassinated in different parts of the world -- sometimes while negotiating with Iranian government representatives -- with suspicions and accusations for the murders pointing to Iran.

For decades no Kurdish politician advocating local Kurdish governance and demanding basic Kurdish rights has been allowed to take part in Iranian elections.

"Political activism needs structure and organization," says Taher Khadew, a doctoral student in political science at Tehran University, adding that Kurdish politicians in Iran need to reinvent themselves in accordance with the current situation in order to remain relevant. □



Iraqi Kurds upbeat on oil export potential

Keystone Petroleum Ltd.

Gulf Keystone, a company with headquarters in London, said last week it started drilling its first exploration well in the Shaikan oil field. It said the entire field could hold as much as 10.5 billion barrels of oil.

The KRG said the first phase of production under the plan, which starts in a few weeks, will yield 40,000 bpd. That level will increase gradually and reach 250,000 bpd by 2018.

"Production from the Shaikan block will play a crucial role in helping the Kurdistan region to achieve its overall oil export targets of 1 million barrels per day by the end of 2015, and 2 million barrels per day by the end of the decade," the government said in a statement Wednesday.

The central and Kurdish governments in Iraq are at odds over legal issues related to oil. The central government says some of the uni-

ERBIL, Iraq, June 27, 2013 (UPI)

PRODUCTION from an oil field in the northern Kurdish region of Iraq will help meet export targets of 1 million barrels per day, the regional government said.

The semiautonomous Kurdistan Regional Government said it supported a development plan for the Shaikan oil field as proposed by Gulf



AA launches Kurdish-language news academy

06 June 2013

Anadolu Agency has started training program for Kurmanji dialect of Kurdish-language reporters

Ankara / Anadolu Agency has launched training program for Kurmanji dialect of Kurdish-language reporters under its Kurdish Broadcasting Project.

Kurdish will be one of the broadcasting languages of AA by September 1st within the scope of its efforts to be an international agency that makes broadcast in 11 languages.

AA News Academy is providing the Kurdish-language reporters with courses on interpreting techniques in addition to reporting skills.

AA Board Chairman and Director General Kemal Ozturk, who gave "International Journalism" course to the reporters, said, "Kurdish-lan-

guage news desk, founded at the time of solution process, will undertake a very critical mission."

Experts on Kurdish-language are giving lectures about the details of the language and translation techniques to the reporters.



Deputy Rector of Mardin Artuklu University Professor Kadri Yildirim is teaching Kurdish-language grammar and new terminology, while Assoc. Prof. Abdullah Kiran from Mus Alparslan University, assistant researcher Ayhan Tek and Murat Civan, a journalist famous with his works on Kurmanji, are giving "News language in Kurdish" courses.

Yildirim defined AA's Kurdish-language News Project as "extremely important", and said, "It is very important that AA has started such a project in academic level."



June / 26 / 2013

US envoy pledges full support in efforts to solve Kurdish problem

DİYARBAKIR

The US envoy to Ankara says on a visit to Diyarbakır that Turkey 'can count on his country' in the ongoing Kurdish peace process

United States Ambassador to Turkey Francis Ricciardone said Turkey could "count on" the United States to stand by its side throughout the peace process.

Ricciardone said the U.S., as a friendly and allied country that wishes for Turkey success, supported efforts to solve the three-decade-long conflict known as the Kurdish issue.

"You can count on the United States to be with Turkey, to stand with the Turkish government, the people as you deal with this very complicated and difficult process," the U.S. Ambassador told Turkish broadcaster CNN Türk in a live interview in Diyarbakır. "We are very confident in you and in your success."

Ricciardone has been on a visit to the southeastern part of Turkey since June 23. He visited Van, Batman, Diyarbakır and his next stop is Gaziantep.

'WISDOM' NEEDED

The ambassador said during his trip he had encountered people who had a great desire for peace and great hope that the peace process would work out. He said this process would take wisdom, patience and courage from all sides.

Upon a question about whether the U.S. President Barack Obama had delivered a message during the phone call with Turkish Prime Minister Recep Tayyip Erdoğan, Ricciardone said the context was of frequent content and that the U.S.



US Ambassador to Ankara Francis Ricciardone is seen at a local market in Diyarbakır. 'I believe Turks care very much about having a world standard economy and democracy,' he says. DHA photo

not only wished luck but also stood by Turkey while it worked through its problems.

The U.S. ambassador said he believed the southeastern part of Turkey had a "fabulous potential" with peace and stability being the missing ingredient. "With peace – the hope of peace alone – these past few months have already brought more tourists and more business people. Yesterday in Cizre, TÜSİAD [Turkish Industry and Business Association] came and met with local business people and that's just based on the hope of peace," said Ricciardone expressing that Turkey, the U.S., Turkey's allies and also its neighbors would benefit more from peace and stability in the region. "Imagine if peace takes root what will happen."

Regarding the Gezi Park protests, the U.S. ambassador told CNN Türk that in a healthy democracy people should have

ways of expressing different feelings, ideas, view points and support for social causes. He referred to allowing people the ability to communicate with each other, the public and the world as a challenge for any democracy.

Ricciardone said it was important that all points of view be expressed freely for any democracy to function. "The free exchange of ideas is the lifeblood of any democracy. It's the lifeblood of any free economy, and I believe Turks care very much about having a world standard economy and democracy." He added that people should assemble and meet each other in freedom and security.

He called the Turkish youth "unstoppable" regarding their use of social media and their connection to international media. "You're one of those connected young demographics of the world," he said. ■

Gülen calls for broadening freedoms, improvement in Kurdish rights

TODAYSZAMAN.COM, İSTANBUL

Well-known Turkish Islamic scholar Fethullah Gülen has encouraged the broadening of rights and freedoms of people and the improvement of ties with Kurds to restore peace and security in areas long plagued by a simmering conflict that has killed at least 40,000 people.

Speaking to Rudaw, an online newspaper in northern Iraq's Arbil, Gülen touched upon a wide array of issues ranging from the ongoing settlement process aimed at ending the decades-old Kurdish dispute to regional developments and domestic political issues.

Human rights and freedoms, Gülen said, are natural rights and no one has the authority to grant those rights to others as if they were favors. "Every human being, including prophets, is equal because of the fact that they were created by God as human beings. Without recognition of this fact, there would be no possibility of a state of justice or a legal system."

Gülen reiterated his support for the settlement process, saying that it is impossible to do otherwise. He recited a hadith, a saying of the Prophet Muhammad, in which he said "hoping for others the same things that you want for yourself and denying others the same things that you would not want for yourself" will be key in eradicating social problems in the region, referring to the southeastern Turkey, which is predominantly populated by Kurds.

He urged Turkish and Kurdish civil society organizations to work toward a goal to prepare the grounds to mitigate the problems and make efforts to restore unity.

He said it is also very important to act in such a way never to offend people with words and behavior, to be embracing and exercise patience. Everyone should be very careful and act with restraint and not be tricked into provocations. Problems won't be solved by yelling, screaming or slogans. One needs to settle problems by not yelling, burning, destroying or killing but with wisdom, prudence and compassion, he emphasized.

He spoke on the necessity of economic and social investment in Kurdish regions to increase the level of literacy and education, which are the primary causes of underdevelopment.

He said the Kurdish-populated areas should become an "zone of attraction" and education should be given a major boost there. He spoke highly of the Kurds, calling them "very smart people" and urged both sides to avoid using remarks that would be offensive.

"Benefitting from slowly restoring the



security atmosphere in the region, there needs to be an improvement in economic, social, cultural and spiritual relations, particularly in education," Gülen noted.

He urged state officials to bolster ties between eastern and western regions of the country through various socio-economic projects in a move to enhance national unity.

Regarding the ongoing peace settlement that the government launched in a move to find a political solution to the Kurdish conflict, Gülen called on both sides to adopt a reconciliatory tone with great sensitivity towards avoiding inflammatory remarks in a bid not to offend the other side in the fragile process.

Gülen also called on both sides to refrain from fighting and causing unrest. He recalled that different ethnic and religious populations in the Middle East, unlike today, have coexisted peacefully in the region for centuries. He said it is necessary to rebuild education models and civil society institutions to again bring the era of coexistence among diverse groups.

Gülen said it is not only Turkey, Kurdish brothers and Iraqi Kurdistan but also the entire Islamic world which is going through turmoil. He blamed ignorance, poverty and discord as the chief reasons why the Islamic world is facing deep problems.

Gülen also dismissed what he called "ideological propaganda" and said that his movement is aiming at ethical improvement, the spreading of peace and quality education in line with laws of host countries by establishing education facilities.

He also spoke on the Turkish schools in northern Iraq, highlighting the warm welcome of the locals towards the schools.

"As far as I follow, Turkish schools in northern Iraq not only work to deepen the integration of locals with the world, but also to enrich local culture. Activities such as Kurdish festival eloquently illustrate that any kind of ideological activity or assimilation is alien to the founding philosophy of these schools," Gülen said in response to criticism raised by some Kurdish nationalists that the schools promote cultural assimilation of Kurds.

He stated that the past 20 years have

removed any kinds of doubts over the presence of the schools in northern Iraq as Kurds have embraced them in cementing ties of brotherhood with Turks.

In another speech published by herkul.org, a website that usually publishes speeches by Gülen, he urged people not to use the word "çapulcu," a phrase Erdoğan frequently wielded to refer to protesters involved in violence. A likely translation of the word into English would be "looters" and it was widely used in the social media by protesters themselves to ridicule the description. Gülen said these "looters" could one day undertake "heroic" activities and asked people not to use the word.

He also underlined the significance of holding consultations and cited examples from the life of the Prophet Muhammad, who frequently asked the opinion of his companions and wife about moves he was going to undertake.

Education in native language

Gülen also voiced strong support for education in one's mother tongue, in reference to allowing the use of Kurdish in education in Turkey, and said basic human rights and freedoms could not be the object of any political bargaining as they are the natural rights of human beings.

He asserted that recognition of the use of mother tongue in education as a principle is indicative of a state's fair treatment of its citizens.

For decades, Turkish state denied Kurds to use their mother tongue in many public areas, including education. The Turkish government has only recently made it possible for schools and other facilities to offer elective Kurdish courses, as part of a program to improve rights of the Kurdish people.

Gülen insisted that Turkey should not only grant "every right" to its Kurdish citizens, such as recognition of use of Kurdish in education, but should also help Kurds who are suffering in other parts of the world. According to him, Turkey should appear as a representative of Kurds who face legal, political, ethnic and religious difficulties across the world and should defend their rights at the UN and in other international organizations.

Les Vingt-Sept plus divisés que jamais sur la Turquie

L'UE doit décider de l'ouverture ou non d'un nouveau chapitre des négociations d'adhésion

Luxembourg
Envoiyé spécial

A Luxembourg, les ministres des affaires étrangères ont tenté en vain, lundi 24 juin, de trouver un compromis sur l'ouverture d'un nouveau chapitre des négociations en vue d'une éventuelle adhésion de la Turquie à l'Union européenne (UE). Il s'agissait de déterminer si les Vingt-Sept acceptaient, ou non, d'organiser, mercredi 26 juin, une discussion devant déboucher sur l'ouverture du chapitre 22, qui concerne la politique régionale et la contribution financière des Etats membres.

Commencées en décembre 2004, les négociations d'adhésion avec Ankara patinent et plus aucun nouveau thème n'a été abordé depuis 2010. Un chapitre sur 35

a été conclu, 8 sont bloqués, en raison notamment du refus de la Turquie d'admettre un accord de libre-échange entre les Vingt-Sept, et donc aussi avec Chypre.

La nécessité de renouer le dialogue avec la Turquie s'est imposée compte tenu de la répression violente du récent mouvement de contestation du pouvoir islamo-conservateur. « Nous ne pouvons pas ignorer ce qui s'est passé au cours des dernières semaines », a expliqué Guido Westerwelle, le chef de la diplomatie allemande. Berlin est en conflit ouvert avec le régime du président Recep Tayyip Erdogan. La chancelière Angela Merkel s'était dite « épouvantée, comme beaucoup de gens », par la répression des manifestations, qu'elle juge « beaucoup trop dure ». Son parti, la CDU-CSU, a

confirmé, dimanche, son hostilité à un élargissement qui « déborderait » l'UE, « en raison de la taille et de la structure économique de la Turquie ».

Improbable compromis

L'Allemagne, soutenue par les Pays-Bas et l'Autriche, a dès lors proposé un compromis lundi : le principe de l'ouverture d'un nouveau chapitre serait admis, mais les discussions ne seraient lancées qu'en octobre. A savoir, après la publication d'un rapport annuel d'évaluation établi par la Commission européenne, qui examine l'harmonisation de la législation turque avec les règles et les pratiques de l'Union.

Après, surtout, les élections législatives du 22 septembre en Allemagne. « Les élections alleman-

des ne peuvent être une excuse pour retarder tout le reste en Europe », a répliqué le ministre suédois Carl Bildt. La France soulignait de son côté qu'une grande majorité des pays membres était favorable à l'ouverture du chapitre 22 et qu'il fallait continuer à « parler à la Turquie ». « Ce pays est sorti des règles de l'Etat de droit, mais il serait risqué de condamner définitivement la négociation », plaidait le Luxembourgeois Jean Asselborn.

La présidence irlandaise de l'Union était donc appelée à trouver un improbable compromis entre les deux camps, tandis que des sources turques annonçaient une « forte réaction » en cas d'ajournement de la réunion prévue mercredi à propos de la reprise des négociations d'adhésion. ■

JEAN-PIERRE STROOBANTS



EUROPE | CHRONIQUE

PAR ARNAUD LEPARMENTIER

Le miracle du Bosphore attendra

C'était un temps où l'on pouvait encore rêver d'Europe. C'était avant 2005 et le non français à la Constitution européenne. Avant la crise de l'euro. Dany Cohn-Bendit rêvait mieux que les autres. « L'Europe est une suite de miracles », chantait en 2004 le héros de Mai 68. Après le « miracle du Rhin », qui permit la réconciliation franco-allemande, était venu, avec l'élargissement de l'Union aux pays de l'Est, le « miracle de l'Oder », qui réunit désormais l'Allemagne à la Pologne. « Il nous reste à réaliser le miracle du Bosphore. Peut-être le plus difficile », proclamait Cohn-Bendit, fervent partisan de l'adhésion de la Turquie à l'UE.

L'alliance de l'Occident chrétien avec le monde musulman, la construction d'un pont entre l'Europe et l'Asie : quel projet ! Il s'agissait de démontrer, après l'invasion de l'Irak par Bush junior, que l'Europe n'était pas un club chrétien et éviter le « choc des civilisations » annoncé par l'Américain Samuel Huntington.

Quelques jours après la dispersion des manifestations de la place Taksim, ce mini-Mai 68 à Istanbul, Cohn-Bendit rêve toujours. Mais ouvre les yeux. « Le miracle du Bosphore ? On prend rendez-vous dans un demi-siècle », glisse le président des Verts au Parlement européen.

Et de concéder : « Il faut arrêter : la Turquie n'intégrera pas l'Union européenne. C'est réglé, c'est fini. Il faut voir quel type de partenariat privilégié on peut développer. »

Le diagnostic de Cohn-Bendit est largement partagé. Calmement. En fait, la querelle turque est close. Si elle déchaîna tant de passions dans les années 2000, c'est qu'elle posait à l'Europe des questions existentielles. La première portait sur son identité. La vision des pères fondateurs était à la fois chrétienne (Schuman, Adenauer et De Gasperi étaient catholiques et germanistes) et universelle, onusienne à l'image de Jean Monnet. L'accueil de la Turquie de Recep Tayyip Erdogan, qualifié alors d'islamiste modéré, était une tentative d'affranchir l'Europe de ses racines chrétiennes et d'en faire un projet fondé sur des valeurs devenues universelles à la fin de la guerre froide.

Ce projet a échoué. Par sa dérive autoritaire, Erdogan n'a pas démontré qu'il pouvait concilier islam et démocratie. Au contraire, son régime se durcit, la pression religieuse aussi. L'homme fort d'Ankara ne peut plus se présenter en modèle magnifié des révolutions arabes, dont aucune n'a accouché d'une démocratie répondant aux critères occidentaux. Paradoxalement,

EN FAIT,
LA QUERELLE
TURQUE
EST CLOSE

ment, le durcissement turc, conjugué à celui de la Russie, a un mérite : redonner à l'Europe une identité, des valeurs et une frontière.

Second enjeu, la finalité de l'Europe. L'UE est-elle un instrument géopolitique, confié aux diplomates du Foreign Office, voire du Quai d'Orsay, qui fait de la promesse d'élargissement un outil de pression efficace sur ses voisins ou s'apparente-t-elle à un projet politique à finalité fédérale ?

« Angleterre du Sud »

Les partisans de la thèse géopolitique sont les Britanniques, soutenus par les Américains, soucieux d'inclure dans l'Europe l'ancien Empire ottoman, appelé à faire tampon avec le Caucase, la Syrie, l'Irak et l'Iran. Ils ont été déçus par l'affranchissement d'Erdogan : la Turquie a beau faire partie de l'OTAN, elle s'affirme en puissance autonome. Cette « Angleterre du Sud » a joué la carte, non pas du grand large, mais de l'Orient. Seule.

Les partisans de l'Europe politique ont cru déceler dans la Turquie l'élargissement de trop qui empêcherait le saut fédéral. Imagine-t-on que ce pays envoie plus de députés à Strasbourg que l'Allemagne, qu'Erdogan se soumette à la Commission ? Irréaliste, en effet. Pourtant, la crise de l'euro en a décidé autrement. L'Europe s'est effondrée par son centre, pas par sa périphérie. C'est autour de la monnaie unique qu'elle reconstruira son projet, tandis que l'Union élargie ne sera jamais davantage fédéralisée. Fédéralistes et diplomates sont donc renvoyés dos à dos : la Turquie n'empêche pas l'Europe politique, mais elle ne sera pas non plus l'instrument d'une Europe puissance.

La Turquie n'est plus vraiment un enjeu de politique intérieure. Les Européens soutiennent les manifestants de la place Taksim, comme les Français défendaient la révolution en Tunisie. Avec amitié et compassion, mais en se jugeant différents. Il y a bien quelques soubresauts en Allemagne. *Der Spiegel* a fait un « coup » en publiant dix pages d'enquêtes, en turc et en allemand. Angela Merkel a été accusée de faire de la politique intérieure en se disant « épouvantée » par la répression place Taksim. Mais est-elle plus amène avec la Russie poutinienne ?

Il faut inventer un nouveau mode d'emploi pour renouer avec cette puissance émergente au potentiel économique formidable, et Bruxelles est à la peine. L'UE avait prévu de négocier des accords de réadmission pour les

immigrés clandestins entrés en Europe par la Turquie. En échange, l'Europe promettait de faciliter les visas pour les Turcs.

Le processus est menacé, tout comme les négociations d'adhésion qui devaient reprendre cette semaine avec l'ouverture du chapitre sur la politique régionale. Dans un lâche compromis conclu mardi 25 juin, l'échéance a été repoussée à octobre, après les élections allemandes.

« Nous avons perdu tous nos leviers d'action sur la Turquie », confie un fonctionnaire bruxellois, qui ajoute : « Nous ne parviendrons pas à aller plus loin avec Erdogan. » Mais Dany Cohn-Bendit, tel Sisyphe heureux, ne renonce jamais : « Ouvrons les négociations sur les droits de l'homme et la justice. » ■

LE REGARD DE PLANTU



TURKEY UNDERMINES ITS BID TO JOIN THE E.U.

Prime Minister Erdogan is harming the country's chance for membership with an undemocratic crackdown on antigovernment protests.

For 26 years, Turkey has been angling for membership in the European Union, only to see its bid thwarted. Now, with the union on the verge of reviving talks on Turkey's accession, Prime Minister Recep Tayyip Erdogan's outrageous crackdown on antigovernment protests in recent weeks is giving some Europeans a new excuse to question whether Turkey merits membership.

Mr. Erdogan has refused to seek political compromise with protesters who opposed a plan to build a shopping mall and a mosque in a park in Taksim Square in Istanbul, and he has directed police to subdue them with tear gas, water cannons and rubber bullets. Thousands of people have been detained, and at least four have been killed.

Mr. Erdogan and other officials have denigrated their critics as terrorists and accused them of planning to topple the government. The leaders have promised to deploy Turkish military forces if the police cannot succeed in containing the unrest.

Mr. Erdogan's harsh, even dangerous, attacks on Europe and foreign journalists are at odds with the goal of membership in an economic union whose 35 criteria include a respect for civil rights, freedom of the press and other democratic values, as well as compliance with free-market principles. On Monday, after the 27-nation bloc criticized his authoritarian ways, he denounced the union as "anti-democratic" and said he would no longer recognize the European Parliament.

Talks on Turkey's membership, stalled for three years, were supposed to resume on Wednesday, but Germany, which has long opposed Turkey's accession, last week blocked negotiations. On Monday, however, Germany suggested a compromise that would postpone negotiations until the fall. European foreign ministers were supposed to decide how to proceed at a meeting on Tuesday.

Mr. Erdogan deserves the strongest possible criticism, but membership in the European Union is a strategic imperative that, like NATO membership, is intended to bind Turkey to the West. Endeavoring to meet the bloc's criteria has already encouraged Turkey to make important political and economic reforms. Given the recent turmoil, Mr. Erdogan will have to show that he is willing to accept dissent in a democracy and capable of making further reforms. It would be a mistake, however, to fuel the estrangement between Europe and Turkey by shutting down the membership negotiations completely.

Les Occidentaux doivent enfin armer les démocrates syriens

Bassma Kodmani

Directrice du centre Arab Reform Initiative et cofondatrice de l'Initiative pour une nouvelle Syrie, elle fut membre du bureau exécutif du Conseil national syrien, dont elle démissionna en août 2012

A la tragédie humaine qu'endurent les Syriens s'ajoute la souffrance de voir le récit de la réalité largement déformé. Le régime de Bachar Al-Assad continue de consacrer un budget considérable à sa propagande médiatique et cible notamment les pays occidentaux. A défaut de pouvoir encore susciter des soutiens, il s'emploie à faire peur. La Russie et la Chine paralysent depuis deux ans le Conseil de sécurité sur la question syrienne à coups de veto, tandis que le régime se charge de paralyser la décision des pays dits amis de la Syrie en brandissant l'épouvantail du « tout islamique ». Depuis plus d'un an, Européens et Américains répètent : « Livrer des armes ? Nous sommes prêts à le faire si seulement nous savions à qui les livrer ! »

Le débat est pour le moins mal engagé. Il ne devrait pas tourner autour de la nature de l'aide, mais plutôt de l'identité des bénéficiaires. S'il n'y a plus que des extrémistes en Syrie, comme le prétend le régime, alors pourquoi leur fournir une aide quelconque, même non létale ? L'Europe, les Etats-Unis et les pays dits « amis de la Syrie » ne peuvent avoir une politique cohérente sans identifier clairement des partenaires sur lesquels parier pour l'avenir. Pour cela il faudrait commencer par reconnaître clairement un certain nombre de réalités.

Admettre d'abord que, depuis que la révolte s'est militarisée, ce sont les sources de financement et les conditions qui y sont attachées par les bailleurs de fonds qui façonnent le paysage de la résistance, et non l'inverse. La révolution syrienne n'est pas devenue islamiste, mais elle a été financée essentiellement par des sources islamistes identifiées.

Une fois qu'un groupe a pris les armes, il lui faut trouver coûte que coûte des munitions et de la nourriture pour ses combattants qui affrontent la mort. Dans l'incapacité d'entretenir leur bataillon, les officiers de l'armée libre se voient souvent abandonnés par leurs troupes, qui rejoignent des groupes plus radicaux car ils sont plus nantis.

Admettre ensuite que l'absence de moyens a affecté la stratégie même de l'Armée syrienne libre (ASL). Les attentats et les attaques-suicides contre des cibles militaires et sécuritaires sont devenus le seul moyen de progresser dans une guerre asymétrique. C'est en cela que les djihadistes excellent. Ils sont en fin de compte une arme en eux-mêmes. A l'intérieur de cette asymétrie s'est installé un autre déséquilibre entre brigades financées par des sources islamistes et celles qui ont résisté à cette attirance.

Celles qui n'ont pas accepté les financements islamistes sont nombreuses et ont leurs racines au sein de la société : certaines sont encadrées par des militaires sans idéologie politique, d'autres ont un ancrage politique clair, de gauche ou de droite, et comptent des non-musulmans dans leurs rangs ; d'autres enco-

re sont de simples habitants organisés au niveau d'une localité, sans couleur politique. Une étude en cours les recense et montre qu'elles sont présentes partout.

Pousser à l'unification des rangs de l'Armée syrienne libre sans donner aux brigades démocratiques des moyens risque de consacrer l'hégémonie des brigades islamistes. Il est évident que le front commun s'impose contre le régime. Dotées de moyens, les forces démocratiques seraient en situation de coopérer sur un pied d'égalité avec les islamistes au lieu d'être à la merci de ces derniers. La formation du Conseil militaire suprême (CMS) était incontestablement un progrès. Mais son chef, Selim Idriss, reconnaît lui-même que ce conseil n'est qu'une structure de coordination et que ce sont les commandants qui forment le haut commandement militaire qui sont en contact avec les groupes sur le terrain.

Récemment, un groupe d'officiers membres du haut commandement militaire de l'état-major ont annoncé la formation d'un Front des Syriens libres. En cours de préparation depuis plus de trois mois, ce front se place clairement sous l'autorité du CMS. Il regroupe une centaine de bataillons (kataeb) et de brigades triés sur le volet, qui ont souscrit à un code de conduite dans lequel ils s'engagent à respecter les conventions internationales en matière de protec-

Ce sont les sources de financement et les conditions qui y sont attachées par les bailleurs de fonds qui façonnent le paysage de la résistance, et non l'inverse

tion des droits de l'homme et déclarent leur adhésion à une Syrie démocratique et pluraliste. Le Front des Syriens libres regroupe près de 10 000 hommes et s'enorgueillit de compter dans ses rangs des membres, y compris des chefs de brigade, issus des différentes minorités du pays. Ceux-là s'engagent à se soumettre à une autorité civile et peuvent être convaincus de respecter un compromis politique et de faire respecter un cessez-le-feu.

Depuis son annonce à la fin mai, le front se voit approché par des milliers de combattants qui voudraient se joindre à lui. Il s'est constitué autour de principes communs, mais il manque de tout. Cela va de la nourriture pour les familles des combattants jusqu'au matériel militaire avancé.

En annonçant leur intention d'armer les insurgés, les pays occidentaux donnent enfin les moyens aux forces de la révolution d'arrêter la progression de l'armée du régime et de ses alliés du Hezbollah, d'Irak et d'Irak. Mais leur action ira bien au-delà, car ils seront en position d'agir à plusieurs niveaux. A la source, sur les pays de la région pour leur signifier que le financement du courant islamiste effraie un nombre grandissant de Syriens et retarde la chute d'Assad ; à la base, sur les brigades elles-mêmes, pour renforcer celles qui portent le projet démocratique ; enfin, sur les pays qui protègent encore le régime, la Russie en tête, pour les convaincre du fait que les pays occidentaux ont une vraie politique vis-à-vis de la crise syrienne, à un moment où l'absence d'action décisive menace d'une débâcle irréversible toutes les sociétés du Moyen-Orient. ■

Le Conseil national syrien est une autorité politique de transition, créée en septembre 2011 lors de la guerre civile syrienne afin de coordonner tous les opposants au régime de Bachar Al-Assad



VOA News JUNE 28, 2013

Kurdish Militia Accused of Killing Syrian Protesters

Kurdish activists in Syria are accusing a Kurdish militia of gunning down three protesters as tensions rise in towns along the Turkish border.

An activist with the Kurdish Unity Party told the VOA Kurdish service the deaths took place during a protest late Thursday in the town of Amuda, when members of the Kurdish Democratic Union Party (PYD) opened fire to prevent demonstrators from taking to the streets.

Video posted online by the activists claims to show PYD militia mem-

bers on white trucks firing at the crowd. Activists say the protest was sparked by the detention of three people who had been protesting against the PYD's rule.

The PYD defended its actions. Salih Nasir Hajmansur with the PYD's executive committee member told VOA's Kurdish service a PYD patrol vehicle was attacked by some gunmen, resulting in the death of one fighter and four others were wounded.

The Kurdish Democratic Union Party has controlled large areas of northeastern Syria since government troops withdrew last year. The PYD is also affiliated with the Turkey-based Kurdistan Workers' Party (PKK), considered a terrorist group by the United States and the European Union.

Some Kurdish activists accuse the PYD of collaborating with the government of Syrian President Bashar al-Assad. Many of the activists have supported the uprising against the Syrian regime. ♦



28 June 2013

Armed Kurds clash with protesters in Syria

Three people killed in northern Amuda town after Kurdish party members open fire on protesters, activists report.

Basma Atassi

Members of a dominant Kurdish party have opened fire at a protest in the Syrian Kurdish-dominated town of Amuda, killing at least three people and leaving at least 10 others injured, activists have told Al Jazeera.

Thursday's rally was held to protest against the detention of three prominent Kurdish activists by the Democratic Union Party (PYD), an armed group that controls much of the Kurdish areas in Syria's north and northeast.

Activists posted footage online purporting to show a protest being dispersed amid sounds of heavy gunfire.

Kurdish website Firat News, meanwhile, said an "armed gang" shot at People's Defense Units (YPG), a group made up mainly of PYD fighters and responsible of the security of Kurdish areas. The website, citing YPG Press Office, said one YPG fighter was killed.

"Clashes in the area broke out after YPG units surrounded the city and denied access into and out of it following the attack by the armed group," the website said a day after the reported attack.

Rallies and sit-ins in the town, located in Hassaka province, broke out on June 17, following the arrests by PYD of the activists supportive of the Syrian uprising against President Bashar al-Assad.

Tension has been running high between the PYD and Kurdish anti-Assad activists, but Thursday's violence was a rare bloody



Footage purported to show protesters dispersed amid heavy gunfire and injured at hospital [SNN Activist Network]

confrontation.

The opposition says the PYD has been collaborating with the regime, even though it is critical of the Assad government.

The PYD accused the three detained activist of drug dealing.

Mohammad Mahmoud Bachar, a local journalist in Hassaka, told Al Jazeera this was "a silly accusation".

"The activists are well known in Amuda," he said. "They have been active since day one of the Syrian uprising. Since their arrest, camps have been set up in the city centre and several activists went on hunger strike in protest."

Bachar said some of the injured were being treated in the "underequipped" Dari Hospital in Amuda. Others were smuggled to Turkey for treatment, he said.

The PYD - affiliated with the Kurdistan Workers' Party (PKK), an armed group designated as a terrorist organisation by Turkey, the US and the EU - said the three activists were detained for drug dealing.

Silencing opposition

Azad Amoudi, a 31-year-old teacher in Amuda, told Al Jazeera there has been a wave of arrests in order to silence opposition Kurdish activists and parties.

"But they cannot stop us from protesting against Assad. Amuda was the number four town in Syria to hold rallies against the regime," he said.

Amuda, a town with about 50,000 residents, has seen several anti-Assad protests since the uprising against the regime began in March 2011, and some protests were brutally quelled by regime troops.

In July 2012, Assad's forces withdrew from the town, allowing for the PYD to take responsibility for security.

In an attempt to unite the divided Kurds, The PYD last year agreed to join with other groups and form Kurdish Supreme Committee, the governing body for the Kurdish areas.

People's Defense Units (YPG), the armed wing for the Committee, was created to protect the areas from both Syrian rebels and regime forces.

"At the beginning, we were happy with the YPG because they promised to protect the Kurdish towns. But it turned out that the PYD dominated the Committee and the YPG were solely members of the PYD," Mohammad Ali, a Kurdish activist based in Turkey, told Al Jazeera.

"They are using the committee as a cover to exert power," he said, adding that he expected the latest incidents would lead to an escalation among the Kurds.

Amoudi told Al Jazeera the PYD was popular among residents at the beginning, but its crackdown on activists has turned people against it. "It is now ruling with the power of weapons," he said.

Kurds are the largest ethnic minority in Syria and make up about nine percent of the country's population. They have faced discrimination and harassment for decades by the government. ●

Kurdistan Presidency Holds Emergency Meeting With Syrian Kurdish Parties

by RUDAW
rudaw.net

ERBIL, Kurdistan Region - The Office of the Kurdistan Region President Massoud Barzani has held an emergency meeting with representatives of Syrian Kurdish parties to discuss recent tensions between different groups in that country.

This meeting came a day after six people were killed and more than 30 injured in clashes between security forces of the People's Protection Units (YPG) and protesters in the city of Amude.

"Following yesterday's clashes both rival groups have gathered with the Kurdish president to find a way to end the tensions forever," an official from the president's office told Rudaw, on condition of anonymity.

Rudaw reporter in Amude, Farhad Hamo, says that the injured are in critical condition due to lack of medicine and a curfew imposed by the YPG.

The representative of a Syrian group at the meeting also said, "There is good understanding between both sides and in the next 72 hours we expect to reach a good outcome."

Salih Muslim, the head of the Democratic Union Party (PYD), which controls the YPG, rejected that the victims were innocent protesters killed by his forces.

"Those killed were armed men and



they were killed in an ambush," Muslim said.

He blamed the recent tensions in the Syrian Kurdish areas on the Islamic Jabhat Al-Nusrah, saying the radical Islamic group is trying to gain control of all Kurdish towns and cities.

Kurdish groups in Syria say that the PYD does not tolerate any rivalry, and that members of the YPG continuously detain and harass members of Kurdish parties.

Mustafa Cuma, head of the Kurdish Azadi (Freedom) Party told Rudaw hours after the eruption of clashes in Amude that, unless the YPG changes its policies, the situation for Syria's Kurds may get worse.

"The YPG sees itself as government already," Cuma said. "But our people cannot accept that. They see the YPG as a political group and nothing more."

Cuma said that the PYD does not tolerate criticism and that it suppresses different opinions among other

groups.

"The PYD wants to be the sole controller of the area without the participation of anyone else," he charged.

The Kurdish president has played the role of mediator between Syria's Kurdish groups in the past two years, and last year he brokered a deal known as the Erbil Agreement, whereby Syrian Kurdish leaders agreed to cooperate on security.

But Cuma said that the PYD is using the Erbil Agreement to promote its own agenda, and that it uses the agreement to sideline all other groups.

The PYD is the strongest Kurdish party in Syria, with a well-organized security force that has managed to keep the Kurdish areas stable and out of the war raging in the rest of Syria for more than two years.

The group has accused other Kurdish parties of sending their fighters to fight the regime of Bashar al-Assad alongside the Free Syrian Army (FSA), which the PYD sees as a risk that might drag the Kurdish areas into the civil war.

But Cuma said that the fighters of other Kurdish parties are only there to protect the people and their own offices.

"It is all baseless accusations," he said. "The truth is that the PYD does not tolerate anyone else. That is it." □

REUTERS

Iraqi Kurdish President set to rule for two more years

ARBIL, Iraq | Sun Jun 30, 2013 Reuters/Azad Lashkari

THE PRESIDENT of Iraqi Kurdistan Masoud Barzani is set to stay in office for another two years, after lawmakers voted on Sunday to extend his tenure amid scuffles in parliament and an outcry from opposition parties.

Barzani's presidency had been due to end this summer, when his second term of four years ends, but in recent months members of his party said legal ambiguities might allow him to remain longer or run again.

The region's presidential law places a limit of two four-year terms on the position.

"We are against the extension. We think it is illegal," said Mohammed

Tofiq, head of public relations for opposition party Gorran (Change). "It proves to everyone that there is no democracy (in Kurdistan)".

Once the most impoverished and repressed region in Iraq, Kurdistan now exists as a quasi-state within a state and has successfully insulated itself against the sectarian violence that plagues the rest of the country.

Stability and oil have drawn in foreign investment and the region is prospering, but a domestic opposition has built up a considerable following by railing against corruption, lack of transparency and the hegemony of two ruling parties.

Barzani's Kurdistan Democratic Party (KDP) governs the northern enclave in partnership with the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), whose leader Iraqi President Jalal Talabani was flown to Germany last December after suffering a stroke.

Between them, the KDP and PUK hold a majority of seats in the assembly, followed by Gorran, which was at the forefront of anti-government protests in 2011 during which at least 10 people died.

Parliamentary elections are scheduled to be held later this year. ●

IRAN AWAITS 'KURDISH SPRING'

After gains for Kurds in Turkey, Syria and Iraq, Iran appears to have bucked the trend.

Jake Hess

www.aljazeera.com

Erbil, Iraq - Armanj Berxwedan fidgets anxiously in a plastic chair at the centre of a rebel camp in Iraq's Qandil Mountains. A Kalashnikov rifle leans on the tent that doubles as the camp's library and dining hall. The pimply faced, 18-year-old guerrilla from Iran is a member of the Free Life Party of Kurdistan (PJAK), and thinks he could soon be back on the frontlines. It is only a matter of time, he says, until the "Kurdish Spring" reaches his country.

After a century of political exclusion, Kurds are making landmark advances across the Middle East. The Kurds of Syria have built a de-facto autonomous zone in parts of the country's north since the Assad administration pulled back its forces last summer. Talks between Turkey and the Kurdistan Workers' Party (PKK) edge towards a settlement to the bloody conflict there. The Kurds of Iraq boast a federal region that enjoys a semblance of democracy and prosperity.

So far, Iran has bucked the regional trend towards empowerment of the Kurds. Kurdish political activism there is harshly suppressed. Kurds and other nationalities "face multifaceted discrimination, and their legitimate freedoms and rights are frequently transgressed", the UN reports. But gains by their brethren elsewhere in the region are feeding Iranian Kurds' bitterness at their own lack of political status. At the same time, Iranian Kurdish parties see these developments as a landmark opportunity to carve out a new standing for their people.

"We're hopeful that Iran will be forced to give us our rights, too. Let it be like Syrian Kurdistan. They're ruling themselves with their own will," Berxwedan told Al Jazeera. "Why shouldn't it be the same in Iran? This is our expectation. We don't want to fight, but we will if we have to in order to defend Kurdish rights."

Iranian Kurds' most recent chance for freedom came after the Iranian revolution of 1979. Both the liberal nationalist Democratic Party of Iranian Kurdistan (PDKI) and the Marxist-oriented group Komala backed the uprising against the Shah, taking over swaths of the Kurdish region in the uprising. Tehran regained control following abortive talks and years of bitter fighting. PDKI and Komala fled to Iraqi Kurdistan, where they remain today.



PJAK is now the only Iranian Kurdish group involved in armed struggle against the Islamic Republic. Founded in 2004, it is connected to the Kurdistan Communities Union (KCK), the umbrella body that includes the PKK. Its bases in the Qandil Mountains on the Iraq-Iran border are next to the PKK's. PJAK claims to also control an area spanning 2,200 sq km inside Iran.

Azad Awraz, a member of the PJAK coordination committee, told Al Jazeera changes in the regional order bode well for his organisation's goal of a "democratic Iran and confederal Kurdistan".

"North, south, and west Kurdistan are falling like dominoes. The Kurdish issue is being solved everywhere. Iran has no choice but to do the same," he says.

PJAK welcomed the Turkey-PKK detente as a way to isolate Iran. In 2004, Ankara and Tehran softened their centuries-old rivalry for regional pre-eminence to join forces against PJAK and the PKK. They shared intelligence on rebel movements and coordinated their military operations. Ankara's peace process with the PKK therefore leaves Iran lonely and exposed on the Kurdish front.

"The Iran-Turkey alliance was an obstacle to us. They made war on us a few times," Awraz said. "Now, that won't happen."

PJAK's side of Qandil has been mostly quiet since 2011, when Iraqi Kurdish authorities negotiated a ceasefire with Iran following intense clashes. At a PJAK camp an hour down a dirt road from a village in Iraq's Sulaymaniyah province, fighters spend much of their time reading. Several works by jailed PKK leader Abdullah Ocalan sit on a stuffed bookshelf alongside a Turkish-language copy of *The Kurds and Kurdistan* by

former PDKI president Abdulrahman Qasimlu. Most of the rebels are in their 20s, and about half are women. They come from Iran and Turkey.

ON THE OFFENSIVE

The rebels may be tempted to go on the offensive as Iran is strained by the loss of its military alliance with Turkey, its increasingly active involvement in Syria, and domestic troubles exacerbated by harsh international sanctions.

Iran has recently built up its military pre-

We think it's best for the ceasefire between PJAK and the Iranian state to continue.

Murat Karayilan, KCK executive council chairman

sence along the borders with Iraq and Turkey, according to Awraz. PJAK foreign affairs spokesman Shamal Bishir told Al Jazeera that the Kurds had responded in kind: "We will and have increased our [armed] forces inside Iranian Kurdistan. Increasing forces in villages and cities is one of our major goals."

We think it's best for the ceasefire between PJAK and the Iranian state to continue.

Murat Karayilan, KCK executive council chairman

Bishir quickly added that PJAK sought a peaceful solution to the Kurdish issue and prioritised political agitation. Part of this doubtlessly has to do with the fact that →

⇒ the PKK wants to avoid any turmoil that could disrupt its ongoing withdrawal from Turkey as part of the peace process.

"We think it's best for the ceasefire between PJAK and the Iranian state to continue," KCK executive council chairman Murat Karayilan told Al Jazeera. "The Middle East is in a pre-storm period. There's a big possibility that a greater storm will start. It would be more correct if Kurds didn't rush to take up arms against anyone in this period."

Growing KCK influence in Syria and Turkey also presents new political opportunities for PJAK. The rise of the KCK-affiliated Democratic Union Party (PYD) in Syria has strengthened the latter's regional leverage. Meanwhile, the ruling parties in Iraqi Kurdistan - the Kurdistan Democratic Party (KDP) and the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) - both have recently cozied up to the PKK as a way of boosting their sagging popularity at home.

Bishir says Iraqi Kurdish authorities are also giving PJAK a fresh look as they prepare for possible developments in Iranian Kurdistan. PJAK decided to buy its own safe house in Sulaymaniyah last summer in order to facilitate these contacts. "We're trying to develop good relations for the coming new period. Soon, eyes will shift from Syria and Turkey to Iran," he says.

KURDISH COALITIONS

PJAK and other Iranian Kurdish parties see intra-Kurdish strife as a major threat to their improving prospects. They fear a replay of northern Syria, where the PYD has squared off with parties tied to the KDP. The equivalent in Iran would be a showdown between PJAK and the factions

The Middle East is going to change. When the Islamic Republic came to power, it was very weak, but the Kurdish groups were not aligned with each other. That's why we're negotiating with each other.

Mustafa Hejri, PDKI

claiming the names PDKI and Komala, both of which have long-running ties with Iraqi Kurdish parties.

The Middle East is going to change. When the Islamic Republic came to power, it was very weak, but the Kurdish groups were not aligned with each other. That's why we're negotiating with each other.

"If in this atmosphere we go through a time of change and a vacuum, of course, it will be hard to control the situation," Bishir says. "Our goal has been first to establish dialogue and common understanding of

each other."

The PDKI split in 2006, while five groups claim the name Komala. Today, the larger PDKI faction, headed by Mustafa Hejri, is based in three desolate camps in northern Iraq. Hejri claims the party has 800 peshmerga - Kurdish guerrillas - but the mostly aging, pot-bellied men would be no match for Iran's Revolutionary Guards.

Hejri's PDKI signed a cooperation accord with a Komala faction last August. He rejects contacts with PJAK, which he sees as a mere extension of the PKK. PDKI last met with the PKK last year, according to Hejri.

Still, Hejri says intra-Kurdish negotiations have taken on greater urgency in recent months. The lessons of 1979 - when internal discord helped Iranian Kurds miss a landmark opportunity - weigh on his mind.

"The Middle East is going to change. When the Islamic Republic came to power, it was very weak, but the Kurdish groups were not aligned with each other. That's why we're negotiating with each other," Hejri tells Al Jazeera.

"Sometimes change occurs speedily. If we're not ready, we'll lose time." ●



Iraq: Kurdish list wins largest bloc in Ninevah

BAGHDAD - June 26, 2013 - The Associated Press

IRAQI ELECTORAL OFFICIALS say a Kurdish coalition has won the largest single bloc of seats in provincial elections in the restive northern province of Ninevah, though it fell short of a majority.

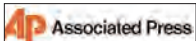
The Independent High Electoral commission announced that the

Kurdish-backed al-Taakhi list won 11 of 39 provincial council seats up for grabs.

Ninevah borders Iraq's largely autonomous Kurdish region and has a sizable Kurdish minority. Many of the remaining seats went to Arab parties.

Iraqi parliament speaker Osama al-Nujaifi's Sunni Arab-backed United bloc came in second, with eight seats. The Loyalty to Ninevah party, backed by Prime Minister Nouri al-Maliki, was third with four seats.

Residents in Ninevah and neighboring Anbar province voted last week in local elections that had been delayed due to security concerns. ○



1 Killed in Protest in Southeast Turkey

ANKARA, June 28, 2013 By THE ASSOCIATED PRESS

A Kurdish politician says paramilitary police have fired on a group of Kurdish protesters in southeast Turkey, killing one person and injuring eight others.

Kurdish legislator Nazmi Gur told The Associated Press the protesters

were demonstrating Friday against construction work to expand a military post in the mainly Kurdish town of Lice.

The state-run news agency says security forces fired warning shots into the air to disperse the protesters after some hurled fire bombs and stones. It reported there were seven people hurt. The different casualty figures could not immediately be reconciled.

The incident comes as autonomy-seeking Kurdish rebels are withdrawing from Turkey as part of peace talks with the Turkish government.

A rebel commander last week criticized Turkish government efforts to build new military posts amid the peace efforts. ○

Police quell BDP demo urging reforms for Kurdish solution in Diyarbakır

DIYARBAKIR

www.hurriyetaidailynews.com

A demonstration in the southeastern city of Diyarbakır, organized by the Peace and Democracy Party (BDP) and aimed at urging the government to speed up reforms to move the Kurdish peace process forward was quelled by riot police on June 30.

Security forces used water cannons and tear gas to disperse the protesters as Van independent deputy Aysel Tuğluk was preparing to make a statement.

Clashes spread to side streets and at least three protesters were injured. Some have also been detained, daily Radikal reported.

Around 3,000 people had gathered in Diyarbakır upon a call from the BDP, including Diyarbakır Mayor Osman Baydemir, the BDP's provincial chairman Zübeyde Zümrüt and other top local officials.

How can peace be achieved without our rights? BDP co-chair asks

BDP co-chair Gültan Kışanak negotiated with police officers, asking them to stop their intervention

"How are we going to achieve peace if we can't fulfill our most democratic and legitimate rights? I condemn this violent,



Around 3,000 people attended the march in Diyarbakır, including mayor Osman Baydemir and MP Aysel Tuğluk. DHA photo

fascist attack," Kışanak told reporters.

"The government should decide if it wants a solution, peace and democratic politics, or war, conflict and fascism. Then we will make our own decisions and move on," Kışanak said, adding that she did not believe that the intervention was not related to the ruling Justice and Development Party (AKP). "The AKP's attitude is one that incites these attacks. Nobody will escape by accusing local officials or police."

The demonstration in Diyarbakır was the first of the "Government, take a step" rallies recently announced by the BDP. The party said it would organize a three-

month-long "Democratic Resolution Move" demanding the government take action in the form of legal reforms for the "second phase" of the peace process, the first one being considered the outlawed Kurdistan Workers' Party's (PKK) withdrawal from Turkish soil.

"The main demand of the 'Democratic Resolution Move' was for the government to fulfill freedom for [jailed PKK leader] Mr. Abdullah Öcalan," the BDP's statement also said.

The crowd also protested the recent clashes in nearby Lice between soldiers and villagers, which left one dead and 10 injured. ■

Lice clashes are the Kurdish version of Gezi Park: Ruling AKP spokesman

ISTANBUL

www.hurriyetaidailynews.com

The clashes in southeastern Diyarbakır's Lice district on June 28 aimed to "disrupt" the ongoing Kurdish peace process, the ruling Justice and Development Party's Spokesperson Hüseyin Çelik has commented via Twitter.

"Those who are planning a Big Plot are trying to put in place the Kurdish version of Gezi Park. Please be careful, my Kurdish brother," Çelik wrote on his Twitter account, adding that the clashes between villagers and soldiers which left one person dead were the result of a "dirty conspiracy."

"Big Plot" was the catchphrase during AKP's mass rallies organized as a response the nationwide protests.



AKP's Spokesperson Hüseyin Çelik

Çelik also launched the hashtag #resistresolution ("#dirençözüm") on Twitter, echoing the slogans of the Gezi Park protesters. "The resolution process is seriously disturbing the warlords and those who want to reach their goals through the blood of this country's children. That's why we say #resistresolution, because if you don't, blood and

hatred will win," Çelik wrote.

"The extensions of Ergenekon and racist nationalists are trying to support the Big Plot in Lice," he also added, in reference to the shadowy deep state network accused of plotting a coup against the AKP government.

'No new gendarmerie station'

Çelik also said it was untrue that a gendarmerie station was being built in Lice, a fact that allegedly sparked the protests of the villagers.

"There are currently 15 gendarmerie constructions underway in Diyarbakır, all of which are just renewals. There are no new gendarmerie stations. The construction at Lice-Kayacık is also a renewal. Besides, a new facility could be built if necessary," Çelik wrote, calling on people not to believe what he described as "social media lies."

The clashes left one dead and 10 injured. Peace and Democracy Party (BDP) co-chair Gültan Kışanak and independent Van deputy Aysel Tuğluk went to visit the site to collect information. ■

AFP

Couvre-feu dans une localité kurde après la mort de trois manifestants

BEYROUTH, 28 juin 2013 (AFP)

UN COUVRE-FEU a été imposé vendredi à Amouda, dans le nord de la Syrie, au lendemain de la mort de trois manifestants tués par des miliciens kurdes du Parti de l'union démocratique (PYD), ont affirmé des militants et une ONG.

Pour sa part le PYD, émanation syrienne du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), a affirmé qu'un de ses membres avait été tué le même jour à Amouda, à 700 km au nord-est de Damas sur la frontière avec la Turquie.

"Un couvre-feu a été imposé aujourd'hui par le PYD dans la ville. Personne n'est autorisé à sortir dans les rues et il y a partout des tireurs embusqués. Je ne vois pas comment nous allons pouvoir enterrer nos morts", a affirmé à l'AFP Nichane Malle, un militant de la ville contacté par internet.

Jeudi des combattants du PYD ont ouvert le feu contre une manifestation appelant à la libération de trois personnes emprisonnées depuis la semaine dernière par l'organisation kurde.

"Jeudi, vers 19H00 (16H00 GMT), des centaines d'habitants d'Amouda s'étaient rassemblées dans les rues pour demander la libération de trois militants arrêtés par le PYD sous le prétexte fallacieux qu'ils étaient des trafiquants de haschich", a expliqué à l'AFP le journaliste-citoyen Havidar de la province de Hassaké, dont Amouda fait partie.

Alors que les manifestants entonnaient des slogans hostiles au PYD, "les Assaych (services de sécurité) du PYD ont ouvert le feu sur eux", a précisé Havidar.

Trois manifestants ont été tués et des dizaines d'autres ont été blessés, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH).

Une vidéo amateur distribuée par les militants montre des hommes armés à bord d'un pick-up blanc tirant alors que des cris sont entendus dans la foule.

Dans cette ville, d'où s'est retirée l'armée de Bachar al-Assad, le pouvoir du PYD et des autres mouvements kurdes est contesté par un fort courant démocratique qui reproche à ces organisations l'usage de la force pour contrôler la région, selon un militant.

Pour sa part, le PYD a assuré qu'un de ses combattants avait été tué le même jour par balle lorsqu'un de ses convois avait été attaqué dans la ville.

"Un de nos combattants a été tué par des mercenaires à Amouda et deux autres ont été blessés", a affirmé le PYD dans un communiqué.

Cependant le journaliste indépendant et militant kurde Massoud Akko a assuré ne pas croire que les manifestants étaient armés. "Il s'agissait d'une manifestation pacifique et rien ne justifie l'usage d'armes ici", a-t-il dit à l'AFP via internet.

Un autre groupe important kurde, le Conseil national kurde (CNK), a dans un communiqué condamné "cet incident honteux". Le CNK se déclare "convaincu" que la crise à Amouda est "le résultat des divisions entre Kurdes" et que ceci "requiert des efforts de tous pour ne pas aller vers une escalade".

Pour sa part, la Coalition de l'opposition syrienne a dénoncé dans un communiqué la violence à Amouda, appelant "toutes les parties à la retenue".

Les Kurdes représentent environ 15% des habitants de la Syrie.

Observatoire de la Vie Politique Turque (OVIPOT).....29 juin 2013

D'un printemps turc à un été kurde

Par Jean Marcou

Hier un jeune homme de 18 ans a été tué et une dizaine de personnes blessées, lors d'une manifestation dans le sud-est de la Turquie. C'est le projet de construction d'une nouvelle gendarmerie à Kayacık, dans le district de Lice (Diyarbakır), qui est à l'origine des troubles qui ont conduit au drame. Ces derniers ont opposés 200 manifestants à des forces de sécurité qui ont fait usage de leurs armes pour des raisons qui restent encore à élucider. Le gouverneur de la province de Diyarbakır a lui-même reconnu l'opacité des faits et annoncé qu'une enquête avait été ouverte. Toutefois, ce grave incident semble déjà susceptible de mettre le feu aux poudres.

Quelques heures plus tard, en effet, des militants du PKK ont enlevé un sous-officier de Gendarmerie sur la route reliant Bingöl à Diyarbakır, et ce samedi, des marches de deuil et de protestation ont eu lieu à l'appel des organisations kurdes, non seulement à Diyarbakır, mais également à Istanbul. Le co-président du BDP, Selahattin Demirtaş, a appelé le gouvernement à limoger le commandant de la Gendarmerie du district de Lice, en estimant qu'il était responsable d'un recours injustifiable à l'usage d'armes à feu. Toutefois, dans un tweet, le porte-parole de l'AKP, Hüseyin Çelik, mettant en garde «ses frères kurdes», n'a pas hésité à affirmer que les incidents de Lice étaient en réalité «une version kurde de Gezi Parkı», ourdie par des forces qui veulent porter atteinte au processus de paix en cours.

Cette affaire intervient au moment où, après la fronde de Gezi Parkı et ses suites, beaucoup d'observateurs s'interrogent sur la viabilité du processus engagé ces derniers mois par le gouvernement et le PKK pour essayer de résoudre la question kurde en Turquie. Les heurts de Lice sont sans aucun doute le plus grave incident survenu dans le sud-est du pays, depuis que, le 21 mars dernier, à l'occasion des fêtes de Newroz, Abdullah Öcalan a appelé à la paix et au cessez-le-feu. On se souvient que la pre-



mière phase du «règlement» avait commencé le 8 mai dernier, avec le départ des troupes du PKK vers leurs bases-arrière en Irak du nord. Par la suite, les provinces kurdes de Turquie sont restées relativement en retrait, lorsqu'à Istanbul, la contestation a éclaté. Pourtant, depuis que celle-ci s'est atténuée ou plus exactement muée en actions civiques de protestation, de nombreuses personnes doutent de la poursuite du règlement de la question kurde et certains responsables pressent le gouvernement d'agir.

Au cours des 15 derniers jours, plusieurs incidents inquiétants sont intervenus dans le sud-est. Le 21 juin dernier, un hélicoptère de l'armée turque a essuyé des tirs du PKK. Par ailleurs, lors des meetings qu'il a lancés pour essayer de reprendre l'initiative après l'évacuation de Taksim, le premier ministre n'a cessé de faire état du «grand complot», accusant les manifestants d'être en réalité des «saboteurs» du processus engagé pour résoudre la question kurde. Plus récemment, il a estimé que seule une minorité des militants du PKK avait quitté le territoire turc, en se montrant ainsi plutôt pessimiste sur l'issue des opérations. Le récent tweet d'Hüseyin Çelik semble relever de la même posture...

Côté kurde, l'impatience est de plus en plus perceptible. ➔

→ Le chef de la branche militaire du PKK, Murat Karayılan s'est inquiété des reconnaissances effectuées, ces derniers temps, par l'aviation turque au-dessus des montagnes de Qandil où ses troupes se trouvent stationnées, et il a prévenu que ses hommes étaient prêts à reprendre la lutte armée, si besoin était. Selahattin Dermirtaş, pour sa part, a demandé au gouvernement d'engager sans plus tarder la seconde phase du processus de paix, celle où l'on doit s'attacher à résoudre sur le fond les problèmes qui se posent.

Le gouvernement n'a cependant toujours pas fait connaître ses intentions ultimes, et en tout état de cause, il n'a pas pris d'initiative afin d'accréditer l'idée d'une reprise du processus de paix. Nommé dans le cadre de celui-ci par le premier ministre, le groupe des sages, qui a visité l'ensemble des départements turcs,

a rendu récemment un rapport en faisant savoir que la balle était désormais dans le camp du gouvernement. Le vide qui perdure est donc dangereux. La Turquie sort de trois semaines de manifestations qui l'ont fortement ébranlée. Alors même que la contestation se poursuit, la reprise des affrontements en zone kurde, voire le développement d'un mouvement global de protestation comparable à celui de Gezi Parkı, pourrait ajouter un «été kurde» au récent «printemps turc», et avoir des conséquences totalement imprévisibles, si les deux mouvements parvenaient à faire leur jonction.

Or, aujourd'hui sur Istiklal Caddesi à Istanbul, les syndicats de la fonction publique ont défilé avec le BDP, et ce soir, à Taksim, des manifestants protestent tant contre la libération d'un policier suspecté d'être à l'origine de la mort de l'une des victimes du «printemps turc» que contre les violences de Lice...

LesEchos 18 juin 2013

Total renforce sa présence au Kurdistan

Par ANNE FEITZ

Le groupe français vient d'acquérir 80% d'un bloc d'exploration dans cette région autonome du nord de l'Irak.

Total a acheté une participation majoritaire dans un bloc d'exploration pétrolière au Kurdistan, vient de révéler l'agence Dow Jones. Il s'agit du bloc de Baranan, dans lequel le groupe français prendra 80%, aux côtés du gouvernement régional du Kurdistan, qui en conservera 20%.

Total renforce ainsi sa présence dans la région semi-autonome du nord de l'Irak, après y avoir déjà acquis, fin juillet 2012, une participation de 35% dans deux autres blocs d'exploration. «Cette nouvelle participation dans un bloc en cours d'exploration avait été envisagée lorsque Total a effectué son entrée au Kurdistan au

cours de l'été 2012. Dès ce temps-là l'intention initiale était que Total apporte son expertise technique et son savoir-faire opérationnel via un rôle actif d'opérateur», a indiqué le groupe.

Plus de 40 milliards de barils de réserves

D'autres grands groupes, comme les américains ExxonMobil et Chevron, ou encore le russe Gazprom, ont aussi pris position au Kurdistan, où les réserves sont estimées à plus de 40 milliards de barils et où les contrats de partage de production sont plus intéressants que dans le sud du pays. Chevron a ainsi annoncé hier avoir signé un troisième contrat de prospection, après avoir déjà remporté deux contrats en juillet 2012.

Ces contrats signés avec le gouvernement du Kurdistan ont toutefois provoqué la colère du gouvernement central irakien, qui les juge illégaux tant qu'ils n'ont pas



Total monte à 80% dans le bloc d'exploration pétrolière de Baranan, au Kurdistan - AFP

été approuvés par le ministre fédéral de l'Énergie. Or, Bagdad et Erbil ne parviennent pas à se mettre d'accord sur la répartition des revenus pétroliers. Bagdad a sommé à plusieurs reprises ExxonMobil et Total, qui détiennent des intérêts dans le sud du pays, de choisir leur camp. Sans conséquence tangible pour le moment.



29 juin 2013

Hollande a reçu le président du Kurdistan irakien

Par AFP

Le président François Hollande a reçu samedi le président du gouvernement régional du Kurdistan d'Irak, Massoud Barzani, a annoncé l'Élysée, en se refusant à tout commentaire sur la teneur de cet entretien.

Mahmoud Barzani préside aux destinées de la région autonome kurde depuis la réunification, en 2005, des régions kurdes d'Irak, qui

étaient autonomes depuis la première guerre du Golfe en 1991 mais divisées.

Le Kurdistan jouit d'une grande autonomie et fait de plus en plus cavalier seul dans la conduite de ses affaires, en particulier pétrolières, provoquant la colère de Bagdad.

Une élection présidentielle doit se tenir en septembre, et Mahmoud Barzani envisage de se présenter à un troisième mandat, ce que l'opposition juge illégale



Tension en Turquie après la mort d'un manifestant kurde

ISTANBUL (Reuters) - Dix mille personnes ont défilé samedi en direction de la place Taksim, dans le centre d'Istanbul, en scandant des slogans hostiles au gouvernement turc après la mort d'un manifestant kurde tué la veille par les forces de l'ordre dans le sud-est du pays.

Le rassemblement entrainé dans le cadre du mouvement de contestation entamé fin mai, mais s'est mué en élan de solidarité avec la minorité kurde après ce décès.

"Policiers assassins, hors du Kurdistan!", ont crié certains manifestants. "L'Etat meurtrier paiera!", lançaient d'autres militants.

Le jeune Kurde de 18 ans tué vendredi à Kayacik, dans la province de Diyarbakir, protestait contre la construction d'une gendarmerie. Dix autres manifestants ont été blessés par les forces de l'ordre.

Ces troubles sont les plus violents depuis l'appel au cessez-le-feu lancé en mars par Abdullah Öcalan, chef historique du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) détenu depuis 1999, qui a entamé un processus de paix avec le gouvernement de Recep Tayyip Erdogan.



Des centaines de personnes ont scandé des slogans contre le gouvernement samedi à Diyarbakir, dans le sud-est de la Turquie, lors des funérailles d'un manifestant kurde tué la veille par les forces de sécurité. /Photo prise le 29 juin 2013/REUTERS/Umit Bektas

A Istanbul, les forces de l'ordre ont empêché les manifestants d'accéder à la place Taksim, épice de la contestation depuis bientôt un mois. Après in situ dans les rues avoisinantes, la plupart ont quitté les lieux, mais un millier de per-

sonnes y sont restées.

"ATTENTION, ERDOGAN"

Les policiers les ont dispersées en les poussant à l'aide de leur bouclier. Ils étaient appuyés par un canon à eau qui n'a pas été utilisé.

Plusieurs centaines de personnes ont également manifesté à Diyarbakir, dans le sud-est de la Turquie, lors des obsèques de la victime. "Attention, Erdogan, ne nous pousse pas dans les montagnes!", ont-elles lancé.

Dans le cadre du processus de paix, les combattants du PKK ont commencé à quitter la Turquie pour rejoindre leurs camarades retranchés dans le nord de l'Irak.

Le ministère de l'Intérieur a annoncé l'ouverture d'une enquête sur le décès, précisant que 250 personnes avaient attaqué le chantier et que les forces de l'ordre avaient procédé à des tirs de sommation pour disperser la foule.

Le Parti pro-kurde pour la paix et la démocratie (BDP) a appelé à des manifestations ce week-end dans plusieurs villes de Turquie, notamment Diyarbakir, Mersin et Adana. Il entend lancer un "été de mobilisation" et faire pression sur le gouvernement afin qu'il lance les réformes prévues par l'accord de paix conclu avec le PKK.



L'élection présidentielle au Kurdistan irakien repoussée de deux ans

ERBIL (Irak), 30 juin 2013 (AFP)

LES ÉLUS DE l'Assemblée régionale du Kurdistan irakien ont décidé dimanche de reporter de deux ans l'élection du président de cette région autonome, en raison d'un différend sur la possibilité du dirigeant actuel, Massoud Barzani, de brigner un troisième mandat.

Les élections législatives et provinciales du Kurdistan se dérouleront le 21 septembre comme prévu, mais le scrutin présidentiel a été reporté de deux ans, ont indiqué des députés.

Ce report est le dernier rebondissement en date d'une querelle en cours depuis des mois au sujet du maintien au pouvoir de Massoud Barzani, principale personnalité politique de cette région autonome composée de trois provinces.

L'opposition fait valoir que M. Barzani a effectué deux mandats, soit le maximum autorisé par la loi. En revanche, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) au pouvoir et son partenaire l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) ont appelé à un référendum sur une nouvelle Constitution qui permettrait à M. Barzani d'exercer jusqu'à deux mandats supplémentaires.

Dimanche, ce différend a dégénéré en bagarre dans le Parlement régional, avec des députés d'opposition jetant des bouteilles d'eau alors que les élus en venaient aux poings, avant de voter le report du scrutin présidentiel.

"Le Parlement kurde a approuvé le report de l'élection présidentielle de deux ans" a indiqué Omar Sadiq, un député partisan du PDK de M. Barzani. "Les

élections du 21 septembre concerneront uniquement le Parlement et les assemblées provinciales".

Il a indiqué que ce report, vivement critiqué par l'opposition, était destiné à donner du temps aux partis politiques kurdes irakiens pour qu'ils se mettent d'accord sur une Constitution, qui a été votée par les députés régionaux en 2009 mais n'a jamais été soumise au référendum prévu par la loi.

Le PDK et l'UPK, dirigé par le président irakien vieillissant Jalal Talabani, dominent largement à eux deux la politique au Kurdistan irakien, et ils ont même présenté des listes communes lors d'un récent scrutin.

Ils contrôlent la majorité des 111 sièges du Parlement régional kurde.

Barzani, fils du dirigeant nationaliste très respecté Mulla Mustafa Barzani, fondateur du PDK jouit d'une popularité immense dans la région. Lors du dernier scrutin présidentiel en date, en 2009, il avait empoché 69,6 % des voix.

Le Kurdistan irakien est considéré comme un exemple de stabilité et de croissance économique dans un pays secoué depuis plusieurs mois par une flambée de violences et une profonde crise politique, mais des critiques soulignent que le duopole PDK/UPK a tendance à mélanger les genres entre les institutions régionales et les instances des deux partis, entraînant corruption et clientélisme.

En février, Human Rights Watch avait accusé les autorités kurdes d'étouffer la liberté de parole et d'emprisonner sans les inculper des journalistes, des militants et des opposants politiques.